

STATE LIBRARY OF PENNSYLVANIA
main,stk 940.9C216be
Economic and social history of

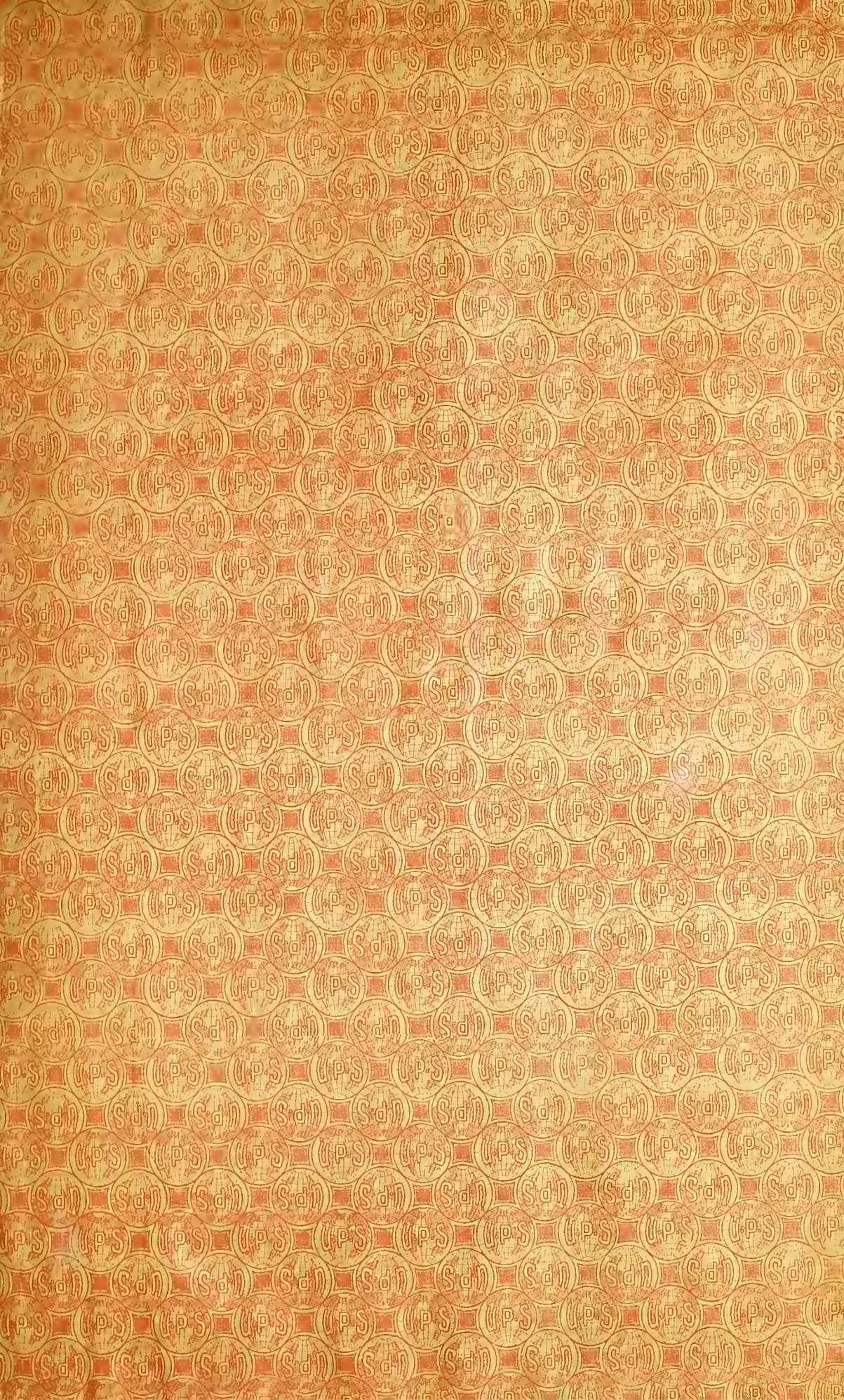


0 0001 00602732 8

REFERENCE



COLLECTIONS





Digitized by the Internet Archive
in 2014

Publications de la
Dotation Carnegie pour la Paix Internationale
Section d'Économie et d'Histoire

HISTOIRE ÉCONOMIQUE & SOCIALE DE LA GUERRE MONDIALE

DIRECTEUR

JAMES T. SHOTWELL

Professeur d'Histoire à l'Université Columbia, (U. S. A.)

Série Belge

DIRECTEUR-ADJOINT :

HENRI PIRENNE

Professeur d'Histoire à l'Université de Gand

*(Voir à la fin de ce volume la composition des Comités étrangers
et la liste des monographies se rapportant à chaque pays).*

LA LÉGISLATION

ET

L'ADMINISTRATION ALLEMANDES EN BELGIQUE

PAR

J. PIRENNE

Avocat à la Cour d'Appel
Professeur à l'Université de Bruxelles

et

M. VAUTHIER

Avocat à la Cour d'Appel
de Bruxelles

PUBLICATIONS DE LA DOTATION CARNEGIE
POUR LA PAIX INTERNATIONALE

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE, PARIS
YALE UNIVERSITY PRESS, NEW-HAVEN, U. S. A.



PREFACE

A l'automne de 1914, quand l'étude scientifique des répercussions de la guerre sur la vie moderne passa tout à coup du domaine de la théorie dans celui de l'histoire, la Division d'Économie et d'Histoire de la Fondation Carnegie se proposa d'adapter son programme de recherches aux problèmes nouveaux que la guerre allait susciter ou, si l'on préfère, aux problèmes anciens qu'elle allait transformer.

Le programme existant, tel qu'il avait été rédigé dans la conférence des économistes tenue à Berne en 1911 et qui traitait des questions alors actuelles, avait déjà donné lieu à des travaux de haute valeur, mais pour bien des raisons, il ne pouvait plus être maintenu tel quel. Un nouveau plan fut donc tracé, à la demande du Directeur de la Division. Il avait pour but de mesurer, par une vaste enquête historique, le coût économique de la guerre et les perturbations qu'elle causerait dans la marche de la civilisation. Il y avait lieu de penser qu'en confiant une telle entreprise à des hommes compétents et d'esprit pondéré, et en la menant selon la méthode vraiment scientifique, elle pourrait finalement fournir au public les éléments nécessaires pour se former une opinion éclairée — et servir par là les intentions d'une Fondation consacrée à la cause de la Paix internationale.

Le besoin d'une telle analyse, conçue et exécutée dans le véritable esprit de la recherche historique, s'est fait de plus en plus sentir au fur et à mesure que la guerre s'est développée, déclenchant toute la multiplicité des forces nationales — non seulement celles qui visaient à la destruction, mais aussi celles qui aboutissaient à la création de nouvelles énergies productives. L'apparition de ces formes nouvelles d'activité économique qui, en temps de paix, se seraient traduites par un accroissement de richesse sociale et qui ont donné parfois l'illusion d'une prospérité accrue — et, d'autre part, le spectacle de l'incroyable endurance dont firent preuve toutes les nations belligérantes pour supporter des pertes sans cesse accrues — ont rendu nécessaire de soumettre à un examen plus approfondi tout le domaine de l'économie de guerre.

Une double obligation s'imposa donc à la Division d'Économie et

d'Histoire. Elle dut prendre pour règle de concentrer son travail sur les problèmes ainsi posés et de les étudier dans leur ensemble ; en d'autres termes, de leur appliquer les critères et les disciplines de la méthode historique. En raison même de ce que la guerre, prise dans son ensemble, constituait un seul fait, quoique se répercutant par des voies indirectes jusqu'aux régions les plus reculées du globe, l'étude de la guerre devait se développer sur un plan unique, embrassant tous ses aspects à la fois et pourtant ne négligeant aucune des données accessibles.

Aussi longtemps que la guerre a duré, on ne pouvait songer à l'exécution d'un tel programme. On pouvait tenter des études occasionnelles et partielles (quelques-unes ont été publiées sous la direction de la Division Économique), mais il était impossible d'entreprendre une histoire générale — et cela pour des raisons évidentes. D'abord toute étude autorisée sur les ressources des belligérants aurait influencé directement la conduite des armées. Aussi les gouvernements avaient-ils grand soin de soustraire à toute enquête les données de la vie économique, même celles auxquelles, en temps normal, le public a accès. En dehors même de cette difficulté, les collaborateurs qui eussent été qualifiés pour ces études étaient pour la plupart mobilisés et par conséquent hors d'état de se livrer à de pareilles recherches. Le plan d'une histoire de la guerre fut donc ajourné jusqu'au moment où les circonstances rendraient possibles dans chaque nation non seulement la communication des documents, mais la collaboration des spécialistes, économistes, historiens, hommes d'affaires ; et où leur coopération à ce travail collectif ne pourrait plus donner lieu à des malentendus, ni quant à ses buts, ni quant à son contenu.

Dès la guerre finie, la Dotation reprit son plan primitif. Il se trouva qu'il s'adaptait assez bien, sauf quelques légères modifications, à la situation nouvelle. Le travail commença dans l'été et l'automne de 1919. Une première conférence des économistes composant le Conseil consultatif (*Advisory Board of Economists*), fut convoquée à Paris par la Division d'Économie et d'Histoire. Elle se borna à tracer un programme de courtes études préliminaires ayant trait aux principaux aspects de la guerre. Comme le caractère purement préliminaire de ces études fut encore accentué par le fait qu'elles portaient plus spécialement sur les problèmes urgents de l'Europe à ce moment, on décida de ne pas en faire des fragments de l'histoire générale mais d'y voir simplement des essais d'intérêt immédiat pour la période de l'après-guerre. Visiblement la conférence ne pouvait établir *a priori* aucun programme d'ensemble ; il fallait créer un instrument plus spécialisé que celui qui existait si l'on voulait entreprendre l'histoire économique et sociale de la guerre. Pour cela il fallait une enquête menée d'abord par une orga-

nisation nationale et ne faisant appel que subsidiairement à une coopération internationale. Aussi longtemps que les faits relatifs à l'histoire de chaque nation ne seraient pas parfaitement connus, il serait vain de procéder à des analyses comparatives et l'histoire de chaque pays constituerait elle-même un inextricable labyrinthe. On décida donc de dissoudre l'ancien Comité européen de recherches et de le remplacer par un Comité de direction (*Editorial Board*) dans chacun des principaux pays (ou par un seul directeur dans les petits pays). La tâche de ces Comités devait se concentrer, au moins pour l'instant, sur l'histoire économique et sociale de leur pays respectif.

La première démarche du Directeur général fut de choisir les membres de ces Comités de Direction dans chaque pays. Si le plan de la Dotation avait besoin d'une justification, il suffirait de montrer les listes des noms de tous ceux qui, hommes de science ou hommes d'État, ont accepté la responsabilité de ces publications. Cette responsabilité est assez lourde, car elle implique l'adaptation du plan général aux conditions spéciales de chaque pays et à ses habitudes de travail. Le degré de réussite de l'entreprise dépendra du zèle avec lequel les collaborateurs de chaque nation accepteront d'y coopérer.

Une fois constitués les Comités de direction, un premier pas s'imposait pour la mise en train de notre histoire. Pas d'histoire sans documents. Avant tout il fallait rendre accessibles pour les recherches, dans la mesure compatible avec les intérêts de l'État, tous les documents de quelque importance relatifs à la guerre, locaux ou nationaux. Mais la constitution des archives est une lourde tâche qui appartient de droit aux Gouvernements et autres détenteurs de ces documents historiques, non aux historiens ou économistes qui se proposent de les utiliser. C'est une obligation incombant aux propriétaires qui les détiennent pour le compte du public. Les collaborateurs qui se sont chargés de cette partie de l'Histoire de la Guerre ne pouvaient que se borner à un rôle d'enquêteurs et, en acceptant la situation telle qu'elle était, résumer leurs découvertes sous forme de guides ou de manuels bibliographiques ; et peut-être aussi, en procédant à une comparaison des méthodes employées, contribuer à faire adopter celles trouvées les plus pratiques. Tel a été dans chaque pays le point de départ de nos travaux, quoiqu'on n'ait pas dans chaque cas rédigé sur ce point de monographie spéciale.

Pendant quelque temps il sembla qu'on ne pouvait dépasser cette première étape du travail limitée à la mise à jour des documents. Et si notre plan avait comporté le dépouillement des seuls documents officiels, on n'aurait guère pu aller au delà, car une fois certains documents catalogués comme « secrets », il y a peu de gouvernements assez coura-

geux pour oser briser les scellés. Par suite, des mines de matériaux indispensables à l'historien lui restent inaccessibles, quoique leur publication ne puisse présenter bien souvent aucun inconvénient. Tant que l'état d'esprit né de la guerre pesait ainsi sur nos recherches et risquait de les entraver pendant bien des années encore, il fallait découvrir quelque autre solution.

Heureusement cette solution a pu se trouver grâce aux souvenirs et aux impressions personnels, appuyés d'ailleurs sur des documents dignes de foi, de ceux qui, au cours de la guerre, ont participé à la direction des affaires ou qui, simples observateurs mais favorablement placés, ont pu recueillir de première ou de seconde main une connaissance précise de certaines phases de la guerre et de leurs conséquences sociales. C'est ainsi qu'a pu être établi le plan d'une série de monographies historiques ou descriptives où les faits seront exposés, non à titre officiel, mais néanmoins de source autorisée, monographies qui se classent à mi-chemin entre le type des mémoires personnels et celui des rapports officiels. Ces monographies constituent le principal de notre œuvre. Elles ne sont pas limitées aux faits de guerre ni même à ses suites immédiates, car l'histoire de la guerre se prolongera longtemps après que celle-ci aura pris fin. Elles doivent embrasser aussi la période de « déflation » au moins assez pour permettre de se faire, sur les perturbations économiques dues à la guerre, un jugement plus sûr que ne le permettrait le seul examen des faits immédiatement contemporains.

Avec cette nouvelle phase du travail, la tâche des directeurs a pris un nouveau caractère. Le plan des monographies a dû être compris en raison des collaborateurs disponibles plutôt qu'en raison des matériaux existant comme c'est le cas dans la plupart des histoires, car les sources étaient aux mains des collaborateurs eux-mêmes. Ceci, à son tour, impliquait une nouvelle attitude à prendre en face du double idéal d'exactitude et d'objectivité auquel doit toujours tendre l'historien. Pour permettre à chaque collaborateur de donner toute sa mesure, il fallait éviter de l'enfermer dans le cadre d'un programme trop rigide : il fallait prévoir que les mêmes faits seraient présentés sur des plans différents et vus sous des angles variés, et que des événements y seraient compris qui ne rentrent pas strictement dans les limites de l'histoire. Il ne fallait même pas vouloir obtenir partout une stricte objectivité. On ne pouvait empêcher une certaine partialité, née des nécessités de la controverse et de la défense. Mais cette partialité même est dans bien des cas une partie intégrante de l'histoire, les appréciations des faits par les contemporains étant aussi instructives que les faits mêmes sur lesquels elles portent. D'ailleurs le plan, dans son

ensemble, est établi de façon que les monographies d'un même pays se contrôlent mutuellement ; là où ce ne serait pas le cas, nul doute que d'autres ouvrages parallèles, publiés dans les autres pays, ne puissent servir de correctif.

Outre ces monographies destinées à utiliser les sources, d'autres études sont en préparation ayant un caractère technique et limité, et portant sur des points précis d'histoire ou de statistique. Ces monographies ont, elles aussi, le caractère de travaux de première main, car elles enregistrent des faits recueillis assez près de leur source pour permettre des vérifications qui deviendraient impossibles plus tard. Mais d'autre part elles constituent aussi des applications de la méthode constructive par laquelle l'historien passe de l'analyse à la synthèse. Mais il s'agit d'une tâche difficile et longue et qui commence à peine.

On pourrait dire, pour caractériser les premières phases d'une histoire comme celle-ci, que l'on n'en est encore, suivant l'expression américaine, qu'à la « cueillette du coton ». Les fils emmêlés des événements restent à tisser pour fabriquer l'étoffe de l'histoire. Dans un travail constructif et créateur comme celui-ci on peut être obligé de changer de plan et d'organisation.

Dans une entreprise qui implique une coopération aussi complexe et aussi variée, il est impossible d'établir, autrement que d'une façon très générale, la part de responsabilité des directeurs et des auteurs dans la rédaction des monographies. En ce qui concerne le plan de l'Histoire de la Guerre dans son ensemble et son exécution, c'est le Directeur général qui assume la responsabilité ; mais quant aux arrangements de détail et à la répartition des travaux entre les collaborateurs, c'est surtout l'affaire des Comités de direction et d'édition dans chaque pays, qui ont aussi à lire les manuscrits préparés sous leur direction. Néanmoins l'acceptation d'une monographie n'implique nullement l'approbation des opinions et conclusions qui s'y trouvent formulées. La Direction borne son rôle à s'assurer de la valeur scientifique des travaux, et à vérifier s'ils rentrent bien dans le cadre du plan adopté, mais les auteurs auront naturellement toute liberté de traiter les sujets à leur gré. De même aussi la Dotation, par le fait qu'elle autorise la publication de monographies, ne doit pas être considérée comme donnant son approbation aux conclusions qui s'y trouveront formulées.

C'est devant l'histoire seulement que la Dotation sera responsable : d'où résulte pour elle l'obligation de réunir et de présenter tous les faits et tous les points de vue aussi complètement et aussi exactement que possible, sans chercher à en éliminer aucun dès qu'ils sont essentiels à l'intelligence générale de la guerre.

* * *

Le sujet du présent ouvrage n'appartient pas, à proprement parler, à l'histoire économique et sociale. La connaissance en est pourtant indispensable à la compréhension de celle-ci. Il a paru nécessaire que, dans chacune des séries nationales composant l'ensemble de notre ouvrage, on trouvât la description des organisations gouvernementales ou privées qui furent chargées de diriger, pendant la guerre, l'activité économique. Ces monographies fournissent ce que l'on pourrait appeler l'histoire constitutionnelle de l'économie de guerre, c'est-à-dire de la politique économique des gouvernements obligés de pourvoir aux besoins de l'existence nationale. S'il s'agit de pays occupés, leur intérêt consiste essentiellement dans l'étude des mesures prises par le pouvoir occupant. Celle que l'on va lire expose l'administration de la Belgique par l'Allemagne. Les deux juristes belges qui l'ont signée ont utilisé tous les documents qu'il leur a été possible de consulter. La liste des monographies placée à la fin du volume avertit le lecteur que la même question sera également traitée dans la série allemande.

James T. SHOTWELL.

AVANT-PROPOS

L'œuvre législative et administrative allemande en Belgique a été particulièrement touffue. Elle est intéressante à étudier, non seulement au point de vue belge, mais au point de vue général. L'examen de l'activité du gouvernement général allemand permettra au lecteur, pensons-nous, de se rendre compte des problèmes nombreux qui se posent dans le domaine du droit international et qui demandent impérieusement une solution. Il est évidemment difficile pour des Belges de traiter pareil sujet sans une certaine passion. Nous avons conscience néanmoins d'avoir étudié le plus objectivement, le plus impartialement possible, les documents sur lesquels nous avons basé notre étude.

On trouvera dans notre travail deux parties nettement distinctes : la première partie contient un exposé de la législation et de l'administration allemandes en Belgique, conçu à un point de vue historique et analytique. Nous avons à la fois tenté d'établir quelle fut la politique d'occupation de l'Allemagne en Belgique, à la lumière de divers documents exclusivement de source allemande, et de suivre, à travers les ordonnances et arrêtés du pouvoir central, la façon dont cette politique fut exécutée.

La seconde partie de l'ouvrage est purement documentaire. Elle ne contient évidemment pas toutes les pièces que nous avons utilisées, pareille publication comporterait une série de volumes, mais elle renferme les pièces que nous avons jugé être les plus intéressantes ou les plus caractéristiques.

On y trouvera principalement des arrêtés et des ordonnances, quelques extraits de correspondance administrative.

Les sources de ce travail se restreignent, en effet, aux textes législatifs, à certaines correspondances et autres documents administratifs allemands qui sont tombés entre les mains du Gouvernement belge après la guerre. Les textes législatifs sont publiés dans divers recueils officiels allemands :

1^o *Bulletin officiel des lois et arrêtés pour le territoire de la Belgique*

(Gesetz und Verordnungsblatt für die okkupierten Gebiete Belgiens, en trois langues : allemand, français, flamand). Nous y renvoyons par la mention *Bull.*

2^o *Bulletin officiel des arrêtés pour le rayon des Etapes de la IV^e Armée* (en trois langues). Nous y renvoyons par la mention *Bull. Et.*

3^o *Gesetz und Verordnungsblatt für Flandern*, paru après la séparation administrative du pays, en deux langues : allemand et flamand. Nous y renvoyons par la mention *G. Fl.*

4^o *Gesetz und Verordnungsblatt für Wallonien*, paru également après la séparation administrative du pays, en deux langues : allemand et français. Nous y renvoyons par la mention *G. W.*

Pour ces quatre recueils, nos références renvoient aux arrêtés visés dans le texte, soit par l'indication du numéro et de la date du Bulletin, dans lequel ils ont paru, soit par l'indication de la page du Bulletin.

Les autres documents ont été recueillis et consultés à la Commission d'enquête pour l'étude des violations du droit des gens en Belgique pendant l'occupation allemande, que créa, après l'armistice, le Ministère de la Justice. On consultera avec le plus grand fruit la série de volumes (en cours de publication) édités par la « Commission d'Enquêtes », parus à Bruxelles », et à laquelle collaborèrent les auteurs de cet ouvrage.

Ces documents se trouvent aujourd'hui déposés aux « Archives de la Guerre » à Bruxelles. Les documents intéressant la magistrature sont déposés aux « Archives du Parquet » au Palais de Justice de Bruxelles.

Afin de faciliter l'examen et la recherche des documents publiés, nous les avons divisés en sept chapitres d'après les sujets auxquels ils se rapportent. Chaque chapitre a été séparé en différentes subdivisions, précédées chacune d'une note résumant la teneur des documents publiés.

* * *

On se rendra compte en lisant ce travail qu'il ne constitue point une histoire de l'occupation allemande en Belgique, pas plus qu'une histoire de la Belgique pendant l'occupation. Son sujet est strictement limité à l'étude de l'administration et de la législation allemandes. Nous avons naturellement été amenés à citer des documents pouvant expliquer l'œuvre administrative de l'Allemagne en Belgique et faire apparaître les fins qu'elle a poursuivies. Nous avons également cité des faits qui expliquent ou permettent de comprendre l'action du gouvernement général ; mais les faits que nous citons n'ont qu'une valeur exemplative, et nous avons dû passer sous silence des faits

extrêmement importants qui ne rentraient pas dans le cadre de cette étude.

Enfin signalons que notre travail est forcément incomplet par suite de la destruction d'archives du gouvernement général par les Allemands avant l'évacuation du pays. Tel qu'il est, nous espérons qu'il pourra néanmoins faire connaître, dans les grandes lignes, ce que fut, au point de vue administratif et juridique, l'occupation de la Belgique par l'Allemagne.

J. P.

M. V.

PREMIÈRE PARTIE

L'ORGANISATION DE L'OCCUPATION

CHAPITRE PREMIER

L'occupation de la Belgique (1914-1915)

Occupation ; organisation du gouvernement général et de l'administration ; contrôle des banques ; séquestres ; retrait à la Banque Nationale du privilège de l'émission des billets de banque, attribué à la Société Générale. — Suppression des mesures prises par le gouvernement belge pour le ravitaillement du pays ; réquisitions de vivres indigènes ; réquisition des matières premières de l'industrie ; installation des Conseils de guerre.

Le 20 août 1914, l'armée allemande occupait Bruxelles. Le 2 septembre 1914 (1), le maréchal von der Golz annonçait que l'empereur l'avait investi des pouvoirs de Gouverneur Général de Belgique. Cette proclamation donnait les directives de la politique qu'il annonçait vouloir suivre :

PROCLAMATION

S. M. l'empereur d'Allemagne, après l'occupation de la plus grande partie du territoire belge, a daigné me nommer gouverneur général en Belgique. J'ai établi le siège du gouvernement général à Bruxelles (Ministère des Beaux-Arts). Par ordre de S. M. une administration civile a été installée auprès du gouverneur général. S. E. M. von Sand a été appelé aux fonctions de chef de cette administration.

Les armées allemandes s'avancent victorieusement en France. Ma tâche sera de conserver la tranquillité et l'ordre public en territoire belge.

Tout acte hostile des habitants contre les militaires allemands, toute tentative de troubler leurs communications avec l'Allemagne, de gêner ou de couper les services des chemins de fer, des télégraphes ou des télé-

(1) Bull. n° 1, 5 sept. 1914. *Gesetz und Verordnungsblatt für die okkupierten Gebiete Belgiens.* (Bulletin officiel des lois et arrêtés pour le territoire belge occupé), voir texte partie doc., ch. V, note 1. Cf. le texte affiché le 16 décembre 1914 par le gouverneur général von Bissing dans F. Passelecq, *Déportation et Travail forcé des ouvriers et de la population civile*, ch. I, § I (même série).

phones, sera puni très sévèrement. Toute résistance ou révolte contre l'administration allemande sera réprimée sans pardon.

C'est la dure nécessité de la guerre que les punitions d'actes hostiles frappent, en dehors des coupables, aussi des innocents. Le devoir s'impose d'autant plus à tous les citoyens raisonnables d'exercer une pression sur les éléments turbulents en vue de les retenir de toute action dirigée contre l'ordre public.

Les citoyens belges désirant vaquer paisiblement à leurs occupations n'ont rien à craindre de la part des troupes ou des autorités allemandes. Autant que faire se pourra, le commerce devra être repris, les usines devront recommencer à travailler, les moissons devront être rentrées.

Citoyens belges.

Je ne demande à personne de renier ses sentiments patriotiques. Mais j'attends de vous tous une soumission raisonnable et une obéissance absolue vis-à-vis des ordres du gouverneur général. Je vous invite à lui montrer de la confiance et à lui prêter votre concours. J'adresse cette invitation spécialement aux fonctionnaires de l'Etat et des communes qui sont restés à leur poste. Plus vous donnerez suite à cet appel, plus vous servirez votre patrie.

Fait à Bruxelles, le 2 septembre 1914.

VON DER GOLZ.

Aussitôt l'administration civile du pays fut constituée. Le 3 décembre 1914 (1), un arrêté abrogeait la loi du 4 août 1914 (2), par laquelle le Gouvernement belge, prévoyant l'occupation du pays par l'ennemi, transmettait ses pouvoirs, en cas d'invasion, aux gouverneurs des provinces, en cas de retraite de ceux-ci aux commissaires d'arrondissements, et enfin, à leur défaut, aux conseils communaux. Tous les pouvoirs appartenant normalement aux gouverneurs des provinces belges étaient confiés aux gouverneurs militaires allemands. A côté de chaque gouverneur militaire, un président de l'administration civile était placé pour traiter les affaires courantes de l'administration et pour présider les séances de la députation permanente du conseil provincial.

Tous les pouvoirs du Roi passaient au gouverneur général. Quelques

(1) Arr. du 3 déc. 1914 (*Bull.* n° 18, 7 déc. 1914), voir texte partie doc. ch. V, note 1.

(2) Voir le texte de la loi belge du 4 août, partie doc., ch. V, note 1.

jours après le *Bulletin des lois et arrêtés* était institué (1) et le gouverneur général s'attribuait le droit exclusif de rendre des ordonnances (2).

Le Gouvernement central fut composé comme suit : le gouverneur général possédait le pouvoir exécutif, il était le chef de l'administration du pays. L'administration civile — *Zivilverwaltung* — disposait des ministères et de l'administration du pays, placés sous la direction de personnalités allemandes. A la tête de chaque province était placé un gouverneur militaire allemand à côté duquel siégeait un président de l'administration civile de la province, chaque canton relevait de l'autorité d'un *kreishof*. Tous les pouvoirs belges ne cessaient pas d'exister. Les commissaires d'arrondissements restaient en fonctions, les conseils provinciaux, les députations permanentes, les conseils communaux subsistaient.

Le pays, une fois l'armée allemande établie sur l'Yser, fut divisé en deux zones distinctes : la zone du Gouvernement général, et les zones d'étapes, ces dernières comprenant les Flandres, le sud des provinces du Hainaut et du Luxembourg (3). Dans les zones d'étapes, les autorités militaires étaient seules compétentes. La séparation du pays en deux territoires administratifs était absolue et tous rapports étaient interdits entre ces territoires.

Il était impossible à l'autorité allemande d'administrer autrement qu'en maintenant en charge les fonctionnaires belges.

Le 3 décembre 1914, après une longue discussion à la *Zivilverwaltung* (4), le gouverneur général se décida à recourir à leur collaboration : « J'attends des fonctionnaires belges, écrivait-il, que, dans l'intérêt bien compris du pays, ils ne se refuseront pas à continuer leurs fonctions, surtout que je ne réclamerai d'eux des services dans l'intérêt direct de l'armée allemande » (5).

(1) Arr. 23 déc. 1914 (*Bull.* n° 25, 26 déc. 1914). Cf. Arr. 3 sept. 1914 (*Bull.* n° 1, 5 sept. 1914).

(2) Avis du 4 janv. 1915 (*Bull.* n° 28, 7 janv. 1915).

(3) Voir la carte de la Belgique divisée en zones de gouvernement général et zones d'étapes dans F. Passeleq : *op. cit.*, ch. I, § I (même série).

(4) Les comptes rendus des séances de la *Zivilverwaltung* ont malheureusement été détruits par les Allemands lorsqu'ils évacuèrent le pays. Les comptes rendus des séances tenues aux mois de septembre et octobre 1914 sont tombés par hasard entre les mains de la Commission d'enquête créée par le Ministère de la Justice pour l'étude des violations du droit des gens commises par les Allemands en Belgique. On y voit que, dès le mois de septembre 1914, les questions les plus importantes y furent débattues ; la question du statut des fonctionnaires belges, la surveillance des banques, le cours forcé du mark, les contributions de guerre, etc. (Archives de la guerre).

(5) Avis du 4 janv. 1915 (cité).

L'administration belge continua donc à fonctionner pour le règlement des affaires courantes.

L'autorité allemande, d'ailleurs, semblait assez peu préoccupée, au début de l'occupation, de donner à la Belgique une administration nouvelle. Elle avait un intérêt évident à ce que la vie normale continuât afin que la population conservât son calme et que les ressources du pays pussent être utilement exploitées dans l'intérêt de l'occupant.

L'idée dominante, au moment de l'invasion, est que l'Allemagne doit trouver en Belgique de l'argent, des vivres, des matières premières.

Et en effet, dès son établissement dans le pays, l'autorité allemande apparaît comme très préoccupée de buts fiscaux. Il semble que, au moment où le Gouvernement général prend en mains les rênes de l'administration, le mot d'ordre donné par la presse allemande depuis le mois d'août 1914 va servir de base à la politique allemande en Belgique. Le 24 août 1914, la *Kölnische Volkszeitung* écrivait :

« La Belgique doit désormais intervenir dans tous les domaines pour la satisfaction des besoins de notre armée en France, afin que la patrie allemande en soit soulagée. » Cette théorie, répétée par tous les journaux, devait être formulée d'une façon saisissante le 26 février 1915 par les *Münchener Neueste Nachrichten* : *« Tout le travail s'accomplit en vertu d'un principe : faire venir le moins possible d'Allemagne pour les besoins de l'armée, tirer le plus possible du pays ennemi conquis et tout ce qui est superflu pour l'armée, mais qui peut être utilisé au pays, le faire passer en Allemagne. »* (1)

La même manière de voir se retrouve dans les délibérations de la Zivilverwaltung. On sait que, au fur et à mesure que les troupes allemandes avançaient en Belgique, les villes occupées étaient frappées de lourdes impositions de guerre, en raison de l'attitude hostile prétendument montrée par leur population envers l'armée allemande.

Or, le compte rendu de la séance de la Zivilverwaltung du 19 octobre 1914 nous fait assister à la délibération des membres du Gouvernement général discutant la question de savoir si une amende devait être infligée à Anvers, et cela avant que la place ait succombé ; von Sandt exprime l'avis que, avant de fixer le montant de l'amende, il faut

(1) Voir ces textes traduits par A. Henry : *Le Ravitaillement de la Belgique pendant l'occupation allemande*, p. 27 (même série.)

d'abord savoir s'il y aura un motif d'amende. « *Wenn der Stadt Antwerpen eine Strafkontribution auferlegt werden solle, müsse zunächst geprüft werden, ob die Voraussetzung dazu vorläge.* » Cependant, le principe de l'amende ne doit pas dépendre de la question de savoir si un prétexte y donnant lieu pourra ou non être formulé : « *Man dürfe sich nicht auf den Standpunkt stellen, dass nur solchen Städten, eine Kontribution auferlegt werden könne, in denen Greueltaten vorgekommen seien. Da wegen der Kürze der Zeit eine Feststellung, ob Greueltaten in Antwerpen vorgekommen sind, nicht getroffen werden könne, empfehle er vorläufig eine Kontribution in Höhe von 30 Millionen festzustellen* » (1). Ainsi le président de l'administration civile du pays établit le chiffre que devra atteindre la contribution de guerre dont sera frappée Anvers (30 millions), en raison des cruautés présumées que sa population aura pu commettre contre des militaires allemands.

Le premier souci du gouvernement général, une fois l'occupation organisée, fut de frapper la Belgique d'une contribution de guerre mensuelle de 40 millions (2), que devaient supporter solidairement les provinces.

D'autre part, afin de contrôler de près les disponibilités du pays, l'administration allemande se préoccupe immédiatement de la surveillance des banques. Le compte rendu des séances de la Zivilverwaltung nous montre avec quel soin la question est étudiée par le Gouvernement général. Dès le 18 septembre 1914 (3), alors que la place d'Anvers n'a pas encore succombé, le contrôle des banques est établi.

Les agences belges de banques étrangères se voient défendre d'engager de nouvelles opérations si ce n'est pour liquider des affaires en cours ou pour faire rentrer leur actif : cet actif sera déposé en un endroit à désigner ultérieurement.

Les banques belges ne peuvent traiter aucune affaire en opposition avec les intérêts allemands. Il leur est interdit de faire des virements dans les pays en guerre avec l'Allemagne ou dans la partie du pays non occupée par l'Allemagne.

Un commissaire général est nommé pour exercer sur les banques belges et étrangères, une continuelle surveillance. Il peut déférer ses

(1) Compte rendu des séances de la Zivilverwaltung (Archives de Guerre).

(2) Ordre du 10 déc. 1914 (*Bull.* n° 27, 4 janv. 1915), voir texte partie doc., ch. V, note 3.

(3) Arr. du 19 sept. 1914 (*Bull.* n° 3, 21 sept. 1914), voir texte partie doc., ch. V, note 8.

pouvoirs à des commissaires spéciaux afin de s'acquitter de sa mission avec plus de précision. Le commissaire général des banques en Belgique a le pouvoir de donner aux banques des instructions en conformité avec l'arrêté du 18 septembre. Il est autorisé à inspecter les livres, les écritures des banques, à faire l'inventaire de leurs caisses, titres, lettres de change, ainsi qu'à exiger tous renseignements quelconques sur toutes les affaires commerciales entreprises. Il peut interdire toute opération commerciale. Il indique les endroits où l'actif des banques étrangères sera déposé. Afin de garantir l'exécution de l'arrêté qui établit cette surveillance, comme celle de ses propres instructions, il peut exiger des cautions qui, en cas d'infraction, seront confisquées au profit de l'Empire allemand.

Quelques jours après, l'arrêté belge du 3 août 1914 qui avait suspendu le retrait des fonds déposés en banque est modifié.

Le 23 septembre 1914 (1), un arrêté autorise ce retrait lorsque les sommes retirées sont destinées au paiement d'ouvriers ou d'employés du commerce et de l'industrie, ou à l'acquittement de rentes viagères, de contributions directes, de taxes, redevances, fermages dus à l'Etat, qu'ils soient échus ou non.

Cependant, afin de permettre le contrôle de l'emploi des fonds retirés, il est édicté que ces retraits ne peuvent être effectués qu'au moyen de chèques sur la Banque, à établir à l'ordre de la caisse du gouvernement général à Bruxelles.

Le 26 novembre 1914 (2), un arrêté fixe de façon précise les attributions du commissaire général des banques. Il en fait le centre d'une vaste surveillance s'étendant à toutes les succursales belges d'entreprises étrangères, aux entreprises belges ayant leur champ d'action au Congo et aux entreprises belges dont 10 0 0 du capital se trouve aux mains de sujets allemands.

Le commissaire général des banques nomme des commissaires chargés de surveiller ces entreprises, tout en respectant les droits de propriété et autres droits particuliers de celles-ci, et de veiller à ce que, pendant la durée de la guerre, leurs affaires ne soient pas gérées d'une façon opposée aux intérêts de l'Empire allemand.

Ces commissaires sont autorisés à interdire des mesures de toute nature intéressant les affaires de l'entreprise, spécialement les dispositions concernant les biens meubles et immeubles ; à prendre

(1) Arr. du 23 sept. 1914 (*Bull.* n° 4, 26 sept. 1914).

(2) Arr. du 26 nov. 1914 (*Bull.* n° 16, 30 nov. 1914), voir texte partie doc., ch. II, note 9.

connaissance des livres, écritures, inventaires, à exiger tous renseignements.

Les administrateurs, directeurs et employés sont tenus de se conformer aux instructions des commissaires, qui devront être invités à assister à chaque séance du Conseil d'administration et à chaque assemblée générale.

Lorsqu'une entreprise n'a pas de directeur, d'administrateur ou d'employé la représentant légalement en Belgique, le commissaire général pour les Banques pourra nommer un remplaçant qui, sous la surveillance du commissaire spécial, continuera ou liquidera les affaires suivant les instructions reçues.

Le 17 février 1915 (1), cette surveillance est transformée en séquestre. Le commissaire général pour les banques se voit investir du droit de nommer un séquestre :

(a) pour les entreprises dont les directeurs ou surveillants se trouvent en pays ennemi ;

(b) pour celles dans lesquelles les ressortissants de pays ennemis sont intéressés pour au moins un tiers du capital, des recettes ou de la direction ;

(c) dont des parties importantes sont exploitées en pays ennemi ;

(d) dont le maintien en exploitation ou la remise en exploitation présentent un intérêt public pour l'Empire allemand ou les parties occupées de la Belgique ;

(e) dont l'exploitation est contraire ou de nature à porter atteinte aux intérêts de l'Empire allemand.

Lorsque dans une entreprise se présentent des faits de nature à faire supposer l'existence de l'une ou de l'autre de ces conditions, le commissaire général pour les banques a le droit de demander communication des livres et écritures et de s'adresser aux administrateurs, propriétaires et employés de cette entreprise, ainsi qu'à toute personne à même de fournir des renseignements, pour exiger d'eux des informations sur la situation des affaires.

Le commissaire général nomme et révoque les séquestres, ceux-ci ont seuls le droit d'agir au nom de l'entreprise et de disposer de son actif ; les droits des propriétaires ou de leurs mandataires sont sus-

(1) Arr. du 17 fév. 1915 (*Bull.* n° 41, 20 fév. 1915), voir texte partie doc., ch. II, note 10.

pendus, de même que ceux des assemblées générales et des conseils d'administration.

Le séquestre peut continuer les opérations de l'entreprise en tout ou en partie ou les liquider (1).

La surveillance des banques cependant était suffisamment importante pour absorber toute l'activité du commissaire général pour les banques. Aussi fut-il déchargé du contrôle des entreprises industrielles séquestrées, par arrêtés des 26 août 1915 (2) et 23 juin 1917 (3) ; le chef de l'administration civile près le gouverneur général recueillant ces pouvoirs.

Ces quelques dispositions font du commissaire général pour les banques, le contrôleur général de toutes les banques, de toutes les entreprises étrangères, de toutes les entreprises belges dans lesquelles sont intéressés des étrangers ou des Allemands, et de toutes celles qui peuvent être, soit utiles, soit nuisibles à l'Empire allemand.

Tout naturellement le Gouvernement général devait se préoccuper particulièrement de la Banque Nationale, à laquelle la loi belge reconnaît le monopole de l'émission des billets de banque. Prévoyant l'ingérence allemande dans l'administration de ses affaires, craignant d'autre part que l'Allemagne ne mît la main sur la réserve en or et en titres garantissant l'émission des billets, la Banque Nationale avait envoyé son encaisse métallique à Londres avant l'occupation de Bruxelles par les troupes allemandes.

Le Gouvernement général allemand s'efforça de faire rentrer cette encaisse dans les caves de la Banque. Il provoqua des démarches dans ce sens auprès du ministre des Finances belge au Havre. Celui-ci s'opposa naturellement de la façon la plus formelle au retour en Belgique de la réserve mise en sûreté en Angleterre.

Ayant échoué dans ses négociations, le Gouverneur général publia, le 22 décembre 1914, un avis (4) annonçant le transfert à Londres de la totalité de l'encaisse métallique de la Banque Nationale de Belgique, ainsi que celui d'une grande quantité de billets de banque, de clichés, des poinçons, des valeurs de l'Etat, des cautionnements déposés par des tiers et des titres de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite.

(1) On verra sur les séquestres Ch. de Kerchove, *l'Industrie belge pendant l'occupation de 1914 à 1918*. 1^{re} partie, ch. V, § 3, « Mise sous surveillance et sous séquestre ».

(2) Arr. 26 août 1915 (*Bull.* 3 sept. 1915), voir texte partie doc., ch. II, note 10.

(3) Arr. 23 juin 1917 (*Bull.* 28 juin 1917), voir texte partie doc., ch. II, note 10.

(4) Avis du 22 déc. 1914 (*Bull.* n° 24, 24 déc. 1914), voir texte partie doc., ch. II, note 1.

Il avait envoyé, disait-il, une mission, composée de membres du Conseil d'Administration de la Banque Nationale qui devait rapporter de Londres une partie de ces valeurs. Mais la Banque d'Angleterre avait exigé le consentement du Ministre belge au Havre, et celui-ci l'avait refusé. Une nouvelle tentative faite par une personnalité éminente du monde des affaires, à la demande de plusieurs établissements de crédit avait échoué pour les mêmes motifs. Enfin, la Banque Nationale avait avancé au gouvernement belge des sommes considérables sans couverture, et contrairement à ses statuts qui lui interdisent les opérations de crédit à découvert.

Ces agissements étaient, affirmaient les avis, incompatibles avec la loi et les statuts de la Banque. Ils exposaient le pays au péril de voir le Ministre des finances belge affecter aux besoins de la guerre l'encaisse métallique de la Banque et ébranler ainsi la base de la circulation fiduciaire (environ 1.600.000.000 francs). Le gouvernement allemand, de son côté, était menacé de voir les billets d'une Banque opérant dans le territoire occupé, servir à soutenir les actes hostiles du gouvernement belge.

Pour toutes ces raisons, le privilège d'émettre des billets était retiré à la Banque Nationale, et son gouverneur, ainsi que le commissaire nommé par le gouvernement belge étaient révoqués.

Cependant, les billets émis par la Banque continueraient à avoir cours forcé et pour éviter une catastrophe économique, le privilège d'émettre des billets était transféré à la Société Générale de Belgique. Elle était en même temps chargée d'aider à la suppression graduelle du moratoire. D'accord avec elle, le gouvernement civil examinerait les mesures à prendre pour remettre la Caisse générale d'Epargne et de Retraites et ses déposants en possession de leurs biens retenus en Angleterre.

En même temps qu'il publiait ce long plaidoyer contre le Gouvernement belge, coupable de soustraire à l'ennemi la disposition de l'encaisse de la Banque Nationale, le gouverneur général, par un arrêté du même jour (1) accordait à la Société Générale le droit de se créer un département d'émission, investi du privilège exclusif d'émettre des billets de banque. Défense était faite à la Banque Nationale d'émettre des billets nouveaux ou de remettre en circulation les billets rentrés, sous peine pour les responsables de

(1) Arr. du 22 déc. 1914 (*Bull.* n° 24, 24 déc. 1914), voir texte partie doc., ch. II, note 1.

se voir infliger une amende minimum de 100.000 francs et de deux ans de prison (1).

Le 9 janvier 1915, un arrêté ordonnait le cours forcé des billets de la Société Générale (2). Un autre arrêté, paru le même jour, organisait son département d'émission (3).

Il règle l'émission des billets de banque, en établissant la quantité de billets qui peuvent être émis et la proportion dans laquelle ils doivent être garantis par l'avoir de la Banque.

Chaque semaine le département doit adresser un état de ses opérations au commissaire général pour les Banques ; trimestriellement il fournit son bilan. Après le dépôt de chaque bilan, le bénéfice résultant de la différence entre l'intérêt de 1.5 0/0 et l'intérêt réellement perçu sur les opérations d'escompte et de prêt, est versé à l'administration allemande ainsi qu'un droit de 1.8 0/0 sur la circulation moyenne des billets.

Le département d'émission est dirigé par un Conseil d'administration de sept membres nommés par le Conseil de direction de la Société générale. Le gouverneur général désigne un commissaire impérial qui assiste à toutes les séances du Conseil d'administration et du comité permanent, avec le droit d'opposer son veto à leurs décisions. Les procès-verbaux de ces séances doivent porter sa signature. Il a le droit de faire des propositions, d'examiner la correspondance, les livres et tous documents.

En outre, la haute surveillance du commissaire général pour les Banques s'exerce directement : il lui est permis de s'opposer à toute mesure qu'il considère comme contraire à la loi ou aux statuts et aux intérêts de l'administration allemande.

En même temps qu'il fixe la circulation de la monnaie belge, le gouvernement général impose le cours forcé de la monnaie allemande en Belgique (arrêtés des 3 octobre 1914 (4) et 15 novembre 1914) (5).

Enfin signalons encore que la préoccupation fiscale, que nous avons relevée, se manifeste de façon générale dans les peines d'amende très

(1) Le privilège d'émettre des billets de banque a été prorogé en faveur de la Société générale de Belgique, par les arrêtés du 11 déc. 1915 (*Bull.*, n° 151, 18 déc. 1915) ; du 17 déc. 1916 (*Bull.*, n° 290, 20 déc. 1916) ; du 6 déc. 1917 (*Bull.*, n° 425, 13 déc. 1917).

(2) Arr. du 9 janv. 1915 (*Bull.*, n° 31, 11 janv. 1915), voir texte partie doc., ch. II, note 1.

(3) Arr. du 9 janv. 1915 (*Bull.*, n° 31, 11 janv. 1915).

(4) Arr. du 3 oct. 1914 (*Bull.*, n° 6, 5 oct. 1914), voir texte partie doc., ch. II, note 1.

(5) Arr. du 15 nov. 1914 (*Bull.*, n° 12, 17 nov. 1914), voir texte partie doc., ch. II, note 1.

lourdes qui garantissent l'application des arrêtés pris par l'occupant dans tous les domaines (1).

*
* *

Ce fut tout naturellement d'abord dans l'ordre économique que l'activité législative des pouvoirs allemands fut la plus féconde. La question du ravitaillement du pays devait donner lieu à une série infinie d'arrêtés dont le véritable but apparaît lorsqu'on les réunit en système.

Le 4 août 1914, le gouvernement belge avait pris une série de mesures destinées à assurer le ravitaillement de la population.

Des prix maxima avaient été fixés pour le froment indigène, la farine, le pain, le riz, le sucre, le sel, les pommes de terre. Le pouvoir de réquisitionner ces denrées avait été donné aux gouverneurs de provinces et aux bourgmestres, collaborant pour assurer le ravitaillement des différentes communes.

En cas d'occupation du pays, le droit de réquisition accordé aux gouverneurs devait passer aux commissaires d'arrondissement ou, en leur absence, aux bourgmestres des communes.

(1) Il nous suffira de citer quelques arrêtés pris parmi des centaines :

Arrêté concernant la surveillance des banques. Peine contre les administrateurs : jusqu'à 50.000 francs d'amende et 3 ans de prison, 25 nov. 1914 (*Bull.*, p. 51).

Arr. conc. l'établissement d'un prix maximum pour le sucre brut destiné à la nourriture du bétail. Peine de 3 mois à 3 ans de prison et jusqu'à 30.000 francs d'amende (*Bull.*, p. 417).

Arr. conc. le roulage des autos appartenant à des Belges : toute contravention punie de 10.000 marks d'amende et de 1 an de prison ; en outre confiscation de l'auto, 25 juill. 1915 (*Bull.*, p. 651).

Arr. conc. la saisie des céréales servant à la panification dans la récolte de 1915. Peine jusqu'à 5 ans de prison et 20.000 marks d'amende, 30 juill. 1915 (*Bull.*, p. 749).

Arr. conc. la récolte des céréales en 1915. Peine : 5 ans de prison et 20.000 marks d'amende, 23 août 1915 (*Bull.*, p. 831).

Arr. conc. l'emploi de l'orge. Peine : 1 an de prison, 10.000 francs d'amende. Pour les commissaires en orge, peine : 5 ans de prison, 20.000 francs d'amende, 20 sept. 1915 (*Bull.*, p. 811).

Arr. conc. la réquisition des foin. Peine : 5 ans de prison, 20.000 marks d'amende, confiscation, 6 août 1915 (*Bull.*, p. 855).

Arr. conc. le prix maximum pour racines de chicorée. Peine : 5 ans de prison, 20.000 marks d'amende, 3 août 1915 (*Bull.*, p. 880).

Arr. conc. la compétence du bureau central des huiles. Peine : 5 ans de prison, 10.000 marks d'amende, confiscation (*Bull.*, p. 883).

Arr. conc. la chasse. Peine : 6 mois de prison, 6.000 marks d'amende, 11 juill. 1915 (*Bull.*, p. 919).

Arr. conc. défense de donner les betteraves à sucre au bétail. Peine : 5 ans de prison, 20.000 francs d'amende, 11 sept. 1915 (*Bull.*, p. 1043).

Arr. conc. la vente des pommes de terre. Peine : 1 an de prison, 10.000 francs d'amende (*Bull.*, p. 1092).

Arr. conc. la vente et achat de fourrages. Peine : 1 an de prison, 10.000 marks d'amende (*Bull.*, p. 1093).

Etc.

Afin d'uniformiser les efforts, une Commission centrale avait été créée au ministère de l'Intérieur, formée de délégués des différentes provinces, de délégués de l'administration centrale et de l'armée. Cette Commission était chargée d'étudier les ressources et les besoins de chaque région du pays et de veiller à son approvisionnement. Les députations permanentes des conseils provinciaux devaient régler le ravitaillement de leur province, instituer dans chaque commune un comité de distribution des vivres, et toutes les semaines faire le relevé des ressources alimentaires dont elles disposaient (1).

Cette organisation fut supprimée par l'autorité allemande. Elle n'y substitua aucun autre organisme destiné à assurer le ravitaillement de la Belgique, dont elle déclarait d'ailleurs se désintéresser en raison du blocus pratiqué par l'Angleterre. Elle espérait de la sorte qu'une intervention du Gouvernement belge ferait relâcher le blocus. Ce fut le Comité national de Secours et de Ravitaillement, né d'initiatives privées, qui dut se charger de la lourde tâche de sauver de la famine les 7 millions d'habitants de nos provinces (2).

Ayant ainsi soustrait aux autorités publiques belges les stocks de vivres accumulés dans le pays, le gouvernement général allemand prit une série de mesures législatives, destinées à s'en assurer l'usage. Le 1^{er} novembre 1914 (3), la déclaration des stocks de froment, de seigle, d'orge, d'avoine, de maïs, de farine, de légumineuses, de pommes de terre fut rendue obligatoire sous peine de confiscation des marchandises non déclarées. La déclaration devait être faite à l'autorité communale belge, qui la transmettrait au chef militaire de l'arrondissement. La même année, les chevaux, le bétail, les engrais et les céréales furent déclarés saisis et bientôt réquisitionnés, seuls les animaux reproducteurs devaient être exempts de la réquisition. Des foires aux jeunes chevaux furent organisées auxquelles seuls les acheteurs allemands étaient admis.

En 1915, le programme de réquisitions, ébauché en 1914, put se réaliser méthodiquement. Le 27 juillet (4), la récolte d'avoine était saisie ; le 6 août (5), le foin ; le 13 août (6), les racines de chicorée ; le 9 décembre (7), les graisses. Il eut été pratiquement impossible de

(1) On verra à ce sujet A. Henry, op. cit., p. 259 et suiv.

(2) Voir A. Henry, : Le chapitre consacré au Comité National, et dans la même série A. Henry : op. cit.

(3) Avis du 1^{er} nov. 1914 (*Bull.* n° 12, 17 nov. 1914), voir texte partie doc., ch. II note 2.

(4) Arr. du 27 juill. 1915 (*Bull.* n° 123, 6 août 1915).

(5) Arr. du 6 août 1915 (*Bull.* n° 104, 11 août 1915).

(6) Arr. du 13 août 1915 (*Bull.* n° 107, 19 août 1915).

(7) Arr. du 9 déc. 1915 (*Bull.* n° 153, 16 déc. 1915).

saisir la récolte de pommes de terre, mais afin de soumettre à son contrôle cette énorme réserve alimentaire, l'autorité allemande réserva aux seuls marchands agréés par elle, le droit d'acheter les pommes de terre hâtives (20 mai 1915) (1).

Afin de maintenir l'élevage, un arrêté du 1^{er} février 1915 (2), interdisait l'abatage des truies pleines, des pores pesant moins de soixante kilogrammes et des vêles. Le 25 février 1915 (3), un autre arrêté réglementait l'abatage des veaux. Cet arrêté eut des conséquences très fâcheuses pour le ravitaillement du pays. Obligés par les réquisitions militaires, de fournir à l'armée des quantités de viande considérables, les éleveurs ne pouvant abattre les veaux furent contraints d'abattre leurs vaches laitières, diminuant ainsi dans une importante mesure, la quantité de lait et de beurre disponible pour le ravitaillement.

Ce système de réquisitions ne fut pas seulement appliqué à l'agriculture, il fut étendu à l'industrie où ses conséquences furent plus graves encore. La déclaration des stocks fut rendue obligatoire dès le 11 décembre 1914 (4) pour les dépôts de benzine, de pétrole, d'alcool, de glycérine, d'huiles, de graisses, de carbure, de caoutchouc et de pneus d'autos. Le 25 janvier 1915 (5), cette obligation frappa les stocks de plomb, de cuivre, d'aluminium, d'antimoine, de zinc, de nickel, de mercure, d'étain et d'alliages de métaux.

Les réquisitions considérables que préparaient ces arrêtés furent établies suivant un double système : d'une part des réquisitions étaient faites directement par l'armée et par l'autorité militaire, d'autre part les pouvoirs civils procédaient à des réquisitions en masse. Le plan d'après lequel ces réquisitions devaient s'opérer avait été établi par le docteur Rathenau, créateur du « Département des matières premières de guerre » au ministère de la Guerre à Berlin (6). En vertu de ce plan, les matières premières étaient frappées de saisie, dès lors les détenteurs n'avaient plus le droit de les vendre qu'à des « Centrales » libres de fixer elles-mêmes le prix d'achat. Si ce prix n'était pas accepté, la marchandise saisie pouvait être expropriée et enlevée contre remise d'un bon de réquisition.

(1) Arr. du 20 mai 1915 (*Bull.* n° 77, 29 mai 1915).

(2) Arr. du 1^{er} février 1915 (*Bull.* n° 49, 10 mars 1915).

(3) Arr. du 25 fév. 1915 (*Bull.* n° 52, 21 mars 1915).

(4) Arr. du 11 déc. 1914 (*Bull.* n° 23, 23 déc. 1914), voir texte partie doc., ch. II, note 4.

(5) Arr. du 25 janv. 1915 (*Bull.* n° 36, 27 janv. 1915), voir texte partie doc., ch. II, note 4.

(6) Voir au sujet du plan Rathenau, F. Passelecq, op. cit., Ch. I, § 3, A. « Le plan Rathenau » ; B. « L'exécution du plan Rathenau et ses répercussions en Belgique occupée ».

Les réquisitions ne s'en tinrent pas aux matières premières, les machines-outils furent bientôt saisies, elles aussi, dans tout le pays.

Cette politique économique paralysa en quelques mois l'industrie belge. Non seulement les matières premières étaient enlevées mais elles n'étaient pas payées ; il devenait donc impossible aux industriels belges, privés de matières premières et de capitaux disponibles, de maintenir leurs entreprises en activité. De nombreuses démarches furent faites pour obtenir le paiement des matières réquisitionnées. Le Gouverneur général fit savoir que si la contribution mensuelle de guerre de 40 millions était acquittée, les réquisitions seraient acquittées au comptant à partir du 1^{er} janvier 1915. La contribution fut payée, mais jamais le gouvernement général ne tint sa promesse. Pour de nombreuses raisons les paiements ne cessaient d'être différés : les difficultés de transport et de classement des marchandises, le contrôle des bons, la disproportion entre la valeur réclamée par les intéressés et la valeur réelle, la nécessité de ne pas faire sortir d'Allemagne le numéraire allemand, retardaient de jour en jour le paiement des bons de réquisition. L'Allemagne, d'ailleurs, ne se reconnaissait pas débitrice de la valeur des matières réquisitionnées ; celles-ci, disait-elle, seraient remboursées par le Gouvernement belge après la guerre (1).

Pourtant, afin de ne pas paraître chercher à entraver la reprise de l'industrie belge, qui seule pouvait assurer la tranquillité de la population, le gouverneur général sentit la nécessité de trouver une solution à cette question du paiement des réquisitions. Le 2 avril 1915 (2), il créa à Bruxelles une Caisse de Prêts ayant pour mission de faire à l'industrie des avances sur les bons de réquisition délivrés par l'autorité allemande. Pour les réquisitions militaires, le prix était fixé d'office par l'intendance ; pour les autres, le prix était établi par le Bureau des Indemnités de Berlin. La Caisse des Prêts était autorisée à avancer des fonds aux porteurs des bons jusqu'à concurrence de 75 0/0 du prix mentionné. Si le prix fixé était accepté par l'intéressé, la Caisse des Prêts lui remettait un bon que la Société Générale de Belgique était tenue de payer (3). En retour, la Reichsbank accordait à la Société Générale un crédit égal aux sommes déboursées par elle, à un compte devant rester bloqué jusque trois mois après la signature de la paix et ne produisant pas d'intérêts.

(1) Voir pour cette question C. de Kerchove, op. cit., 1^{re} partie, Ch. III, § 1^o, « La question de l'indemnisation, La liquidation des bons de réquisition ».

(2) Arr. du 2 avril 1915 (*Bull.* n^o 59, 11 avril 1915), voir texte partie doc., ch. II, note 4.

(3) La Société Générale, on l'a vu plus haut, avait été substituée à la Banque nationale par les arrêtés du 22 déc. 1914.

Pareille mesure devait forcément jeter un trouble grave dans la vie économique du pays, déjà si sérieusement atteinte. Le paiement par la Société Générale de la multitude de bons délivrés par les Allemands, devait amener une inflation de la circulation monétaire dont la conséquence immédiate eut été le renchérissement de la vie et l'accroissement du paupérisme. D'autre part, en se prêtant à cette combinaison, la Société Générale devenait un rouage essentiel du système des réquisitions allemandes. Elle refusa donc absolument de s'y prêter. Après des négociations, elle fut contrainte d'accepter de payer les bons délivrés pour réquisition de matières premières seulement (1).

D'autres mesures encore devaient entraver l'activité ou l'industrie belge.

A la suite de l'arrêté du 26 novembre 1914, des commissaires avaient été nommés par le commissaire général pour les Banques, chargés de surveiller les entreprises appartenant en tout ou en partie à des étrangers, ressortissants de pays en guerre avec l'Allemagne. Le 17 février 1915, la surveillance de ces entreprises fut transformée en séquestre. La mise sous séquestre fut en outre étendue à toutes les industries, appartenant à des étrangers ou à des Belges, qui présentaient pour l'autorité allemande un intérêt ou qui pouvaient lui être nuisibles. Ces industries furent donc momentanément enlevées à leurs propriétaires, et placées sous la direction de séquestres allemands, libres d'en continuer l'exploitation ou de procéder à leur liquidation (2). La conséquence de ces arrêtés fut que presque toutes les entreprises étrangères, principalement les entreprises britanniques, furent liquidées, tandis que l'exploitation des grands établissements métallurgiques belges, fut remise à des séquestres allemands. La vie industrielle belge s'en trouva naturellement fort entravée.

Pourtant, quand bien même les réquisitions auraient été payées argent comptant, l'industrie, du fait de ces réquisitions, devait être réduite à un chômage presque général. On sait, en effet, que l'industrie belge manufacturait principalement des matières importées (3). Or, le blocus des côtes pratiqué par la flotte anglaise interdisait toute importation. Il était donc impossible de remplacer les stocks réquisitionnés.

D'autre part, les circonstances mettaient l'industrie belge dans une situation absolument critique. La défense d'exporter, promulguée

(1) En fait les intéressés n'acceptant généralement pas le prix fixé par Berlin, les prêts que dut consentir la Société Générale ne s'élevèrent pas à plus de 75 millions de marks pour toute la durée de l'occupation.

(2) En 1915, plus de cent entreprises furent placées sous séquestre, une vingtaine en 1916, une dizaine en 1917 (Voir plus haut.)

(3) L'importation des matières premières en 1913 fut de 2.667.035.000 francs, soit 52,8 0/0 de la totalité des importations.

par l'autorité allemande le 26 octobre 1914, en réponse aux mesures analogues prises à son égard, par l'Angleterre notamment (1), empêchait la vente vers la Hollande de produits finis, vente qui eût pu faire entrer dans le pays les fonds indispensables à la continuation de son activité économique.

Le 3 novembre 1914 (2), l'Allemagne avait interdit tout paiement à destination des pays alliés. Ceux-ci avaient aussitôt pris une mesure analogue vis-à-vis des empires centraux. La Belgique devait supporter tout le poids de ces décisions qui amenèrent une rapide extension du chômage. Il devenait urgent de remédier à une situation qui pouvait provoquer une dangereuse fermentation.

Jusqu'au mois de juin 1915 cependant, rien ne fut fait par le pouvoir central.

Ainsi semblait se dessiner petit à petit dans la méthode d'administration du pays un véritable système politique. La préoccupation qui se manifestait dans la presse allemande depuis le mois d'août 1914, en raison de laquelle les territoires occupés devaient avant tout soulager l'Allemagne en prenant la part la plus lourde dans le fardeau de la guerre, se précisait peu à peu. L'idée maîtresse de la mise systématique de toutes les forces de la Belgique au service de l'empire prenait corps. L'arrivée du général von Bissing comme gouverneur général du pays, le 3 décembre 1914, devait donner à tout l'effort législatif et administratif allemand, une cohésion et une unité qui ne se démentit jamais.

* * *

La réalisation du projet de l'exploitation économique de la Belgique au profit de l'empire nécessitait une autorité allemande puissante et redoutée. Les tribunaux militaires installés en Belgique furent appelés à la faire respecter.

Quelle était la compétence de ces tribunaux ? S'étendait-elle au droit commun ? Étaient-ils appelés à juger seulement les Belges arrêtés pour des raisons de sécurité militaire ou, au contraire, tous les contrevenants aux arrêtés du gouverneur général devaient-ils être traduits devant eux ? On ne le savait. Aucune publication n'avait annoncé ni leur établissement, ni leur compétence. Celle-ci fut établie petit à petit par les arrêtés, tant en matière économique que financière ou sociale, qui spécifiaient que les tribunaux militaires étaient compétents pour connaître des infractions à ces arrêtés.

(1) Arr. du 26 oct. 1914 (*Bull.* n° 10, 7 nov. 1914), voir texte partie doc., ch. II, note 4.

(2) Arr. du 3 nov. 1914 (*Bull.* n° 10, 7 nov. 1914), voir texte partie doc., ch. II, note 13.

La population se rendit compte immédiatement de ce que, dans leur organisation, seul l'intérêt allemand avait été envisagé. Les garanties les plus élémentaires étaient refusées aux inculpés. La procédure de ces tribunaux, faite en langue allemande, était sommaire et secrète, les droits de la défense étaient inexistantes : le dossier n'était pas communiqué au prévenu.

Ce fut cette juridiction, dont aucun arrêté n'avait même fixé les attributions, qui fut appelée à faire appliquer la législation touffue du gouvernement général.

CHAPITRE II

La politique allemande vis-à-vis de la population belge

Restriction de la compétence des organismes administratifs belges ; un congrès de juristes allemands réuni à Bruxelles en juillet 1915 établit la situation juridique de la population vis-à-vis du pouvoir occupant. — Mesures restreignant la liberté de réunion, punissant les manifestations de loyalisme ; organisation de la surveillance de la population par la création des « Meldeamte » ; mesures cherchant à organiser la délation entre Belges ; rétablissement de la peine de confiscation générale de tous les biens et de la déportation.

L'attitude prise par le gouvernement général avait provoqué dans le pays une série de crises qui ne devaient plus que s'accentuer.

En matière économique, la réquisition des vivres augmentait la disette qui se faisait sentir et rendait extrêmement difficile le ravitaillement ; d'autre part, la saisie des récoltes avait donné naissance à un commerce fait en fraude de l'administration ; la pénurie jointe aux spéculations des fraudeurs, amena une augmentation considérable du prix de la vie. Celle-ci avait des conséquences d'autant plus graves que la réquisition des matières premières et des machines-outils de l'industrie, la mise sous séquestre de nombreuses entreprises, les défenses d'exportation, achevaient de désorganiser la vie industrielle du pays déjà si dangereusement menacée par le blocus de la flotte britannique. Un chômage de jour en jour plus grand ne cessait de rendre la situation sociale plus inquiétante, le paupérisme était tel que, déjà dans les premiers mois de l'année 1915, la moitié de la population ouvrière vivait de la charité publique.

Peut-être la collaboration étroite des pouvoirs occupants avec les pouvoirs belges eût-elle pu rendre moins tragique la situation dans laquelle se trouvait la population. Cette collaboration, réclamée au mois de décembre 1914 par le maréchal von der Goltz, alors gouverneur général, était loin de s'établir. Une série de conflits éclataient dès 1915, entre les autorités belges et allemandes et il apparaissait nettement que le gouvernement général, loin de rechercher un terrain d'entente, ne visait qu'à la suppression progressive des pouvoirs belges. Le 4 janvier 1915 (1) un avis déclarait nulles et sans valeurs

(1) Avis 4 janv. 1915. (*Bull.* 7 janv. 1915), voir texte partie doc., cli. V note 2.

toutes les ordonnances prises par le Gouvernement belge, établi au Havre, concernant les territoires occupés. C'était donc exclusivement à l'autorité allemande que les fonctionnaires belges devaient obéissance et fidélité. Afin de s'assurer de celle-ci, le gouverneur général déclarait qu'il était interdit aux fonctionnaires belges de recevoir leur traitement du Gouvernement belge. Tout traitement payé par les autorités belges serait confisqué.

Le 8 février 1915 (1), un arrêté supprimait les commissaires d'arrondissement chargés de la surveillance des communes, et transférait leurs pouvoirs aux Kreishefs allemands. Le 20 mars 1915 (2), une ordonnance relative à la nomination des fonctionnaires stipulait que : « les effets juridiques et légaux des actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions sont indépendants de la prestation du serment politique et professionnel prescrit jusqu'à présent ». Enfin, des arrêtés du 2 juin 1915 (3) et du 6 août 1915 (4) enlevaient aux conseils provinciaux, organes essentiels de la vie administrative du pays, le droit que leur conférait la loi du 30 août 1836 de se réunir en session ordinaire à des dates déterminées.

L'activité des fonctionnaires et corps administratifs belges dont le maintien avait été toléré par l'arrêté du gouverneur général du 3 décembre 1914 (5), ne concernait exclusivement que les Belges et ne pouvait offrir aucun danger pour les armées d'occupation. La suppression du serment exigé des fonctionnaires, l'attribution des pouvoirs des commissaires d'arrondissements à des agents allemands, la suppression du droit de réunion des conseils provinciaux ne s'expliquent donc point par les besoins de l'occupation. L'intervention des pouvoirs allemands dans les matières purement administratives ne pouvait que jeter le trouble dans le pays. Ces innovations ne furent donc pas dictées par la nécessité d'administrer, mais par la volonté nettement indiquée, de domination. Tous les corps, provinciaux ou autres, jouissant d'une certaine autonomie apparaissaient comme autant d'obstacles à la politique de « germanisme » entreprise par le gouvernement général et dont il est intéressant d'étudier les débuts.

Au mois de juillet 1915, un congrès de juristes allemands (6) se réunissait à Bruxelles. Outre le personnel judiciaire de la justice mili-

(1) Arr. du 8 fév. 1915 (*Bull.* n° 40, 15 fév. 1915), voir texte partie doc., ch. V, note 1.

(2) Arr. du 20 mars 1915 (*Bull.* n° 54, 28 mars 1915), voir texte partie doc., ch. V, note 2.

(3) Arr. du 3 juin 1915 (*Bull.* n° 84, 14 juin 1915).

(4) Arr. du 6 août 1915 (*Bull.* n° 105, 14 août 1915).

(5) Arr. du 3 déc. 1914 (*Bull.* n° 18, 7 déc. 1914).

(6) Voir à ce sujet Maurice Vanthier : *Deux Congrès de juristes allemands à Bruxelles, pendant l'occupation*. Académie royale de Belgique (*Bull. de la Classe des lettres*, séances du 7 juillet 1919, p. 451-464).

taire, des professeurs d'Université allemands des plus renommés y assistaient.

Le point essentiel figurant à l'ordre du jour de ce Congrès était la question des rapports juridiques devant exister entre l'occupant et les habitants du territoire occupé. Ceux-ci ont-ils, vis-à-vis de l'occupant, des droits qu'il convient de respecter ainsi que le stipule l'article 43 de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 ? Les comptes rendus des séances de ce Congrès nous révèlent le système juridique sur lequel les autorités les plus qualifiées de l'Empire invitent le gouverneur général de Belgique à baser sa politique. Le docteur Kahl, professeur de droit à l'Université de Berlin, parlant du droit qui appartient aux ressortissants, non militaires, se trouvant dans un territoire ennemi conquis ou occupé, s'exprime ainsi : « *Un tel ressortissant n'a jamais eu de rapports avec le droit allemand et le droit de son propre pays ne le protège plus à l'égard du vainqueur. C'est par le vainqueur que son droit lui est désormais conféré et mesuré. La seule source d'où il puisse découler est la volonté de la suprême autorité militaire. Cette autorité n'est autre que le pouvoir de commandement de l'empereur, lequel, en ce qui concerne les mesures d'exécution, s'échelonne hiérarchiquement et se subdivise eu égard aux nécessités pratiques et aux circonstances locales... En principe, l'autorité militaire peut tout en territoire ennemi ; l'humanité et la culture sont ses limites, et non pas le droit... Il est vrai de dire que la guerre crée un brutal état d'exception, dans lequel domine le principe que « la force passe avant le droit ». La force revêt la forme du droit et prescrit à l'ennemi une manière de vivre répondant aux besoins du vainqueur. A l'égard du territoire ennemi, l'essence de la guerre est que, pour lui, un état juridique normal et les garanties ordinaires du droit ont été supprimés.* » (Session de 1915, pp. 20-22.)

D'autres jurisconsultes, parmi lesquels S. E. le professeur Laband, de l'Université de Strasbourg, une gloire des Universités allemandes, expriment cette opinion, qui paraît constante parmi eux, que le droit des gens ne protège pas les populations des territoires occupés contre les contraintes imposées par l'Etat occupant et ses entreprises quelles qu'elles soient. L'intérêt de l'occupant, dont il est naturellement le seul juge, suffit à justifier la prise de mesures qui n'ont aucune limite. Le professeur Laband déclare : « *Ces moyens de contrainte prennent place à côté des règles juridiques et leur sont extérieurs. Il n'existe pas de principes de droit qui régissent l'emploi de ces moyens de contrainte. La pratique de la guerre n'est pas un droit, pas même au point de vue du droit des gens ; elle n'est pas autre chose que l'exercice d'un fait...* » (Session de 1915, p. 23.)

Et le professeur Zitelmann, de l'Université de Bonn, reconnaît que

« les habitants du territoire occupé n'ont pas, à l'égard de l'Etat occupant, de droits qui puissent imposer une limitation quelconque à cet Etat... Ce pouvoir, vis-à-vis des ressortissants de l'Etat ennemi, est semblable, par son contenu, à celui d'un Etat despotique vis-à-vis de ses propres sujets. » (Session 1915, p. 33.)

Un jurisconsulte, le docteur Medicus, membre de la Cour militaire, révèle d'ailleurs au cours de la discussion l'état d'esprit des juges nouveaux donnés par l'Allemagne à la population belge : *« Nous pouvons heureusement avoir cette confiance dans nos chefs, dit-il, que, pour la sauvegarde de ces intérêts (ceux de l'Etat occupant), ils ne se laisseront pas influencer par de mesquins scrupules d'ordre juridique. »* (Session 1915, p. 27.)

Le professeur Philippe Zorn d'Ansbach s'exprime avec plus de brutalité encore : *« C'est être borné, dit-il, et c'est se montrer criminel que de vouloir limiter le commandement militaire dans les nécessités d'une guerre qui met en jeu l'existence de l'Etat. »* (Session 1915, p. 36.)

Ainsi était unanimement proclamé, tant par les autorités juridiques que par de hauts représentants de la justice allemande en Belgique, ce principe que les populations belges n'avaient, en réalité d'autres droits que ceux que voulait bien leur reconnaître le gouverneur général uniquement tenu de veiller aux intérêts allemands. On se rend compte immédiatement des conséquences qui devaient en résulter.

La première condition à réaliser pour permettre à l'Allemagne de faire servir la Belgique exclusivement aux intérêts allemands, était de s'assurer la soumission de sa population. Différentes mesures furent prises dans ce but qui, en restreignant presque jusqu'à l'annihiler, la liberté individuelle, en soumettant la population à un régime de peines des plus sévères et appliquées avec un arbitraire dont on reste confondu, devaient préparer l'exploitation de toutes les ressources du pays, de ses ressources agricoles, de ses ressources industrielles et enfin de ses ressources en hommes.

* * *

Une abondante législation, basée sur les principes que nous venons d'exposer, devait peu à peu arriver à livrer la population du pays au bon plaisir de l'administration allemande.

Le pays, immédiatement, fut coupé du dehors, par l'interdiction formelle de correspondre avec la Hollande. Une censure des plus strictes fut établie dès le 13 octobre 1914 (1). La publication des

(1) Arr. 13 oct. 1914 (*Bull.* 15 oct. 1914), voir texte partie doc., ch. I, note 4.

journaux fut virtuellement suspendue. Seuls quelques journaux de second ordre continuèrent à paraître sous le contrôle allemand. Pour ce qui regardait la guerre, l'autorité se chargeait de faire connaître les nouvelles par voie d'affiches. Toute nouvelle non officielle était réputée fausse et ne pouvait être publiée.

L'importance de la presse sur la formation de l'opinion publique était trop grande cependant, pour que le gouvernement général ne cherchât à l'utiliser. Des journaux furent créés, sous son inspiration, *Le Bruxellois* et *La Belgique* dans le but de mener une campagne favorable à l'Allemagne. La censure ne fut pas étendue seulement à la presse ; « *tous les produits d'imprimerie, ainsi que toutes autres reproductions d'écrits ou d'images, avec ou sans légende, et de compositions musicales avec texte ou commentaires (imprimés) obtenus par des procédés mécaniques ou chimiques et destinés à être distribués* » ; les « *représentations théâtrales, les récitations chantées ou parlées, de toute espèce, ainsi que les projections lumineuses, cinématographiques ou autres* » durent être soumis à l'approbation du censeur.

A ce moment un grand nombre de spectacles et de concerts publics ou privés étaient organisés dans un but charitable ; les programmes qui présentaient le moindre caractère patriotique furent censurés ; des œuvres purement musicales furent ainsi frappées d'interdiction.

Ceux qui contrevenaient à ces ordres étaient punis suivant la loi martiale. Les peines dépendaient exclusivement de l'appréciation des conseils de guerre. Ce ne fut que le 25 juin 1915 qu'elles furent limitées à un maximum de 3.000 marks d'amende et de 3 ans de prison pour ceux qui ne se soumettraient pas à la censure (1), et à 1.000 marks d'amende ou un an de prison pour ceux qui transporteraient des lettres (2).

Naturellement la vente et la propagation des journaux non autorisés furent suspendues « *sous peine d'un emprisonnement de longue durée* » (3).

Les assemblées en plein air furent interdites ainsi que les réunions politiques publiques ou privées. Les sociétés et clubs politiques furent fermés et défense fut faite d'en créer de nouveaux. Les réunions religieuses et les assemblées privées d'un caractère « *religieux, social, scientifique, professionnel ou artistique* » restaient autorisées. Toutes autres réunions étaient soumises à une autorisation qui devait être demandée cinq jours d'avance (4).

(1) Arr. 25 juin 1915 (*Bull.* 27 juin 1915), voir texte partie doc., ch. I, note 4.

(2) Arr. 11 juillet 1915 (*Bull.* 16 juill. 1915), voir texte partie doc., ch. I, note 1.

(3) Avis 4 nov. 1914, voir texte partie doc., ch. I, note 4.

(4) Arr. 16 janv. 1915 (*Bull.* 21 janv. 1915), voir texte partie doc., ch. I, note 5.

Ce régime relativement libéral fut modifié par un arrêté du 26 mai 1916 (1). Les assemblées privées devaient dorénavant être préalablement autorisées ; toutes les autres assemblées, religieuses, scientifiques, professionnelles, artistiques ou sociales devaient être déclarées.

La population belge se refusa toujours à solliciter l'autorisation de tenir des assemblées privées ; aussi le 10 octobre 1916 (2), un arrêté confirmait-il l'obligation de demander l'autorisation, frappant d'une peine de 5.000 marks et d'un an de prison toute personne qui aurait provoqué une réunion non autorisée ou y aurait simplement assisté.

Toute manifestation de loyalisme était sévèrement réprimée. Dans les territoires du gouvernement général — où le régime était plus doux et moins arbitraire que dans les territoires des Etapes — la vente du portrait des souverains belges et le port des couleurs belges étaient défendus sous peine de 300 marks d'amende, le port des couleurs des nations alliées était puni d'une amende de 600 marks ou de six semaines d'emprisonnement (3).

D'autre part, un arrêté du 4 septembre 1915 frappait de 2 ans de prison et de 10.000 marks d'amende quiconque tentait de nuire à ceux qui faisaient preuve de sentiments germanophiles (4).

La population belge, cependant, ne manquait pas une occasion de se livrer à de platoniques manifestations. Aux fêtes nationales des pays alliés, les magasins et restaurants étaient fermés, les promeneurs assemblaient dans leurs vêtements les couleurs belges ou alliées. Le 30 juillet 1916 un arrêté paraissait qui montre à quel point l'autorité allemande cherchait à réprimer d'aussi inoffensives manifestations.

« Il est défendu, y lisons-nous, de se livrer en public à des manifestations politiques, quelles qu'elles soient ; qu'il s'agisse, soit de rassemblements dans les rues, soit de vociférations, acclamations ou invectives, soit de la fermeture de magasins, restaurants. etc., soit de démonstrations concertées et se produisant sous forme d'insignes spéciaux arborés ou d'unité de couleur exhibée dans les costumes. »

Les infractions à cet arrêté entraîneraient des peines allant jusqu'à six mois d'emprisonnement et 20.000 marks d'amende (5).

Les écoles furent soumises à une surveillance toute spéciale. Fréquemment les élèves se livraient, aux heures de récréation, à des manifestations collectives de patriotisme. Les membres du personnel

(1) Arr. 26 mai 1916 (*Bull.* 31 mai 1916), voir texte partie doc., ch. I, note 5.

(2) Arr. 10 oct. 1916 (*Bull.* 12 oct. 1916), voir texte partie doc., ch. I, note 5.

(3) Arr. 26 juin 1915 (*Bull.* 27 juin 1915), voir texte partie doc., ch. I, note 6.

(4) Arr. 4 sept. 1915 (*Bull.* 1915, page 1002).

(5) Arr. 30 juillet 1916 (*Bull.* 2 août 1916), voir texte partie doc., ch. I, note 6.

enseignant furent rendus responsables — sous des peines atteignant un an de prison et 1.500 francs d'amende — de toutes « menées germanophobes » ou de toutes manifestations quelconques qui pourraient se produire dans les écoles (1). Il leur fut défendu de placer dans les locaux scolaires « *des insignes (drapeaux, draperies, rubans, nœuds, médailles, etc.), soit belges, soit des autres pays en guerre avec l'empire allemand ou ses alliés* » ; le port d'insignes par les professeurs était sévèrement réprimé ; afin d'assurer la stricte observation de ces interdictions, les autorités allemandes furent autorisées à pénétrer en tout temps dans toutes les écoles, et à exercer une surveillance constante sur les cours, cérémonies et excursions scolaires (2). Quant aux relations avec l'étranger, elles étaient rigoureusement proscrites ; tout Belge âgé de 16 à 40 ans qui tentait de franchir la frontière hollandaise était passible de cinq ans de prison et de 5.000 marks d'amende, si des peines plus graves ne lui étaient pas applicables en raison d'autres arrêtés (3).

Et pour mieux isoler le pays, à la fin de l'année 1915, des fils électriques à haute tension furent tendus sur toute la frontière hollandaise.

Ces mesures avaient pour but d'empêcher les Belges en âge de porter les armes de rejoindre l'armée. Un avis du 26 janvier 1915 avait déjà averti la population que les membres de la famille de tout homme qui se serait rendu en Hollande seraient punis lorsqu'ils « *n'auraient pas empêché ce départ* » (4).

Les sanctions furent rigoureusement appliquées et nombreux sont les Belges qui furent emprisonnés ou déportés en exécution de cet avis.

L'autorité allemande ne prétendait pas seulement empêcher la population belge de quitter le territoire, elle voulait aussi contraindre les Belges qui avaient émigré à rentrer dans le pays.

Lors de l'invasion du pays, après les massacres de Dinant, Andenne, Visé, Louvain, etc., la population avait été prise de panique ; des centaines de milliers de personnes avaient abandonné leurs demeures à l'approche de l'armée allemande, et s'étaient réfugiées en France, en Angleterre et en Hollande.

Afin de rétablir une vie plus normale dans le pays occupé, afin d'avoir aussi la population belge tout entière en son pouvoir, le

(1) Arr. 26 juin 1915 (*Bull.* 2 juil. 1915), voir texte partie doc., ch. I, note 6.

(2) Arr. 26 avril 1917 (*Bull.* 5 mai 1917), voir texte partie doc., ch. I, note 6.

A titre d'exemple de la façon dont furent appliqués ces arrêtés, mentionnons que, à la suite d'une manifestation d'écoliers à Gand, l'échevin de l'Instruction publique, M. C. de Bruyne, fut déporté en Allemagne le 24 juillet 1916 et condamné à 10.000 marks d'amende.

(3) Arr. 26 juin 1915 (*Bull.* 27 juin 1915), voir texte partie doc., ch. I, note 6.

(4) Avis du 26 janv. 1915, texte partie doc., ch. I, note 1.

gouverneur général prit, le 16 janvier 1915 (1), un arrêté ordonnant à tous les Belges ayant quitté leur domicile et ayant séjourné plus de deux mois à l'étranger de rentrer dans le pays avant le 1^{er} mars 1915. Tout contrevenant se verrait frappé d'une contribution exceptionnelle, égale au décuple de la contribution personnelle pour l'année 1914.

Le 22 février (2) un nouvel arrêté chargeait les administrations communales de dresser d'urgence les rôles des habitants absents (les militaires et les prisonniers ne devant pas être considérés comme absents). Ces rôles devaient être remis avant le 15 mars à l'administration allemande. L'impôt devait être perçu par les organes administratifs belges.

Afin d'amener les pouvoirs communaux à donner au gouvernement les renseignements nécessaires à l'exécution de cet arrêté, les sommes qui seraient perçues de ce chef devaient être attribuées pour moitié au gouvernement général, pour moitié aux communes.

La perception de cette très lourde amende eût amené, pour les Belges émigrés, des conséquences désastreuses. La taxe, en effet, n'eût pu être perçue que par la vente forcée des immeubles des absents, vente qui, étant donné les circonstances, se fût faite naturellement à vil prix. Que seraient devenus, en outre, les mobiliers garnissant les immeubles vendus ?

Les pouvoirs communaux se refusèrent donc unanimement à dresser les rôles réclamés et — en l'absence des données indispensables à sa perception — la taxe ne put être perçue.

Une surveillance aussi serrée nécessitait évidemment l'organisation d'un vaste système de police.

A cet effet, des bureaux spéciaux « Meldeämter » furent créés à côté de toutes les commandantures.

Ces bureaux étaient chargés de surveiller spécialement tous les hommes nés de 1880 à 1898, les anciens membres de la garde civique, les Belges ayant anciennement servi dans l'armée, les prisonniers civils ou militaires renvoyés dans leurs foyers, les nationaux des deux sexes de plus de 15 ans des pays en guerre avec l'Allemagne, enfin toutes les personnes placées sous une surveillance rigoureuse de l'autorité, soit qu'elles aient contrevenu à des ordres, soit qu'elles soient notées comme suspectes. Il devait être dressé des listes de tous ces groupes de personnes et les administrations communales étaient tenues de signaler aux « Meldeämter » tout changement quelconque survenant dans la situation des personnes surveillées. Celles-ci rece-

1) Arr. 16 janv. 1915 (*Bull.* 19 janv. 1915), voir texte partie doc., ch. I, note 2.

(2) Arr. 22 févr. 1915 (*Bull.* 13 mars 1915), voir texte partie doc., ch. I, note 2.

vaient une carte spéciale, « meldekart » (carte de contrôle) et étaient tenues de se présenter personnellement, au moins une fois par mois — ou à tout jour fixé — au Meldeamt.

Tout voyage, changement temporaire ou définitif de domicile, devait être autorisé par le Meldeamt.

Les infractions à ces mesures de surveillance pouvaient entraîner les peines les plus graves : l'amende, l'emprisonnement ou même la déportation dans un camp de prisonniers en Allemagne (1). Il n'était pas nécessaire d'ailleurs de s'être rendu coupable d'infractions pour subir la déportation qui s'appliquait couramment, sans aucun jugement et comme simple mesure administrative, contre les personnes influentes ou suspectes à la charge desquelles aucun fait précis ne pouvait être allégué, mais dont l'administration se méfiait.

Il était d'ailleurs interdit à toute personne placée sous surveillance, de quitter le district qui lui était assigné, sous peine d'amende frappant la commune (2).

Tous les Belges étaient tenus, par un arrêté du 26 janvier 1915, de conserver leur domicile. Aux termes de cet arrêté, « *les personnes convaincues d'avoir voulu transférer leur domicile sans en avoir le droit, et même les membres de leurs familles, s'exposent à être punies.* » Cet arrêté constitue un des exemples typiques de l'arbitraire de la législation allemande. Il renferme deux principes contraires aux bases mêmes du droit pénal : d'une part il condamne pour avoir « eu l'intention » de transférer son domicile, d'autre part il étend la peine prévue pour le coupable, à toute sa famille. C'est en vertu de ce principe qu'une suite d'arrêtés autorisèrent les autorités allemandes à prendre des otages pour répondre sur leur tête des dommages faits aux voies ferrées, à frapper la commune où de tels faits se seraient passés d'une contribution de guerre, à déporter la population entière des villages dans lesquels des détériorations auraient été faites aux chemins de fer : « *Les communes en sont responsables, dit l'arrêté du 15 octobre 1915 (3), que les chemins de fer se trouvant dans leur territoire ne soient pas endommagés et que leur exploitation ne soit pas entravée. Les autorités militaires peuvent prendre des otages qui payent de leur tête les destructions aux chemins de fer. La commune dont le territoire est le théâtre d'une détérioration au chemin de fer est susceptible d'être punie d'une lourde contribution de guerre et d'une*

(1) Pour le fonctionnement et l'organisation des Meldeämter on verra Arr. 25 oct. 1915 (*Bull. Et.* 12 nov. 1915), texte partie doc., ch. 1, note 3. et Arr. 14 juill. 1915 (*Bull.* 21 juill. 1915), texte partie doc., ch. 1, note 3.

(2) Arr. 20 juillet 1915 (*Bull.* 24 juill. 1915), texte partie doc., ch. I, note 3.

(3) *Bull. Et.* n° 10, 30 oct. 1915.

La même peine de confiscation générale des biens fut édictée le 3 avril 1917 (1) contre les personnes placées sous le contrôle du Meldeamt qui auraient subi une condamnation sans avoir pu être appréhendées.

Cette tentative faite par l'occupant de contraindre, sous les menaces les plus sévères, les habitants du pays à dénoncer tout ce que pouvaient entreprendre contre l'Allemagne des personnes appartenant aux pays alliés est une flagrante violation de la Convention de La Haye qui interdit de contraindre qui que ce soit à nuire à son pays en coopérant aux opérations de guerre de l'ennemi (art. 52) ou à donner des renseignements sur l'armée de l'autre belligérant ou sur ses moyens de défense (art. 44).

La déportation fut instaurée comme peine légale dès 1915 pour tous ceux qui refuseraient « *d'entreprendre ou de continuer un travail conforme à leur profession et dans l'exécution duquel l'autorité allemande a de l'intérêt* » (2), ainsi que pour ceux qui ne rempliraient pas rigoureusement les obligations de contrôle auxquelles l'autorité allemande prétendait les soumettre (3). Parmi ces obligations figurait celle de dénoncer à l'occupant les personnes recherchées par lui. Nous aurons l'occasion de revenir plus loin sur cet arrêté du 12 octobre 1915 qui, contrairement à l'article 52 de la Convention de La Haye, punit de la peine de déportation les Belges qui se refusaient à collaborer aux « opérations de guerre » de l'ennemi. C'est sur cet arrêté que l'autorité militaire devait se baser, dans la suite, pour organiser les déportations en masse des ouvriers belges vers l'Allemagne.

(1) Arr. 3 avril 1917 (cité).

(2) *Bull. Et.* n° 9, 15 oct. 1915, texte en annexe.

(3) *Bull. Et.* n° 11, 12 nov. 1915, ch. III, note 2.

CHAPITRE III

La Politique économique allemande en matière agricole

Réquisitions ; création des « Centrales » ; réglementation du transport des vivres indigènes ; destruction de l'élevage chevalin.

Tandis que le gouvernement général s'assurait la soumission de la population belge par les mesures que nous venons d'indiquer, il s'apprêtait à mettre en vigueur le principe formulé par le Congrès des juristes de juillet 1915.

Immédiatement il se mettait en devoir de s'emparer du produit des récoltes de l'année. Le 4 juillet 1915, il avait dû renoncer à réquisitionner au profit de l'Allemagne, le froment et les céréales panifiables, en présence de l'attitude de l'Angleterre qui menaçait de couper le ravitaillement de la Belgique. Des déclarations avaient été faites également en vertu desquelles l'Allemagne ne s'emparerait pas des produits indigènes formant la contre-partie des produits exotiques importés par le Comité national de Secours et d'Alimentation.

Une série d'arrêtés, cependant, saisissaient les récoltes d'avoine (27 juillet 1915), de foin (6 août), de racines de chicorées (13 août), la graisse brute de bœuf et de mouton (9 décembre). Ces mesures provoquèrent de violentes protestations de la part de l'Angleterre et afin de ne pas compromettre définitivement le ravitaillement du pays, le gouverneur général consentit, le 14 avril 1916, à un arrangement. L'Allemagne s'engageait à défendre l'exportation hors de Belgique des vivres et fourrages, du bétail, des denrées pour l'alimentation humaine et des bestiaux, des semences, des engrais et des approvisionnements agricoles d'origine belge. Une seule exception était admise. La Commission for Relief in Belgium (1), organisme neutre qui surveillait l'application des conventions relatives au ravitaillement de la Belgique, pouvait autoriser le gouverneur général à exporter vers le nord de la France les vivres dont il y aurait un excédent certain dans le pays pour les besoins de la population belge.

(1) Voir A. Henry, op. cit.

Cette convention eut pour effet de faire lever les saisies des récoltes de foin (15 mai 1916) et d'avoine (27 juillet 1916), ainsi que de faire supprimer les prix maxima établis en décembre 1915 et en février 1916 pour la viande de porc sur pied. Ces prix maxima avaient été établis afin de permettre à l'Allemagne de se procurer à des conditions avantageuses les porcs élevés en Belgique; ils devenaient pour elle sans intérêt du jour où elle ne pouvait plus exporter le bétail vers l'Allemagne.

Excepté pour le froment, dont le monopole de la vente fut attribué au Comité national, le Gouvernement général ne renonça pas à la répartition des vivres indigènes. Il y puisait, en effet, une influence qu'il ne désirait pas abandonner. Des bureaux centraux de répartition furent mis sur pied pour le sucre, la bière, l'alcool, l'orge, les pommes de terre, les racines de chicorée, les légumes, les fruits, le beurre, la graisse (1).

La centrale des orges et escourgeons (2) avait été créée le 20 juillet 1915 pour fournir les matières premières nécessaires aux brasseries belges, très utiles au ravitaillement de l'armée allemande. Après la convention d'avril, cette centrale subsista. Douée de la personnalité civile, elle monopolisait l'achat des orges. Elle était composée d'un président et d'un vice-président allemands et de commissaires belges. Elle fixait le taux du prix auquel elle achetait les récoltes qu'elle répartissait ensuite entre les fabriques de levure. Les orges achetées 36 francs les 100 kilos étaient revendues 40 francs, pour payer les frais d'administration du bureau. En cas de bénéfices, ils devaient être versés aux œuvres de bienfaisance provinciales. Ce bureau fut utile à la répartition des orges dans le pays et fonctionna dans l'intérêt du public. L'administration en retirait un sérieux avantage cependant, étant maître de la répartition de l'orge dans le pays. Et il semble qu'en 1917 notamment, une grande partie de l'orge fut employée à fournir des rations supplémentaires aux ouvriers qui consentaient à travailler dans les usines réquisitionnées par l'Allemagne (3). Pour trancher toutes les contestations qui pouvaient surgir entre la Centrale et les délégués ou des tiers, un Tribunal arbitral était créé, composé d'un président nommé par le chef de l'administration civile, d'un délégué de la Fédération des brasseurs belges, d'un membre désigné par le Conseil supérieur de l'Agriculture. La formation de ce tribunal constituait une véritable mesure législative; il sortait complètement, en outre, du cadre des lois belges, qui ne prévoient aucun tribunal de ce genre.

(1) Voir à ce sujet Ch. de Kerchove, op. cit., 1^{re} Partie, ch. VI, § 4^o, « Les Centrales de la section de l'alimentation ».

(2) Arr. du 20 juill. 1915 (*Bull.* n^o 100, 29 juill. 1915), voir texte partie doc., ch. II, note 2.

(3) Voir à ce sujet A. Henry, op. cit.

Un Bureau de répartition des sueres (1) institué comme une section de l'administration civile par le gouverneur général, avait de même le monopole de l'achat des sucres qu'il revendait après les avoir frappés d'un droit de délivrance qui s'éleva de 1 franc à 10 francs aux 1.000 kilos, et d'une taxe qui atteignit 4 francs aux 1.000 kilos pour les sueres et 3 fr. 75 aux 1.000 kilos pour les tourbes et aliments mélassés.

Le 18 juillet 1916, un comité consultatif fut institué pour seconder le bureau dans la réglementation de la vente et de la fabrication ; il se composait de Belges nommés par le président de l'administration civile allemande ; 2 membres pour le ministre des Finances ; 4 pour les producteurs (agriculteurs et fabricants) ; 6 pour les consommateurs (4 pour les industriels, 2 pour les administrations communales) et 2 pour les commerçants (1 pour le gros, 1 pour le détail).

Cette organisation n'empêcha pas le Bureau des sucres de se livrer au commerce du sucre en faveur des soldats et fonctionnaires allemands. Il réalisa en 1916 un bénéfice de 758.162 francs, qui furent versés à la Caisse de l'administration civile ; en 1917, 1.945.887 francs, dont 1 million fut souscrit en bons du Trésor allemand (2).

En 1918 le Bureau des sucres se transforma en un organisme à but principalement fiscal. Le 25 avril 1918 (3), outre les droits déjà fixés, des droits nouveaux étaient établis, se montant à :

- a) par 100 kilos de sucre destiné à la fabrication de sucre inverti, 50 francs ;
- b) par 100 kilos de sucre pour la fabrication des confitures, 100 francs ;
- c) par 100 kilos de sucre destiné au ravitaillement de la population, 150 francs ;
- d) par 100 kilos de sucre pour la fabrication du chocolat, 300 francs.

Ces sommes devaient, disait l'arrêté, couvrir les frais d'administration de la Belgique, mais il avait soin de déclarer que la part créée en faveur des fonds communaux par la loi du 18 juillet 1860 ne serait pas prélevée.

Toute tentative de fraude était punie de 2 ans de prison et de 200.000 marks d'amende.

De même fut instituée une Centrale des Eaux-de-vie, dont le Comité comprenait un président et un vice-président nommés par le gouverneur général et trois commissaires dont au moins deux Belges, nommés par le chef de l'administration civile. Les bénéfices devaient servir à couvrir les frais d'administration du pays. Un tribunal arbitral y

(1) Arr. du 24 sept. 1915 (*Bull.*). Arr. du 24 nov. 1915 (*Bull.*), voir texte partie doc., ch. II, note 2.

(2) Archives de guerre.

(3) Arr. du 25 avril 1918 (*G. Fl. n° 48 ; G. W. n° 37*).

était adjoint, formé d'un président, d'un délégué des distilleries et d'un délégué des industries travaillant les eaux-de-vie. Comme les autres Centrales, la Centrale des Eaux-de-vie avait la surveillance générale de la fabrication des eaux-de-vie, en fixait les prix et déterminait leur répartition (1).

Il ne fut pas créé de bureau central pour l'avoine, mais la vente et l'achat en furent interdits sans l'autorisation de l'autorité militaire qui en contrôlait très strictement l'emploi (2).

Le 17 janvier 1916, un bureau d'approvisionnement en pommes de terre fut établi, auquel les bourgmestres durent s'approvisionner. Une réglementation serrée fut prise concernant les pommes de terre. La Belgique en produit, en effet, plus que de quoi satisfaire aux besoins de sa population. L'Allemagne s'efforça de créer un excédent de production ; elle défendait l'emploi de la pomme de terre à des fins industrielles (26 janvier 1916), interdisait d'en nourrir le bétail ; seuls les pores pouvaient recevoir 3 kilos de pommes de terre avariées par jour (29 janvier 1916) ; il fut défendu de peler les pommes de terre avant la cuisson (26 février 1916), puis la ration des pores fut réduite à 1 kilo par jour (14 octobre 1916), et enfin supprimée (29 octobre 1916). Des prix maxima furent fixés plusieurs fois. Le 27 mai 1916, le Bureau fut chargé d'acheter toute la récolte des pommes de terre hâtives et de la répartir ; le 16 août 1916, il en fut de même pour la récolte d'automne ; les communes reçurent des ordres sévères leur interdisant de disposer des pommes de terre (29 novembre 1916).

Enfin, pour encourager la production, le prix maximum fut porté, en 1917, de 11 francs à 16 francs les 100 kilos.

Cette abondante et minutieuse législation n'aboutit à rien. L'administration ne fournit à la population que 300 grammes de pommes de terre par jour pour la récolte de 1916 et 200 grammes pour la récolte de 1917 alors que, en temps normal, cette consommation eut pu être illimitée, et les quantités produites n'avaient pas été moindres. Le seul résultat des prix maxima et de la réglementation à outrance fut de provoquer un commerce clandestin qui amena une énorme hausse du prix de la pomme de terre pour la population.

Aussi, en 1917, le bureau n'intervint-il plus dans l'achat de la récolte.

Une Société centrale d'achat des racines de ehicorées avait de même été créée le 13 août 1915.

(1) Arr. du 13 déc. 1916 (*Bull.*), voir texte partie doc., ch. II, note 2.

(2) Arr. du 15 mai 1915 (*Bull.* n° 75, 23 mai 1915). Arr. du 26 juill. 1915 (*Bull.*), voir texte partie doc., ch. I, note 3. Arr. du 21 juil. 1916 (*Bull.* n° 240, 2 août 1916). Arr. du 12 déc. 1916 (*Bull.* n° 291, 23 déc. 1916). Arr. du 20 juil. 1917 (*Bull.* n° 378, 8 août 1917). Arr. du 18 oct. 1917 (*Bull.* n° 407, 25 oct. 1917). Arr. du 30 juill. 1918, *G. Fl.* n° 76, *G. W.* n° 66).

Une réglementation abondante fut édictée concernant le commerce du beurre. Le monopole en fut réservé à la Fédération des marchands de beurre. Les cultivateurs furent tenus de fabriquer la même quantité de beurre qu'en temps normal au prix de 6 francs le kilo (24 août 1916) puis de 10 fr, 25 le kilo (5 septembre 1918). Et la population cependant fut entièrement privée de beurre, à part le beurre qu'elle achetait à des prix exorbitants à des revendeurs clandestins. En fait, cette Fédération était à la merci de l'autorité allemande. Un arrêté du 25 avril 1918, autorisant les gouverneurs civils à retirer son monopole à la Fédération pour l'attribuer à un commissaire impérial allemand, acheva d'en faire un instrument de l'Allemagne, et cela au point que, le 24 juillet 1918, un arrêté interdisait de vendre du beurre dans le pays sans y être autorisé par les commissaires civils impériaux.

Restait la production fruitière. Le monopole du transport des fruits fut accordé à une société allemande, le « bureau central des fruits ». Le but de cette mesure était le même que celui qui avait inspiré les mesures prises pour la réglementation du commerce des pommes de terre et des chichorées : produire à certains endroits du pays des excédents, de manière à pouvoir, conformément à la convention d'avril 1916, les exporter vers le nord de la France, c'est-à-dire à l'armée allemande. Une série d'arrêtés défendirent de transporter les fruits et légumes non accompagnés d'un passavant délivré par le bureau central des fruits (1). Le 8 août 1918 (2) de nombreux marchés de légumes et de fruits ayant été conquis par les administrations communales, un arrêté les annula sous prétexte que ces légumes et ces fruits n'étaient pas encore récoltés.

Toute cette réglementation, — l'étude succincte que nous en avons faite l'établit, — n'avait pour but de faciliter ni l'administration ni le ravitaillement du pays, elle ne visait qu'à permettre au gouvernement central de tirer profit des ressources agricoles, tantôt en réalisant des bénéfices, tantôt en provoquant des excédents sur les quantités absorbées par la consommation du pays, de façon à pouvoir utiliser à son profit une partie des vivres indigènes.

Le ravitaillement en viande fut soumis à des mesures analogues. Le 14 octobre 1915, défense est faite de détenir dans chaque ménage plus de 3 kilos de viande par personne, avec un maximum de 15 kilos. Le 30 mai 1916, le commerce du bétail est réservé à des patentés placés sous la surveillance d'agents allemands. Bientôt (3 mai 1917), des passavants délivrés par l'autorité occupante sont nécessaires pour le

(1) Arr. du 5 mai 1917 (*Bull.* n° 346, 16 mai 1917). Arr. du 17 oct. 1917 (*Bull.* n° 406, 22 oct. 1917). Arr. du 22 sept. 1917 (*Bull.* n° 396, 26 sept. 1917).

(2) Arr. du 8 août 1918 (*G. Fl.* n° 77 ; *G. W.* n° 67).

transport du bétail ; l'abatage par le propriétaire est interdit, sauf autorisation (7 juin 1917) ; les solipèdes, chevaux, ânes, mulets — pour lesquels le droit de réquisition n'était pas interdit à l'Allemagne — ne peuvent être abattus (27 octobre 1917) ; le relevé de tous les solipèdes, bovidés, pores, moutons, chèvres, lapins, volaille, est ordonné (30 novembre 1917), puis la déclaration des stocks de viande frigorifiée et fumée est rendue obligatoire (28 mai 1918). Le 20 juin 1918, toutes les autorisations de faire le commerce de viande de boucherie sont retirées ; de nouvelles autorisations doivent être demandées. Ces arrêtés se complétaient mutuellement, renseignaient exactement l'autorité sur le cheptel et les stocks de viande existant en Belgique, ils empêchaient de déplacer ou d'abattre une seule bête sans l'autorisation de l'administration allemande.

L'interdiction des achats à terme et l'annulation de tous les contrats faits par les administrations communales, pour l'achat de bétail (20 juin 1918), rendaient à l'occupant toute liberté pour intervenir dans les ventes faites par des Belges, les annuler sous prétexte de prix usuraires ou de toute autre raison, et favoriser la vente des bestiaux aux agents allemands.

La convention d'avril 1916 ne protégeait pas les chevaux belges contre les réquisitions. L'élevage du cheval brabançon constituait la branche la plus riche de l'élevage en Belgique. Le Gouvernement central non seulement exporta vers l'Allemagne tous les plus beaux reproducteurs, mais par deux arrêtés, rendait cet élevage dorénavant impossible ; le 26 juillet 1916, il interdisait la vente ou l'achat de chevaux et leur transport d'un lieu dans un autre ; le 5 janvier 1917, il soumettait la saillie des juments à une autorisation préalable et ordonnait la castration de tous les étalons de plus de deux ans. Ce dernier arrêté empêchait à l'avenir l'élevage du cheval en Belgique. De cette façon les éleveurs allemands auxquels avaient été vendus les reproducteurs brabançons auraient pu, après la guerre, être les seuls dépositaires de cette magnifique race, qui constituait une des plus belles richesses de la Belgique.

La politique agricole allemande, telle que nous venons de la décrire brièvement, ne s'appliquait que dans les territoires du Gouvernement général. Les territoires de l'Étape n'étaient pas protégés par la convention d'avril 1916 ; l'autorité militaire y restait seule maîtresse des réquisitions. Celles-ci purent s'y appliquer librement à tous les produits de la culture et de l'élevage (1).

(1) On ne manquera pas de consulter sur la situation agricole de la Belgique pendant la guerre : A. Henry, *Étude sur l'occupation allemande en Belgique*, et A. Henry, *Le ravitaillement de la Belgique pendant l'occupation allemande* (même série).

CHAPITRE IV

La Politique économique allemande en matière industrielle

Réquisitions; destruction et enlèvement des machines; extension des séquestres; création de la « Kohlenzentrale » et de la « Centrale des Huiles ». — L'Allemagne prépare le chômage de la population ouvrière; échec des tentatives faites par la population belge pour ranimer l'industrie belge et l'exportation; interdiction faite aux pouvoirs publics de soutenir les chômeurs ou d'entreprendre des travaux publics pour les employer; défense à la population de porter secours aux chômeurs; les déportations en masse des ouvriers.

Jusqu'au début de l'année 1915, la politique économique de l'Allemagne avait principalement consisté à réquisitionner les matières premières de l'industrie et les machines-outils. Cette même politique devait aller en se développant continuellement. Systématisée par la section pour le commerce et l'industrie, créée le 25 août 1915, près le gouvernement central, elle se réalisa depuis ce moment, suivant un plan d'ensemble et en vertu d'instructions nettement définies: retirer de Belgique des matières premières, organiser rationnellement l'exploitation de l'industrie belge en fonction des intérêts allemands, recruter dans le pays occupé la main-d'œuvre nécessaire en Allemagne (1).

De plus en plus la Belgique fut considérée comme une mine d'où l'Allemagne devait retirer tout ce qui était possible. Les réquisitions s'étendirent non seulement à l'industrie, mais à tout le pays, non seulement aux matières premières, mais aux objets manufacturés (2). Tous les objets de cuivre et de bronze, les alliages de métaux étaient réquisitionnés. Les objets d'art, les pendules de bronze, les suspensions, tous les instruments de ménage ou les pièces de cuivre garnissant les maisons furent enlevés pour être fondus. On arracha aux machines des usines les parties de cuivre, quitte à détruire toute la machine pour enlever 50 grammes de cuivre. Dans les maisons les

(1) Voir à ce sujet Ch. de Kerchove, op. cit., 1^{re} Partie, Ch. VI, § 1^{er} « La Section pour le commerce et l'industrie ».

(2) Voir à ce sujet Ch. de Kerchove, op. cit., 1^{re} Partie, Ch. VII, « Nouvelles mesures de saisie en 1916 », ainsi que la 2^e Partie: « Exploitation à outrance », et la 3^e Partie: « Bilan de l'exploitation allemande ».

matelas de laine étaient emmenés. On en vint à une destruction systématique des halls de fer, des machines, pour expédier en Allemagne la mitraille de fer ainsi obtenue.

Le tableau que nous donnons ci-après indique les réquisitions faites dans le territoire du gouvernement général pendant le second semestre de l'année 1917 seulement :

Objets	Quantités réquisitionnées pendant le 2 ^e semestre de 1917
Cuivre et alliage provenant de ménages.....	2.069.300 kilos
Cuivre provenant des établis- sements industriels.....	3.976.800 —
Zinc.....	38.870.854 —
Plomb.....	3.967.970 —
Etain.....	98.197 —
Nickel.....	6.600 —
Acier en coupe rapide.....	21.000 —
Fer de démolitions.....	140.000.000 —
Cuivre métallique.....	5.576.375 —
Sulfate de cuivre.....	481.414 —
Plomb (différentes formes)...	12.309.842 —
Zinc brut.....	6.225.157 —
Cadmium.....	7.768 —
Argent métallique.....	3.197 —

Produits chimiques :

Acide sulfurique.....	20.877 tonnes
Soude.....	6.065 —
Chlorure de chaux.....	570 —
Acide chlorydrique.....	8.866 —
Papier.....	270 —
Peaux de gros bétail.....	151.664 pièces
— veaux.....	60.624 —
— chevaux.....	12.868 —
— moutons.....	27.710 —
— diverses.....	173.710 —
— lapins.....	1.227.819 —
Matières.....	4.897.000 kilos
Cuir et courroies.....	(pour 4.915.000 marks.)
Chaussures.....	(pour 4.251.955 —)
Chaussures à semelles de bois	79.948 —

Objets	Quantités réquisitionnées pendant le 2 ^e semestre de 1917
Osier pour paniers à munitions.....	600 tonnes
Fibre d'osier.....	165 —
Laines et poils.....	840.270 kilos
Laine de matelas.....	831.685 —
Fil de laine.....	200.273 —
Chiffons de laine.....	1.748.261 —
— coton.....	5.009.772 —
Cotons fabriqués.....	301.032 —
Coton et fil de coton.....	3.152 —
Cotons divers confisqués.....	36.694 —
Lin et produits fabriqués.....	224.014 —
Chanvre et jute.....	5.748 —
Coco et piassave.....	159.112 —
Brosses.....	916.333 pièces
Fieilles.....	171.119 kilos
Câbles de transmission.....	8.424 —
Sacs en jute.....	574.173 pièces

Jusqu'en juin 1918 avaient été réquisitionnés :

290.000 tonnes de fer.
 7.000 — de cuivre provenant d'usines.
 3.500 — — — de ménages.
 9.500 — — métallique produit en Belgique.
 7.000 — de plomb.
 24.000 — — sous différentes formes produit
 en Belgique.
 35.000 — de zinc.
 et pour 8.550.330 marks de cuirs et courroies (1).

Pourtant ces réquisitions ne furent qu'un côté de l'activité de l'occupant en matière industrielle. Elles se combinèrent avec une série de mesures qui aboutirent à la destruction totale de l'industrie belge et à la déportation de la classe ouvrière.

C'est dans le courant de l'année 1915 que ce principe s'établit et que l'on peut le suivre à travers les arrêtés : l'industrie belge doit être maintenue pour autant qu'elle favorise l'Allemagne, pour le surplus elle doit être anéantie. Ce programme, rigoureusement appliqué,

(1) Renseignements fournis par la Commission d'enquête. Archives de Guerre.

visait un double but : d'une part la suppression de la concurrence de l'industrie de la Belgique pour la période d'après-guerre ; d'autre part la formation d'une classe de sans-travail de jour en jour plus considérable, rendant possible la réquisition de la main-d'œuvre belge au profit de l'Empire allemand.

Il n'entre pas dans le cadre de cette étude d'étudier la destruction systématique de l'industrie belge (1), pas plus que d'exposer comment se pratiquèrent les déportations des ouvriers (2). Nous nous bornerons à suivre l'œuvre législative et administrative allemande qui amena et rendit possible la réalisation de ces deux projets, qui se dégagèrent et se précisèrent peu à peu.

L'Allemagne, dès 1915, prétendit étendre sa surveillance sur l'industrie belge bien au delà du résultat obtenu par l'institution des séquestres. Trois mois lui suffirent pour se rendre maîtresse de l'industrie tout entière.

* * *

Dès le mois d'octobre 1914 les charbonnages belges avaient repris leur activité. Le 26 avril 1915 (3) une « Kohlenzentrale » fut instituée qui concentrait toute la production charbonnière du pays entre les mains de l'autorité allemande. La Kohlenzentrale (4) fut organisée comme un « syndicat forcé de tous les producteurs belges ». Tous les charbonnages étaient tenus de lui fournir la totalité de leur production, exception faite du charbon qu'ils consommaient immédiatement pour leur exploitation. Tous les contrats de livraison étaient annulés. La Centrale réglementait la vente du charbon, son exportation vers les pays neutres. Pour écarter la méfiance des charbonnages, elle établissait des tarifs réduits pour le transport du charbon et des matières nécessaires à l'exploitation des charbonnages (explosifs, huiles, graisses, etc.). Installée d'abord à Anvers, elle se transporta ensuite à Bruxelles. En fait la Centrale devint un organisme monopolisant le commerce du charbon. Les mines étaient tenues de lui livrer le charbon à un prix fixé par la Centrale elle-même, qui décidait librement des prix de vente. Elle fournit directement le charbon à l'armée, à l'administration,

(1) On verra à ce sujet dans la même collection C. de Kerehove, op. cit., particulièrement : 1^{re} partie, ch. III, § 1^{er} : « Réquisition des marchandises en masse » ; 2^e partie : ch. I, § 1, « Les destructions d'usines » et tout le ch. II : « Organisation ou l'exploitation à outrance ».

(2) Voir à ce sujet, même collection, F. Passeleq, op. cit.

(3) Arr. du 26 avr. 1915 (*Bull.* n° 65, 27 avr. 1915), voir texte partie doc., ch. II, note 5.

(4) Voir aussi à ce sujet Ch. de Kerehove, op. cit., 1^{re} Partie, Ch. IV, § 2° : « La Kohlenzentrale » et Ch. VI, § 2° : « Les Centrales » industrielles.

aux chemins de fer et aux usines autorisées à travailler. Pour la livraison du charbon aux petits métiers et à la population, des bureaux de répartition furent institués auxquels la Centrale fournissait des quantités qu'elle fixait elle-même.

A la Commission économique allemande qui se réunit le 19 juin 1915, un des principaux représentants de l'industrie allemande avait indiqué la ligne de conduite à suivre par l'administration en matière charbonnière : « *La production charbonnière belge, disait-il, ne constitue pas une concurrence. Elle doit, en premier lieu, servir à des buts militaires, ensuite à la consommation belge. Le surplus doit servir à des buts allemands, notamment pour l'exportation vers les pays neutres.* »

Ce programme fut réalisé ; en 1917 notamment, les besoins militaires absorbèrent la moitié de la production totale (4.665.975 tonnes). Malgré cela l'exportation vers les pays neutres fut considérable. Les bénéfices qu'ils laissèrent se chiffrent à :

	1915 marks	1916 marks	1917 marks
Vers la Suisse.	340.892	5.856.376	3.498.449
Vers la Scandinavie. . .	1.688.646	10.547.467	2.557.033
Vers la Hollande.	705.653	5.542.120	2.956.870

Ces bénéfices furent placés en emprunt de guerre. Comme la Belgique, en temps normal, ne produit pas tout à fait assez de charbon pour sa consommation, il est naturel que les quantités qui purent être distribuées à la population furent absolument insuffisantes (1).

La Kohlenzentrale devait permettre à l'administration allemande de monopoliser les charbons belges pendant toute la durée de la guerre et ainsi de dominer l'industrie tout entière ; elle devait aussi devenir pour l'après-guerre un puissant instrument de germanisation du pays. Dans les projets faits, la Kohlenzentrale devait être transformée en une société par actions ; la plupart des actions devaient être remises par l'administration allemande à des groupes financiers en majorité allemands. De cette façon, même après la guerre, l'Allemagne aurait contrôlé en maîtresse l'industrie charbonnière de la Belgique.

Dès le début de l'occupation, l'Allemagne s'était montrée soucieuse de se réserver les huiles, les essences et les graisses. Le 26 octobre 1914 (2), elle en interdisait l'exportation ; le 11 décembre (3), elle en rendait la

(1) Renseignements fournis par la Com. d'enquête. (Archives de Guerre.) Voir aussi : *Dis Hauptindustrien Belgiens*. Teil I, p. 90.

(2) Arr. du 26 oct. 1914 (*Bull.* n° 10, 7 nov. 1914).

(3) Arr. du 11 déc. 1914 (*Bull.* n° 23, 23 déc. 1914).

déclaration des stocks obligatoire ; le 22 avril 1915 (1), la défense d'importer était renouvelée. Le 3 juin 1915 (2), un bureau central des huiles était créé. Un certain nombre de firmes désignées se voyaient reconnaître le droit exclusif de livrer l'huile à la consommation à des prix fixés par le bureau. Toutes les autres firmes étaient tenues de leur livrer leur production. Ce bureau étendit sa compétence, par l'arrêté du 14 août 1915 (3), à toutes les huiles, aux graisses minérales et végétales, à l'acide sébacique, à l'oléine, la glycérine, la stéarine, la benzine, et les sous-produits du goudron. Le 11 octobre 1915 (4), les os crus et cuits, les cornes, sabots, les cadavres d'animaux impropres à la consommation humaine furent placés sous sa compétence, le 11 décembre 1915 (5) le carbure de calcium, et le savon le 15 mars 1916 (6). Le transport de toutes ces matières fut soumis à son autorisation par arrêté du 15 avril 1916 (7) et frappé d'une taxe.

Comme la Centrale des charbons, la Centrale des huiles se transforma en un organisme purement commercial investi d'un monopole et cherchant tout à la fois à assurer à l'Allemagne la possession de ces précieuses matières et à réaliser des bénéfices. Au 31 décembre 1917, le Bureau central des huiles avait réalisé 11.815.266 francs de bénéfices ; en l'année 1917 seulement ces bénéfices se montrèrent à 6,5 millions de francs et en 1918 ils furent beaucoup plus élevés encore.

Ces bénéfices étaient versés à la Caisse de l'administration civile. Une lettre à la Oelenzentrale datée du 28 mars 1918 nous fait voir comment l'administration allemande employait ces organismes économiques pour chercher à exercer sur la population une pression politique. « *Dans le but, y est-il dit, d'activer le récolement du 8^e emprunt de guerre, la Section pour le commerce et l'industrie (section dépendant de l'administration civile) autorisera aussi pour l'avenir la Oelenzentrale à céder aux négociants belges des quantités limitées de succédanés d'huile de térébenthine contre signature correspondante à l'emprunt de guerre* » (8).

La création de la centrale des Eaux, Gaz, Électricité, le 26 juillet 1915 (9), en groupant toutes les usines à gaz, eau et électricité sous la

(1) Arr. du 22 avril 1915 (*Bull.* n° 66, 30 avril 1915).

(2) Arr. du 3 juin 1915 (*Bull.* n° 82, 10 juin 1915).

(3) Arr. du 14 août 1915 (*Bull.* n° 107, 19 août 1915), voir texte partie doc., ch. I, note 2.

(4) Arr. du 11 oct. 1915 (*Bull.* n° 130, 18 oct. 1915).

(5) Arr. du 11 déc. 1915 (*Bull.* n° 153, 16 déc. 1915).

(6) Arr. du 15 mars 1916 (*Bull.* n° 190, 20 mars 1916).

(7) Arr. du 15 avril 1916 (*Bull.* n° 208, 7 mai 1916).

(8) Voir les rapports de la Commission d'enquête (Archives de guerre.)

(9) Arr. du 26 juil. 1915 (*Bull.* n° 102, 3 août 1915), voir texte partie doc., ch. II, note 12.

surveillance allemande, achevait de donner à l'administration la toute-puissance sur l'industrie belge (1).

Détentrice du charbon, des huiles, de l'eau, du gaz et de l'électricité, l'Allemagne pouvait, à son gré, arrêter du jour au lendemain toute usine qui se refuserait à accepter ses conditions.

Ce n'est que grâce à cette mainmise sur les matières premières dont dépendait toute force motrice que l'Allemagne put mener à bonne fin sa politique économique.

*
* * *

Nous avons signalé dans le premier chapitre de cette étude que la guerre ayant arrêté l'exportation et l'importation, l'industrie belge, privée en outre de ses matières premières par les réquisitions, subit une crise grave qui entraîna un chômage extrêmement important.

Le Comité National (2) organisa des œuvres de secours aux sans-travail, fit entreprendre des travaux d'utilité publique, institua des bourses de travail. Dès 1916, l'autorité allemande intervint pour s'opposer à cette vaste organisation de soutien des chômeurs (3).

Le seul moyen de conjurer la crise qui s'était abattue sur le pays et qui s'étendait de jour en jour était de faire revivre son industrie.

Celle-ci se trouvait régie, au point de vue de l'exportation, par différents arrêtés allemands : le 26 octobre 1914 (4) une liste de matières nécessaires à la guerre avait été publiée ; il était formellement défendu de les exporter ; le 25 février 1915 (5) la défense d'exporter fut généralisée à toutes les marchandises généralement quelconques, sauf autorisation du commissaire du ministre de la Guerre allemand. Le 1^{er} juin 1915 (6) l'arrêté du 25 février avait été quelque peu adouci ; une liste des matières soumises à l'autorisation préalable avant l'exportation était publiée. Enfin les 22 juillet (7) et 18 septembre 1915 (8) le régime de l'exportation était complètement établi : certaines mar-

(1) Cette centrale se transforma en un instrument de réquisition de machines électriques et de métaux. Voir à ce sujet le volume de M. C. de Kerehove, dans la même série.

(2) Voir à ce sujet, même série, E. Mahaim : « Le Secours chômage ».

(3) Arrêté du 2 mai 1916. Voir le texte de l'arrêté, même série E. Mahaim, op. cit., Ch. XV : « Travaux pour chômeurs » et Ch. XVII : « L'Enseignement pour chômeurs ». On verra la lettre du 23 nov. 1915 par laquelle le Gouverneur général interdit au Comité National d'organiser des cours pour chômeurs.

(4) Arr. du 26 oct. 1914 (*Bull.* n° 10, 7 nov. 1914), voir texte partie doc., ch. II, note 4.

(5) Arr. du 25 fév. 1915 (*Bull.* n° 45, 29 fév. 1915), voir texte partie doc., ch. II, note 6.

(6) Arr. du 1^{er} juin 1915 (*Bull.* n° 84, 14 juin 1915), voir texte partie doc., ch. II, note 6.

(7) Arr. du 22 juill. 1915 (*Bull.* n° 101, 1^{er} août 1915), voir texte partie doc., ch. II, note 6.

(8) Arr. du 18 sept. 1915 (*Bull.* n° 119, 21 sept. 1915).

chandises spécifiées ne pouvaient être exportées en aucun cas ; l'exportation vers l'Allemagne, le Luxembourg et la France occupée était permise ; l'exportation vers la Hollande était soumise à une autorisation préalable du ministère de la Guerre ; le transit par l'Allemagne vers l'étranger était placé sous la surveillance du ministère de l'Intérieur à Berlin.

En fait ces arrêtés rendaient l'exportation impossible. C'est ainsi que, en 1915, alors que des stocks de zinc extrêmement considérables étaient accumulés en Belgique, l'administration allemande s'opposa formellement à leur exportation (1).

Afin de trouver une formule d'entente entre les Alliés et l'Allemagne, qui permit la renaissance de l'industrie belge, un « Comité industriel » belge se fonda au mois d'août 1915. Il engagea des pourparlers avec les Alliés (2) afin d'obtenir l'autorisation d'importer des matières premières qui, une fois manufacturées, seraient exportées à nouveau. La contre-valeur de ces marchandises servirait à acheter les vivres nécessaires au ravitaillement du pays. Ces pourparlers étaient sur le point d'aboutir lorsque le gouvernement allemand y mit comme condition que la contre-valeur des exportations serait déposée dans une banque belge en Belgique occupée. L'Angleterre se refusa absolument à admettre cette condition qui eût eu pour conséquence de renforcer la puissance financière de l'Allemagne et le Comité industriel fut dissous sans avoir atteint de résultats (3).

A la suite de cette tentative, le pouvoir allemand marqua à nouveau son point de vue par l'arrêté du 15 avril 1916 (4), qui abrogeait le régime établi par les arrêtés antérieurs. Il stipulait que toute exportation quelconque devrait être soumise à l'autorisation du gouverneur général par l'intermédiaire du département pour le commerce et l'industrie. C'était le renforcement de la défense d'exporter. En même temps toute la circulation intérieure des marchandises était soumise à un contrôle très sévère (5).

La crise cependant devenait tous les jours plus aiguë. Vers le milieu de l'année 1916, plus de 650.000 ouvriers chômaient. Le Comité national décida de tenter un nouvel effort pour ranimer l'industrie.

(1) Commission d'enquête. Rapports. (Archives de la Guerre.)

(2) Voir C. de Kerchove, op. cit., 1^{re} partie, ch. III, § 2^o, « Rejet des propositions des alliés pour favoriser l'exportation. Rejet des propositions des alliés pour favoriser l'importation ». Voir aussi, même série, E. Mahaim, op. cit., ch. XXIII : « Les arrêtés allemands contre les chômeurs ».

(3) Voir A. Henry : *Etudes sur l'occupation allemande en Belgique*, voir texte partie doc., ch. II, note 7.

(4) Arr. du 15 avril 1916 (*Bull.* n^o 205, 29 avril 1916), voir texte partie doc., ch. II, note 7.

(5) Arr. du 15 avril 1916 (*Bull.* 7 mai 1916), voir texte partie doc., ch. II, note 7.

Le 16 octobre 1916 il sollicita du gouverneur général un arrangement en vertu duquel les exportations seraient autorisées, à condition que leur contre-valeur fût versée à la Commission for Relief in Belgium, en paiement des vivres envoyés par elle en Belgique. La réponse fut un catégorique refus.

Cette attitude de l'administration allemande, opposant une fin de non-recevoir à toute tentative de rendre une certaine activité aux usines du pays occupé s'explique par le fait que l'Allemagne voyait dans la ruine de l'industrie belge la disparition pour l'avenir d'une concurrence, redoutable en certains domaines.

Un article publié par le docteur Guetze, syndic de l'Union des industries verrières de l'Allemagne, dans le *Wirtschaftszeitung der Zentral-Mächte* (du 10 novembre 1916), jette une lumière intéressante sur la politique suivie par l'Allemagne en matière industrielle en Belgique. « *Interdire le marché neutre aux industriels belges, y écrit-il, est devenu une question vitale pour l'industrie allemande, et il faut convenir que l'administration civile impériale a antérieurement reconnu la nécessité d'une solution de cette question dans un sens favorable à l'industrie allemande et qu'elle a pris les mesures que la situation réclamait* » (1).

Déjà la mainmise de l'Allemagne sur les principales entreprises du pays, confiées à des séquestres, permettait la réalisation d'un programme économique favorable à l'industrie allemande. Une multitude d'entreprises cependant continuait à échapper à l'action de l'administration.

Aussi une véritable destruction de l'industrie indépendante fut-elle décidée. Les réquisitions de machines commencent à se pratiquer d'une manière générale sous la direction d'équipes de spécialistes, tandis que des arrêtés du 10 janvier (2) et du 10 octobre 1916 (3) interdisent aux industries textiles puis aux industries de la chaussure de travailler plus de 24 heures par semaine. Le 17 février 1917 (4), un arrêté, d'une portée extrêmement considérable, interdit le travail dans toutes les usines et tous les ateliers de Belgique, sauf autorisation de l'administration civile.

Cet arrêté s'étendait à toute entreprise employant au moins

(1) Voir les rapports de la Commission d'enquête (Archives de Guerre) et Ch. de Kerchove, op. cit., 1^{re} partie, ch. III, § 2^o : « Les intérêts de la concurrence allemande ».

(2) Arr. du 10 janv. 1916 (*Bull.* 16 janv. 1916), voir texte partie doc., ch. III, note 4.

(3) Arr. du 10 oct. 1916 (*Bull.* 20 oct. 1916), voir texte partie doc., ch. III, note 4.

(4) Arr. du 17 fév. 1917, voir texte partie doc., ch. II, note 11. Au sujet de la portée considérable de cet arrêté et de son exécution, voir Ch. de Kerchove, op. cit. 1^{re} partie, ch. IX, § 1. « Mesures prises pour placer complètement l'industrie belge sous le régime de guerre allemand. »

12 ouvriers ou disposant d'une force motrice de 12 HP. Afin de ne pas arrêter complètement leur activité et d'échapper à l'autorisation préalable, de nombreuses entreprises réduisirent le nombre de leurs ouvriers jusqu'à le rendre inférieur à 12. Une nouvelle ordonnance parut le 21 juillet 1917 (1) soumettant à l'autorisation préalable toute usine ou atelier ayant compris 12 ouvriers au moins.

Le 28 juillet (2) ces mesures étaient complétées ; l'assentiment préalable du commissaire général pour les banques était requis pour la création de nouvelles sociétés par actions ou de sociétés coopératives, ainsi que pour l'émission d'actions, d'obligations, bons de caisse, par les sociétés existantes.

A dater du 17 février 1917 toutes les usines qui refusèrent de se mettre au service de l'Allemagne furent impitoyablement fermées. Des 260.000 entreprises que comptait la Belgique en 1914, 3.046 seulement continuèrent à travailler, les unes sous la direction de séquestres allemands, d'autres sous la direction directe de l'administration étrangère, les autres avec son autorisation (3). Si peu dangereuse que pouvait être, dès lors, la concurrence de l'industrie belge, encore fallait-il protéger contre elle les intérêts de l'industrie allemande. C'est dans ce but qu'il fut décidé que, en aucun cas, les marchandises belges exportées en Allemagne ou à l'étranger ne pourraient être vendues à un prix inférieur au prix allemand. Le gouvernement allemand s'arrogeait la moitié de la différence entre le prix de vente à l'étranger ou en Allemagne et le prix de vente pratiqué en Belgique.

Mais pour protéger l'industrie allemande il ne fallait pas seulement anéantir l'industrie belge, il fallait procurer à l'Allemagne de la main-d'œuvre. Le problème de la main-d'œuvre se posait à ce moment avec une grande urgence. Non seulement l'administration allemande devait recruter le personnel ouvrier nécessaire à l'exploitation des entreprises placées sous séquestre — entreprises dans lesquelles la grande majorité des ouvriers belges refusaient de travailler — mais l'industrie allemande réclamait une nombreuse main-d'œuvre qui lui manquait.

L'armée s'épuisant, l'autorité militaire prétendait enrôler dans l'armée les hommes valides que continuait à employer l'industrie. Il n'existait qu'un moyen de rendre les ouvriers allemands disponibles pour l'armée, c'était de les remplacer par des Belges.

Telle est la grave préoccupation, d'ordre à la fois économique et militaire, qui fit adopter par le gouvernement général la politique du travail forcé et des déportations.

(1) Arr. du 21 juill. 1917 (*Bull.* 30 juill. 1917), voir texte partie doc., ch. II, note 11.

(2) Arr. du 28 juill. 1917 (*Bull.* 5 août 1917), voir texte partie doc., ch. II, note 11.

(3) Voir Ch. de Kerchove, op. cit. 1^{re} partie, ch. IX.

CHAPITRE V

L'Institution du " Travail forcé "

Le Chômage organisé — Mesures interdisant les secours aux chômeurs. — Le congrès des juristes de Septembre 1916. — Les déportations ouvrières.

Nous avons déjà eu l'occasion d'étudier, dans le chapitre précédent, le vaste plan de la politique allemande en matière industrielle : l'industrie belge devait être maintenue pour autant qu'elle favorisait l'Allemagne, pour le surplus elle devait être anéantie au profit de l'industrie allemande. La réalisation de ce plan allait rendre possible la solution du problème de la main-d'œuvre. En même temps qu'elle détruisait l'industrie belge, l'Allemagne créait en Belgique une énorme masse de sans-travail parmi lesquels elle pourrait recruter les ouvriers dont elle avait tant besoin.

Rappelons que par l'institution des Centrales des Charbons, des Huiles et Graisses, des Eaux, Gaz et Electricité, l'administration allemande s'est rendue maîtresse de la vie économique du pays.

C'est à ce moment qu'elle réunit à Bruxelles, le 19 juin 1915 (1), un congrès économique, auquel prennent part de grands industriels venus d'Allemagne et de hauts fonctionnaires allemands.

La conclusion à laquelle aboutissent les travaux du Congrès est que l'Allemagne manque de main-d'œuvre et que, à tout prix, il faut en trouver en Belgique.

C'est ainsi que M. Rochling fait notamment la déclaration suivante :
« *Les difficultés de la main-d'œuvre sont tellement grandes (en Allemagne) que nous attribuons une importance capitale à obtenir en Belgique une très grande quantité d'ouvriers et surtout à ce que les ouvriers puissent venir en Allemagne avec leurs familles.* »

Un autre industriel, M. Bitman, émet l'avis qu'il faut organiser l'embauchage des ouvriers belges d'une façon systématique.

Le gouverneur général von Bissing déclare alors qu'il prendra toutes les mesures nécessaires pour favoriser cet embauchage. Il signale notamment que des mesures seront prises pour empêcher les pouvoirs

(1) Les originaux des procès-verbaux des séances de ce Congrès sont conservés à la Bibliothèque de Statistique du Ministère de l'Intérieur de Belgique.

publics et les particuliers de soutenir les chômeurs de façon à mettre ceux-ci dans la nécessité de s'engager dans l'industrie allemande.

Ce Congrès marque une tendance très nette : il faut que l'Allemagne puisse se proeurer de la main-d'œuvre en Belgique, mais elle doit chercher à y arriver sans avoir recours à une contrainte directe. Le gouverneur, qui partage entièrement cette façon de voir, annonce dès ce moment sa politique : intensifier le chômage, empêcher les pouvoirs publics et la population de secourir les chômeurs, de façon à les obliger à signer les contrats de travail qui leur seront offerts.

Le « Comité National » qui, pour venir en aide aux chômeurs, avait organisé des bourses de travail et fait entreprendre des travaux d'utilité publique, se voit interdire de développer son activité dans cette voie.

Seules les communes et les provinces continuent donc à employer les sans-travail à des travaux publics.

A la fin de l'année 1915, il y a 650.000 chômeurs, soit le dixième de la totalité de la population. Et pourtant l'Allemagne ne parvient pas à recruter sa main-d'œuvre.

La politique dessinée au Congrès économique du 19 juin 1915 va donc entrer dans la voie des réalisations. Les 14 et 15 août 1915 les premiers arrêtés étaient publiés à ce sujet, édictant des peines sévères contre ceux qui refuseraient d'entreprendre un travail pour le compte de l'autorité allemande (un an d'emprisonnement) (1). Les personnes qui détourneraient des ouvriers d'accepter du travail au service de l'autorité allemande étaient frappées d'une peine de cinq ans de prison ; de plus, il était défendu, sous peine d'une amende de 10.000 marks, de venir en aide à des ouvriers qui pourraient ainsi se dispenser de s'embaucher. Ces mesures, toutefois, n'étaient encore applicables que pour les ouvriers chômeurs.

Ces arrêtés n'ayant pas amélioré la situation, le commandement militaire impose, par arrêté du 12 octobre 1915 (2), l'obligation pour les ouvriers d'accepter tout travail qui leur sera offert par l'autorité allemande — que ce travail présente ou non de l'intérêt pour l'armée — sous peine de la déportation en Allemagne. Les arrêtés précédents avaient prévu que le refus basé sur des raisons conformes au droit des gens serait admis ; mais cette fois il est stipulé que *« le fait que l'on invoque des lois belges, soi-disant contraires, ou même des conventions internationales, ne peut, en aucun cas, justifier le refus de travailler. »*

(1) Arr. du 14 août 1915 (*Bull.* 22 août 1915), voir texte partie doc., ch. III, note 1. Arr. du 15 août 1915 (*Bull.* 18 août 1915), voir texte partie doc., ch. III, note 1.

(2) Arr. du 12 oct. 1915 (*Bull.* 15 oct. 1915), voir texte partie doc., ch. III, note 2.

Au sujet de l'admissibilité du travail exigé, le commandant militaire a seul le droit de prendre une décision. »

Ces efforts pour contraindre la population ouvrière à s'engager au service de l'ennemi, coïncident avec les réquisitions systématiques des machines et des destructions à coups de marteau ou à l'aide de la dynamite des grandes machines ou des halls métalliques qu'il est impossible de transporter outre Rhin. C'est à ce moment que des arrêtés viennent restreindre le travail des industries textiles et de la chaussure. Le chômage ne cesse de croître, les ouvriers ne s'embauchent toujours pas. Il faut donc les y contraindre par la misère.

Le 2 mai 1916 (1), un arrêté suspend l'exécution des travaux entrepris par les pouvoirs publics et interdit aux administrations communales, sous la responsabilité personnelle de leurs membres, d'entreprendre ou de continuer des travaux publics destinés à employer des chômeurs, sans l'autorisation du gouverneur. Les bourgmestres qui se rendraient coupables de chercher à secourir leurs administrés seraient frappés d'une peine de trois ans de prison et de 20.000 marks d'amende (art. 2).

Le 15 mai 1916 (2) ordre est donné aux chômeurs de déclarer leur indigence, sous peine de poursuites. Cette indigence, les pouvoirs publics s'étaient vu défendre de la soulager. L'arrêté du 15 mai étend cette défense de faire la charité aux concitoyens de ces misérables sans-travail : toute personne qui chercherait à secourir un ouvrier chômeur serait punie de 2 ans de prison et de 10.000 marks d'amende (3). Et pour donner à cette mesure un semblant de légalité, l'arrêté rend les tribunaux correctionnels belges compétents pour juger ce délit nouveau : de ne pas se déclarer indigent ! C'est la seule fois que nous voyons le gouverneur général s'en remettre à la justice belge. Il est vrai que ce n'est là qu'une façade et que le même arrêté s'en réfère également aux conseils de guerre allemands.

Le but cherché était atteint : la présence en Belgique de centaines de mille hommes sans travail, sans ressources, livrés à une misère que ni les pouvoirs publics, ni les particuliers ne pouvaient soulager, allait permettre à l'Allemagne de réaliser jusqu'au bout son plan d'exploitation du pays, en procédant à la réquisition de sa population même.

Pourtant l'Allemagne, désirant légitimer d'avance sa politique, convoqua à Bruxelles, au mois de septembre 1916, un nouveau congrès de juristes. Le congrès réuni en juillet 1915 avait déclaré par la bouche

(1) Arr. du 2 mai 1916 (*Bull.* n° 213, 20 mai 1916), voir texte partie doc., ch. III, note 3.

(2) Arr. du 15 mai 1916 (*Bull.* n° 214, 20 mai 1916), voir texte partie doc., ch. III, note 3.

(3) Voir F. Passelecq, op. cit., Ch. II, § 3 : « Entraves aux œuvres belges d'enseignement professionnel et d'assistance aux chômeurs ».

de juristes éminents qu'il n'y avait pour les Belges d'autres droits que le bon plaisir de l'Allemagne ; le congrès de septembre 1916 devait déclarer que la réquisition et la déportation des travailleurs belges en Allemagne était chose légitime. Ce fut le professeur Richard Schmidt, de l'Université de Leipzig, qui formula la thèse gouvernementale. Il exposa que la situation de la Belgique vis-à-vis de l'Allemagne constituait une particularité juridique que n'envisage point la Convention de La Haye : c'était une sorte de *protectorat*, quelque peu semblable au protectorat que la Prusse avait exercé sur le Schleswig-Holstein, grâce auquel apparaissaient, comme conséquence de l'occupation, une communauté d'intérêts à côté des nécessités militaires et du maintien de l'ordre. Il concluait : « *Il suit de là, tout naturellement, qu'à l'occasion d'impositions, de charges sur les habitants du territoire occupé, il faut avoir égard aux intérêts de l'Allemagne entière. Supposons le cas, je ne l'indique que timidement, car je sais que la discrétion est ici de rigueur, où les besoins de l'industrie allemande nous contraindraient de nous procurer des travailleurs afin que nos propres ouvriers puissent être libérés pour le service de l'armée, on pourrait alors très bien concevoir que la communauté d'intérêts qui existe actuellement entre l'Allemagne et la Belgique s'étende à cette hypothèse et que l'Allemagne aille chercher des travailleurs en Belgique. La notion de la communauté nous y conduit (1).* » (Session 1916, p. 67-68).

Le docteur Reuter, membre du conseil de guerre de Bruxelles, répondit d'avance, au cours de ce congrès, à l'appel qui allait être fait à la conscience du monde lorsque l'Allemagne se déciderait à passer à l'exécution de son projet en disant : « *Dès lors, il ne subsiste pour nous, comme principe unique du droit des gens, que celui-ci : dans cette lutte suprême de notre empire et de notre peuple, nous agissons de la manière qui nous est prescrite par les exigences de notre défense et de notre conservation, et nous n'avons égard, quand la chose est possible, qu'à ce que nous impose la conscience allemande. Car ce que l'on entend par conscience, le peuple allemand est seul à le connaître.* »

Presque en même temps le président de l'administration civile allemande du Luxembourg faisait à la députation permanente de la province un discours dans lequel il exposait la raison pour laquelle le gouvernement général avait cru devoir interdire les travaux publics entrepris par les communes et par les provinces :

« *La suppression des travaux communaux, disait-il, n'entraîne pas la nécessité d'introduire le secours-chômage.*

« *De même qu'en temps de paix les ouvriers allaient travailler hors*

(1) Maurice Vauthier, op. cit.

du pays, en France, en Lorraine, dans le Grand-duché de Luxembourg, ils peuvent trouver aujourd'hui un bon salaire dans le Grand-duché et la Lorraine, les travaux dans les usines belges et françaises étant arrêtés à cause de la guerre et à défaut de matières premières.

« Il est certainement préférable que les ouvriers soient occupés dans leur métier spécial et restent au courant de leur travail pour pouvoir contribuer, lors de la fin de la guerre, à la reprise générale du travail dans l'industrie belge, que s'ils continuaient à passer leur temps en s'occupant à des travaux communaux d'une utilité plus ou moins problématique qui causent des frais extraordinaires aux caisses communales.

« Je me suis mis en relation avec un bureau qui s'occupe à trouver du travail aux ouvriers industriels pour m'informer qu'il y a moyen de donner de l'occupation à tous les ouvriers dans les usines particulières en Lorraine et les provinces avoisinantes.

« Ce bureau, *Deutsches Industriebüro*, m'a donné la promesse qu'il est à même de donner à tous les ouvriers en bon état de santé, de 18 à 50 ans, un travail bien salarié selon leurs capacités.

« Je me suis persuadé que le *Deutsches Industriebüro* tiendra son engagement ; dans le cas contraire, je me chargerais de lui rappeler énergiquement sa promesse et l'obligerais au besoin à donner de l'occupation aux ouvriers valides.

« Les communes n'auront qu'à s'adresser à l'administration civile ou aux bureaux de contrôle ou aux *Kommandantures* ; les administrations se chargeront de transmettre les indications et feront le nécessaire pour que les engagements des ouvriers se fassent dans le plus bref délai à un jour à fixer dans les communes.

« Les contrats du *Deutsches Industriebüro* sont faits pour la courte durée de 4 mois, afin que les ouvriers puissent retourner en temps opportun à l'industrie de leur pays.

« Si, de cette manière, tous les ouvriers de 18 à 50 ans sont occupés à un travail sérieux, je ne mettrai aucun obstacle à ce que les communes fassent exécuter les travaux pour occuper les ouvriers au-dessous de 18 ans et au-dessus de 50 ans, ainsi que les ouvriers non valides. si la nécessité l'exige » (1).

Ce discours invitant tous les ouvriers de 18 à 50 ans à s'engager pour aller travailler en Allemagne, à bref délai et à un jour à fixer par les communes, déclarant que les travaux destinés à secourir la population ne pourraient être repris que quand tous les ouvriers de 18 à 50 ans seraient engagés au service de l'Allemagne était gros de menaces.

Celles-ci furent bientôt mises à exécution.

(1) A. Henry : *Etudes sur l'occup...*, p. 97 à 99.

Le 3 octobre 1916 (1), le Grand Quartier Général allemand faisait publier un ordre qui devait déclencher la déportation de la classe ouvrière belge.

« Les personnes capables de travailler, y était-il dit, peuvent être contraintes de force au travail, même en dehors de leur domicile, dans le cas où, pour cause de jeu, d'ivrognerie, d'oisiveté, de manque d'ouvrage ou de paresse, elles seraient forcées de recourir à l'assistance d'autrui, pour leur entretien ou pour l'entretien des personnes qui sont à leur charge. »

Tout refus était frappé d'une peine de 3 ans d'emprisonnement ou de 10.000 marks d'amende, à moins que des arrêtés spéciaux ne prévoient des peines plus graves.

Le travail forcé pour la population belge était institué. La mesure ne s'étendait qu'aux territoires de l'Etape. Le gouvernement général s'efforçait, de son côté, de recruter de la main-d'œuvre, mais par le système de l'embauchage libre.

Afin de procéder au recrutement des ouvriers, des organismes spéciaux avaient été institués.

A Bruxelles, un bureau central, le « Deutsches Industriebüro », est appelé à assumer la direction de la gigantesque entreprise projetée par le gouvernement général. Il établit la liaison entre les organismes recruteurs et le « Kriegsamt » de Berlin. C'est à lui que parviennent les demandes de main-d'œuvre de l'industrie allemande. Des bureaux d'embauchage, « Arbeiterämte » sont établis dans tous les centres industriels du pays. Les ouvriers sont invités, par voie d'affiches, à s'y présenter pour signer un contrat de travail avec l'une ou l'autre entreprise allemande. Les résultats atteints sont déplorables. Les ouvriers belges ne s'embauchent pas. Pourtant l'autorité militaire réclame des ouvriers. Sans se soucier des arguments d'ordre juridique, elle préconise un système de réquisition générale de la main-d'œuvre. Au contraire l'autorité civile cherche à rester dans la légalité.

De toute évidence la solution réclamée par l'autorité militaire allemande — la réquisition pure et simple de la population ouvrière — est directement contraire aux conventions de La Haye, signées par l'Allemagne.

L'article 52 de la Convention du 18 octobre 1907 est, en effet, ainsi conçu :

« Des réquisitions en nature et des services ne pourront être réclamés des communes ou des habitants, que pour les besoins de l'armée d'occupation. Ils seront en rapport avec les ressources du pays et de telle nature qu'ils n'impliquent pas, pour les populations, l'obligation

(1) Voir texte partie doc., ch. III, note 1.

de prendre part aux opérations de la guerre contre leur patrie. Ces réquisitions et ces services ne seront réclamés qu'avec l'autorisation du commandant dans la localité occupée, payés au comptant, sinon ils seront constatés par des reçus, et le paiement des sommes dues sera effectué le plus tôt possible. »

Cet article fixe nettement dans quelles conditions l'occupant peut faire appel à la population du pays occupé : les services ne pourront être réclamés que pour les besoins de l'armée d'occupation, ils devront être fournis dans la localité même et payés.

On conçoit que les pouvoirs civils aient hésité à passer outre. L'autorité militaire les y contraignit par la publication de l'ordre du 3 octobre 1916.

Convoqués dans les Kommandanturs, les ouvriers chômeurs, dont les listes sont hâtivement dressées par les Arbeiterämter, vont être placés dans l'alternative, ou de signer des contrats de travail et de partir pour l'Allemagne comme « travailleurs libres » ou d'être maintenus à la disposition de l'autorité allemande et contraints au travail.

Dès le mois d'octobre 1916, les premières caravanes de chômeurs partiront pour la France, vers la zone de l'arrière des armées, le mouvement s'accroîtra en novembre et en décembre. Des « Zivil-Arbeiter Bataillonen » seront constitués pour les ouvriers belges. Militarisés (touchant un salaire de 0.30 marks par jour), placés sous les ordres de sous-officiers et d'officiers allemands et employés à la construction et à la réparation de routes, de chemins de fer, à l'abatage des arbres, etc. (1).

Mis en présence des mesures radicales prises par l'autorité militaire, le gouverneur général von Bissing ne peut plus s'en tenir au système de l'embauchage libre, pratiqué jusqu'à ce moment, dans le territoire du gouvernement général, par l'intermédiaire du Deutsches Industriebüro.

D'ailleurs, au sein de l'administration civile l'opinion que le recours à la contrainte est nécessaire ne cesse de gagner du terrain, et les délibérations du Congrès des juristes, tenu à Bruxelles au mois de septembre 1916, n'ont pu que donner plus de force à la théorie de la « réquisition » de la main-d'œuvre.

Dès le 5 septembre 1916, la Section pour le Commerce et l'Industrie près le gouvernement général faisait savoir au gouverneur que la main-d'œuvre belge volontaire ne pouvait suffire et qu'il faudrait avoir recours à la contrainte. Le geheimerat von Simpson, conseillait d'employer le Deutsches Industriebüro à l'organisation de cette contrainte.

(1) On verra dans P. Passelecq, même série, op. cit., ce que fut la vie de ces malheureux dans les Zivil Arbeiter Bataillonen.

Le coup de théâtre que fut l'arrêté pris le 3 octobre par l'autorité militaire pour la zone des Etapes obligea le gouverneur à agir. Le 6 octobre 1916 une conférence est convoquée par lui au gouvernement général pour étudier la question.

Le gouverneur von Bissing la préside lui-même, l'armée, le gouvernement général sont représentés par des délégués militaires, l'administration civile et la Section politique par deux personnalités de tout premier plan : von Sandt et von der Lancken.

Le maréchal Hindenbourg vient de réclamer 300.000 travailleurs au gouverneur général. Comment faire face à sa demande ? Telle est la question à laquelle doit répondre la conférence.

Immédiatement les deux thèses, celle du pouvoir civil et celle du pouvoir militaire, se heurtent.

Le gouverneur tient au respect des formes juridiques. Il déclare que *« mis à la tête du gouvernement de la Belgique, il doit tenir compte des stipulations de la Convention de La Haye ; que le transfert forcé des habitants dans la zone des Etapes est en opposition avec cette Convention. Il ne pourra donc donner son approbation à cette mesure avant que l'empereur l'ait expressément ordonnée. »*

Toutefois si le gouverneur s'oppose à ce qui lui paraît une réquisition évidemment contraire au droit des gens, il cherche une formule qui respecte ce droit tout en donnant satisfaction aux intérêts allemands. Ce moyen, il le trouve en imposant aux ouvriers belges l'acceptation d'un contrat de travail.

La conférence, adoptant cette manière de voir, décide donc que si le chancelier approuve ce projet, tous les chômeurs belges seront invités à souscrire, avec le Deutches Industriebüro, un contrat de travail ; s'ils s'y refusent on les transportera en Allemagne, mais *« afin d'obtenir parmi ces derniers autant de travailleurs volontaires que possible, on enverra dans les camps et sur les chantiers de travail les agents de l'Industriebüro qui s'efforceront d'y recueillir des contrats écrits. »*

Le 11 octobre, au cours d'une nouvelle séance, la méthode se précise : comme il sera vraisemblablement plus facile d'obtenir l'engagement des ouvriers belges en Allemagne qu'en Belgique, ceux qui n'accepteront pas de s'engager en Belgique seront dirigés sur l'Allemagne, dans des camps de triage d'où ils seront répartis dans des chantiers. Les agents de l'Industriebüro toucheront des primes pour les contrats signés par les ouvriers dans les camps de triage.

La conférence, émue par les protestations qu'a soulevée dans les pays alliés et neutres la déportation de Lille, estime, en effet, qu'il faut agir très prudemment et qu'il faut couvrir la contrainte d'un contrat qui semblera ainsi la légitimer.

Le chef de l'administration civile, von Sandt, avait proposé une autre couverture juridique : la loi belge, disait-il, connaît la peine de « l'emprisonnement aux travaux forcés », il suffit d'appliquer cette peine aux « Arbeitseheuen » (ouvriers qui se refusent au travail), et ainsi le travail imposé devient juridiquement admissible. Pareille thèse était évidemment absurde ! Car si le « travail forcé » existe comme peine en Belgique, pour la répression des *crimes*, il n'en résulte pas que cette peine pouvait être appliquée légitimement à des ouvriers qui se refusaient à travailler pour l'ennemi, en appuyant leur refus sur les prescriptions de la Convention de La Haye.

Le 14 octobre une solution définitive intervient ; il n'y a plus moyen d'ailleurs de la retarder, l'autorité militaire ayant commencé, à cette date, la déportation des ouvriers de la zone des Etapes.

C'est le général von Winterfeld, qui préside la conférence en l'absence du gouverneur, qui résume ainsi le système admis :

1^o *L'embauchage libre doit être favorisé dans la plus large mesure.*

2^o *Pour ce qui est de l'embauchage forcé, les ouvriers seront envoyés ou bien d'emblée dans des chantiers ou bien dans des camps de triage (non pas des camps de prisonniers ou des camps de concentration) où ils seront répartis entre les industriels.*

Les travailleurs volontaires signeront un contrat de travail. Les travailleurs forcés n'en signeront pas, le montant de leur salaire ne sera pas fixé, mais en fait, dans la pratique, ils toucheront le même salaire que les travailleurs volontaires, sauf que des retenues pourront être opérées.

Si l'ouvrier apparaît en Allemagne comme impropre à son travail, si c'est un volontaire, il sera autorisé à rentrer dans le pays ; si c'est un travailleur forcé, on le renverra dans le pays (1).

Ainsi le gouvernement général est arrivé à ne faire entre les ouvriers qu'il embauche de force et ceux qui consentent à signer un contrat, aucune différence juridique. La face est sauvée.

Dès lors les déportations peuvent commencer. Immédiatement des instructions dans ce sens sont envoyées aux gouverneurs militaires, aux Kreishefs (chefs militaires d'arrondissements), aux Verwaltungschefs (chefs de l'administration civile des arrondissements), à la section pour le Commerce et l'Industrie près le gouvernement général et à l'« Industriebüro ».

(1) Le compte rendu complet de ces conférences est un document d'une valeur exceptionnelle. Il est inédit et appartient à M. Wullus (Rudiger), professeur à l'Athénée d'Icelles, qui a eu l'extrême obligeance de me le communiquer. Ce document fait partie du dossier H. A. 2 déposé jadis à la Reichsarchiv de Berlin et qui contient tous les documents confidentiels relatifs aux déportations. M. Wullus travaille en ce moment à la publication d'un important recueil documentaire qui contiendra les pièces du dossier H. A. 2.

Il leur est enjoint de considérer comme chômeurs tous les ouvriers secourus ; tous les chômeurs doivent être invités à signer un contrat de travail, et s'ils refusent, ils doivent être déportés ; l'ouvrier déporté sera dirigé sur l'Allemagne où il touchera d'ailleurs un salaire et où il lui sera loisible, à tout moment, de devenir un ouvrier volontaire en signant un contrat (1).

Le gouverneur général organise en même temps les rouages de la déportation : les gouverneurs et kreischefs dresseront les listes de chômeurs, les « Arbeiterämte » recevront les embauchages volontaires. La convocation des chômeurs sera faite par l'autorité militaire qui sera chargée également du transport en Allemagne des chômeurs non embauchés (2).

Afin de faciliter la tâche des gouverneurs et kreischefs, les bourgmestres furent invités, sous les menaces les plus sévères, à dresser des listes d'ouvriers chômeurs ou « n'ayant pas d'occupation suffisante » (3). Les bourgmestres se refusèrent, dans presque toutes les communes, à fournir ces listes, ne voulant pas prêter leur concours à une réquisition aussi illégale de la population.

Le résultat en fut que l'autorité allemande réquisitionna non seulement les chômeurs, mais tous les travailleurs valides.

Le mouvement déclenché, il fallait évidemment le pousser avec la dernière énergie ; il fallait tout d'abord pour cela continuer à accroître le nombre des chômeurs. L'arrêté du 17 février 1917, fermant toutes les entreprises et ateliers non autorisés à travailler, mettait la classe ouvrière tout entière à la disposition de l'autorité allemande. La population belge n'est plus en état d'ailleurs de soutenir un nombre aussi énorme de chômeurs, la misère se répand partout comme le plus tragique des fléaux.

Le général von Bissing en fera état pour légitimer, au point de vue juridique comme au point de vue moral, la déportation des ouvriers. Dès le 11 novembre 1916, le procureur général près la Cour de Cassation de Belgique, M. Terlinden, avait écrit au gouverneur général pour lui exposer les raisons juridiques qui s'opposaient au transfert des chômeurs en Allemagne, et pour le prier de renoncer à exécuter ce projet. Le 16 novembre 1916 (4), le gouverneur général répondait au pro-

(1) Voir télégramme du 24 octobre 1916 au Kreischef de Mons, dossier H. A. 2 (cité) n° 35.

(2) Voir les instructions envoyées le 28 octobre 1916 par le général von Bissing à tous les gouverneurs militaires, Kreischefs et Werwaltungs chefs, à la section pour l'industrie et le commerce et à l'industrie Bur. H.

(3) Voir notamment l'avis publié le 12 nov. 1915 par le gouverneur de Bruxelles.

(4) L'original de cette lettre est conservée aux archives du Parquet au Palais de justice de Bruxelles.

cureur général par une fin de non-recevoir qui contient l'exposé des motifs d'ordre juridique et moral par lesquels il ne cessera de répondre aux protestations que soulèveront les déportations tant en Belgique qu'à l'étranger. C'est pourquoi nous croyons utile d'en donner ici le texte in extenso (1) :

GOUVERNEMENT GÉNÉRAL
EN BELGIQUE

Bruxelles, le 16 novembre 1916.

Section 1, C. N° 8749.

A Monsieur Terlinden, procureur général
près la Cour de Cassation, Anvers.

En réponse à votre lettre du 11 novembre 1916 dans laquelle vous me priez de m'abstenir de faire transporter en Allemagne les « sans-travail », je vous fais connaître qu'il ne peut être satisfait à votre demande.

Depuis le début de la guerre, une grande partie des ouvriers belges chôment. La raison en est, d'une part, l'arrêt de nombreux travaux industriels causé par le manque de matières brutes dû au blocus ennemi ; d'autre part, la mauvaise volonté.

La longue durée de cette situation commence à en montrer les conséquences néfastes, et, en ma qualité d'administrateur du territoire occupé, j'ai le devoir, d'après les principes du droit des gens, de prendre les mesures nécessaires contre cet état de choses.

Des Belges clairvoyants se sont présentés à moi dès le printemps 1915 et m'ont indiqué les dangers du chômage. Ils ont fait ressortir que les secours, de quelque côté qu'ils viennent, seront, en fin de compte, à charge du peuple belge, et incitent en même temps les ouvriers à l'oisiveté. Cette oisiveté aurait comme conséquence : que les ouvriers seraient physiquement et moralement dépréciés ; que spécialement, les bons ouvriers perdraient leurs capacités et leur habileté, et qu'enfin, dans l'avenir — au retour à la paix — ils seraient sans utilité pour l'industrie belge.

Vu ces considérations et d'accord avec le Ministère belge compétent, j'ai pris, en août 1915, mes arrêtés contre les chômeurs, arrêtés qui ont été complétés par l'arrêté du 15 mai 1916.

Ces arrêtés ne prévoient le travail forcé que si un sans-travail refuse, sans motif suffisant, un travail qui lui est offert à un prix raisonnable et en rapport avec sa capacité, et, par suite, tombe à charge de la bienfaisance publique. Il a été expressément reconnu qu'un motif de

(1) On verra, au sujet de ces protestations et des réponses qui y furent faites, F. Passelecq, même série, op. cit.

refus est, s'il est basé sur les dispositions du droit des gens, justifié. Aucun ouvrier ne peut donc être contraint de participer à des entreprises de guerre. Ces arrêtés sont basés sur des considérations saines et légales, qui, en tout cas, subordonnent la liberté individuelle à l'intérêt général.

Comme les inconvénients existant déjà en 1915 ont, au cours du temps, dégénéré en calamité publique, il s'agit maintenant simplement d'une exécution plus effective de cet arrêté.

Dans ce but, les listes nominatives des sans-travail doivent être envoyées par les bourgmestres. Aux sans-travail portés sur la liste, il sera offert, dans les assemblées du Meldeamt, du travail moyennant bon salaire ; ce travail devra être effectué en Allemagne, car, dans le ressort du gouvernement général, il ne peut être occupé qu'un nombre restreint de « sans-travail ».

Les « sans-travail » qui n'accepteront pas le travail qui leur sera offert aux réunions du Meldeamt seront transportés de force en Allemagne. Ils y recevront aussi un salaire mais moindre que celui qui sera attribué à ceux qui se seront laissés engager en qualité de travailleurs libres.

J'espère qu'il ne devra être fait usage de cette mesure que dans des cas exceptionnels. Une grande partie du menu peuple a, avec son bon sens, exactement compris la situation et des dizaines de milliers de travailleurs belges sont déjà allés en Allemagne, où ils sont mis sur le même pied que les ouvriers allemands, gagnent des salaires supérieurs à ceux que l'on a jamais connus en Belgique, et où, au lieu de vivre misérablement comme leurs compagnons restés en Belgique, ils se relèvent économiquement, eux et leurs familles.

D'après ces explications, vous devrez reconnaître que, par le transport des « sans-travail » belges en Allemagne, les intérêts du peuple belge sont complètement sauvegardés.

Si vous instruisez les « sans-travail » dans ce sens, vous leur rendrez un meilleur service que si vous les incitez à refuser le travail et forcez ainsi les autorités allemandes à prendre des mesures sévères.

S'il se présente des rudesses dans le transport et si des ouvriers occupés sont aussi transportés, la faute en est aux bourgmestres qui se sont refusés à envoyer les listes des « sans-travail » ou ont envoyé des listes incomplètes.

Le Gouverneur général :

Baron VON BISSING.

Colonel Général

Ce que le gouverneur général ne disait pas dans cette lettre, c'est que le chômage était dû directement à sa politique, dirigée consciemment pour le provoquer, et c'est que quelques mois après, le 17 février 1917,

il prendrait une mesure radicale, lui permettant de ranger tous les ouvriers dans la catégorie des chômeurs.

Le 11 avril 1917 (1), l'arrêté du 3 octobre 1916, instaurant le travail forcé, dans la zone des Etapes, contre ceux qui refuseraient le travail qui leur serait offert par l'autorité allemande, était encore renforcé ; si ce refus de travail avait entraîné « un grave dommage militaire » il pouvait donner lieu à la peine de mort. Enfin ceux qui pousseraient les ouvriers à se refuser au travail, ceux qui ne dénonceraient pas les chômeurs récalcitrants, seraient également condamnés aux travaux forcés.

Plus de 125.000 Belges prirent le chemin de la zone du front ou de l'Allemagne. Nous ne les y suivrons pas dans les camps de triage, dans les entreprises et dans les camps de discipline. Jamais, peut-être, calvaire plus dur ne fut imposé à une population. Les traitements véritablement inhumains qui furent infligés aux ouvriers belges pour les contraindre à un travail qu'ils refusaient de fournir dépassent tout ce que l'imagination peut concevoir. L'organisation, telle que l'avait prévue le gouverneur général von Bissing, et d'après laquelle les ouvriers déportés devaient être en tous points traités et payés comme des ouvriers libres, ne fonctionna point et ce fut, en réalité, la thèse défendue par von Sandt, en vertu de laquelle les déportés devaient être considérés comme des « condamnés » qui fut appliquée (2).

La déportation de la population ouvrière provoqua dans le pays un formidable mouvement de protestation. Il est certain que cette mesure contribua plus que toute autre à accentuer la résistance passive opposée à l'envahisseur et à aggraver les crises, déjà aiguës, qui avaient surgi entre l'autorité occupante et tous les pouvoirs et corps constitués belges.

(1) Arr. du 11 avril 1917 (*Bull. Et.* 19 avril 1917), voir texte partie doc., ch. III, note 1.

(2) Voir F. Passelecq, même série, op. cit. Les déportations ont donné lieu à un procès intenté par les déportés contre le gouvernement allemand devant le Tribunal arbitral mixte germano-belge, procès plaidé par M^e P. Hymans, ministre d'Etat, et M^e J. Pirenne, avocat à la Cour d'appel de Bruxelles. Voir à ce sujet : J. Pirenne, *Le Procès des déportés belges contre le Reich allemand*, Revue de Droit International et de Législation comparée, Bruxelles, 1924, nos 1 et 2.

CHAPITRE VI

La politique allemande en matière judiciaire

Création de commissions d'arbitrages pour fixer la responsabilité de communes dans les actes d'hostilité commis par la population vis-à-vis de sujets allemands ; création d'un tribunal arbitral en matière de loyers ; le gouvernement général s'attribue le droit de légiférer ; organisation d'une juridiction administrative en matière pénale ; le gouvernement général s'octroie la haute main sur la police belge ; conflit avec la magistrature nationale ; ingérence de l'administration allemande dans les pouvoirs judiciaires.

Pendant les premiers mois de l'occupation, nous l'avons vu, l'autorité allemande a pris les mesures qui lui paraissaient nécessaires pour organiser son pouvoir dans le pays. En matière administrative elle se borna à encadrer les organismes belges existant, en leur donnant des chefs allemands : gouverneurs de province assistés d'un président de l'administration civile pour la province, Kreisehofs mis à la tête des arrondissements, commandants chargés de surveiller l'administration des communes. Les ministères, les conseils provinciaux avec les députations permanentes, les commissaires d'arrondissement, les administrations communales conservaieut leurs attributions.

L'année 1915 vit se préciser la politique allemande. Dans tous les domaines, elle fut directement opposée aux pouvoirs constitués du pays. Tout naturellement le premier corps à la résistance duquel se heurta pareille politique fut la magistrature.

A aucun moment, l'activité des magistrats belges ne semble être apparue aux militaires allemands, qui détenaient la plus haute autorité dans le gouvernement de la Belgique, comme l'expression d'une puissance régulière, respectable, nécessaire à l'ordre du pays. Elle leur apparut comme une entrave gênante à l'action profonde qu'ils prétendirent bientôt exercer.

Cette action se fit sentir d'abord dans le but de favoriser les intérêts de leurs nationaux dans le pays. C'est dans cet esprit que fut édicté l'arrêté du 3 février 1915 (1) modifiant le décret du 10 vendémiaire an IV sur la responsabilité des communes en cas de vols, pillages ou

(1) Arr. du 3 fév. 1915 (*Bull.* n° 37, 9 fév. 1915), voir texte partie doc., ch. VI, note 4, modifié par Arr. du 27 mai 1916 (*Bull.* n° 220, 8 juin 1916), voir texte partie doc., ch. VI, note 4.

délits commis à force ouverte ou par violence. Ce décret attribue la compétence de ces délits aux tribunaux civils. Sans doute le pouvoir occupant ne voulut-il point soumettre aux tribunaux belges le soin de fixer les indemnités dues aux Allemands dont les établissements situés en Belgique — cafés ou magasins — avaient été détériorés ou pillés par la populace à la nouvelle de l'invasion du territoire par les troupes allemandes.

Faisant table rase de notre législation, l'arrêté du 3 février enlève aux tribunaux civils toute compétence en cette matière ; il leur substitue une juridiction complètement nouvelle. Le tribunal spécial créé par eux, sous le nom de Tribunal arbitral, ne visait qu'à satisfaire les appétits d'une classe particulière d'habitants allemands en Belgique. Il leur donnait, à cet effet, la plus entière garantie.

Il était composé de trois membres, à savoir :

Le président, nommé par le gouverneur général.

Un membre, nommé par la députation permanente (belge) de la province.

Un membre nommé par le président de l'administration civile (allemande) de la province.

Ce tribunal, exclusivement chargé de juger des délits commis contre des nationaux allemands par des citoyens belges, délits dont la responsabilité pèse entièrement sur des administrations publiques belges, est composé en majorité de fonctionnaires allemands. La présence d'un juge belge ne constitue qu'une garantie illusoire pour les intérêts belges en jeu. En effet, les décisions sont prises à la majorité des voix. En outre, toute intervention de sa part devient inefficace par l'article 4 de l'arrêté :

« Si l'un des juges assesseurs devait arrêter indûment la marche de la procédure ou faillir autrement à ses devoirs de juge, le chef de l'administration civile, le gouverneur général, peut, à la demande du président du Tribunal arbitral, nommer à sa place un autre arbitre. »

Le président du Tribunal arbitral étant seul juge de décider si tel assesseur « arrête indûment la procédure » ou « faillit autrement à ses devoirs de juge », il lui est, à tout moment, loisible d'écarter le juge belge afin de le faire remplacer par un arbitre nommé, cette fois, par le gouvernement central. Les décisions de ce tribunal sont sans appel et immédiatement exécutoires (1).

(1) La création de ce tribunal est directement opposée à l'art. 94 de la Constitution belge ainsi formulé : « Nul tribunal, nulle juridiction contentieuse ne peut être établi qu'en vertu d'une loi. Il ne peut être créé de commissions ni de tribunaux extraordinaires, sous quelque dénomination que ce soit. »

Elles furent peu après (20 août 1915) (1) revêtues d'un privilège en vertu duquel les bénéficiaires de dommages-intérêts virent déclarer insaisissables toutes les sommes qui leur seraient attribuées par ce tribunal arbitral (2).

La législation allemande en matière de loyers est également caractéristique de l'intervention législative du pouvoir occupant.

Dès le début de l'occupation, les pouvoirs allemands s'étaient occupés de la situation des locataires atteints par la guerre, mais dans une faible mesure seulement. En effet, le 20 novembre 1914 (3), parut un arrêté déclarant que les locataires empêchés par la guerre de jouir de la chose louée pouvaient demander la résiliation du bail ou tout au moins une réduction du prix stipulé. La compétence pour l'application de cette mesure était attribuée aux juges de paix.

L'intervention des Allemands eut un caractère tout autre à partir du 10 février 1915. L'arrêté pris à cette date (4) était nettement réformateur des institutions belges. Il ne créait pas, comme dans le cas de l'arrêté modifiant le décret du 10 vendémiaire an IV, un tribunal nouveau pour une catégorie de délits qui intéressaient leurs nationaux, mais il s'ingérait dans un domaine législatif intéressant exclusivement les Belges et auquel l'organisation judiciaire belge était parfaitement appropriée.

Le gouvernement central détruisait l'autorité des tribunaux belges pour y substituer des sortes de commissions dont les lois belges ne leur donnaient même aucun exemple.

Cette réforme allemande, en ce qu'elle excluait les tribunaux belges d'une compétence qui leur était habituelle, prit une importance particulière dans le conflit qui éclata entre le pouvoir occupant et le pouvoir judiciaire belge.

La réforme introduite par l'arrêté du 10 février 1915 consistait essentiellement dans l'établissement de tribunaux d'arbitrage, compétents exclusivement dans toutes contestations relatives au paiement des loyers. Le tribunal était présidé par le juge de paix du canton à qui étaient adjoints deux assesseurs : un propriétaire et un locataire. Les assesseurs, bien entendu, n'étaient pas magistrats, et l'arrêté ne prévoyait aucune mesure sérieuse qui pût assurer les parties des capa-

(1) Arr. du 20 août 1915 (*Bull.* n° 110, 28 août 1915), voir texte partie doc., ch. VI, note 4.

(2) Ce tribunal fonctionna jusqu'au 1^{er} août 1918. A cette date un nouveau décret le supprima et transféra ses attributions aux tribunaux de district, créés par l'occupant en 1918 (*G. F.*, p. 760).

(3) Arr. du 20 nov. 1914 (*Bull.* n° 15, 25 nov. 1914), voir texte partie doc., ch. VI, note 4.

(4) Arr. du 10 fév. 1915 (*Bull.* n° 39, 13 fév. 1915), voir texte partie doc., ch. VI, note 4.

cités personnelles des assesseurs. De plus, les parties comparaissaient en personne et il leur était interdit de se faire assister d'un avocat ; néanmoins dans certaines circonstances elles pouvaient se faire représenter par un mandataire, à condition pourtant qu'il ne fût ni avocat, ni avoué.

Le Tribunal d'arbitrage était compétent en dernier ressort, jusqu'à concurrence de 10.000 francs ; l'appel était admis devant le tribunal de première instance au delà de cette somme (1).

L'arrêté du 10 février 1915 établissait un régime différentiel entre les citoyens belges. En effet, il excluait du droit d'agir devant le Tribunal d'arbitrage tout propriétaire belge ne séjournant pas d'une manière continue dans le pays (2). Cette disposition était dictée par la préoccupation de faire rentrer en Belgique les habitants qui avaient émigré et contre lesquels des mesures d'exception avaient été prises (3).



Le gouvernement général, cependant, ne devait pas s'en tenir à des arrêtés d'une portée aussi restreinte.

Le 5 février 1915 (4) il prenait un arrêté qui bouleversait l'organisation judiciaire du pays, établissait sa volonté de ne pas tenir compte des lois belges et d'agir, non comme administrateur, mais comme législateur.

Cet arrêté créait une juridiction toute nouvelle, et basée sur des principes directement contraires à la Constitution belge, que les Conventions de La Haye faisaient au pouvoir occupant un devoir d'observer.

En vertu de cet arrêté *« les gouverneurs de province, les chefs d'arrondissement et les commandants sont autorisés à publier, chacun dans l'étendue de son ressort, des règlements de police sanctionnés de peines et d'amendes. Le droit des gouverneurs d'édicter des peines est illimité ; les chefs d'arrondissement peuvent édicter des peines maxima de trois*

(1) L'arrêté du 10 février 1915 modifiait les lois belges suivantes : les lois du 25 mars 1876, du 26 fév. 1891, du 12 août 1911, sur la compétence en matière contentieuse. La réforme entraînait implicitement des modifications des lois concernant l'organisation judiciaire, le Code de procédure civile, les lois organiques du droit du timbre et enregistrement. Elle portait une atteinte particulièrement grave aux lois réglementant la profession d'avocat.

(2) Dans la suite cet arrêté fut confirmé par l'arrêté du 20 décembre 1917, cet arrêté réitère la défense faite aux avocats d'y prendre la parole (Arr. du 20 déc. 1917, *G. Fl.* n° 3 ; *G. W.* n° 2).

(3) Voir ci-dessus, page 28.

(4) Arr. du 5 fév. 1915 (*Bull.* n° 38, 12 fév. 1915), voir texte partie doc., ch. VI, note 1. Voir aussi l'Arr. du 3 mars 1915 (*Bull.* 18 mars 1915, texte partie doc., ch. VI, note 1.

semaines d'emprisonnement et de 300 francs d'amende, les commandants peuvent édicter des peines maxima de deux semaines d'emprisonnement et de 200 francs d'amende. » Les mêmes fonctionnaires qui ont le pouvoir d'édicter ces peines se voient attribuer le droit de juger ceux qui contreviennent à leurs ordonnances. Ils jugent par voie de sentences. Les sentences des commandants et chefs d'arrondissements sont appelables devant le gouverneur qui jugera en dernier ressort, celles des gouverneurs de province sont appelables devant le gouverneur général.

Ces juges-fonctionnaires peuvent ordonner la contrainte par corps ; ils ont, en outre, le droit de stipuler que les *peines prononcées seront, en l'absence des coupables, exécutées par des tiers qu'ils désigneront.* Enfin, par ce même arrêté, le gouverneur général se réserve le droit illimité d'émettre des arrêtés, des ordonnances et des ordres, et de prendre toutes mesures répressives et disciplinaires.

Cet arrêté transforme les fonctionnaires de l'administration allemande en législateurs et en juges. Et tandis que ce pouvoir considérable leur est donné, aucune mesure n'est prise pour que le public soit avisé des arrêtés que vont prendre les gouverneurs ; ceux-ci restent maîtres de décider comment se fera la publication de leurs arrêtés.

Cet édit confère donc aux agents du pouvoir exécutif allemand le droit de légiférer, « ils édictent des peines » ; après les avoir édictées, ils les publient eux-mêmes et dans la forme qu'ils veulent. Enfin ils s'érigent en juges de leurs propres ordonnances. Les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire se confondent dans les mêmes personnes. Un simple arrêté du gouverneur général a suffi pour annuler la garantie de la séparation des pouvoirs.

Chaque gouverneur devient, de par cet arrêté, tout-puissant en matière de police dans sa province. Certes un degré d'appel est institué devant le gouverneur général, leur chef direct qui vient de leur conférer le pouvoir d'édicter des peines, sans limitation. Cet arrêté, nous avons eu l'occasion de le signaler déjà au début de ce chapitre, compromet gravement la liberté individuelle par son article 5 ainsi conçu : « *La fixation de la peine ainsi que l'ordre portant que la peine sera exécutée par des tiers et l'ordre édictant la contrainte directe, seront l'affaire de l'autorité dont émane l'arrêté.* » A tout moment tout Belge se trouvera donc sous la menace d'exécuter une peine prononcée contre autrui.

D'autre part un arrêté du 25 mai 1916 (1) portait une autre atteinte grave à l'autorité et à l'indépendance des tribunaux. Il déclarait que,

(1) Arr. du 25 mai 1916 (*Bull.* n° 217, 31 mai 1916).

si des infractions aux ordonnances édictées par le gouverneur général en matière économique, commerciale ou d'hygiène publique, tombaient également sous l'application du droit belge, ce droit restait en vigueur, et les autorités belges étaient compétentes « *pour autant que l'autorité militaire ne se chargeât pas des poursuites.* »

Cet arrêté émanant du gouverneur général trouvait son application dans le pays entier. Il livrait une partie importante de la vie nationale à l'arbitraire de l'autorité militaire ennemie, toujours en droit d'évoquer devant elle toutes causes d'ordre économique, commercial ou relative à l'hygiène, toute cause répressive, qu'il lui plaisait de soustraire à son juge naturel.

Ces deux ordonnances, du 5 février 1915 et du 25 mai 1916, créaient à côté de la justice belge une justice allemande qui pouvait attirer à elle la connaissance de toutes les infractions, de tous les délits au sujet desquels le gouverneur général aurait pris des arrêtés. Ainsi toute la justice répressive passait entre les mains de l'occupant, pour autant qu'il désirât s'en attribuer la compétence.

Par les différents arrêtés que nous venons d'étudier, le pouvoir occupant avait considérablement restreint la compétence des tribunaux belges. Il devait en même temps s'attaquer aux prérogatives du parquet et aux pouvoirs dont disposent les autorités communales en matière de police. Le 3 février 1915 (1), un arrêté instituait pour l'agglomération bruxelloise une police des mœurs placée sous l'autorité du président de l'administration civile du Brabant. Une série d'arrêtés parus de 1915 à 1918 allait étendre cette mesure à toutes les grandes villes belges (2). Les bourgmestres se voyaient enlever la direction de la police des mœurs, confiée à des chefs de police allemands ; les communes, toutefois, devaient fournir le personnel de police et les locaux et supporter les frais de cette organisation nouvelle. Toutes les autorités policières, judiciaires et pénitentiaires belges devaient se conformer aux demandes formulées par les chefs de police allemands ; les œuvres de bienfaisance étaient tenues également de leur apporter tout leur concours.

En cas de conflit entre les chefs de police allemands et les bourgmestres, le chef de l'administration civile près le gouvernement général statuerait en dernier ressort.

L'administration allemande en vint ainsi à dénier aux autorités belges toute compétence, notamment en matière de surveillance de la

(1) Arr. du 3 fév. 1915 (*Bull.* n° 39, 13 fév. 1915).

(2) Arr. du 6 mars 1915, 25 oct. 1916, 11 avril, 20 juin, 1^{er} nov. 1917, 21 fév., 23 mars, 8 août, 27 avril, 29 juin, 1^{er} août 1918.

prostitution et de la répression de la traite des blanches, chaque fois que des nationaux allemands étaient en jeu. Ces mesures eurent pour conséquence de faire échapper les Allemands aux prescriptions de la loi belge relative à la débauche des filles mineures.

Se basant sur l'arrêté du 3 février, l'autorité allemande prétendit avoir la haute main sur la police belge. Un conflit s'en suivit inévitablement avec la magistrature.

Les conséquences graves auxquelles devait aboutir ce conflit nous obligent à insister sur certaines de ses phases les plus caractéristiques. Elles sont de nature, en outre, à faire voir comment les fonctionnaires allemands exécutaient et interprétaient les arrêtés du gouvernement général.

Au mois d'octobre 1915, le commandant allemand de Gand fit défense au commissaire de police de transmettre au parquet les procès-verbaux constatant les faits d'excitation de mineures à la débauche. Il ne cachait pas que le motif de cette prohibition était le souci de ne pas compromettre éventuellement des officiers allemands.

Cette mesure portait une atteinte grave aux prérogatives du Parquet.

C'est ce que fit valoir le procureur du roi de Gand, dans la lettre qu'il adressait au chef de la police militaire de Gand, le 26 octobre 1915 (1), rappelant à ce fonctionnaire les articles 379 du Code pénal et la loi du 15 mai 1912 dont il tirait son autorité. Porter atteinte à cette autorité, c'était aller à l'encontre du système pénal belge, que le fonctionnaire étranger avait le devoir de respecter.

Malgré les protestations du procureur du roi de Gand et l'exposé qu'il faisait du danger de la situation pour la morale publique, le chef de la police allemande maintint son point de vue, affirmant nettement son autorité exclusive sur la police.

Dans une lettre du 27 octobre 1915 au procureur du roi (2) il dit notamment :

« Vu les circonstances, je dois cependant maintenir la condition que j'ai posée, que les rapports à faire par la police ne doivent être soumis qu'à moi en tout premier lieu. »

« En outre, je fais observer que toutes les instructions générales à la police ne peuvent être données que par moi. Signé : HEITZ, capitaine. »

L'intervention du procureur général de Gand, défendant avec fermeté les prérogatives que la loi belge donnait au Parquet, se heurta

(1) Dossier annexé à la dépêche du 24 juillet 1919, n° 22.382, adressée à M. le Procureur général près la Cour de Cassation par le Procureur général de Gand.

(2) Dossier cité ci-dessus, voir texte partie doc., ch. VI, note 3.

à l'obstination du chef de la police allemande. Les correspondances échangées par le procureur général subirent le même échec. Le 4 décembre 1915 (1), il lui était répondu : « *Je ne puis rien modifier aux devoirs que j'ai prescrits.* »

Cependant les faits prouvent à suffisance que l'intervention de la police allemande enlevait à l'application des lois pénales contre la débauche des mineures, les garanties indispensables, surtout en périodes aussi troublées. Il suffit de citer les plaintes transmises au chef de la police allemande par le procureur du roi de Gand, concernant des jeunes filles mineures et habitant des maisons de prostitution (2), à laquelle il est répondu laconiquement, le 12 mars 1917 (Regist. n° 11/A/5016), sans tenir compte des principes de la loi belge, que des huit jeunes filles mineures signalées, il n'est pas une seule jeune fille de moins de 18 ans. « *Ensuite, je ne vois pas la nécessité de me départir de mon principe, dont je vous ai fait part auparavant à ce sujet. Signé : HEITZ, major* » (3).

Devant une méconnaissance aussi flagrante des lois belges et de l'intérêt public en jeu, le procureur général appela des décisions arbitraires du chef de la police auprès de l'autorité supérieure. Le 9 mai 1917 (n° 5321) (4), il écrivit au président de l'administration civile pour la province de Flandre orientale et lui exposa la situation et la portée des lois belges :

« *M. le chef de la police refuse au Parquet le concours de la police belge, placée sous nos ordres, par le motif qu'à ses yeux la protection de la justice ne doit pas s'étendre aux jeunes filles mineures de plus de 18 ans. Cette opinion est en contradiction flagrante avec le texte formel de nos lois et elle tend à justifier des faits que celles-ci condamnent de la manière la plus expresse. Nos lois sur la traite des blanches et sur la protection de l'enfance n'ont pas été abrogées ni modifiées par le pouvoir occupant. Si elles devaient l'être, elles le seraient par un arrêté régulier, publié dans le Bulletin des Etapes.*

« *Vous reconnaîtrez, monsieur le président, qu'il n'appartient pas à M. le chef de la police de les tenir pour non avenues et je fais appel à votre haute autorité pour que le cours de la justice ne soit pas interrompu.* »

Le président de l'administration civile pour la Flandre orientale, malgré cet appel de rétablir le cours de la légalité, y opposa une fin

(1) Dossier cité ci-dessus, voir texte partie doc., chap. VI, note 3.

(2) *Id.* Voir notamment la lettre du 21 février 1917.

(3) Dossier cité ci-dessus.

(4) *Id.*, voir annexe.

de non-recevoir absolue, laissant ainsi toute liberté à l'arbitraire du subalterne intéressé.

Il écrivit au procureur général, le 12 mai 1917, n° 11, 4826 (1) :

« En réponse à votre honorée lettre du 9 mai dernier, j'ai l'honneur de vous faire connaître que présentement je n'ai pas de motif pour provoquer quoi que ce soit dans l'affaire dont il s'agit. »

Ainsi, à quelque degré de l'autorité que la justice belge s'adressât, elle n'avait aucune chance de rencontrer l'aide nécessaire au respect des lois belges touchant à l'intérêt et à la morale publiques.

La gravité de la situation ne fit jamais changer le point de vue où les chefs allemands de la police s'obstinaient et si le Parquet voulait passer outre, il était brutalement rappelé aux mesures que la force allemande imposait. Le chef de la police des mœurs écrit dans la suite :

Au procureur du roi. (N° 11 A/ 7120) (2) :

« Il est porté à ma connaissance qu'une poursuite a été intentée récemment à charge de plusieurs tenanciers de maisons de rendez-vous pour l'acceptation de la nommée Bertha Brussel, née le 1^{er} octobre 1897.

« Je saisis l'occasion pour attirer l'attention sur mon point de vue que j'ai fait connaître précédemment déjà et d'après lequel les femmes de plus de 18 ans, sous le contrôle de médecins désignés par la police, sont autorisées à se rendre dans une maison de prostitution et à fréquenter une maison de rendez-vous.

« La condamnation du tenancier d'une maison de rendez-vous dans le cas dont s'agit provoquerait l'intervention de l'inspection des Etapes. »
Signé : SIEVERS, capitaine. »

D'autres conflits éclatèrent à propos des droits du parquet vis-à-vis de ressortissants allemands se rendant coupables de crimes ou délits de droit commun. A ce sujet, le gouverneur militaire de Mons, von Gladiss, écrivit au procureur de roi de Mons, le 19 août 1915 (3), que *« les personnes qui établiront, soit par leur uniforme, soit par une autre façon qu'elles appartiennent à l'armée ou qu'elles sont fonctionnaires, employés, au service d'une façon quelconque ou mandataires d'une autorité allemande, ne pourront être arrêtées par la police belge que si elles sont prises en flagrant délit de crime (mais pas en cas de délit ou infraction).*

(1) Dossier cité ci-dessus.

(2) *Id.*

(3) Lettre III, G. 2429, classée, Comm. enquête parquet de Mons, entrée 21-8-1915, n° 23.

« Les personnes arrêtées ne pourront être visitées et devront immédiatement être conduites au plus prochain poste de garde. »

« En cas d'infraction à la présente ordonnance, j'en demanderai compte à ceux qui s'en seront rendus coupables. »

Le ton menaçant de la dernière phrase indique ce que devenait l'indépendance de la justice sous l'administration allemande.

L'indépendance de la justice ne fut pas entravée seulement par ces mesures d'ordre général, émanant de gouverneurs ; elle le fut encore, surtout peut-être, par l'intervention continuelle de fonctionnaires et d'officiers allemands dans les affaires judiciaires. Chaque fois qu'un intérêt allemand était en jeu ou qu'un Belge, protégé par l'autorité allemande, était poursuivi par la justice belge, une intervention se produisait pour exiger la remise du dossier de l'affaire, arrêter les poursuites, empêcher l'exécution d'un jugement. Ces interventions ne se basaient pas, la plupart du temps, sur les arrêtés du pouvoir central, elles constituaient des actes de pur arbitraire, et cependant l'appel fait aux pouvoirs supérieurs ne donna — à de très rares exceptions près — aucun résultat (1).

La situation dans laquelle cette attitude de l'autorité allemande plaçait la justice belge provoqua de la part de la magistrature une irréductible opposition. Des conflits graves s'en suivirent qui aboutirent à la déportation en Allemagne exécutée sans jugement, ou à la condamnation à des peines de prison ou de déportation, de nombreux magistrats.

* * *

Nous ne pouvons terminer ce chapitre sans dire un mot du régime des peines appliqué en Belgique par l'autorité allemande. Au cours de cet ouvrage nous avons été amenés fréquemment à indiquer l'importance des sanctions prises pour assurer l'exécution des arrêtés allemands. D'après quels principes ces peines ont-elles été fixées ? En réalité sans principes du tout. L'autorité allemande n'a tenu aucun compte du système pénal belge. Rappelons que l'article 2 de l'arrêté du 5 février 1915 (2) stipule que « le droit des gouverneurs d'édicter des peines est illimité ». Il ne peut donc être question de chercher ici à établir une classification des peines, leur importance ayant varié d'après l'intérêt que le gouverneur attachait à la stricte observation de l'ordonnance promulguée.

(1) On verra à ce sujet l'examen de quelques faits caractéristiques, notamment l'arrestation et la condamnation du juge Waleffe (voir partie doc., ch. VI, note 5) et du procureur du roi Wouters (voir partie doc., ch. VI, note 5).

(2) Arr. du 5 fév. 1915 (*Bull.* 12 fév. 1915), voir texte partie doc., ch. III, note 1.

Dans l'arsenal répressif, des peines nouvelles apparaissent, inconnues de la loi belge ou formellement proscrites par la Constitution belge. C'est ainsi que nous verrons prononcer des peines collectives ou frappant des tiers, la confiscation générale de tous les biens et la peine de la déportation.

Peines collectives. — La Convention de La Haye interdit les peines collectives ; l'autorité occupante y recourut cependant de façon générale.

La responsabilité des communes notamment, fut mise en cause dans le cas d'infractions individuelles :

Le 30 octobre 1915 (1) un arrêté rend les communes responsables des dommages qui pourraient être causés aux chemins de fer sur leurs territoires. « *Les autorités militaires peuvent prendre des otages qui payent de leurs têtes les destructions du chemin de fer. La commune dont le territoire est le théâtre d'une détérioration du chemin de fer est susceptible d'être punie d'une lourde contribution de guerre et d'une restriction du droit de circulation de ses habitants... en outre toute la localité ou certaines maisons peuvent être évacuées et les hommes peuvent être déportés dans un camp de prisonniers allemands.* »

De même, en cas de dommage causé aux télégraphes, téléphones et chemins de fer, « *les mesures les plus rigoureuses seront prises contre la commune sur le territoire ou dans le voisinage de laquelle le dommage aura été causé* (2).

Signalons encore que les « *communes sont obligées de veiller à ce que les personnes placées sous le contrôle d'un « Meldeamt » ne quittent pas le district qu'elles doivent habiter... Si des personnes placées sous contrôle transfèrent leur domicile dans une autre localité sans y être autorisées, la commune sera passible d'une amende.* »

Si, malgré cela, ces infractions continuent, des mesures d'ordre collectif seront prises notamment : « *1° Placement sous contrôle de tous les habitants de la commune qui sont en état de porter les armes, de 17 à 50 ans, et exercice d'une surveillance plus rigoureuse à leur égard ; 2° Suppression pour tous les habitants du droit de transférer leur domicile dans une autre localité* » (3).

Les autorités communales, d'autre part, ont à remettre immédiatement entre les mains de l'autorité allemande des militaires belges ou alliés trouvés sur leurs territoires ainsi que tout bourgeois y ren-

(1) Arr. du 30 oct. 1915 (*Bull. El.* 30 oct. 1915), voir texte partie doc., ch. IV, note 1.

(2) Arr. du 10 avril 1917 (*Bull.* 17 avril 1917), voir texte partie doc., ch. IV, note 1.

(3) Arr. du 20 juill. 1915 (*Bull.* 24 juill. 1915), voir texte partie doc., ch. IV, note 1.

contré et ne pouvant s'identifier. « *L'omission sera punie d'une lourde contribution à charge de la commune coupable.* » En outre les fonctionnaires communaux responsables seront punis d'une peine de dix ans d'emprisonnement (1).

Il convient également de signaler comme peine collective, la peine qui frappe tous les membres de la famille d'une personne placée sous le contrôle du Meldeamt et qui contrevient à ses obligations (2).

Peines frappant des tiers. — Nous venons de signaler que les membres de la famille d'un inculpé peuvent être punis pour sa faute. Nous trouvons fréquemment appliqué ce système de peines frappant des tiers. C'est ainsi que des Belges qui prêtent assistance à leurs concitoyens recherchés par l'autorité allemande, sont traités sévèrement. « *Sera puni d'une peine d'emprisonnement de 10 ans minimum quiconque procure asile à des personnes militaires ennemies, qui leur procure de la nourriture, des moyens de subsistance, des vêtements bourgeois ou qui leur prête secours d'une façon quelconque. Si ces actes de soutien provoquent un désavantage aux troupes allemandes, la peine capitale sera appliquée* » (3).

Un arrêté du 1^{er} octobre 1915 (4) frappe des peines les plus graves — ce qui s'explique — quiconque cache des explosifs. Mais en même temps, il déclare (art. 5) « *passible de travaux forcés quiconque a, d'une manière vraisemblable, eu connaissance* » de l'infraction prévue par l'arrêté, et n'en a pas prévenu à temps l'autorité allemande.

Il y a donc ici une obligation imposée à tout citoyen de se faire le collaborateur de la police de l'occupant, sous les peines les plus graves ; ne pas se livrer à la délation constitue un délit, et il suffira que l'on ait pu avoir connaissance « *d'une manière vraisemblable* » des faits recherchés par l'autorité, pour que la peine puisse être appliquée.

Il en est de même en ce qui concerne la fabrication ou le dépôt d'armes et munitions. « *Quiconque, de source digne de foi, aura eu connaissance* » de la fabrication ou de la possession d'armes par des tiers et « *aura omis d'en prévenir l'autorité militaire* » sera puni de 5 ans de travaux forcés (5).

Cette obligation de se livrer à la délation impose aussi à tout Belge de signaler à l'autorité militaire la présence dans le pays d'une personne ayant appartenu à une armée alliée, et ce sous peine d'emprisonnement.

(1) Arr. du 30 oct. 1915, cité ci-dessus.

(2) Arr. du 20 juill. 1915, cité ci-dessus.

(3) Arr. du 30 oct. 1915, cité ci-dessus.

(4) Arr. du 1^{er} oct. 1915 (*Bull.* 5 oct. 1915), voir texte partie doc., ch. IV, note 2.

(5) Arr. du 3 avril 1917 (*Bull.*, 9 avril 1917), voir texte partie doc., ch. IV, note 2.

sonnement ou des travaux forcés. La personne qui aurait hébergé ou nourri un ancien soldat des armées alliées sera condamnée aux travaux forcés ou à la peine de mort (1).

Et cette obligation s'étend jusqu'à l'épouse, aux parents et aux enfants de la personne recherchée. La femme qui aura hébergé son mari, ancien combattant réfugié chez elle, et ne l'aura pas livré à l'autorité militaire, pourra être frappée de peines allant jusqu'à la mort. Ces peines, il est vrai, furent adoucies par arrêté du 5 mai 1916 (2) ; dorénavant l'épouse qui n'aura pas signalé la présence de son mari, ou les enfants qui n'auront pas signalé la présence de leur père, bénéficieront de circonstances atténuantes et ne seront passibles que de peines d'emprisonnement.

Peines contraires à la constitution belge. — Il convient également de rappeler que l'administration allemande a réintroduit des peines formellement condamnées par la constitution belge, notamment la peine de la confiscation générale de tous les biens (3) et la peine de la déportation hors du pays (4).

(1) Arr. du 12 oct. 1915 (*Bull.*, 16 oct. 1915), voir texte partie doc., ch. IV, note 2.

(2) Arr. du 5 mai 1916 (*Bull. Et.*, 11 mai 1916), voir texte partie doc., ch. IV, note 2.

(3) Voir notamment Arr. du 30 oct. 1915, cité, art. 6, et Arr. 3 avril 1917 (*Bull.* 8 avril 1917, voir texte partie doc., ch. IV, note 3).

(4) Voir notamment Arr. du 30 oct. 1915.

CHAPITRE VII

Le Gouvernement général allemand et l'administration belge

Conflit avec les conseils provinciaux ; leur suppression ; conflit avec les pouvoirs communaux.

Tandis que le conflit entre la magistrature belge et le pouvoir occupant prenait un caractère de jour en jour plus aigu, par suite de la dépendance à laquelle l'administration allemande prétendait réduire la justice, un conflit parallèle éclatait entre les pouvoirs administratifs belges et allemands.

Si dans de nombreux cas, le pouvoir allemand laissa les organismes belges prendre en toute liberté les mesures d'administration courante, se bornant à approuver les décisions des conseils provinciaux en matière de budgets, emprunts, impôts, etc., il n'en prétendit pas moins, pour tout ce qui concernait la direction générale de sa politique, les réduire à la dépendance la plus complète.

Nous avons vu que, dès le 8 février 1915, les commissaires d'arrondissements avaient été supprimés et remplacés par les Kreischefs, tandis que les arrêtés du 2 juin 1915 (1) et du 6 août 1915 (2) retiraient aux conseils provinciaux le droit que leur confère la loi du 30 août 1836 de se réunir de plein droit, en session ordinaire, à des dates déterminées.

C'était nier le principe de l'autonomie des pouvoirs, que l'arrêté du 5 février 1915 créant la juridiction des gouverneurs et des chefs d'arrondissements (Kreischefs), avait déjà si entièrement méconnu.

Le gouverneur général n'entendait point, de ce fait, renoncer à la collaboration des conseils provinciaux. Il ne voulait que leur enlever leur indépendance et en faire des instruments passifs de son gouvernement. Ils pouvaient, en effet, rendre les plus grands services à l'envahis-

(1) Arr. du 2 juin 1915 (*Bull.* n° 84, 14 juin 1915), voir texte partie doc., ch. V, note 1.

(2) Arr. du 6 août 1915 (*Bull.* n° 105, 14 août 1915).

seur, qui chercha à obtenir leur collaboration pour donner à la contribution de guerre imposée à la Belgique une apparence de légalité et pour en faciliter le recouvrement.

Etablie le 10 décembre 1914 (1) cette contribution de guerre mensuelle fixée à 40 millions fut portée à 50 millions par mois à partir du 20 novembre 1916 (2) et à 60 millions le 21 mai 1917 (3). Elle était établie pour subvenir aux frais d'entretien de l'armée allemande et de l'administration du territoire occupé. Les administrations provinciales étaient chargées de se procurer les fonds nécessaires par voie d'emprunt.

Cet impôt, essentiellement contraire à toutes les stipulations du droit international en ce qu'il était destiné à fournir la « quote-part de la Belgique » dans les frais d'entretien de l'armée allemande, devait être acquitté par l'intermédiaire des pouvoirs provinciaux.

Le gouverneur réunit donc les conseils provinciaux afin de leur faire jouer le rôle que leur assignaient les arrêtés relatifs à l'imposition de guerre, chaque fois qu'il s'agissait d'en décider le mode de répartition. La convocation se fit par voie d'arrêté publié au *Bulletin des lois et arrêtés* quelques jours avant la séance.

En voici les principales stipulations (4) :

Art. 2. — La convocation ne sera publiée que par le Bulletin des lois et arrêtés et le Bulletin des lois et arrêtés des Etapes de la IV^e armée.

Art. 3. — Les convocations des membres se feront par les soins des députations permanentes compétentes. La présence du gouverneur de la province n'est pas obligatoire. La séance est ouverte et close au nom du gouverneur général impérial allemand et, dans le territoire de l'étape, au nom du commandant en chef de la IV^e armée.

Art. 4. — La séance durera un jour, à huis-clos.

Ordre du jour : mode de règlement de la contribution de guerre ; couverture des obligations provinciales échéant à la fin de l'exercice ; paiement des intérêts de l'emprunt et la contribution de guerre de l'exercice écoulé.

Art. 5. — Les décisions sont valables, quel que soit le nombre des membres présents.

(1) Ordre du 10 déc. 1914 (*Bull.* n° 27, 4 janv. 1915).

(2) Ordre du 20 nov. 1916 (*Bull.* n° 279, 21 nov. 1916).

(3) Ordre du 21 mai 1917 (*Bull.* n° 348, 21 mai 1917).

(4) Arr. du 8 déc. 1914 (*Bull.* n° 19, 11 déc. 1914). On trouvera à la partie doc., ch. V, note 3, l'arrêté convoquant la session extraordinaire des conseils provinciaux pour le 2 déc. 1916.

Cette convocation fut diversement accueillie par les conseils provinciaux. Les uns préférèrent obtempérer à l'injonction du gouverneur général et répartir eux-mêmes la contribution de guerre plutôt que de la laisser répartir arbitrairement par le pouvoir occupant, les autres se refusèrent, dès le début, à prêter leur collaboration à un acte illégal, dût la population en souffrir.

Les conseils provinciaux furent convoqués pour le 30 novembre 1915 (1). La session ne donna pas entière satisfaction au pouvoir allemand ; au mois de décembre 1915, en effet, une nouvelle convocation eut lieu par voie d'arrêté : « *Attendu — ainsi s'exprime cet arrêté — que les provinces de Hainaut, Limbourg, Liège, Luxembourg, Namur, Flandre occidentale et orientale, ont pris les décisions nécessaires pour se procurer les fonds pour la contribution de guerre.*

« *Attendu que les provinces de Brabant et d'Anvers n'ont pas pris de décisions, les conseils provinciaux de ces deux provinces sont convoqués de nouveau en réunion extraordinaire le 4 décembre 1915, à midi.* »

Cette seconde convocation ne donna pas de résultats. Les conseils provinciaux du Brabant et de la province d'Anvers prirent une résolution marquant nettement leur refus de se prêter à l'illégalité en faisant la répartition d'un impôt destiné, en partie, à entretenir l'armée allemande.

Le gouverneur cassa, le 14 décembre 1915, les décisions de ces conseils provinciaux dans ces termes :

« *Les conseils provinciaux d'Anvers et de Brabant ont refusé de coopérer au règlement de la contribution de guerre.*

« *Ces résolutions sont annulées comme contraires à l'intérêt général.*

« *Les gouverneurs militaires de ces provinces sont autorisés, de concert avec les présidents des administrations civiles, à prendre des mesures obligatoires pour :*

1^o *Conclure solidairement avec les autres provinces les contrats nécessaires en vue d'assurer pendant six mois le paiement de la contribution et, le cas échéant, contracter un emprunt dans ce but.*

2^o *Conclure des arrangements pour payer les intérêts et remboursements de cet emprunt ainsi que la couverture des obligations provinciales échéant le... et le paiement des intérêts de l'emprunt de contribution de guerre de.. »*

Invoquant l'intérêt général du pays, frappé de cette contribution illégale, pour casser les décisions des conseils provinciaux, qui seuls étaient capables de représenter, pendant l'occupation, l'opinion

(1) Arr. du 8 nov. 1915 (Bull. n° 140, 14 nov. 1915).

publique, le gouverneur transmet à des fonctionnaires allemands les pouvoirs de ces conseils.

En 1916, les provinces d'Anvers, Brabant, Limbourg, Liège, Namur ayant refusé de faire la répartition de l'impôt, la province de Luxembourg ne l'ayant accepté que sous condition, le gouverneur cassa les décisions des conseils, et transféra à ses gouverneurs le droit de se substituer à eux, dans tout le territoire du gouverneur général (1).

En fait les conseils provinciaux étaient supprimés quoique le gouverneur général continuât à les convoquer (2) en vain pour qu'ils répartissent la contribution de guerre portée à 50 millions par mois le 20 novembre 1916 et à 60 millions par mois le 21 mai 1917.

* * *

L'attitude du pouvoir allemand vis-à-vis des communes fut quelque peu différente de celle qu'il prit vis-à-vis des grands corps constitués du pays. Il était impossible, en effet, au gouvernement général, de se passer des administrations communales. Aussi les conflits extrêmement nombreux qui surgirent entre les communes et l'occupant furent plutôt la conséquence de la résistance personnelle des magistrats communaux aux autorités allemandes. Ces conflits se résolurent généralement par la déportation des bourgmestres, sans que cependant le gouvernement central leur substituât — au moins avant 1918 — un fonctionnaire impérial.

Les magistrats communaux, en effet, constituaient, aux yeux du gouverneur, de précieux otages ; le maintien des conseils communaux et des collèges des bourgmestres et échevins devait lui fournir, en outre, au moins l'espérait-il, de considérables avantages : on sait que notamment l'autorité allemande prétendit obtenir la collaboration des conseils communaux dans la perception de l'impôt sur les absents et dans la réquisition des hommes valides destinés à être déportés en Allemagne. Si, à ce point de vue, son espérance fut trompée, il est vrai que la présence des conseils communaux lui permit de prendre des arrêtés rendant les communes responsables de différents délits commis sur leur territoire. Le principe de peines collectives frappant les communes pour des actes imputables à certains de leurs habitants avait été introduit par l'autorité militaire dès l'entrée des troupes allemandes dans le pays. Dans la suite, ce principe fut appliqué par l'autorité civile et énoncé par voie d'arrêtés. Nous avons examiné plus haut

(1) Arr. du 3 déc. 1916 (*Bull.* n° 284, 4 déc. 1916), voir texte partie doc., ch. V, note 3.

(2) 21 mai et 22 nov. 1917, 18 mai 1918.

l'arrêté du 15 octobre 1915 (1) rendant les communes responsables des détériorations faites au chemin de fer sur leur territoire.

Cet arrêté prétendait, en outre, faire collaborer les communes au service du contre-espionnage militaire. Il décrétait : « *Les administrations communales ont à remettre immédiatement entre les mains de l'autorité militaire allemande la plus proche les... personnes militaires (alliées), trouvées dans leur territoire, ainsi que tout bourgeois y rencontré et ne pouvant s'y identifier. L'omission sera punie d'une lourde contribution à la charge de la commune coupable.* »

Un arrêté du 10 avril 1917 (2) déclare de même : « *Les mesures les plus rigoureuses seront prises contre la commune sur le territoire ou dans le voisinage de laquelle le dommage aura été causé.* »

On conçoit que, dans ces conditions, les communes belges, les grandes villes principalement, furent frappées de continuelles amendes.

On le voit, de plus en plus l'administration allemande centralisait entre ses mains les pouvoirs jusqu'alors exercés par les autorités légales du pays. Le chef de l'administration civile près le gouverneur général se voit, de jour en jour, investi d'une compétence plus étendue. Cette tendance à la centralisation se manifeste au sein de l'administration allemande elle-même, sans doute dans le but de lui donner plus de cohésion. C'est ainsi que le 26 août 1915 le chef de l'administration civile recueille les droits si importants du commissaire général pour les banques, en ce qui concerne les entreprises sous séquestre (3).

(1) Arr. du 15 oct. 1915 (cité).

(2) Arr. du 10 avril 1917 (*Bull.* n° 334, 17 avril 1917).

(3) Complété par arrêté du 23 juin 1917, L. et A., p. 3922 ; arr. du 26 août 1915 (*Bull. off. L. et Arr.*, n° 112, 3 sept. 1915), complété par Arr. du 23 juin 1917 (*Bull. off. L. et Arr.*, n° 363, 1^{er} juillet 1917).

DEUXIÈME PARTIE

LA TENTATIVE DE DESTRUCTION
DE L'ESPRIT NATIONAL BELGE

CHAPITRE PREMIER

La séparation de la Belgique en Flandre et Wallonie

L'intervention allemande en matière linguistique : dans l'administration, dans l'enseignement. — La flamandisation de l'Université de Gand. — La séparation de la Belgique en Flandre et Wallonie ; Namur devient capitale de la Wallonie. — Une commission pour l'établissement d'administrations distinctes en Flandre et Wallonie établit les modalités de la séparation de la Belgique en deux Etats distincts.

Nous avons étudié, dans le chapitre précédent, l'action de la politique allemande sur les principaux aspects de la vie nationale. Elle aboutit, tant en matière économique et sociale qu'en matière administrative et judiciaire, à une série de conflits graves, à des crises dont la solution ne semble plus possible.

Cette politique a-t-elle été une simple maladresse ? Les conflits sont-ils nés par suite de l'ignorance dans laquelle pouvaient se trouver les fonctionnaires allemands des mœurs du pays ? Il ne le paraît pas. Nous avons constaté que, en matière économique et sociale, l'action de la politique allemande a été continue et parfaitement ordonnée. Après avoir réquisitionné les matières premières de l'industrie, elle rend impossible, par son attitude intransigente vis-à-vis de l'Angleterre, la reprise de l'industrie belge qui cherchait à se reconstituer en amenant un accord entre l'Allemagne et les Alliés autorisant l'importation des matières premières en Belgique et l'exportation des marchandises manufacturées. Elle se rend ensuite maîtresse de l'industrie en accaparant le charbon, l'huile, le gaz, l'électricité et l'eau. Enfin elle soumet à son autorisation préalable toute activité industrielle ; cette autorisation est impitoyablement refusée à toute usine refusant de se mettre au service de l'Allemagne.

Ces mesures aboutissent à un chômage général dans l'industrie belge.

Il ne suffit pas à l'Allemagne d'avoir jeté sur le pavé des centaines de milliers de chômeurs. Elle intervient pour défendre aux communes et aux particuliers de les secourir, défend l'exécution par les pouvoirs communaux ou provinciaux de grands travaux d'utilité publique où les chômeurs trouvaient à s'employer. Le but était atteint. Les usines

belges arrêtées, la population ouvrière réduite à la plus profonde misère, l'Allemagne allait être libre d'exécuter son vaste projet d'exploitation du pays. C'est à ce moment que des équipes de techniciens furent envoyées en Belgique pour expédier vers l'Allemagne toutes les machines qui pourraient être transportées et pour anéantir les autres ; c'est à ce moment — au mois d'octobre 1916 — que la population belge fut racolée par l'autorité militaire et expédiée en troupeaux vers l'Allemagne où des industriels, des entrepreneurs, des agriculteurs, « des marchands d'hommes », comme les appelaient les déportés, venaient se les partager.

La continuité systématique qui apparaît dans la politique économique allemande en Belgique est aussi frappante dans sa politique administrative.

De même que l'Allemagne cherchait à pousser l'exploitation économique de la Belgique jusqu'à ses dernières limites, elle visait aussi à détruire systématiquement l'unité nationale du pays afin de l'absorber plus facilement lors de la conclusion de la paix, ou tout au moins de la rendre non viable dans l'avenir.

Ce résultat ne pouvait être atteint que par la destruction des pouvoirs judiciaires et administratifs belges. Nous avons étudié dans le deuxième chapitre comment, au début de l'année 1917, le conflit en était arrivé à une phase aiguë entre l'autorité allemande et les corps constitués belges.

En même temps qu'il sapait peu à peu la compétence et les prérogatives des pouvoirs nationaux, le gouvernement général allemand s'efforçait de préparer entre la partie wallonne et la partie flamande du pays une séparation qui eût rendu toute vie nationale impossible.

Le 2 septembre 1916, le chef de l'administration civile près le gouverneur général, von Sandt, établit un ordre de service (1) relatif à l'emploi des langues allemande et flamande dans les relations de service des autorités belges entre elles. Cet ordre prétendait faire appliquer rigoureusement la loi belge du 22 mai 1878, réglant l'emploi des langues en matière administrative ; il stipulait qu'à partir du 1^{er} janvier 1917 devait commencer l'ère du régime flamand pour la moitié du pays, mitigé cependant pour la ville de Bruxelles. Les communications faites au gouvernement par toute la région flamande, leurs communications intérieures seraient exclusivement flamandes ainsi que leurs publications scientifiques, statistiques, etc.

Un seul exemple suffit à montrer combien l'application de ce régime était peu conforme à l'esprit de la loi de 1878 : les stocks de formules

(1) *Bull.* p. 2621.

imprimées qui existaient dans les administrations ne pourraient plus servir à partir du 1^{er} janvier 1917, ces formules étant soit françaises, soit bilingues.

Un régime identique fut imposé à la Compagnie Nationale des Chemins de fer vicinaux, au service des postes (1). (15 septembre 1916.)

* * *

Ce fut surtout dans l'enseignement que l'intervention allemande se fit d'abord sentir en matière linguistique. Une série d'arrêtés, parus dans les premiers mois de 1916, ont pour but de faire appliquer l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire du 15 juin 1914. Ils règlent les conditions auxquelles les pouvoirs publics devront se soumettre pour décider de la langue maternelle des enfants, langue dans laquelle ces enfants devront être instruits pendant toute la durée de leurs études. Ces arrêtés allemands appliquent avec rigueur l'esprit de régionalisme qui avait inspiré la loi belge du 15 juin 1914. La Flandre est un pays bilingue, une partie de la population urbaine y parle le français tandis que la majorité emploie la langue flamande. La loi du 15 juin 1914 avait pour but de permettre aux chefs de famille de décider dans quelle langue l'enseignement devait être donné à leurs enfants. Les arrêtés allemands, prétendant interpréter cette loi, entourent les déclarations faites par les parents des écoliers, quant à leur langue maternelle, d'un contrôle très précis qui devait les pousser à se prononcer pour la langue flamande (2). Ils mettent en pratique des mesures que l'administration belge n'avait pas appliquées jusqu'alors et qui devaient jeter le désordre dans l'enseignement à un moment où il était forcément désorganisé par la guerre qui le privait d'une partie de son personnel. Ils établirent ainsi, de fait, une séparation très nette entre l'enseignement en pays flamand et en pays wallon. Afin de rendre cette division plus sensible encore, ils modifièrent complètement l'organisation du ministère des Sciences et des Arts ; un arrêté du 25 octobre 1916, modifiant son règlement organique, le divisait en deux sections, l'une flamande, l'autre wallonne (3).

Ce fut principalement sur l'Université de Gand que le gouvernement

(1) *Bull.* p. 2901.

(2) Arr. 25 fév. 1916 (*Bull.* n° 186, 9 mars 1916, voir texte partie doc., ch. VII, note 1 ; 18 mars 1916 (*Bull.* n° 192, 25 mars 1916) ; 22 avril (*Bull.* n° 206, 2 mai 1916), voir texte partie doc., ch. VII, note 1 ; 29 avril (*Bull.* n° 208, 7 mai 1916) voir texte partie doc., ch. VII, note 1 ; 30 avril (*Bull.* n° 210, 12 mai 1916), voir texte partie doc., ch. VII, note 1 ; 17 mai (*Bull.* n° 214, 23 mai 1916) ; 15 juin (*Bull.* n° 226, 24 juin 1916) ; 4 oct. (*Bull.* n° 267, 20 oct. 1916).

(3) Arr. 25 oct. 1916 (*Bull.* n° 273, 5 nov. 1916), voir texte partie doc., ch. VII, note 3 ; 13 déc. 1916 (*Bull.* n° 288, 15 déc. 1916).

général concentra ses efforts pour en faire un foyer de pangermanisme. L'Université de Gand employait comme langue véhiculaire le français. Dès l'année 1915 le gouverneur général se livra à une enquête pour se rendre compte de la possibilité de la transformer en une université de langue flamande. La résistance qu'il rencontra dans le corps professoral ne l'arrêta pas, et le 15 mars 1916 (1), après avoir fait arrêter et déporter deux professeurs de l'Université (2), il publia un arrêté en vertu duquel les cours de l'Université de Gand se donneraient en langue flamande. La réforme fut complétée dans la suite, par un arrêté du 30 septembre 1916 (3) disposant que, la langue néerlandaise étant devenue langue véhiculaire de l'Université de Gand, les professeurs qui avaient refusé de donner leurs cours en cette langue étaient mis en non-activité. En fait le corps professoral presque entier avait refusé de se faire le complice de la manœuvre du pouvoir occupant. Quatre professeurs seulement, dont un Allemand, adhèrent à la réforme.

En réalité il s'agissait de faire de l'Université de Gand le centre d'une propagande allemande active en pays flamand.

Le 14 juin 1917, le gouverneur général von Bissing exposa les mobiles qui l'avaient fait agir, dans une lettre écrite à M. Stresemann.

« Il y avait des mois, écrivait-il, qu'on n'osait parler de la Belgique par rapport aux buts de la guerre. Il semblait que nos sacrifices et nos victoires ne comptaient pas et qu'à la conclusion de la paix, on pourrait laisser la Belgique revenir à sa situation antérieure. Celui qui, comme moi, sait ce que la Belgique signifie pour l'avenir de l'Allemagne doit tenir pour une lourde faute de ne pas enchaîner la Belgique à l'Allemagne d'une telle manière qu'elle ne puisse plus jamais retomber sous l'influence franco-anglaise, mais devienne pour l'Allemagne un surcroît de force comme jamais pays conquis par la guerre ne l'a été et ne le sera. Si nous n'avons pas la Belgique dans la sphère de notre domination, si nous ne la conduisons et ne l'utilisons dans le sens allemand, la guerre pour nous est perdue. La frontière qui, à l'avenir, doit protéger la Belgique contre l'Angleterre et la France, doit être reculée aussi loin que possible vers le Nord. La côte est et doit être une partie de cette frontière. Toute la politique que, depuis deux ans, j'ai pratiquée et poursuivie en Belgique s'est inspirée de cette idée d'avenir. A cet effet, j'ai obtenu des concours secrets qui se révéleront seulement quand l'Allemagne pourra

(1) Arr. du 15 mars 1916 (*Bull.* n° 191, 23 mars 1916), voir texte partie doc., ch. VII, note 2.

(2) MM. H. Pirenne et P. Frédéricq.

(3) Arr. du 30 sep. 1916 (*Bull.* n° 267, 20 oct. 1916), voir texte partie doc., ch. VII, note 2.

parler le fort langage de la conquête et sans rien céder, être dédommée de ses sacrifices par la Belgique.

C'est dans ce sens aussi que la politique flamande a été conduite et poursuivie par moi. De même aussi, j'ai suivi, avec modération, la politique en matière religieuse. En faisant du « *Kulturkampf* » j'aurais probablement été plus à l'aise ; mais nous avons besoin de l'Eglise si nous voulons voir un jour prévaloir, en Belgique, le caractère allemand et l'activité allemande » (1).

La politique flamande du gouverneur n'était, nous dit-il, dictée que par le souci de l'annexion de la Belgique à l'empire. La clef de cette politique devait être la flamandisation de l'Université de Gand. C'est ce que comprirent les Flamands. Même le parti flamingant, qui réclamait avant la guerre la flamandisation de l'Université, protesta. Ses chefs adressèrent, le 8 janvier 1916, une lettre au gouverneur von Bissing pour lui déclarer que les Flamands ne voulaient rien recevoir de l'Allemagne (2).

Le 3 février, le gouverneur répondait à M. L. Franck, l'un des chefs du mouvement flamand, député et premier signataire de la lettre du 8 janvier, en lui annonçant sa ferme volonté de sévir très sévèrement contre quiconque chercherait à empêcher les professeurs et les étudiants de coopérer à l'organisation de l'Université flamande ou d'en suivre les cours (3).

Cette lettre est des plus intéressantes parce que le général von Bissing révèle très nettement le but qu'il poursuivait et qu'il devait réaliser le 21 mars 1917 en divisant la Belgique en deux Etats.

Le 21 octobre 1916, au moment où commençait la déportation en masse de la population ouvrière flamande, von Bissing vint inaugurer solennellement la nouvelle Université. Elle comptait 40 étudiants et un corps professoral de 36 personnes, dont quatre professeurs de l'Université, des professeurs allemands, des Hollandais et quelques « activistes » flamingants auxquels avaient été attribuées des chaires.

Aux professeurs hollandais, von Bissing indiqua la voie en déclarant dans son discours inaugural : « *Puissent-ils travailler, d'accord avec leurs collègues flamands, à la réalisation des nombreux desiderata communs à toute la race basse-allemande* » (4).

(1) Cette lettre parut le 1^{er} juin 1917 dans la *Rhein-Westphälische Zeitung* ; elle est publiée dans : Th. Heyse, *L'Occupation allemande en Flandre*. Index documentaire. Vanderpoorten Gand 1918., p. 12.

(2) Th. Heyse, op. cit., p. 23, (voir le texte de cette lettre, partie doc., note 2).

(3) M. L. Franck fut déporté en Allemagne peu de temps après avoir reçu cette lettre dont on trouvera le texte partie doc., ch. VII, note 2. Voir aussi Th. Heyse, op. cit., p. 25.

(4) Voir le discours inaugural de von Bissing dans Th. Heyse, op. cit., p. 119 et ss.

Von Bissing, en désignant les Hollandais et les Flamands sous le même nom de « bas Allemands », indiquait nettement que l'œuvre de l'Université flamande devait être une œuvre de propagande pangermaniste.

La réorganisation de l'Université commença aussitôt sous la direction du professeur allemand von Dyck.

Différentes modifications furent apportées à l'organisation et aux programmes de l'Université (1). Nous ne pouvons en suivre le détail dans le cadre de cet ouvrage, mais il suffira d'en citer une pour faire comprendre le but auquel tendait cette réforme : le cours d'histoire de Belgique fut supprimé dans la Faculté de Philosophie et Lettres et remplacé par un cours de « *Vaderlandsche Geschiedenis*. » (Histoire nationale, c'est-à-dire Histoire de la Flandre).

D'autre part, des mesures furent prises pour attirer à l'Université flamande une clientèle : toutes les bourses d'étude disponibles dans le pays entier furent affectées aux étudiants qui en suivraient les cours. Les élèves qui s'y inscrivaient échappaient, en outre, aux déportations des travailleurs vers la zone du front.

Ces mesures importantes n'étaient que la préparation de la grande réforme par laquelle l'Allemagne espérait détruire définitivement l'unité nationale du pays.

Le 21 mars 1917 (2), le gouverneur général von Bissing signait un arrêté ainsi conçu :

« Il est formé en Belgique deux régions administratives dont l'une comprend les provinces d'Anvers, de Limbourg, de Flandre orientale et de Flandre occidentale, ainsi que les arrondissements de Bruxelles et de Louvain ; l'autre, les provinces de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur, ainsi que l'arrondissement de Nivelles. L'administration de la première de ces régions sera dirigée de Bruxelles, celle de la seconde région, de Namur. »

Cet arrêté qui allait faire de la Belgique deux États distincts était l'aboutissement de toute la politique du gouverneur von Bissing. Cette politique il l'a exposée lui-même dans son « *Testament politique* ».

(1) Arrêtés des 19 juill., 21 sept., 23 sept., 14 oct. 1916 ; 24 janv., 16 mai, 7 juill., 6, 8 et 25 oct. 1917 ; 23 mai, 23 juin, 13 et 18 oct. 1917 (écoles commerciales) ; 20 juin, 3 juill. 1917 (admission) ; 20 juin 1917 (examens) ; 18 oct. 1917 (prix de facultés) ; 23 mai, 20 juin, 13 et 18 oct. 1917 (écoles d'agriculture et d'horticulture) ; 14 janv., 19 mars, 8 août 1918, 15 fév. 1918, 26 oct. 1918 (école sup. de commerce d'Anvers) ; 29 août 1918 (école sup. de sciences commerciales) ; 29 août 1918 (école sup. d'agriculture et d'horticulture) ; 15 août 1918 (grades académiques légaux et grades scient.) ; 7 fév., 21 fév., 13 avril, 20 avril, 15 et 29 août 1918.

(2) Arr. du 21 mars 1917 (*Bull.* n° 224, 21 mars 1917). voir texte partie doc., ch. VII, note 3.

Nous croyons nécessaire de détacher de ce Testament quelques parties qui éclaireront d'un jour particulièrement intéressant l'œuvre législative et économique allemande en Belgique et qui y feront trouver cette continuité dans la recherche du but poursuivi, dont nous parlions plus haut.

Le Testament du général von Bissing est écrit pour démontrer la nécessité où se trouve l'Allemagne « *de maintenir la Belgique sous son influence et dans la sphère de sa puissance, de s'abstenir, dans l'intérêt de la sécurité de l'Allemagne, de rendre à la Belgique sa liberté* » (1). Cette nécessité lui est dictée par « *l'importance stratégique de la Belgique* » (2) permettant à l'Allemagne de s'en faire un boulevard pour « *protéger ses régions industrielles* » (3). Les avantages supplémentaires qu'au cours de la guerre actuelle l'Allemagne a tirés de l'industrie belge par l'enlèvement des machines, etc. (4), « *les 23 millions de tonnes annuellement extraites du bassin houiller belge ont donné à l'Allemagne sur le continent un monopole qui a contribué à assurer son existence* » (5) ; « *même en temps de paix l'inappréciable importance pour l'Allemagne de sauvegarder en Belgique ses intérêts économiques* » (6) sont autant de raisons pour absorber la Belgique.

Pour von Bissing, une Belgique indépendante ne peut « *qu'être soumise à l'influence néfaste* » de la France et de l'Angleterre et « *devenir la proie de l'Amérique qui cherche à utiliser les valeurs belges* » (7). Pour empêcher la Belgique de recouvrer son indépendance, « *il n'y a qu'un moyen, la politique de la force, et c'est la force encore qui devra procurer ce résultat que la population, actuellement encore hostile, s'accommode de la domination allemande et s'y soumette* » (8). Ce n'est qu'en régnaant sur la Belgique que l'Allemagne pourra « *exploiter dans le sens des intérêts allemands le capital belge* » (9).

Plus loin il écrit : « *L'Allemagne est intéressée aussi en Belgique au mouvement flamand qui a déjà considérablement gagné et qui serait mortellement atteint si nous n'étendions à la Belgique notre politique de force. La question flamande n'est pas résolue et je ne nourris absolument pas l'espoir inconsidéré de voir les Flamands nous faire la tâche facile dans notre domination de la Belgique... Sans doute il faut pro-*

(1) *Le testament politique de von Bissing*. Publié par F. Passelecq (traduction de H. E. Pirenne). Van Oest. Paris 1917, p. 6.

(2) *Id.*, p. 7.

(3) *Id.*, p. 8.

(4) *Id.*, p. 9.

(5) *Id.*, p. 10.

(6) *Id.*, p. 10.

(7) *Id.*, p. 11.

(8) *Id.*, p. 11.

(9) *Id.*, p. 12.

téger les Flamands, mais on ne peut, en aucun cas, donner les mains à ce qu'ils deviennent tout à fait indépendants » (1).

Au contraire l'absorption de la Belgique se fera en veillant « à ce que l'esprit allemand et la puissance allemande s'y implantent » (2) et à ce que jamais l'Allemagne ne « retombe en Belgique dans la politique de faiblesse et de réconciliation qui lui fut si nuisible et en Alsace-Lorraine et en Pologne » (3). Et afin de laisser à l'Allemagne toute liberté dans la façon dont elle administrera la Belgique après son annexion il faut « refuser durant les négociations de paix de se prononcer sur la forme suivant laquelle elle incorporera la Belgique et se borner à faire valoir le droit de conquête » (4).

Dans cet important document le général von Bissing expose ses vues d'avenir. Dans une lettre écrite par lui le 14 janvier 1917 au docteur Stresemann (5), à la veille de décréter le déchirement de la nation belge en deux tronçons, il expose en ces termes quels furent les mobiles qui lui dictèrent sa politique :

« Depuis plus de deux ans, toute ma politique est dirigée par ces considérations d'avenir (l'annexion de la Belgique). Pour moi, j'ai cherché à nouer sans bruit des liens, et même depuis lors ces liens furent souvent rompus ; il suffit que des rapprochements tentés, quelque chose subsiste, fût-ce dans le plus grand mystère seulement. On verra quels fruits portera cette politique dès que l'Allemagne, sachant ne pas céder, prononcera l'annexion sur la base du droit de conquête. Ces pensées ont inspiré ma politique flamande. »

Ces liens dont parle cette lettre sont les rapports que von Bissing avait noués avec un noyau de Flamands désirant la séparation de la Flandre d'avec le pays wallon. Ce groupe, qui avait pris le nom de Parti Activiste, prétendit bientôt être l'émanation du peuple flamand, et il se constitua en « Raad van Vlaanderen » (Conseil des Flandres) (6).

Aussitôt la séparation du pays décrétée par l'arrêté du 21 mars 1917, ce groupe de comparses alla saluer le chancelier de l'Empire allemand à Berlin.

Et tandis que von Bissing, dans son Testament, exposait que toute sa politique ne consistait qu'à préparer l'annexion de la Belgique, M. von Bethmann-Holweg faisait au mois de mars 1917, aux membres du Raad

(1) *Id.*, pp. 12 et 13.

(2) *Id.*, p. 18.

(3) *Id.*, p. 18.

(4) *Id.*, p. 21.

(5) *Id.*, p. 27 à 31.

(6) On verra à ce sujet : Rudiger, « Flamenpolitik », Bruxelles 1922, où sont rassemblés les documents relatifs à la politique flamande de l'Allemagne.

van Vlaanderen, une déclaration qui fut reproduite par toute la presse allemande et que des affiches officielles annoncèrent en Belgique :

« Dieu veut aujourd'hui qu'en pleine guerre sanglante les Allemands et les Flamands se fassent la conviction qu'ils ont le devoir de poursuivre par des voies identiques, les uns et les autres, des buts identiques, de lutter contre le progrès et l'invasion de la francisation... S. M. l'Empereur s'est montré plein de compassion sincère pour le sort du peuple flamand et m'a fait connaître sa volonté d'aller au-devant de vos vœux légitimes. M. le gouverneur général a pris l'initiative de mesures donnant au peuple flamand la possibilité, qui lui a été refusée jusqu'ici, d'un libre développement intellectuel et économique (1) : la collaboration des autorités allemandes et des représentants du peuple flamand permettra d'atteindre ce but... Je sais que les difficultés pourront être vaincues grâce à la collaboration des intéressés, de tous les Flamands à qui le profond sentiment du devoir a fait connaître ce que l'amour de la patrie impose d'exiger en ces circonstances décisives » (2).

* * *

Un mois après avoir commencé la réalisation de son grand plan politique, le général von Bissing mourait, au mois d'avril 1917. Le général von Falkenhausen, chargé de prendre après lui le gouvernement de la Belgique, s'inspira en toutes choses de son testament politique et particulièrement, nous le verrons, de ses recommandations quant à l'emploi de la politique de la force.

Pourtant une question importante se posait : comment devaient s'organiser les deux États flamand et wallon que la politique allemande prétendait substituer à la Belgique ? Fallait-il accorder au Raad van Vlaanderen une puissance législative, fallait-il l'associer au Gouvernement allemand ? La division de la Belgique constituait l'idée maîtresse de la politique allemande, on s'en remit pour son organisation à l'avis d'une commission de spécialistes qui se réunirent dans les locaux de l'administration civile à Bruxelles, au mois de novembre 1917. Cette « *Kommission zum Ausbau der Selbstverwaltung in den flämischen und wallonischen Landesteilen* » fut chargée d'étudier s'il était opportun et possible de créer dans les régions flamande et wallonne une administration autonome.

Elle tint dix séances. Les personnalités les plus éminentes du gouvernement allemand en Belgique y prirent part, soit comme membres

(1) A ce moment les déportations d'ouvriers sévissaient en Flandre avec une particulière intensité. Voir à ce sujet F. Passeleq : *Les Déportations*.

(2) Trad. A. Henry, op. cit., p. 19.

effectifs, soit comme appelés en consultation dans l'examen de questions déterminées.

Un rapport détaillé fut établi après chaque séance ; c'est la collection de ces rapports qui est entre nos mains et que nous allons analyser, afin d'en dégager la politique du pouvoir occupant.

Le président, le chef de l'administration en Flandre, Schaible, indique dès le début de la première séance l'objet des travaux de la Commission :

« La pensée de créer, déjà pendant l'occupation, des corps d'administration autonomes, qui pourraient se former selon les aspirations du peuple et de la nationalité flamande est déjà exprimé par M. le chancelier Michaelis.

« Le but de la Commission est maintenant d'étudier quels sont les domaines juridiques que l'on peut distraire de l'administration générale de l'Etat, pour les confier à l'administration autonome de Flandre et de Wallonie, de façon à permettre également aux Flamands, dans le domaine du pouvoir législatif, la mesure d'autonomie dont ils ont besoin pour la conservation de leur nationalité. » (1^{re} séance, p. 1.)

Les rapports des séances de la Commission nous font comprendre la portée véritable de la législation allemande et ses travaux ont une importance d'autant plus grande que la personnalité de ceux qui prennent part aux discussions et aux votes en première et deuxième lecture donnent aux textes élaborés par elle une valeur décisive.

Dès les premiers mots du président, on a pu voir que les réformes dépassaient de beaucoup les mesures administratives conservatoires admises par la Convention de La Haye.

L'occupant ne dissimulait pas son intention d'exercer son action en vue de l'avenir ; peu soucieux de l'administration dont il avait la charge momentanée, il ne travaillait qu'à asseoir fortement un pouvoir à qui il pourrait transmettre de confiance le gouvernement s'il était un jour obligé de quitter le pays. Le programme de la commission est formulé en quelques mots :

« La Commission, d'accord avec les ministères flamand et wallon et le Raad van Vlaanderen, aura pour mission d'examiner ici si l'on peut créer des organes qui, pendant l'occupation, exerceront une activité consultative et dans la suite pourront reprendre le gouvernement des mains allemandes. » (Rapport n° 1, p. 3.)

Le rapporteur général, professeur von Hippel, indique comment doit s'entendre la séparation administrative de la Belgique : *« A la séparation des administrations, dit-il, ferait suite forcément une séparation*

des conditions législatives. Il faudra prévoir pour cela un système analogue au système allemand : une distribution de la compétence entre l'Etat dans son ensemble et les deux Etats séparés. La distribution serait selon trois ordres d'importance :

1^o *Le domaine de l'administration générale qui appartient à l'Etat commun (Affaires étrangères, colonies, armée, flotte, postes, télégraphes, chemins de fer).*

2^o *Le domaine de l'administration absolument autonome, législatif et exécutif (par exemple l'instruction publique, l'emploi des langues).*

3^o *Le domaine des lois pour lesquels il faut un législatif général et un exécutif particulier (exemple droit pénal et civil, patentes, marques de fabriques et brevets, douanes, éventuellement postes, télégraphe, chemins de fer).»*

Nous verrons dans la suite que la Commission s'est prononcée généralement pour introduire la plus grande part de l'activité administrative dans la compétence particulière des régions autonomes.

Les finances, l'instruction publique et la justice font l'objet des discussions de la 2^e séance.

En matière financière, l'unité subsistera dans les douanes, monopoles, timbres, impôts de consommation, mais l'autonomie régionale sera instituée en matière d'impôts directs ; la répartition des recettes et des dépenses entre les deux régions autonomes sera soumise à discussion. Les départements compétents sont chargés d'organiser les finances du pays sur cette base.

L'enseignement public sera entièrement séparé sur les bases de l'autonomie régionale et la commission émet le vœu que *« cette séparation soit complète dans ce domaine, déjà sous l'occupation »*.

« La justice doit être aussi réformée dans le sens de la séparation la plus absolue, autant pour le droit commun que pour la procédure ».

Le conseiller von Hippel fait observer *« que du côté flamand des vœux se sont fait entendre dans ce sens »*.

Il en résulte qu'on adoptera la séparation pour :

1^o La langue judiciaire ;

2^o Nomination du personnel judiciaire ;

3^o Institution de cours supérieures régionales auprès de la Cour de Cassation, pour les affaires concernant le droit régional ;

4^o Autonomie régionale quant à l'état des personnes (indigénat applicable dans l'attribution des emplois) ;

5^o Séparation dans l'application des peines, etc. ;

6^o Compétence de la Cour de Cassation dans le cas de conflit de droit entre le droit du pays et les droits régionaux.

Le système général dont nous venons de donner le résumé fut admis sans difficulté par la Commission.

Nous la verrons d'ailleurs revenir sur certains points particulièrement intéressants au point de vue de la cause allemande en Belgique.

Dès la troisième réunion, il semble que le grand intérêt des questions agitées ait mis les membres de la Commission en humeur de faire valoir les intérêts allemands. Il leur paraît que la Flandre doit être développée dans un sens industriel parce que cela est conforme à l'intérêt commun des Allemands et des Flamands.

Aussi quand ils abordent le domaine de l'industrie et du travail, n'hésitent-ils pas à déclarer la séparation indispensable : « *pour ce qui est de l'enseignement professionnel, il est spécialement nécessaire que, dans l'intérêt des Allemands et des Flamands, on prépare les Flamands à occuper les places où prédominent maintenant les Wallons, celles des chefs ouvriers, des contremaîtres, des employés d'industrie* ».

Les usines font l'objet de leurs sollicitudes : « *Dans le domaine de l'exploitation des mines, le docteur Neumeister se prononce pour la séparation, de façon que la Flandre se trouve en état de rendre impossible à l'industrie française (qui avant la guerre s'était acquis de grands avantages dans les mines du Limbourg) d'exporter le charbon vers la France ; pour rendre impossible aussi l'immigration des employés et contremaîtres français et permettre à la Flandre une industrie autonome* (1). » (3^e séance, page 3.) (1).

Les questions sociales se résoudreont aisément par un système mixte dont la législation appartiendra au pays et l'application aux États autonomes.

Arrêtons-nous un instant à la discussion caractéristique qui eut lieu au sujet du droit de « protection industrielle » marques de fabriques, brevets.

Il semble aux Allemands que la séparation dans cette matière ne serait pas favorable ; le pays étant trop petit, une plus grande division affaiblirait l'efficacité des protections légales, au contraire il serait souhaitable dans l'avenir de les faire dépendre du système légal allemand.

Dans l'échange de vues qui suivit l'examen de la question de l'introduction du droit de protection industrielle allemand en Belgique, la Commission s'est laissé guider par la raison fondamentale *qu'il est essentiellement souhaitable pour l'intérêt allemand que l'influence fran-*

(1) En réalité le docteur Neumeister confond absolument les Français et les Wallons. Il n'y a pas d'immigration ouvrière française en Belgique ; ce sont des ouvriers spécialistes wallons qui ont été appelés dans les mines du Limbourg pour y former les ouvriers flamands.

çaise dans le domaine de la loi soit mise en échec par l'introduction du droit allemand, partout où la législation belge montre des lacunes et des omissions. (4^e séance, page 2.)

L'idée de combattre en Belgique l'influence du droit français paraît avoir été chère aux Allemands, car ils y reviennent constamment, notamment en matière de brevets; ils se montrent plus catégoriques encore dans une séance ultérieure; mais nous préférons ne pas anticiper, car l'analyse successive des séances montre plus clairement dans l'esprit des participants le progrès constant du point de vue purement allemand.

Le président Kranzbühler fait prévaloir l'idée que, dans tout ce qui concerne le département de l'intérieur, la séparation la plus absolue est une nécessité, sous réserve de faire régler certains intérêts communs aux deux régions (assurances par exemple) par des associations formées pour les besoins de la cause. Les monnaies, les poids et les mesures resteront communes aux pays.

L'examen des questions de détail ne fait pas perdre de vue à la Conférence que le but dominant qu'elle doit s'assigner est la destruction de la nation belge. Il faut détruire l'esprit national, afin de permettre à l'Allemagne de réussir dans son œuvre d'annexion ou d'absorption du pays. Pour cela la « nationalité » belge doit disparaître. Elle sera remplacée par deux « nationalités » distinctes, l'une wallonne, l'autre flamande.

« La Commission est unanime sur ce point, qu'une série de motifs administratifs et politiques fait paraître comme souhaitable le rejet complet d'un indigénat unique pour la Belgique. »

Comme motif, on fait valoir la nécessité d'écarter de la Flandre les Wallons qui l'encombrent, notamment les ouvriers, contremaîtres et employés wallons de la Campine; ainsi que le souci d'entraver l'émigration des Flamands en France afin de détourner le travail des saisonniers vers l'Allemagne.

Aussi les régions autonomes de Flandre et de Wallonie auront-elles le droit exclusif de légiférer pour tout ce qui concerne la nationalité et le contrôle de son application.

En conclusion, la Commission est d'avis que l'organisation indispensable serait la formation d'une autonomie nationale séparée pour la Flandre et pour la Wallonie.

La 5^e séance fut consacrée à la séparation dans le domaine de l'agriculture.

(1) De nombreux ouvriers flamands se rendent tous les ans en France pour y faire la moisson.

Le rapporteur spécialement chargé de cette question, le docteur Knock, se prononce pour la séparation complète, à quelques exceptions près (police vétérinaire, assurance des ouvriers agricoles).

« D'ailleurs, dit-il, le secrétaire général du ministère de l'Agriculture Vernieuwe (1) a désigné la séparation absolue, non seulement comme souhaitable, mais comme étant d'une nécessité urgente. » (5^e séance page 3.)

Il est intéressant de noter que, même dans cette matière qui paraît pourtant exclusivement intéressante pour la Belgique, il s'est trouvé un Allemand qui n'oubliait pas le point de vue de son pays ; il s'agit d'une intervention du graf zu Rantzau, qui n'était pas membre de la Commission, mais y assistait comme spécialiste des intérêts agricoles allemands. Ce qui est particulier dans l'intervention du graf zu Rantzau c'est le soin qu'il met à étudier l'affaiblissement qui résulterait, selon lui, pour la Belgique d'une séparation législative en matière agricole. Il y voit notamment avec beaucoup de clairvoyance, la désorganisation de l'élevage en Belgique, mais s'il regrette cette éventualité fâcheuse, c'est qu'il la considère fâcheuse surtout pour les intérêts allemands.

« Les considérations de l'intérêt allemand apparaissent le plus clairement dans l'élevage des chevaux. L'élevage belge des chevaux dans son unité réalisée jusqu'à présent est tout à fait indispensable pour l'Allemagne, parce qu'elle constitue la source originelle irremplaçable pour l'élevage des chevaux de trait lourds en Allemagne (province du Rhin, Westphalie, Saxe).

« Maintenir l'élevage des chevaux belges dans son unité serait même nécessaire à l'intérêt allemand, si la Belgique était détachée de toute influence allemande.

« Mais comme il semble être prévu que la Belgique, conséquemment la Flandre et la Wallonie, sera portée à une union douanière avec l'Allemagne, ainsi l'Allemagne aurait intérêt à l'épanouissement des conditions agricoles de la Belgique, parce que sans l'épanouissement de l'agriculture belge l'union douanière de la Belgique avec l'Allemagne serait sans valeur... » (5^e séance, annexe n^o 5.)

Il y a peu de chose à dire des interventions de la Commission en matière de Postes, de Télégraphes et de Chemins de fer. Ceux-ci exigent, semble-t-il, une administration centralisée plus conforme aux intérêts allemands que des administrations séparées.

(1) Il s'agit du ministère de l'Agriculture pour les Flandres, créé par l'Allemagne. Le secrétaire Vernieuwe avait été nommé par l'autorité allemande dont il était un agent.

L'Allemagne exercera plus facilement une influence importante sur la politique des tarifs de Belgique, si elle a affaire à une administration centrale plutôt qu'à deux contractants. (6^e séance, page 4.)

La Commission prévoit donc l'organisation de ces services publics, de telle sorte que leur réglementation serait commune aux deux régions, mais dans l'application il y aurait autonomie, notamment pour la nomination du personnel.

Quelques autres questions : navigation, consultats, garde civique, retiennent moins l'attention de la Commission.

Il semble que la Commission se laisse entraîner de plus en plus par son esprit de réforme quand elle aborde des problèmes plus complexes et touchant plus intimement à la vie du pays. Les discussions qui eurent lieu aux 7^e et 8^e séances n'ont plus aucun rapport avec la mission, même étendue, d'un pouvoir occupant ; il ne s'agit plus seulement d'apporter certaines modifications particulières dans des domaines déterminés, mais de détruire l'unité nationale dans ses œuvres vives pour satisfaire les desiderata des « activistes », instruments de la politique allemande ; bien entendu l'intérêt supérieur allemand est à la base de tout le système de réforme et c'est celui-là seul qui apparaît quand on invoque même l'avantage du peuple flamand.

La question n'est rien moins que de donner aux régions de Flandre et Wallonie des assemblées législatives officielles différentes, car il paraît impossible d'envisager encore qu'on laisse le soin de légiférer à une seule assemblée pour tout le pays ; ce serait évidemment contraire à l'autonomie des Flamands qui doit devenir le fondement de l'autorité allemande.

Le rapporteur général de la Commission, le conseiller von Hippel, commence par rappeler le point de vue précédemment exprimé par la Commission, à savoir que certains domaines d'intérêt général, les rapports avec l'étranger notamment, resteraient communs aux deux régions, parce que *« cette réalisation commune, à moins que l'on ne décide d'une séparation totale des deux régions, sera conforme à l'intérêt allemand, parce que celui-ci s'oppose à l'influence du droit français et que la séparation paraît le meilleur moyen de le combattre »*. (7^e séance, page 4.)

Le rapporteur profite de l'occasion pour développer quelques idées générales sur l'activité de la commission qui paraissent remplies d'intérêt. Il dit :

« Les décisions de la Commission ne perdraient pas leur valeur pratique, même si l'on devait apporter encore quelque différence dans la création [des assemblées législatives pour les deux régions et pour les problèmes communs ; car elles forment déjà un programme de travaux, conçu dans ses grandes lignes, pour la durée de l'occupation et pourraient, en outre, servir de base aux rapports de paix et assurer ainsi une sécurité de longue durée à l'autonomie des régions. » (7^e séance, page 4.)

Pendant l'occupation, le rapporteur tient pour nécessaire que le pouvoir occupant conserve l'autorité législative fortement en mains et ne garantisse pas à une représentation des droits tels qu'ils pourraient devenir nuisibles à la politique allemande. Provisoirement on pourrait prendre en considération l'établissement du Raad van Vlaanderen comme organisme consultatif, sans qu'il lui soit concédé de ce chef un droit à être entendu ce qui pourrait amener des malentendus et des erreurs.

Le pouvoir occupant, cependant, sait combien cette séparation du pays va à l'encontre des vœux du pays, aussi le rapporteur considère-t-il l'élection d'une représentation du peuple comme irréalisable pour un temps assez long après la conclusion de la paix. Des élections sur les bases du S. U. amèneraient sans aucun doute un parlement hostile aux activistes, qui détruirait immédiatement toutes les acquisitions flamandes dues à la guerre. La Flandre est — ainsi parlaient les chefs activistes — un pays malade, que l'on doit sans tarder aider dans sa guérison, avant qu'on puisse confier à la population un droit étendu de participation à la législation du pays. D'après l'opinion généralement exprimée par les Flamands activistes, le maintien de la puissance allemande en Flandre pour une série prolongée d'années serait indispensable, afin d'aider la victoire de la cause flamande.

« C'est seulement pour une époque reculée que l'on pourra prendre en considération la création de « Landtag » pour la Flandre et la Wallonie, soit sur la base du droit électoral belge actuel ou peut-être du droit électoral du Reichstag. Il serait nécessaire, par contre, de prévoir l'établissement d'une session pour la législation commune, de préférence composée des délégations d'hommes de confiance des Flamands et des Wallons (sur le modèle de l'Autriche-Hongrie) et non pas un parlement d'union qui serait hostile aux Flamands. » (7^e séance, page 5.)

Le directeur du département politique aperçoit, comme seul moyen de la création progressive d'une Flandre autonome, l'institution d'un état transitoire avant d'aboutir à la réforme totale : ce serait d'appeler

déjà le Raad van Vlaanderen, pendant l'occupation, à collaborer à la réforme de l'Etat flamand.

Quant au rôle exact du Raad van Vlaanderen, le conseiller Schmidt, de Leipzig, propose de ne pas en faire une assemblée législative qui empièterait sur le pouvoir législatif de l'occupant, mais d'en faire une assemblée constituante qui construirait l'Etat flamand.

Si l'on accorde au Raad van Vlaanderen le droit d'établir une constitution dont l'agrégation appartiendrait à l'occupant, on pourrait en attendre quelques avantages et pas d'obstacles pour l'administration allemande ; et on aurait créé cependant une assise dont l'Allemagne exigerait la reconnaissance dans le traité de paix, faisant dépendre de cette reconnaissance son abandon éventuel du territoire belge. (7^e séance, page 6.)

D'autres suggestions sont proposées, toutes aussi arbitraires quant au véritable intérêt du pays. Les membres de la Commission envisagent le Raad van Vlaanderen comme l'instrument de l'Allemagne, aussi sont-ils les premiers à reconnaître l'impuissance de leur action, puisqu'il sont d'accord pour estimer que, dès leur départ, l'œuvre flamande tomberait à rien si le Traité de Paix n'en garantissait le maintien.

Le graf zu Rantzau, le président de la Flandre orientale, le conseiller von Hippel, le président du Limbourg, etc., prennent part à une discussion assez confuse au sujet du Raad van Vlaanderen, enfin le conseiller Schmidt, de Leipzig, met la commission d'accord pour adopter un ordre du jour ainsi conçu :

« Après avoir reçu ses pouvoirs du gouvernement de l'Empire, le Raad van Vlaanderen sera chargé d'établir des propositions pour le projet d'une constitution future pour la Flandre ; dans ce but il sera reconstitué par de nouvelles élections. Les membres nouvellement élus recevront leur investiture du gouverneur général. L'élaboration du projet suivra, d'accord avec le gouvernement général. » (7^e séance, page 9.)

Hippel résume les discussions antérieures et déclare :

« Les réunions tenues jusqu'à présent ont amené l'accord unanime sur l'impossibilité de créer définitivement un plan d'action général pour un temps prolongé, parce que tout système électoral aboutirait à l'anéantissement du mouvement flamand. C'est pourquoi il faudrait que, pendant une longue période transitoire, toute la force de l'Etat reposât sur la protection allemande, entre les mains d'un gouverneur ou d'un agent. On pourrait lui adjoindre un organisme consultatif ; c'est dans ce sens qu'il faudra établir un Raad van Vlaanderen. Dans ces conditions il serait possible à la Commission d'établir un projet pour les élections futures aux « Landtagen ».

Les 9^e et 10^e séances de la Commission sont consacrées à la revision des décisions prises aux séances antérieures. Il est intéressant de noter, notamment dans ce qui est dit de la législation relative aux brevets, que les idées de la Commission n'ont cessé de suivre une progression croissante dans le sens des intérêts allemands.

La Commission affirme, avec plus d'autorité qu'au début, la nécessité de détruire ce qui existe en Belgique pour y substituer les conceptions allemandes. Pour atteindre ce but, il semble que la Commission mette sa confiance dans les activistes flamands et fonde de grands espoirs sur les dispositions du peuple flamand.

Les sous-commissions chargées de présenter des rapports apportent leurs conclusions ; nous en retiendrons seulement quelques-unes parmi les plus caractéristiques.

Pour les décisions prises sur les autres questions, nous nous en référerons aux votes en deuxième lecture de la Commission.

La question de la justice préoccupe les Allemands ; il est important d'écarter définitivement l'influence du droit français. Le conseiller von Hippel dit :

« La Flandre doit obtenir la possibilité de se créer à elle-même un droit national sur les bases du droit germanique. » (9^e séance, page 4.)

Et plus loin :

« La Commission est d'avis, avec le rapporteur, que des motifs politiques (éloignement du plus dangereux ennemi des Flamands, le barreau de Bruxelles, loin de la capitale) et des motifs d'ordre judiciaire (rôle de la Cour d'appel flamande qui se trouve actuellement à Bruxelles) font apparaître qu'Anvers devra devenir le siège de la Cour d'Appel flamande qui se trouve actuellement à Bruxelles. »

La Commission ne trouve aucun inconvénient à séparer la Cour de Cassation en deux cours suprêmes, puisqu'il y aura deux législations différentes dans les deux régions.

Pour l'industrie et le travail, signalons tout particulièrement la communication très suggestive du docteur Neumeister, rapporteur général du ministère de l'Industrie et du Travail pour les Flandres.

« Sur les vœux du Raad van Vlaanderen il va proposer l'établissement du droit allemand en ce qui concerne les brevets en Flandre, et il se déclare prêt à terminer le projet dans un bref délai. » Il poursuit : *« Après la réalisation d'une semblable mesure, rien ne s'oppose plus à la séparation en matière des brevets, marques de fabriques, etc. ; au contraire la sépa-*

ration ne pourra que hâter le relèvement des éléments favorables de cette législation. Un système pour la protection des inventions, séparé pour la Flandre et la Wallonie, n'aurait guère d'efficacité, car les conditions de fabrication sont pareilles de part et d'autre ; et de cette façon les possesseurs de ces droits seraient amenés à exercer une pression sur leurs gouvernements, pour que ceux-ci leur confèrent une protection véritablement efficace, en adhérant au « Groupement allemand des brevets ».

Ce raisonnement semble avoir charmé les membres de la Commission par sa simplicité, car la Commission, contrairement à son avis antérieur, déclare qu'elle tient la séparation en cette matière pour justifiée et réalisable. (9^e séance, page 6.)

Le pouvoir législatif devra être soumis à une influence allemande pendant longtemps ; les deux régions autonomes auront leur représentation autonome.

Le président déclare « comme étant la pensée de la Commission, que le Raad van Vlaanderen, pratiquement, pourra être bientôt constitué de telle sorte qu'il pourra conclure la paix avec l'Allemagne au nom de la Flandre : une institution pareille doit être constituée en Wallonie. »

Nous ne pourrions mieux résumer les conclusions auxquelles aboutissent les travaux de la Commission, qu'en reproduisant ses décisions définitives, prises en deuxième lecture :

Décisions de la Commission :

1^o *Enseignement y compris les universités de l'Etat :*

- a) Séparation en matière d'enseignement. Les arrêtés pris jusqu'ici dans les régions de Flandre et de Wallonie restent en vigueur.
- b) Les obligations de l'Etat vis-à-vis de l'instruction publique et privée passent aux États autonomes. Ceux-ci ont particulièrement le droit définitif de faire des lois et règlements concernant l'enseignement et de les exécuter.
- c) Les universités de Gand et de Liège passent aux États autonomes de Flandre et de Wallonie.

2^o *Justice :*

- a) La législation en matière de droit civil, commercial, lettre de change, brevets, de droit pénal et de la procédure sera définitivement exercée par les États autonomes.

- b) L'exercice de la justice appartiendra aux États autonomes. Ceux-ci reprennent toutes les obligations de l'État, notamment celle de nommer les magistrats, les ministères publics, les avoués, les notaires et les huissiers.
- c) Modification du ressort des cours d'appel de Liège et de Bruxelles, celle-ci ne comprendra que des régions flamandes, Liège seulement des régions wallonnes.
- d) Formation de deux Cours de Cassation flamande et wallonne. Suppression de la Cour de Cassation unique.
- e) Les établissements pénitenciers, écoles de bienfaisance, dépôts de mendicité, instituts d'aveugles, sourds-muets, aliénés, appartiennent aux États de Flandre et de Wallonie.

3° *Industrie et travail :*

Séparation complète au profit des administrations des deux États Flandre et Wallonie. Compétence des États en matière législative et pour l'exécution des lois. Notamment en matière de brevets, enseignement professionnel, législation sociale (y compris l'assurance sociale), inspection du mouvement commercial et industriel, encouragement au petit commerce et à la petite industrie, association professionnelle, mines.

4° *Travaux publics :*

Séparation complète des administrations de Flandre et de Wallonie. Législation des États autonomes. Notamment règlement juridique des transports par voies navigables, droits relatifs à la mer, aux ports, aux côtes : police des voies de communication, construction, chaudières.

5° *Agriculture :*

- a) Séparation et autonomie complète des régions de Flandre et de Wallonie (dans l'intérêt de l'Allemagne, le graaf zu Rantzau fait des réserves semblables à celles que nous avons lues plus haut).
- b) On réserve la question de la statistique.

6° *Garde civique :*

La Commission croit que cette institution n'est pas recommandable dans l'intérêt de l'État *et pas souhaitable dans l'intérêt de l'Allemagne.*

Si elle subsiste néanmoins, comme elle appartient au département de l'Intérieur, la Commission considère qu'il est impérieusement nécessaire de la séparer pour les deux régions de Flandre et de Wallonie.

7° *Affaires étrangères :*

En dehors du domaine de la Commission.

Pourtant la Commission considère que le département doit rester intact pour les deux régions, sous réserve de donner à celles-ci le droit d'avoir chacune leur propre représentation consulaire, puisque c'est l'intérêt de la Flandre qui l'exige.

8° *Postes, télégraphes, chemins de fer :*

Séparation complète au profit des deux régions, y compris les chemins de fer vicinaux.

Notamment les employés doivent avoir la nationalité de leur État flamand ou wallon et les comptes de dépense seront établis séparément.

9° *Intérieur :*

- a) Séparation au bénéfice des États flamand et wallon pour tout ce qui concerne les lois et règlements d'administration.
- b) Séparation en matière des « droits des employés » et l'exécution des lois à ce sujet.
- c) Séparation dans tous les autres domaines qui appartiennent au département de l'intérieur. Notamment : l'état des personnes, les assurances, la gendarmerie (il importe d'écarter définitivement la nationalité unique du pays).
- d) Les impositions communales relèveront des États de Flandre et de Wallonie.

10° *Marine :*

La marine appartiendra exclusivement à la Flandre. La législation, ses applications seront exercées par cet État.

Ce résumé final suffit à montrer à quel point de perfection les Allemands pensaient amener la dissolution complète du pays, afin d'en faire un instrument maniable entre leurs mains et façonnable à leur gré.

CHAPITRE II

La Crise

La destruction de l'unité nationale ; création des ministères flamands et wallons ; le Raad van Vlaanderen ; l'arrestation des membres du Raad van Vlaanderen par ordre de la Cour d'appel de Bruxelles ; conflit entre le Gouvernement général et la justice belge ; la justice belge suspend son cours ; les manifestations populaires contre la séparation administrative du pays ; déportation des autorités communales gantoises ; la destruction des pouvoirs belges est accomplie. — La réorganisation ; création de tribunaux répressifs et civils allemands en Belgique ; suppression du bilinguisme dans l'administration et l'enseignement ; la répartition des vivres employée comme moyen de pression pour amener la population à se rallier à la politique allemande. — Examen des conditions de paix de l'Allemagne concernant la Belgique.

Les travaux de la Commission pour l'autonomie de la Flandre et de la Wallonie aboutissent à la conclusion que si la séparation de la Belgique en deux États est désirable dans l'intérêt de l'Allemagne, il ne faut point espérer la réaliser en s'appuyant sur la population belge. Cette séparation ne doit donc point s'accompagner de l'institution de conseils législatifs élus. Elle doit se faire sous l'égide allemande et être organisée et maintenue par la force.

Nous allons voir dans les pages qui vont suivre comment cette séparation a été réalisée.

L'arrêté du 21 mars 1917 la proclamant, rompt définitivement avec toute l'organisation belge. Il fait plus que créer une simple division administrative, il détruit l'unité nationale et, pour y arriver, démembre même les provinces. La province de Brabant est amputée de l'arrondissement de Nivelles rattaché au Hainaut ; des arrêtés successifs détachent, en outre, des communes du Hainaut pour les transférer à la Flandre, et des communes de la province de Liège pour les incorporer au Limbourg (1).

La séparation administrative entraîne une réorganisation des ministères. Les ministères belges sont supprimés et remplacés chacun

(1) Arr. du 13 avril 1917 (*Bull.* n° 335, 19 avril 1917) ; Arr. du 15 déc. 1917 (*G. Fl.* n° 11 ; *G. W.* n° 19) ; arr. des 26 et 9 sept. 1918 (*G. Fl.* n° 90 ; *G. W.* nos 80 et 81).

par deux ministères distincts, l'un pour la Flandre, l'autre pour la Wallonie ; de nombreux fonctionnaires nouveaux sont nommés à cet effet, recrutés autant que possible parmi les partisans du parti activiste (1).

Le siège de l'Administration flamande est fixé à Bruxelles ; celui de l'administration wallonne à Namur (2). Le *Bulletin des lois et arrêtés* est supprimé et remplacé par deux bulletins officiels, l'un pour la Flandre, paraissant en allemand et en flamand, l'autre pour la Wallonie, paraissant en allemand et en français.

L'Allemagne a définitivement rompu avec le droit international. En réalisant la séparation administrative, elle s'est mise en opposition directe avec l'article 43 de la Convention de La Haye ; elle ne devait plus désormais se soucier le moins du monde de considérations de droit dans la mise à exécution de l'œuvre entreprise.

Afin de bien marquer la séparation nette entre les deux nouveaux Etats, ils sont respectivement soumis à un chef de l'administration civile pour la Flandre et à un chef de l'administration civile pour la Wallonie ; ceux-ci, bien entendu, sont des fonctionnaires allemands. Le 8 août 1918 la langue flamande devient seule officielle en Flandre (3). Tous les services administratifs sont désormais tenus d'employer uniquement le flamand, tant dans leurs rapports avec leurs administrés que dans le service intérieur ; dans l'agglomération bruxelloise l'usage du français est provisoirement toléré à côté du flamand, mais tous les grands organismes, tels que la Société Générale, la Banque Nationale, la Caisse Générale d'Epargne, la Société Nationale de la distribution d'eau, les Compagnies de tramways et de chemins de fer vicinaux, les entreprises publiques d'éclairage, les institutions de bienfaisance, en général tous établissements, institutions, sociétés et personnes assurant les services publics, tombent sous l'application de cet arrêté qui interdit l'emploi d'une des deux langues nationales.

(1) Arr. des 5 et 6 mai 1917 (*Bull.* n° 344, 10 mai 1917) ; Ministères de l'Agriculture et des Travaux publics, voir texte partie doc., ch. VII, note 3 ; des Sciences et Arts, voir texte partie doc., ch. VII, note 3 ; de l'Industrie et du Travail, voir texte partie doc., ch. VII, note 3 ; Arr. des 12 et 13 mai 1917 (*Bull.* n° 346, 16 mai 1917), Ministère de l'Intérieur, voir texte partie doc., ch. VII, note 3 ; Arr. des 9 et 10 juin 1917 (*Bull.* n° 356, 12 juin 1917), Ministères des Finances, de la Justice, voir texte partie doc., ch. VII, note 3 ; Arr. du 13 sept. 1917 (*Bull.* n° 395, 23 sept. 1917), Ministère des Postes et de la Marine, voir texte partie doc., ch. VII, note 3.

(2) De nombreux arrêtés nommant des fonctionnaires sont pris à cet effet, voir *G. Fl.*, pp. 11, 52, 112, 123, 143, 172, 279, 280, 320, 437, 448, etc.

(3) Arr. du 9 août 1917 (*Bull.* n° 387, 2 sept. 1917), voir texte partie doc., ch. VII, note 4.

Pourtant, alors qu'en Flandre l'emploi du français est banni, en Wallonie, au contraire, l'usage du flamand et de l'allemand reste autorisé dans les rapports entre l'administration et les administrés (1).

Nous avons vu que la Commission réunie à Bruxelles s'était déclarée favorable au maintien du « Raad van Vlaanderen » et à la collaboration de ce conseil improvisé par une poignée de Belges reniant leur patrie, à l'œuvre administrative allemande.

Le Raad van Vlaanderen fut donc autorisé à choisir en son sein onze plénipotentiaires qui formeraient un conseil permanent, après que leur choix aurait été approuvé par le gouverneur général de la Flandre. Il devait participer dans une certaine mesure à l'exercice du pouvoir législatif ; toutefois son intervention ne s'exercerait qu'à la demande du gouverneur général qui se réservait, au surplus, la connaissance exclusive de toutes questions touchant l'intérêt militaire (2).

Ainsi transformé par l'autorité allemande en un corps officiel, représentant de la population flamande, le Raad van Vlaanderen, annonça en janvier 1918, par voie d'affiches, sa décision de se soumettre à une élection populaire afin de faire confirmer ses pouvoirs par le peuple flamand tout entier. Nous avons vu que cette suggestion de faire procéder à une élection pour donner au Raad Van Vlaanderen une autorité qui lui permettrait de conclure une paix séparée avec l'Allemagne, avait été formulée par le président de la Commission pour l'autonomie de la Flandre. En même temps le Raad van Vlaanderen, jouet entre les mains de l'autorité allemande, proclamait la déchéance du Gouvernement belge du Havre. Il est permis de se demander si cette proclamation n'était pas une manœuvre destinée à donner plus de poids à l'offre de paix séparée faite au même moment par l'Allemagne à la Belgique, du haut de la tribune du Reichstag.

Le démembrement de la Belgique avait soulevé dans le pays les plus véhémentes protestations. Nous n'avons pas à nous en occuper ici. Il nous suffira de mettre en relief le conflit décisif qui se produisit à cette occasion entre l'occupant et la justice belge, conflit qui permit à l'Allemagne de supprimer radicalement les derniers pouvoirs belges

(1) Voir notamment : Arrêté sur les demandes de brevets, art. 4, alinéa 1 et 2 : « La description devra être rédigée en néerlandais quand l'inventeur aura son domicile dans la région administrative flamande, en langue allemande, néerlandaise ou française lorsque son domicile est en Wallonie. La description qui ne sera pas rédigée en néerlandais devra être accompagnée d'une traduction en cette langue lorsque l'inventeur n'aura pas son domicile légal en Belgique. Arr. du 29 nov. 1917 (*Bull.* n° 422, 5 déc. 1917), voir texte partie doc., ch. VII, note 4.

(2) Décret du 28 janv. 1918 (*G. Fl.*, n° 13, 10 fév. 1918).

et ainsi de bâtir une organisation administrative et judiciaire absolument conforme à ses plans de germanisation de nos provinces.

Le 7 février 1918 (1) la Cour d'appel de Bruxelles, réunie en séance générale, décida qu'il y avait lieu de poursuivre des Belges formant le « Raad van Vlaanderen » dont les agissements constituaient des crimes prévus par les lois belges. En vertu du droit de décider des poursuites que lui attribue la loi du 20 avril 1810, elle ordonna l'arrestation des deux principaux chefs du mouvement activiste. Cette arrestation fut régulièrement opérée par la police belge.

Aussitôt l'autorité allemande intervint. Le conseiller de justice Schauer, appartenant à la Zivilverwaltung, exigea la remise immédiate des dossiers et interdit la continuation des poursuites. Le procureur du roi refusa d'obtempérer à cet ordre. Ce ne fut que sous l'empire des menaces les plus sévères qu'il consentit à accompagner M. Schauer auprès des inculpés pour leur apprendre que, à l'intervention du gouvernement général, ils étaient remis en liberté.

Le 10 février le chef de l'administration civile envoyait aux magistrats de la Cour d'appel la lettre suivante :

« Vous avez pris part à une manifestation politique en coopérant à l'arrêt du 7 février de cette année, par lequel ont été décidées certaines poursuites sur pied des articles 104, 105, 109, 110 de la loi du 20 avril 1810, des articles 2 et 3 du décret du 20 juillet 1831 et de l'article 1^{er} de la loi du 25 mars 1891. En conséquence vous n'êtes plus dans les conditions sous lesquelles les fonctionnaires belges sont autorisés à exercer leurs fonctions, vis-à-vis de l'administration allemande.

Par ordre du gouverneur général, je vous interdis toute activité judiciaire à partir du jour de la présente ordonnance. »

Signé : SCHAIBLE. (2)

Pareille intervention de l'autorité allemande rendait dorénavant l'exercice de la justice nationale impossible. La Cour de Cassation, réunie en séance plénière, en présence de la gravité de l'atteinte portée à l'indépendance de la magistrature, décida de suspendre ses audiences publiques et fit connaître cette décision au gouverneur von Falkenhäusen.

Le gouverneur général répondit à la Cour de Cassation par une lettre dans laquelle il disait notamment :

(1) Dossier de la Cour de Cassation, n° 12, voir le procès-verbal de la séance partie doc., ch. VI, note 6.

(2) Schaible était le chef de l'Administration Civile de la « Flandre.

« *En exécution de cette décision (celle du 7 février) des arrestations ont été opérées; un procès politique de tellement grande importance a été ouvert, sans en référer au préalable au ministre de la Justice, c'est-à-dire en ce moment à mon chef d'administration qui en exerce les attributions : manière de procéder qui, déjà en temps de paix, eut été en opposition avec toutes les coutumes.*

En tout cas, pendant l'occupation de guerre, pareille procédure est une impossibilité. »

Et plus loin :

« *Son attitude (de la Cour d'appel) constitue une démonstration politique consciente ; aussi ai-je été forcé d'interdire l'exercice ultérieur de leurs fonctions à des juges qui ont méconnu dans de pareilles mesures les conditions moyennant lesquelles leur activité pouvait se poursuivre paisiblement pendant l'occupation. »*

La décision de la Cour de Cassation suspendant son activité, eut une répercussion immédiate dans tout le pays. Partout, les tribunaux se solidarisant avec la Cour suprême, suspendirent leurs audiences.

Les représailles suivirent immédiatement : le 9 février, les trois présidents de la Cour d'appel de Bruxelles (1) étaient arrêtés et déportés en Allemagne, sans jugement.

Le même jour, le 9 février 1918, le procureur général près la Cour d'appel de Gand écrivait au général gouverneur pour lui demander l'autorisation de poursuivre les chefs activistes.

Le président de l'administration civile lui répondit :

« *Il est interdit aux magistrats belges d'exercer aucune poursuite judiciaire contre les membres du Raad van Vlaanderen, sans l'autorisation préalable de l'autorité allemande, le Raad van Vlaanderen, bien que non reconnu par l'autorité allemande, étant en relations avec elle, et toute procédure judiciaire contre cet organisme étant contraire à l'intérêt allemand. »*

L'Allemagne renonçait à masquer son jeu.

En accordant ouvertement sa protection au Raad van Vlaanderen elle reconnaissait qu'elle en était l'inspiratrice et qu'il servait « l'intérêt allemand ».

Tandis que ce grave conflit entre la justice belge et l'administration

(1) MM. Levy-Morelle, ff. de Premier Président de la Cour d'appel, Ernst et Carrez, présidents, furent déportés en Allemagne sans jugement.

allemande se déroulait, le gouvernement général fit procéder à un simulacre d'élection pour le Raad van Vlaanderen, en février-mars 1918. Toutes les précautions avaient été prises pour que ces élections fussent favorables au mouvement séparatiste fomenté par l'Allemagne. Etaient seuls appelés à participer au vote — qui devait se faire par acclamation — les électeurs porteurs de cartes distribuées d'avance par les soins du Raad van Vlaanderen. Les autorités civiles et militaires allemandes assistèrent aux assemblées électorales qui se firent sous la protection de la troupe allemande.

Mais, contrairement à ce qu'avait espéré l'autorité allemande, malgré les précautions prises, partout ces assemblées prirent un caractère nettement hostile au Raad van Vlaanderen ; à Malines, à Anvers, à Tirlement, elles se transformèrent en manifestations patriotiques.

En même temps un immense mouvement de protestation contre l'attentat que le pouvoir occupant prétendait perpétrer contre l'unité nationale du pays secoua toute la population ; une manifestation patriotique grandiose eut lieu à Bruxelles le 11 février 1918 ; la troupe allemande dispersa les manifestants.

Le mouvement que les Allemands avaient tenté de créer en faveur du Raad van Vlaanderen avait totalement échoué. Le gouvernement général s'empessa d'étouffer les protestations qui s'élevaient de toutes parts et défendit aux conseils communaux, sous les menaces les plus sévères, de délibérer au sujet de la séparation de la Belgique en deux Etats distincts.

Pourtant la ville de Gand, capitale de la Flandre, se refusait formellement à reconnaître ce nouvel état de choses. Pour briser sa résistance, le 21 février 1918, le président de l'administration civile fut chargé de se substituer aux pouvoirs communaux pour prendre les décisions que ceux-ci se refuseraient à prendre.

Le 18 mars 1918 le bourgmestre et le premier échevin de Gand furent destitués et déportés en Allemagne. Un arrêté du 18 mars stipula que la direction de la ville de Gand était remise à un bourgmestre nommé par le gouverneur général, d'accord avec l'inspection des étapes de la IV^e armée.

« Le chef de l'administration de la Flandre peut, à côté des échevins, nommer des « Schepenen-Kommissarissen » (commissaires échevinaux) et si c'est nécessaire destituer des échevins.

« Les traitements des bourgmestres et schepenen kommissarissen sont fixés par le chef de l'administration et payés par la ville de Gand. »

Tout le collège de Gand fut bientôt destitué et reformé exclusivement d'agents de l'Allemagne (1).

*
* *

Petit à petit l'Allemagne en était arrivée à faire disparaître tous les pouvoirs belges. Les ministères nationaux supprimés avaient été remplacés chacun par deux ministères distincts, installés l'un à Namur, pour la région wallonne, l'autre à Bruxelles, pour la région flamande, placés chacun sous la direction d'un chef de l'administration civile.

Les conseils provinciaux et les députations permanentes n'existaient plus. Leurs attributions avaient passé à des fonctionnaires allemands : les présidents de l'administration civile auprès des gouverneurs de province.

Les commissaires d'arrondissements étaient supprimés et remplacés par les Kreischefs ; de ce fait les communes étaient placées sous un contrôle allemand de tous les instants.

L'enseignement supérieur n'était représenté que par l'Université flamandisée de Gand dont le corps professoral était composé d'activistes flamands acquis à l'Allemagne, de Hollandais et d'Allemands.

La liberté des langues était abolie.

La population était privée de tous les droits publics ; la correspondance, le droit de se déplacer, le droit de se réunir, le droit de porter les décorations nationales lui étaient enlevés. Toute résistance, aussi bien de la part de personnes privées que de la part des autorités publiques, était immédiatement punie de la déportation.

Le travail forcé au service de l'Allemagne était institué. Le pays était réduit à la plus absolue servitude.

Le refus auquel la justice belge se vit acculée, de continuer son activité, permit à l'Allemagne de compléter la « réorganisation » du pays par la création d'une justice nouvelle.

De même que les pouvoirs administratifs arrachés aux corps constitués belges avaient été remis à des Allemands, de même les tribunaux qui allaient prendre la place de la justice nationale seraient des tribunaux purement allemands.

Par arrêté du 7 avril 1918 (2) un système complet de tribunaux allemands, dont la compétence s'étendait à tout le pays fut créé.

Le système comprenait les tribunaux de première instance ou

(1) *G. Fl.*, pp. 204, 303, 304 et 360.

(2) Arr. des 6 et 7 avril 1918 (*G. Fl.* n° 39 ; *G. W.* n° 31), voir texte partie doc., ch. VI, note 7.

« *Bezirksgericht* » (tribunaux de district) et une Cour d'appel ou « *Obergericht* », siégeant à Bruxelles pour la Flandre, à Namur pour la Wallonie. Ces tribunaux étaient qualifiés « d'impériaux », rendaient la justice au nom de l'empereur d'Allemagne, leur langue véhiculaire était exclusivement l'allemand.

Le personnel composant les tribunaux était exclusivement allemand et nommé par le gouverneur général en Belgique.

Les tribunaux de première instance étaient composés d'un juge unique ; le tribunal d'appel comportait trois juges ; pour devenir juge il fallait remplir les conditions prescrites par la législation allemande ordinaire sur l'organisation de la magistrature (*Gerichtsverfassungsgesetz*).

A chaque tribunal était adjoint un greffe et au besoin des huissiers.

Les avocats étaient exclus de l'organisation judiciaire ; leur remplacement était prévu, pour autant que de besoin ; si les parties demandaient l'autorisation de se faire assister d'un conseil, elles pouvaient s'adresser à des « *Justizkommissare* » désignés par le tribunal.

Ces tribunaux étaient compétents lorsqu'un Allemand, un ressortissant des pays alliés à l'Allemagne ou des nations neutres, un séquestre, un liquidateur ou mandataire agissant comme tel, se présentait en qualité de plaignant ou d'assigné. La qualité d'un intervenant déterminait également leur compétence.

Les personnes civiles pouvaient agir devant les tribunaux quand elles avaient leur siège en Allemagne, dans un pays allié de l'Allemagne, ou neutre. Les personnes civiles ayant leur siège en Flandre pouvaient y être admises également avec l'autorisation du tribunal. En outre, chaque tribunal avait pouvoir de décider, à raison des circonstances, qu'il étendait sa compétence à tel ou tel cas exceptionnel.

Ces tribunaux faisaient partie de l'ensemble de l'organisation judiciaire allemande.

Une exception cependant était faite en faveur des militaires ou fonctionnaires allemands occupés en Belgique qui ne pouvaient être assignés devant ces tribunaux nouveaux.

Le pouvoir des tribunaux devait même s'étendre au delà de leurs attributions normales ; afin qu'il ne fût pas possible d'échapper à leur juridiction il fut interdit de compromettre, sans l'autorisation du chef de l'administration civile ; toutefois si des personnes, tombant sous la compétence des tribunaux, avaient compromis, l'arbitrage pouvait être rendu exécutoire par le tribunal. Dans les autres cas, le tribunal se substituait à l'arbitre.

La procédure usitée était celle des tribunaux allemands, mais chaque

tribunal restait maître de décider le délai nécessaire à la présentation des moyens de preuve ou de défense présentés par les parties.

Le délai d'appel était d'un mois ; le tribunal jugeait en premier ressort jusqu'à concurrence de 1.000 francs. L'exécution des jugements était assurée autant que de besoin par les autorités militaires. Tout débiteur pouvait être placé sous séquestre. Le montant des frais était toujours fixé par le tribunal.

Les parties comparaissaient en personne, sans être représentées par avoué, mais éventuellement assistées comme nous l'avons dit ci-dessus. Pourtant, une partie absente à cause de la guerre ou pour toute autre cause pouvait être représentée d'office par le tribunal.

Les audiences étaient publiques mais l'huis-clos pouvait être prononcé en cas de besoin sans que le tribunal eût à motiver sa décision.

L'arrêté du 7 avril 1918 créait donc une juridiction civile purement allemande en Belgique. En principe elle n'intervenait pas dans les contestations entre Belges. Toutefois le tribunal pouvait étendre sa compétence à toutes les affaires, fussent-elles exclusivement belges. On comprend combien cette faculté devait favoriser la mainmise de l'Allemagne sur le pays : seuls se seraient vu rendre justice ceux auxquels les tribunaux allemands auraient daigné accorder cette faveur, c'est-à-dire ceux qui favorisaient la politique allemande.

Ces tribunaux furent établis en même temps pour la Flandre et pour la Wallonie.

Le jour même où furent créés les tribunaux allemands en matière civile, des tribunaux répressifs allemands étaient constitués pour le pays flamand et pour le pays wallon.

Les tribunaux répressifs belges étaient remplacés par des tribunaux allemands : « Kaiserliche Bezirksgerichte », créés dans les différents arrondissements ; à chacun de ces tribunaux étaient adjoints un greffe et un parquet ; les juges, les membres du parquet, les employés des greffes, exclusivement Allemands, étaient nommés par le gouverneur général et, dans les zones d'étape, par le général commandant la zone ; ils devaient répondre aux conditions exigées par la loi allemande. La langue véhiculaire était la langue allemande, la procédure suivie, celle du code de procédure allemand ; les lois appliquées, il est vrai, restaient les lois en vigueur en Flandre.

En principe les chambres étaient à juge unique. Toutefois, lorsque la peine réclamée par le ministère public dépassait 5 ans de prison, le jugement devait être rendu par trois juges.

La procédure était rapide : le parquet ne devait intervenir que quand l'intérêt public était en jeu ; autorisé à faire des enquêtes et des per-

quisitions, il avait pouvoir de lancer des mandats d'arrêt sans enquête judiciaire préalable.

Pour toutes les affaires ne dépassant pas un an d'emprisonnement ou 3.000 francs d'amende, le tribunal statuait par voie d'ordonnance ; dans les autres cas, il procédait par jugement.

Souverain juge de la validité des pièces versées au procès, le tribunal décidait si l'inculpé aurait ou non le droit d'être défendu, la défense n'étant jugée nécessaire d'office que devant les tribunaux à trois juges. La défense autorisée, il fixait les honoraires du défenseur, établissait la taxe des frais de justice à payer par le condamné.

Dans tous les cas il jugeait sans appel, et, sitôt le jugement prononcé, s'adressait à l'autorité militaire pour le faire exécuter. Ce n'était qu'en cas de condamnation à mort que l'exécution devait être retardée jusqu'au moment où l'autorité compétente — le gouverneur général ou le gouverneur commandant la zone d'étape — avait fait connaître son intention de ne pas accorder la grâce du condamné.

Cet arrêté substituait donc aux magistrats belges, ayant prêté serment à la constitution belge, des juges allemands, étrangers aux lois du pays, nommés par le gouverneur général sans aucune garantie d'indépendance, l'immovibilité ne leur étant pas reconnue.

La procédure belge était supprimée et remplacée par la procédure allemande.

La justice répressive, celle qui menace directement la liberté individuelle, se rendait dorénavant en langue allemande, c'est-à-dire dans une langue absolument étrangère et ignorée du public.

Livré à un tribunal composé de juges allemands amovibles employant la langue allemande, le prévenu n'avait même pas le droit de se faire défendre sans l'autorisation expresse des magistrats, et même alors son défenseur devait être choisi parmi des commissaires nommés par le tribunal lui-même ! En principe, d'ailleurs, pour toute infraction punissable d'une peine de 5 ans d'emprisonnement, le prévenu ne pouvait se faire assister d'un défenseur ; le seul bon plaisir du juge pouvait en décider autrement.

Ajoutons que le barreau belge se voyait radicalement retirer le droit de figurer à la barre ! Au moins le prévenu pouvait-il produire des pièces à conviction ? Pas même, le tribunal étant seul juge de décider si oui ou non les pièces pouvaient être produites.

Bien plus, le manque de défenseur privait le prévenu de la connaissance de son dossier, ce qui ne lui permettait même point de connaître les charges qui pesaient sur lui.

Et ce tribunal, formé d'étrangers ignorant les lois belges et qui, d'ailleurs, n'avaient pas prêté serment de les observer, incapable de

comprendre le prévenu et d'être compris de lui, jugeant sans avoir entendu la défense d'un prévenu qui n'avait pas même eu connaissance de son dossier, statuait en dernier ressort !... Et pourtant sa compétence dépassait de beaucoup la compétence ordinaire d'un tribunal correctionnel. Toutes les infractions, quelle que soit leur gravité, lui étaient soumises, délits et crimes. Il avait le pouvoir d'appliquer toutes les peines, la peine de mort y comprise. Ainsi se substituait-il à la Cour d'assises. La constitution belge était violée une fois de plus, le jury supprimé était remplacé par un juge étranger ne jouissant d'aucune indépendance. Or, il convient de noter que ce droit de prononcer la peine de mort ne s'appliquait pas, en l'occurrence, à des faits de guerre — ceux-ci étant déferés aux conseils de guerre — mais à des faits de droit commun.

On comprend le danger qu'il y avait à charger le même juge de statuer à la fois sur les délits et les crimes. L'inculpé pouvait ainsi se voir frappé d'une peine criminelle pour une infraction ne constituant qu'un simple délit.

Un seul recours existait contre les décisions des Kaiserliche Bezirksgerichte, le recours en grâce auprès du gouverneur général lorsque la peine prononcée était la mort.

Cette loi — car il s'agit bien d'une loi — avait une portée considérable. Le gouverneur général, en la publiant, s'arrogeait véritablement des pouvoirs de législateur. Il affirmait ne tenir compte d'aucune des garanties que le droit international reconnaît aux habitants des pays occupés ; la Belgique, encore une fois, était traitée en pays conquis. La constitution belge, le code de procédure belge, toute l'organisation judiciaire du pays, étaient méconnus et violés. Le jury, reconnu par toutes les constitutions, était supprimé. Des lois allemandes, des juges allemands étaient donnés au peuple belge qui se voyait interdire l'emploi de ses langues nationales et obligé d'admettre la langue de l'envahisseur.

Sitôt publiée, la loi nouvelle reçut son exécution. Il fut décidé par l'arrêté du 25 avril 1918 (1) que des tribunaux d'arrondissement seraient établis en Wallonie : à Verviers pour l'arrondissement de Verviers ; à Liège pour les arrondissements de Liège, Huy, Waremme ; à Marche pour les arrondissements de Marche, Bastogne, Neufchâteau ; à Namur pour les arrondissements de Namur, Dinant et Philippeville ; à Charleroi pour les arrondissements de Charleroi, Nivelles, Thuin et Soignies.

(1) Arr. des 25 avril 1918 (*G. W.* n° 35, *G. Fl.* n° 46) et 18 et 27 août, 5 sept. 1918 (*G. Fl.* n° 90), voir texte partie doc., ch. VI, note 7.

Les tribunaux répressifs et les parquets allemands furent également institués ; le 28 mai 1918 les premiers entraient en fonction à Namur et à Marche.

* * *

Le pays brisé en deux tronçons, l'administration, la justice en son pouvoir — et une justice qui pouvait, suivant les eas, se déclarer compétente ou refuser aux Belges de recevoir leurs réclamations — l'occupant disposait de toutes les armes nécessaires pour réaliser son plan de destruction de l'unité nationale belge. Mais un obstacle subsistait : l'esprit public de la population. Pour le détruire, l'Allemagne allait chercher à rompre la communauté de langues qui unit les différentes parties du pays, allait développer son œuvre de germanisation. Pour cela, il fallait avant tout transformer la jeune génération, façonnée dans les écoles primaires. La loi belge du 15 juin 1914 interprétée de façon à favoriser la langue flamande subsistait. Un arrêté du 4 juin 1918 vint la modifier. Désormais seul le néerlandais pourrait être employé, tant dans l'enseignement officiel du degré primaire que dans l'enseignement libre en Flandre.

Pour Bruxelles un régime transitoire était admis jusqu'en 1926. A partir de cette date, l'enseignement primaire dans l'agglomération bruxelloise, dans laquelle l'immense majorité de la population emploie la langue française, se ferait exclusivement en néerlandais (1). Le soi-disant régime de liberté, maintenu jusqu'en 1926, était soumis à une sévère surveillance : tous les élèves capables de suivre les cours en néerlandais seraient tenus de les suivre, seuls ceux qui ne comprenaient pas la langue pouvaient faire exception, des commissions établiraient quels élèves étaient incapables de recevoir l'enseignement exclusivement en flamand.

(1) Voir ville de Bruxelles. Enquête sur l'emploi des langues dans l'agglomération bruxelloise, 1919.

Sur 706.975 habitants de plus de 2 ans : 540.521 savent parler le français ; 203.988 ne savent parler que le français ; 166.454 ne savent parler que le flamand.

En 1916, sur 21.747 actes d'état civil, conformément au désir des intéressés, 20.481 sont dressés en français, 1.266 en flamand.

Dans l'enseignement, sur 125.000 élèves :

Dans l'enseignement moyen supérieur officiel : 2.477 élèves suivent les cours en français, 154 les suivent en flamand.

Dans l'enseignement moyen inférieur communal : 1.742 élèves pour les cours français, 31 pour les cours flamands.

L'enseignement primaire communal compte 1.571 classes : 1.253 françaises, 318 flamandes, 38.301 élèves suivent les cours français, 13.801 les cours flamands.

Dans les écoles gardiennes : 8.029 élèves français 2.665 flamands.

Dans l'enseignement libre catholique, à tous degrés : 29.405 élèves français, 1.000 flamands.

An total dans les écoles de garçons : 80.840 français, 17.689 flamands.

D'autre part, les écoles allemandes se voyaient attribuer un régime de faveur : elles obtenaient la personnalité civile, des cours avec indemnité de présence de 5 et de 10 francs pour les élèves y étaient organisés de façon à y attirer les enfants belges (1), elles étaient autorisées à délivrer des certificats de la même valeur que les écoles flamandes, les porteurs de leurs diplômes devenant aptes à occuper tous les emplois publics (2).

*
* *

Pourtant, l'Allemagne le sentait, toute cette œuvre resterait vaine si le peuple belge, et en particulier la population flamande, ne venait pas à l'autorité allemande, soit par sympathie, soit par intérêt. Elle résolut d'employer ces deux moyens à la fois. Ne comprenant pas que le peuple garderait pour l'Allemagne une haine formidable aussi longtemps qu'il continuerait à être victime de la déportation en Allemagne pour y être soumis à des traitements d'une cruauté presque inconcevable (3), elle s'imagina que l'application à la Belgique d'une législation sociale voisine de celle de l'Allemagne serait de nature à lui attirer des sympathies.

Le 14 mars 1918 (4), précisément au moment où se faisaient les élections pour le Raad van Vlaanderen, un arrêté paraissait, instituant une organisation nouvelle d'assurances contre la maladie, l'infirmité, la vieillesse. L'arrêté comprend 5 titres et 48 articles qui règlent en détail l'organisation des assurances. Le service des caisses, des secours, des soins à donner aux malades, sont décrits minutieusement. Il est conçu dans la forme des lois sociales allemandes. Des caisses d'arrondissement de prévoyance sont instituées, une « *Algemeene Lijfrentkas* » (caisse générale de retraite) sous le contrôle ou l'Etat se substitue, en quelque sorte, à la Caisse d'Epargne existant en Belgique. Un conseil supérieur des institutions de prévoyance (5) y est prévu. Les industriels sont déclarés responsables des versements effectués pour leurs ouvriers.

Ce fut surtout cependant, par des œuvres de propagande chargées d'exercer une pression sur la population, que l'Allemagne chercha à agir.

Une Société, sous le nom de « *Volksopbeuring* » (relèvement du peuple), avait été fondée en 1915 à Courtrai. Cette société, qui se donnait pour être une œuvre philanthropique et éducative, se plaça sous

(1) Arr. du 17 janv. 1918 et des 9-11 mars 1918 et 19 oct. 1918 (voir *G. Fl.* nos 9, 28 et 98).

(2) Arr. du 4 juin 1918 (*G. Fl.* n° 66).

(3) Voir dans la même collection F. Passeleq : *Les Déportations d'ouvriers belges*.

(4) Arr. du 14 mars 1918 (*G. Fl.* n° 38 ; *G. W.* n° 32).

(5) Arr. du 4 juill. 1918 (*G. Fl.* n° 69 ; *G. W.* n° 63).

le haut patronage de personnalités hollandaises éminentes. Elle avait pour but véritable de propager les doctrines activistes. Son rôle fut nul. Au mois d'avril 1918, l'autorité allemande, désirant étendre son action, lui accorda la personnalité civile (1). Le double but que s'était assigné « Volksopbeuring » : procurer des vivres à ses membres et travailler à la diffusion des idées séparatistes, devait particulièrement bien s'adapter à la politique de germanisation du gouvernement général. Le siège central de la société fut donc installé à Bruxelles, des succursales furent établies dans les villes d'abord, dans de nombreux villages ensuite. Pour faciliter sa propagande, on autorisa ses membres à circuler, à réunir des assemblées, à user de la presse librement. Un moyen d'action plus puissant devait lui être donné.

En 1916, lors de la création des « Centrales », le gouverneur général von Bissing avait chargé les administrations communales du soin de répartir entre leurs administrés les vivres qu'elles se procuraient dans les Centrales allemandes. Au printemps de l'année 1918, le pouvoir occupant décida de décharger les communes de cette mission pour la confier à « Volksopbeuring ». C'eût été un moyen de propagande décisif. Tout citoyen qui se serait refusé à donner son adhésion au parti séparatiste (2) se serait vu priver des vivres dont Volksopbeuring aurait disposé : sucre, sirops, confitures, pommes de terre, beurre, etc.

Le mouvement d'indignation qui accueillit cette décision fut si violent, que les ministres neutres à Bruxelles, par de pressantes démarches, parvinrent à empêcher le gouverneur général de recourir à ce suprême moyen de propagande. Pour compenser la perte de bénéfices que Volksopbeuring subissait de ce chef, le gouverneur général lui attribua un subside de un million de francs à prélever sur le budget belge.

On le voit, toutes ces mesures étaient inspirées par le souci de germaniser le pays. L'Allemagne considérait cette germanisation comme si essentielle à ses intérêts que, même à la veille d'abandonner la Belgique devant l'offensive victorieuse des Alliés, elle prit soin de préparer pour l'avenir tout un programme de germanisation de nos provinces.

Le 24 octobre 1918 (3), le gouverneur général en Belgique, général-oberst von Falkenhausen écrivait : « *Je décide par ceci que, sur les*

(1) Arr. des 18 avril et 18 juill. 1918 (*G. Fl.* n° 75).

(2) Cette formule d'adhésion était libellée comme suit :
Défense Nationale.
Conseil de Flandre.

Le soussigné s'affilie au programme du Conseil de Flandre, qui est basé sur l'autonomie des Flandres, et s'engage sur l'honneur et en conscience à défendre en toutes circonstances ledit conseil, représentant du peuple flamand. (A. Henry, op. cit., p. 49.)

(3) Dossier allemand « Sicherung des Deutschtums in Belgien », VIII, pièce 13.

moyens dont dispose l'administration civile allemande en Belgique, une somme de dix millions de francs sera prélevée et déposée à la Reichsbank à Berlin. Ce fonds devra servir au développement du germanisme en Belgique après la guerre. Au moment de la suspension de l'activité du gouvernement général en Belgique, le droit de disposition sur le fonds passera à M. le chancelier de l'Empire.

« Le chef du département des Finances est chargé de l'exécution de cette décision. »

Signé : VON FALKENHAUSEN.

Et le même jour le gouverneur général faisait savoir au chancelier de l'Empire :

« Je considère comme un de mes devoirs impérieux de créer, également pour la période d'après-guerre, une possibilité pour la propagande du germanisme en Belgique. »

Avant de prendre cette décision, le gouverneur général n'avait pas manqué de consulter les personnalités les plus compétentes, sur les nécessités de la situation. Leur avis est exposé dans un rapport des chefs d'administration allemande pour la Flandre et la Wallonie, MM. Schaible et Haniel, daté du 16 septembre 1918 (1). Les auteurs du rapport considèrent d'abord que *« l'affermissement du germanisme (Deutschtum) en Belgique pour la période d'après-guerre doit être considéré comme un des devoirs capitaux de l'administration allemande. »*

Ce rapport, envisageant l'influence possédée, avant la guerre, par les Allemands établis en Belgique, estime que celle-ci — malgré la puissance des associations allemandes de Bruxelles et d'Anvers, malgré l'existence des écoles allemandes dans les principales villes belges, — était insuffisante. Les Allemands installés en Belgique perdaient tout contact avec l'Allemagne, et, d'autre part, n'acquerraient pas une action suffisante sur la presse ni sur la vie publique. La guerre avait eu pour conséquence de diminuer encore l'influence exercée par les associations allemandes sur la vie publique belge, mais en revanche elle avait amené les Allemands de Belgique à se donner une forte organisation. C'est, déclarent les auteurs du rapport, *« en se servant de l'appoint de cette activité renaissante pour le progrès de la Kultur, qu'il convient maintenant de donner au germanisme en Belgique l'impulsion pour l'avenir. »*

En prenant les mesures nécessaires pour soumettre le pays à une profonde influence allemande, le gouverneur général ne prenait pas une décision de la dernière heure, il ne faisait que réaliser un vœu exprimé

(1) Rapport V. 6772, dossier ci-dessus.

depuis longtemps et avec force par des personnalités considérables des sphères politiques allemandes. C'était l'aboutissement d'un système soigneusement élaboré, nous l'avons vu, au moment où la domination allemande semblait définitivement installée en Belgique.

Un organisme allemand d'une grande autorité, le *Verein für das Deutschtum im Ausland* (Association pour le germanisme à l'étranger), s'était attaché à la question. Son président, M. von Reichenau avait rédigé un long rapport où il exposait les nécessités de l'intervention et ses justifications dogmatiques. Cet ouvrage remarquable : *Denkschrift betreffend den Zusammenschluss des Deutschtums in Belgien und die Gründung eines Zweckvermögens für seine Förderung* (1), est adressé aux personnalités supérieures de l'administration en Belgique ; nous le voyons envoyer dès le 12 mars 1918 à M. Poehammer, chef du département des Finances.

M. von Reichenau pose nettement le problème dès les premières phrases de son mémoire : « *En Belgique aussi le germanisme constitue un des soutiens, aussi bien des rapports entre l'empire allemand et la Belgique, que du développement économique de l'activité commerciale et industrielle allemande.* »

Le devoir de l'Etat allemand est donc de développer le germanisme en Belgique par tous les moyens. La Convention de La Haye lui donne d'ailleurs le droit de prendre, dans ce but, toutes les mesures, reposassent-elles sur la contrainte :

« *D'après l'article 43 (de la Convention de La Haye), écrit-il, l'Etat étranger en territoire occupé doit aborder toutes les questions qui ont trait au rétablissement et à la conservation de la vie publique. Le germanisme en Belgique est une partie essentielle de la vie économique belge, et son affermissement et son progrès se trouvent, de toute façon, dans l'intérêt bien compris de l'Etat belge ; c'est pourquoi il ne faut pas prendre en considération l'éventualité où des pouvoirs temporaires, à l'intérieur de la Belgique, auraient plus tard d'autres vues. Dans tous les cas, du point de vue de l'intérêt allemand, il est nécessaire de toute urgence, d'agir dès maintenant en faveur du germanisme en Belgique, alors que s'offre une occasion pour cela qui ne se représentera plus.* »

Reichenau veut maintenir de façon définitive la main-mise de l'Allemagne sur la Belgique. C'est dans ce but qu'il veut organiser plus fortement les associations allemandes en leur donnant une mission plus officielle, émanant directement du pouvoir central allemand.

(1) Cf. dossier cité ci-dessus : *Mémoire concernant la concentration du germanisme en Belgique et l'établissement d'un fonds destiné à son progrès.*

Cet avis est d'ailleurs celui du congrès qui se réunit à Bruxelles du 18 au 20 février 1918 (1).

Assistaient à ce congrès : le chef de l'administration en Flandre, Schaible ; von Reichenau, président de l'Association pour le germanisme à l'étranger ; le conseiller Pochhammer, chef du département des finances au gouvernement général, etc.

Le congrès, occupé de rechercher les moyens de germanisation du pays, ne s'en tint pas exclusivement aux théories que nous venons de reproduire, mais élaborait un programme de réalisations qui touchait aux points les plus importants de la vie sociale en Belgique.

Nous n'analyserons pas en détail les projets élaborés, les circonstances ayant arrêté leur exécution. Il est utile cependant de les faire connaître parce que l'intention qui s'y trouve exprimée contribue à faire saisir toute la portée de la législation et de l'administration allemandes en Belgique.

MM. Schaible et Haniel, dans leur rapport au gouverneur général, énumèrent les domaines où l'activité allemande doit se développer particulièrement :

a) Soutien des églises et écoles allemandes et mesures qui serviront au maintien et à la propagation de la langue allemande, comme création de cours de langue allemande, conférences de propagande, soins à donner au théâtre allemand, festivités théâtrales, soin apporté à la musique allemande, soutien des journaux allemands, établissement de bibliothèques et de librairies allemandes ;

b) Prévoyance économique et sociale, information et consultation juridique dans les affaires privées et économiques, renseignement de situations et de travail, aide aux nécessiteux et malades, prévoyance familiale, création de places gratuites dans les hôpitaux belges, ou aussi, dans le cas où les circonstances d'après-guerre laissent apparaître cette nécessité, établissement d'hôpitaux allemands ;

c) Culture générale répandue concernant le soutien et la reconstitution de l'empire allemand et de la nationalité allemande. »

L'organisme de propagande devait devenir une grande administration ayant ses établissements principaux à Bruxelles, Liège et Anvers avec des ramifications en province. Le centre des affaires devait se trouver au siège du gouvernement général. De cette façon, tous les moyens de propagande seraient concentrés avec le maximum d'efficacité.

La propagande principale, aux yeux des Allemands, se fait par l'école allemande. Tous attachent une importance capitale à son

(1) Rapport du Congrès, dossier allemand cité.

développement et désirent y attacher la majeure partie des fonds de propagande ; « la disparition d'une école allemande, dit Reichenau, représente une perte pour l'honneur et la puissance de tout le germanisme ».

Aussi les écoles allemandes recevaient-elles pendant la guerre des subsides sérieux ; il en existait déjà à Anvers, Bruxelles, Liège, Gand, Verviers, Jumet, Arlon ; des cours d'allemand avaient été organisés à La Louvière.

Mais les subsides n'étaient pas suffisants, au dire du chef de l'administration civile, le docteur von Sandt, car il cherche les moyens d'améliorer la situation et se montre prévoyant pour la période d'après-guerre. Il dit dans un rapport du 27 mars 1917 (1) :

« Ce ne sont pas seulement les anciennes écoles allemandes en Belgique, mais encore celles qui ont été fondées nouvellement pendant la guerre, qui doivent être entretenues après la guerre ; il ne faut pas se dissimuler la nécessité qu'elles jouissent, abstraction faite des crédits accordés par l'Etat jusqu'à présent, de crédits officiels supplémentaires importants. »

« Il pourrait peut-être se présenter ceci qu'à la conclusion de la paix l'obligation fût imposée à l'Etat belge de subventionner suffisamment les écoles allemandes ; cependant, sans que celles-ci perdissent leur caractère exclusivement allemand et sans qu'elles fussent soumises à la législation belge sur les écoles et à l'inspection des écoles. Comme justification de cette prétention, on peut faire valoir que sinon, les enfants dont il est question devraient être reçus dans les écoles belges aux frais de l'Etat belge. »

C'est dans cet esprit que le docteur Lohmeyer, directeur de l'école allemande de Bruxelles, un technicien très écouté en cette matière, rédige un rapport le 31 mai 1917 (2).

Le docteur Lohmeyer prévoit déjà que, dès la fin de la guerre, la Belgique servira d'intermédiaire pour rétablir les relations commerciales entre les Allemands et les pays de l'Entente. C'est pourquoi il est nécessaire de répandre l'enseignement de l'allemand et l'esprit de l'enseignement allemand, non seulement dans le public, mais dans les écoles belges :

« L'enseignement belge doit être fortement influencé dans ce sens que la langue allemande, alors qu'actuellement on en a peu le souci dans les programmes, devienne la première langue étrangère après les langues nationales. »

(1) Dossier allemand cité, Lettre au Ministère de l'Intérieur à Berlin du 27 mars 1917, n° 111 a/1960.

(2) Dossier allemand cité.

Et la conclusion en est :

« Grâce à une collaboration intelligente de tous les facteurs, il faudrait qu'il fût possible de grouper les 150.000 Allemands de Belgique sur le front de combat unique de la cause allemande. L'influence se fera alors bientôt sentir sur la population belge. La condition de la réussite pour un semblable travail est toutefois un traité de paix, qui laisse une forte puissance allemande dans le pays ; dans une Belgique qui ne serait liée à l'empire allemand que par des conventions, le germanisme aurait à lutter durement pour son existence, absolument comme avant la guerre. Mais s'il peut se développer librement sous une forte protection allemande et une direction judicieuse de l'administration, alors le germanisme deviendra une puissance en Flandre et en Wallonie et contribuera à réaliser, dans un délai appréciable, la fusion de ces deux pays avec l'empire auquel ils ont jadis appartenu. »

Nous voyons dans le rapport du chef de l'administration pour la Flandre Schaible, du 24 avril 1918 (1) (rapport adressé à Pochhammer, chef du département des Finances), que le fonds créé en Belgique pour la propagande ne peut être constitué sous une forme qui attirerait l'attention de la population (surtout si elle est hostile) de peur que celle-ci n'oppose dès l'abord un obstacle au développement de la « kultur ». Aussi le fonds sera-t-il simplement attribué à une personne quelconque au lieu d'être érigé en personne morale. Et, d'autre part, un rapport du 31 mai 1918 (2) sur les associations allemandes en Belgique ne craint pas de préconiser une action habile sur des personnes de nationalité belge, pour faire revivre en elles un esprit allemand qu'elles n'ont peut-être pas perdu, et les faire rentrer dans le sein de la patrie allemande. Il s'agit notamment de ceux qu'il appelle les « Allemands Belges » parmi lesquels il n'hésite pas à classer les habitants de la province du Luxembourg. Enfin, von Falkenhausen lui-même, quelques jours avant la débâcle (le 14 octobre 1918) (3), donne ordre de hâter l'action du germanisme en Belgique et de prendre toutes mesures à cette fin, la dernière étant : « *Exercice de l'influence sur la presse belge après la conclusion de la paix* ».

Il n'y eut que la débâcle finale et la retraite précipitée (grâce à laquelle ces documents tombèrent entre nos mains) qui arrêterent subitement la réalisation du vaste programme d'assimilation de la Belgique au germanisme.

(1) Dossier cité.

(2) Dossier cité.

(3) Dossier cité *in fine*.

PARTIE DOCUMENTAIRE ⁽¹⁾

(1) On trouvera dans cette partie les textes de certains arrêtés qui figurent également dans d'autres ouvrages de la même série. Nous avons cru cependant devoir les maintenir dans cet index documentaire où se trouvent ainsi rassemblés tous les arrêtés essentiels, aux points de vue administratif et juridique, pris par l'autorité allemande en Belgique pendant l'occupation.

CHAPITRE PREMIER

Le Régime de contrainte imposé à la population belge

NOTE I

Les Allemands ont soumis la population belge à un régime de surveillance qu'ils ont étendu, pendant toute l'occupation, aux différentes manifestations de la vie publique et même privée. Les mesures prises dans ce but visaient la liberté de circuler, de se réunir, d'exprimer sa pensée ou même de manifester, si peu que ce soit, ses sentiments patriotiques.

Il fut interdit aux Belges de quitter le territoire. La surveillance de la frontière devint de plus en plus sévère et aboutit, en 1915, à l'établissement le long de la frontière hollandaise, d'un réseau de fils de fer chargés d'électricité à haute tension. Ces mesures avaient principalement pour but d'empêcher les hommes en âge de porter les armes de se rendre à l'armée. Dans ce cas, les peines appliquées étaient des plus sévères ; elles atteignaient même les membres de la famille du Belge qui se rendait en Hollande, *quand ils n'avaient pas empêché son départ*. (Avis du 26 janvier 1915, article 3.)

Les sanctions furent appliquées en grand nombre avec la plus grande rigueur ; de nombreux Belges des deux sexes furent emprisonnés ou fusillés en application de ces mesures.

DOCUMENTS

Avis.

Ces temps derniers, des personnes aptes au service militaire ont essayé, à différentes reprises, de traverser secrètement la frontière hollandaise pour rejoindre l'armée ennemie.

Par conséquent, je décide ce qui suit :

1. Toutes les faveurs en vigueur, pour la circulation dans les zones limitrophes à la frontière, sont supprimées pour les Belges aptes au service militaire.

2. Les Belges qui essaient, malgré ma défense, de franchir la frontière vers la Hollande s'exposent au danger d'être tués par les sentinelles à la

frontière. Les Belges, aptes au service militaire, capturés dans ces conditions, seront punis, et envoyés en Allemagne comme prisonniers de guerre.

3. Quiconque aidera ou favorisera le passage défendu en Hollande d'un Belge apte au service militaire sera traité conformément aux lois de la guerre.

Ceci s'applique également aux membres de la famille du Belge apte au service militaire qui n'empêchent pas celui-ci de se rendre en Hollande.

4. Seront considérés comme aptes au service militaire dans le sens de cet arrêté tous les Belges du sexe masculin, âgés de 16 à 40 ans révolus.

Tous les bruits d'après lesquels des Belges seraient incorporés dans l'armée allemande ne sont que des inventions malveillantes.

Bruxelles, le 26 janvier 1915.

Le Gouverneur général en Belgique :

Baron VON BISSING,
Colonel général.

11 juillet 1915. — *Arrêté complétant l'avis du 26 janvier 1915 concernant les conséquences du passage en Hollande des Belges qui sont à même de porter les armes (Bull. n° 95, 16 juillet 1915).*

Comme suite à mon avis du 26 janvier 1915 concernant les conséquences du passage en Hollande des Belges qui sont à même de porter les armes, j'arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Toute personne de 16 à 40 ans qui tente de quitter le territoire belge sans posséder l'autorisation nécessaire ou tout au moins qui essaie de franchir la frontière pour entrer au service d'un Etat en guerre avec l'Empire allemand ou d'une entreprise étrangère qui, selon toutes probabilités, fabrique du matériel ou des munitions de guerre pour les Etats en guerre avec l'Empire allemand, sera passible, soit d'une peine d'emprisonnement de 5 ans au plus, soit d'une amende pouvant aller jusqu'à 10.000 marks, soit des deux peines réunies, à moins que les lois de l'Empire allemand ne prescrivent une peine plus sévère.

Art. 2. — Les mêmes peines encourent quiconque provoque ou favorise les infractions prévues à l'article 1^{er}.

Art. 3. — Les contrevenants seront jugés par les tribunaux militaires. Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication.

NOTE 2

Non seulement les Allemands voulaient empêcher les Belges de quitter le territoire, mais ils voulurent contraindre ceux qui résidaient à l'étranger de réintégrer leur domicile. Un grand nombre de Belges avaient, en effet, quitté la Belgique au début de la guerre ; certains, qui se trouvaient en villégiature sur la côte belge en août 1914, s'étaient réfugiés en France et en Angleterre au moment de l'invasion du territoire ; d'autres avaient fui précipitamment leur domicile, craignant

le sort des habitants de Dinant, de Louvain, etc., ou s'inquiétant des conséquences d'une occupation militaire prolongée.

Les Allemands imposèrent une contribution énorme aux Belges qui avaient quitté leur domicile et qui ne rentraient pas en Belgique dans un délai rapproché (environ un mois et demi). (Arr. du 16 janvier 1915.) La contribution exceptionnelle était du *décuple* de la contribution personnelle pour l'année 1914 ; elle était payable au plus tard le 15 avril 1915, par voie de contrainte. Son application eût amené des pertes considérables pour les citoyens imposés, car pour y satisfaire il aurait fallu vendre leurs biens et les ventes auraient forcément été faites à vil prix.

L'imposition devait être appliquée par les fonctionnaires belges ; en raison de la résistance passive des pouvoirs communaux belges, elle ne le fut jamais en fait et cette mesure des Allemands resta sans conséquence.

DOCUMENTS

16 janvier 1915. — *Arrêté concernant les Belges ayant quitté leur domicile et ayant séjourné plus de deux mois à l'étranger (Bull. n° 33; 19 janvier 1915).*

Art. 1^{er}. — Les Belges soumis à la contribution personnelle pour l'année 1914, et qui, depuis le début de la guerre, ont volontairement quitté leur domicile et ont séjourné plus de deux mois en dehors de la Belgique, ont à acquitter un impôt additionnel extraordinaire fixé au décuple du montant de ladite contribution y compris les centimes additionnels au profit de l'Etat, à moins qu'ils ne soient rentrés en Belgique avant le 1^{er} mars 1915.

Est considéré jusqu'à preuve du contraire comme résidant en dehors de la Belgique, tout contribuable qui n'est pas resté ou ne reste pas à son domicile belge.

Art. 2. — L'article 1^{er} ne s'applique pas aux contribuables dont le montant de l'impôt précité, d'après les rôles de 1914, y compris les centimes additionnels au profit de l'Etat, ne dépasse pas :

35	francs	dans les communes	jusqu'à	10.000	habitants
45	—	—	de	10 à 25.000	—
60	—	—	de	25 à 50.000	—
80	—	—	de	50 à 75.000	—
100	—	—	plus de	75.000	—

Le chef de l'administration civile près le gouverneur général est autorisé à accorder l'exonération de l'impôt additionnel pour des raisons d'équité.

Art. 3. — La moitié du produit de l'impôt revient au Gouverneur général en Belgique afin de pourvoir aux frais de l'Administration du territoire occupé, conformément aux articles 48 et 49 de la Convention de la Haye, concernant la guerre sur terre ; l'autre moitié à la commune dans laquelle le contribuable est soumis pour l'année 1914, à la contribution visée à l'article 1^{er}.

Art. 4. — L'impôt est payable au plus tard le 15 avril 1915 et recouvrable par voie de contrainte après l'expiration de cette date.

Art. 5. — Toutes impositions communales spéciales assises sur des bases identiques ou semblables à celles prévues à l'article 1^{er} sont abrogées et ne pourront plus être établies à l'avenir.

Art. 6. — Le présent arrêté entre immédiatement en vigueur. Le chef de l'administration civile près le Gouverneur général en Belgique est chargé de son exécution.

Bruxelles, le 16 janvier 1915.

Le Gouverneur général en Belgique :

Baron VON BISSING,
Colonel général.

22 février 1915. — *Arrêté portant exécution de l'arrêté du 16 janvier 1915, établissant un impôt à charge des absents (Bull. n° 50, 13 mars 1915).*

§ 1. — Les administrations communales dressent d'urgence un rôle comprenant les habitants belges de leur commune, qui sont nominativement imposés pour 1914 au profit de l'Etat à une contribution personnelle supérieure au taux indiqué à l'article 2, 1^{er} alinéa, de l'arrêté, et qui n'ont pas réintégré leur domicile belge avant le 1^{er} mars 1915.

Le rôle comprend les colonnes suivantes :

1. Numéro d'ordre ;
2. Noms et prénoms des contribuables absents ;
3. Domicile (rue et n°) ;
4. Montant de la contribution personnelle en principal et additionnels au profit de l'Etat pour 1914 ;
5. Date du départ pour l'étranger ;
6. Motifs — en résumé — du départ, si celui-ci n'a pas été volontaire ;
7. Montant de l'impôt additionnel extraordinaire ;
8. Emargement : numéro du journal ; sommes payées ;
9. Observations.

Les colonnes 7 et 8 sont remplies par le receveur des contributions.

§ 2. — Les dispositions suivantes sont à observer lors de la confection du rôle :

1. Un retour simplement passager, qui ne résulte pas visiblement de l'intention de séjourner d'une manière durable, ne peut être considéré comme une réintégration de domicile dans le sens de l'article 1^{er}, 1^{er} alinéa, de l'arrêté ;

2. La population à considérer conformément à l'article 2, 1^{er} alinéa, de l'arrêté est celle constatée par le recensement décennal au 31 décembre 1910 ;

3. En cas de possession de plusieurs domiciles dans le pays, la population à envisager est celle du lieu du domicile principal et, dans le doute, celle du domicile d'hiver.

§ 3. — Ne sont pas considérés comme volontairement absents et ne sont par conséquent pas portés au rôle, notamment :

a) Les militaires et les agents de l'Etat qui furent contraints, de par leurs fonctions, de quitter la Belgique ;

b) Les Belges qui sont retenus prisonniers ou qui ont été obligés de quitter leur habitation ;

c) Les contribuables dont les demeures sont détruites, inhabitables, ou occupées complètement par des militaires ou des agents civils.

Ces contribuables sont inscrits dans une liste spéciale qui est annexée au rôle.

§ 4. — Les rôles et listes dressées conformément aux §§ 1^{er} et 3 sont transmis, au plus tard le 15 mars 1915, par les administrations communales aux receveurs des contributions compétents ; éventuellement, ceux-ci recueillent les renseignements qu'ils jugent nécessaires et complètent les rôles en conséquence.

§ 5. — La commission chargée de l'examen des déclarations à la contribution personnelle, conformément à l'article 79 de la loi du 28 juin 1822, décide, après examen des rôles et listes, si les conditions auxquelles l'article 1^{er} de l'arrêté subordonne l'imposition, sont remplies. Dans l'affirmative, le receveur porte au rôle le montant de l'impôt à percevoir ; si celui-ci n'est pas dû, la commission en indique les motifs dans la colonne aux observations.

Il est à considérer, en général, que des motifs d'ordre personnel n'exeussent pas le séjour à l'étranger et qu'il ne peut de ce chef être accordé exonération de l'impôt, qui est établi spécialement dans l'intérêt des Belges restés dans le pays.

§ 6. — Le 1^{er} avril 1915 au plus tard, le receveur des contributions transmet le rôle, aux fins d'exécutoire, au directeur provincial des contributions.

Les dispositions relatives à la notification, aux recours et au recouvrement en matière de contribution personnelle sont applicables dans l'espèce ; toutefois, les réclamations doivent être présentées dans les trois mois qui suivent la notification de l'imposition.

La réclamation ne suspend pas le paiement de l'impôt.

§ 7. — Les requêtes en exonération de l'impôt présentées, pour raisons d'équité, conformément à l'article 2, 2^e alinéa, de l'arrêté, doivent être adressées, dûment motivées, au président de l'administration civile de la province où la cotisation est établie, dans le délai stipulé au paragraphe précédent.

Le président de l'administration civile s'assure le plus tôt possible, par l'intermédiaire du commissaire pour la douane et les impôts, si le requérant est encore redevable d'impôts directs pour 1914. Dans l'affirmative il fait connaître au pétitionnaire que la demande en exonération de l'impôt sur les absents ne sera examinée qu'après que les contributions restées en souffrance auront été payées et lui donne connaissance du montant de ces contributions.

S'il n'est pas dû de contributions arriérées, le président de l'administration civile examine les arguments invoqués en entendant, au besoin, l'administration communale ou le receveur des contributions, et, pour autant que la requête paraisse fondée, il accorde provisoirement un délai pour le paiement de l'impôt. Il soumet ensuite la requête avec son avis motivé au chef de l'administration civile qui statue.

§ 8. — Si des circonstances particulières, telles qu'une maladie ou le défaut de moyens de transport, ont empêché le retour en temps voulu, le chef de l'administration civile peut prolonger le délai pour le retour et faire surseoir entre temps au recouvrement de l'impôt.

Pour le Chef de l'administration près le gouverneur général en Belgique :

*Pour le chef de l'administration
près le gouverneur général en Belgique :*

MELHORN,
Conseiller intime supérieur de Régence.

NOTE 3

De nombreux Belges furent soumis à une surveillance étroite. Les Allemands exigeaient des autorités communales qu'elles collaborent à cette surveillance. Les peines formulées (art. 10) étaient extensibles au gré du pouvoir occupant et comprenaient éventuellement la déportation dans un camp de prisonniers en Allemagne.

DOCUMENTS

25 octobre 1915. — *Arrêté concernant l'organisation de la surveillance ainsi que du contrôle et recensement des personnes à surveiller (Bull. Et., n° 11, 12 novembre 1915).*

Sous annulation des stipulations émises par l'annexe à l'ordre du jour du 14 mai 1915 concernant la surveillance des personnes mises sous contrôle, stipulations qui ont été publiées par les commandantures de l'étape, j'ordonne ce qui suit :

I. — AUPRÈS DE TOUTES LES COMMANDANTURES DES « MELDEAMTER » (bureaux de contrôle et de recensement) sont à établir.

II. — LES « MELDEAMTER » surveillent :

1. Tous les hommes belges, nés dans les années 1880 jusqu'à 1898, y compris la première et la dernière de ces années.
2. Ceux qui ont fait partie de la garde civique d'autrefois.
3. Les personnes ayant fait service militaire dans l'armée belge, et qui ont été arrêtées ou annotées dans le rayon de la commandanture en question.
4. Les prisonniers civils et prisonniers de guerre renvoyés dans le rayon de la commandanture en question.
5. Tous les nationaux des deux sexes, au-dessus de 15 ans, des pays encore en guerre avec l'Allemagne.
6. Tous les Allemands astreints au service militaire qui ne font pas comme soldat partie de l'armée ou d'une administration militaire y attachée.
7. Les personnes de toute nationalité placées sous une surveillance rigoureuse pour l'une ou l'autre raison.

III. — Les listes desdites personnes qui se trouvent en possession des administrations civiles ou des commandantures de l'étape sont à remettre aux « Meldeämter ». Endéans les trois jours tout changement est à renseigner par les administrations communales.

IV. — TOUTE LA SURVEILLANCE AINSI QUE L'OBLIGATION DE SE SOUMETTRE AU CONTRÔLE a été imposée exclusivement dans le but de constater le nombre et le domicile des personnes à surveiller.

Je fais connaître expressément qu'il n'est pas question d'incorporer des Belges, ni d'autres étrangers dans l'armée allemande, ou d'ordonner leur déportation dans un camp de prisonniers en Allemagne.

V. — Toute personne surveillée (à l'exception des Allemands astreints au service militaire) reçoit une « MELDEKARTE » (carte de contrôle). Elle est obligée de se présenter, personnellement, au moins une fois par mois ou aux jours de contrôle fixés, au bureau du « MELDEAMT ». Il est tenu compte sur la carte du contrôle fait.

Tout sujet surveillé doit toujours être porteur de cette carte ainsi que de sa carte d'identité.

Les BATELIERS qui vivent invariablement sur leur bateau doivent se présenter toutes les 4 semaines au bureau du « MELDEAMT » compétent suivant la localité où ils séjournent à cette époque.

VI. — POUR TOUT VOYAGE, CHANGEMENT TEMPORAIRE OU DÉFINITIF DE DOMICILE, toutes les personnes munies d'une « MELDEKARTE » à l'exception des bateliers, doivent d'abord avoir l'AUTORISATION DE LEUR « MELDEAMT ». Par conséquent, elles ont à se présenter audit bureau, avant de demander un passeport à leur bureau de passeports. Les voyages à pied dans le rayon de l'étape d'une durée maximum de 24 heures, et qui ne mènent pas hors du rayon de l'étape, n'ont pas besoin d'être annoncés. En cas de changement définitif de domicile, le surveillé doit se présenter, endéans les 48 heures après son arrivée, au bureau du « MELDEAMT » compétent de son nouveau domicile.

VII. — L'ENTRÉE ET LE CHANGEMENT DE DOMICILE d'une personne à surveiller est à renseigner par les AUTORITÉS COMMUNALES AINSI QUE PAR LES LOUEURS ou ceux y assimilés, au bureau du « MELDEAMT » compétent, et cela endéans les 3 jours.

VIII. — POUR L'EXÉCUTION DE CES STIPULATIONS sert comme base la brochure « Dienstanweisung für die Meldeämter », qui a été remise à tous les bureaux de passeports et « MELDEAMTER ». D'après celle-ci les personnes intéressées obtiennent, sur demande, des renseignements plus précis aux bureaux des « MELDEAMTER » et des passeports.

IX. — L'ORGANISATION DES « MELDEAMTER » et l'exécution des stipulations doivent être terminées le 30 novembre 1915 au plus tard.

X. — QUICONQUE NE REMPLIRA PAS EXACTEMENT SES OBLIGATIONS DE CONTRÔLE OU S'Y SOUSTRAIT CONTINUUELLEMENT sera puni d'une amende pouvant aller jusqu'à 1.000 marks ou d'un emprisonnement pouvant aller jusqu'à 6 semaines, à moins que d'autres arrêtés ne prévoient l'application d'une peine plus élevée. Une amende peut être prononcée outre l'emprison-

nement. Dans des cas plus graves, la déportation dans un camp de prisonniers en Allemagne peut être décidée.

XI. — TOUTE PERTE d'une « MELDEKARTE » (carte de contrôle) doit être renseignée immédiatement au bureau du « MELDEAMT » compétent. L'émission d'une nouvelle (seconde) carte qui devra toujours porter au bord supérieur une inscription à cet effet (la désignant comme seconde émission) se fait seulement sans frais au cas où il peut être prouvé que la personne en question est innocente de cette perte. Sinon, il y a à payer dans un premier cas 5 marks, et pour le suivant 10 marks ; aussi les peines énoncées sous numéro peuvent être appliquées. La première émission des cartes se fait gratuitement.

Gent, le 25 octobre 1915.

Der Etappeninspekteur :

VON UNGER,
Generalleutnant.

14 juillet 1915. — *Arrêté concernant les contraventions aux prescriptions relatives à la surveillance des personnes placées sous le contrôle du « Meldeamt » (Bull. n° 97, 21 juillet 1915).*

Art. 1^{er}. — Quiconque, dans le territoire du Gouvernement général, enfreint les prescriptions relatives à la surveillance et au contrôle de sa personne ou les instructions qui lui sont données en exécution de ces prescriptions, sera passible soit d'une peine d'emprisonnement d'un an au plus, soit d'une amende pouvant aller jusqu'à 4.000 marks, soit des deux peines réunies, à moins que d'autres lois ou arrêtés ne prévoient une peine plus élevée.

Art. 2. — Les contrevenants seront jugés par les tribunaux militaires. S'il s'agit de cas peu graves, les autorités militaires compétentes pourront se borner à appliquer des peines de police.

Art. 3. — Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication.

NOTE 4

La presse était naturellement soumise à un contrôle des plus sévères. Dès le début de l'occupation, la publication des journaux fut virtuellement suspendue. Le pouvoir occupant se chargeait de faire connaître à la population, par voie d'affiches, les nouvelles officielles de la guerre (1). Les autres nouvelles propagées étaient réputées mensongères, et les auteurs en étaient sévèrement punis.

(1) *Les Avis, Proclamations et Nouvelles de guerre allemands affichés à Bruxelles.*
Edité par Brian Hill, à Bruxelles.

Mais la presse n'était pas la seule atteinte. Les Allemands censuraient le texte des œuvres destinées à être produites en public. En effet, un grand nombre de concerts et de spectacles publics ou privés avaient lieu, généralement dans un but charitable ; toutes les œuvres dont le caractère paraissait rappeler de près ou de loin une manifestation patriotique, étaient censurées et devaient être supprimées des programmes ; même les œuvres exclusivement musicales subissaient la censure.

DOCUMENTS

AVIS

J'attire l'attention de la population de la Belgique sur le fait que la vente et la propagation de journaux et de toutes nouvelles reproduites par impression ou de toute autre manière, qui ne sont pas expressément autorisées par la censure allemande, sont sévèrement défendues.

Chaque contrevenant sera immédiatement arrêté et puni d'emprisonnement de longue durée.

Bruxelles, le 4 novembre 1914.

Le Gouverneur général en Belgique :

Baron VON DER GOLTZ, (1)
Feldmaréchal.

13 octobre 1914. — *Arrêté relatif à la censure des imprimés, représentations théâtrales, récitations et projections lumineuses* (Bull. n° 8, 15 octobre 1914).

1. Tous les produits d'imprimerie, ainsi que toutes autres reproductions d'écrits ou d'images avec ou sans légende et de compositions musicales avec texte ou commentaires (imprimés) obtenus par des procédés mécaniques ou chimiques et destinés à être distribués, sont soumis à la censure du Gouvernement général impérial allemand (Administration civile).

Quiconque aura fabriqué ou distribué des imprimés indiqués à l'alinéa 1^{er} sans la permission du censeur, sera puni conformément à la loi martiale. Les imprimés seront confisqués et les plaques et clichés destinés à la reproduction seront rendus inutilisables.

Est considéré également comme distribution d'un imprimé prohibé par le présent arrêté l'affichage, l'exposition ou la mise à l'étalage en des endroits où le public est à même d'en prendre connaissance.

2. Des représentations théâtrales, des récitations chantées ou parlées de toute espèce, ainsi que des projections lumineuses, cinématographiques ou autres, ne peuvent être organisées que lorsque les pièces théâtrales, les récitations ou les projections lumineuses en question auront été admises par le censeur.

(1) *Les Avis, Proclamations et Nouvelles de guerre allemands affichés à Bruxelles*. Edit. Brian Hill, Bruxelles. Vol. I, p. 68).

Quiconque aura organisé des représentations théâtrales, des récitations ou des projections lumineuses sans la permission du censeur, ou quiconque aura pris part d'une manière quelconque à ces représentations, récitations ou projections, sera puni conformément à la loi martiale. Les plaques et films seront confisqués.

Cet arrêté entre immédiatement en vigueur.

Bruxelles, le 13 octobre 1914.

Le Gouverneur général en Belgique :

Baron VON DER GOLTZ,
Feldmaréchal.

25 juin 1915. — *Arrêté fixant les peines à appliquer en cas de contravention à l'arrêté du 13 octobre 1914 et à l'avis du 4 novembre 1914 relatifs à la censure des imprimés, récitations, etc., et à l'avis du 15 décembre 1914 relatif au transport de lettres, écrits, etc. (Bull. n° 89, 27 juin 1915).*

Les actions et les omissions défendues par l'arrêté du 13 octobre 1914 et l'avis du 4 novembre 1914 concernant la censure des imprimés, récitations, etc., et par l'avis du 15 décembre 1914 concernant le transport de lettres, écrits, etc., sont passibles d'une peine d'emprisonnement d'un jour à 3 ans et d'une amende de 3.000 marks au plus ou d'une de ces deux peines à l'exclusion de l'autre, à moins que d'autres lois ou arrêtés ne prescrivent une peine plus élevée.

Les tentatives de commettre les actions et omissions précitées sont punissables ; les objets soustraits au contrôle seront confisqués.

Les infractions seront jugées par les tribunaux militaires ou, s'il s'agit de contraventions peu graves, par les autorités militaires.

Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication.

NOTE 5

Ce fut une préoccupation constante des Allemands d'interdire les réunions entre Belges. Les habitants dépourvus de communications avec l'extérieur éprouvaient le désir de se grouper afin d'alléger les soucis de l'état de guerre. Mais ils n'en avaient pas le loisir, car les Allemands n'interdirent pas seulement les assemblées publiques dans lesquelles devaient être traitées des questions politiques, ils soumirent même les assemblées privées à une autorisation préalable. Cependant le pouvoir se montrait tolérant pour les assemblées publiques ayant un but religieux et les assemblées privées « d'un caractère sociable, scientifique, professionnel ou artistique ». Celles-ci n'étaient, au début de l'occupation, soumises à aucun contrôle. Il fut cependant institué dans la suite ; une déclaration préalable devint nécessaire en mai 1916 ; la sanction s'étendait à tous les assistants ; dès lors les moindres réunions pouvaient donner lieu à la répression.

DOCUMENTS

16 janvier 1915. — *Arrêté touchant les assemblées et sociétés politiques* (Bull. n° 34, 21 janvier 1915 ; erratum, Bull. n° 36, 27 janvier 1915).

Art. 1^{er}. — 1. Les assemblées en plein air sont interdites.

2. Les assemblées publiques, dans lesquelles doivent être traitées et discutées des questions politiques, dans des locaux fermés sont également interdites.

3. Pour toute autre assemblée publique ou privée, il faut une autorisation préalable, qui doit être demandée au moins cinq jours d'avance. L'octroi de pareille autorisation est de la compétence du commandant de place, et, à son défaut, du chef de l'arrondissement.

4. Sont exemptés des prescriptions du n° 3 les services religieux publics de même que les assemblées publiques poursuivant un but religieux, de même que les assemblées privées d'un caractère purement religieux, sociable, scientifique, professionnel ou artistique. Pour ces assemblées, il ne faut pas d'autorisation.

5. En cas de contravention contre les prescriptions de cet article, seront responsables non seulement les promoteurs, les organisateurs et le comité desdites assemblées, mais aussi les participants.

Art. 2. — Tous les clubs et sociétés à tendance politique ou destinés à discuter des buts politiques sont fermés : la création de nouveaux clubs ou sociétés de ce genre est interdite. Seront passibles de pénalité : les dirigeants, fondateurs et membres desdites sociétés.

Art. 3. — Les contraventions contre cet arrêté seront punies d'emprisonnement allant jusqu'à un an ou d'une amende allant jusque 5.000 francs.

Les contraventions sont de la compétence des cours militaires.

26 mai 1916. — *Arrêté concernant les assemblées et les sociétés* (Bull. n° 217, 31 mai 1916).

J'abroge mon arrêté du 16 janvier 1915 concernant les assemblées et les sociétés politiques (*Bulletin officiel des lois et arrêtés* n° 34, p. 119) et arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Les assemblées en plein air sont interdites.

Art. 2. — Les assemblées publiques sont interdites quand il s'agit d'y traiter et discuter des questions politiques. Dans tous les autres cas, elles sont soumises à une autorisation préalable.

Art. 3. — Les assemblées privées doivent également être autorisées au préalable.

Au lieu de l'autorisation, la simple déclaration préalable suffit pour les assemblées dont le but est purement religieux, professionnel, sociable, scientifique ou artistique.

Art. 4. — Les assemblées du culte et les séances des autorités ne sortant pas de leur compétence sont exemptes de l'autorisation et de la déclaration.

Art. 5. — Sont compétents pour accorder l'autorisation (art. 2 et 3) ou recevoir la déclaration (art. 3), le commandant local et, à défaut d'un tel,

le chef d'arrondissement. L'autorisation doit être demandée au moins 5 jours et la déclaration faite au moins 3 jours à l'avance. On devra indiquer le lieu, le jour, l'heure et le but de l'assemblée.

Art. 6. — En cas d'infraction aux prescriptions des articles 1^{er} à 3, seront rendus responsables non seulement les promoteurs, les organisateurs et les membres du Comité, mais aussi les participants aux assemblées.

Art. 7. — Tous les clubs et sociétés ayant un but politique ou destinés à discuter des questions politiques sont fermés. La création de nouveaux clubs ou sociétés de ce genre est interdite. Les chefs, fondateurs et membres desdites sociétés seront passibles de peines.

Art. 8. — Les infractions au présent arrêté seront punies d'une peine d'emprisonnement d'un an au plus ou d'une amende pouvant atteindre 5.000 marks. Les deux peines pourront aussi être appliquées simultanément.

Ces infractions seront jugées par les tribunaux militaires ou les commandants militaires.

10 octobre 1916. — *Arrêté concernant les assemblées et les sociétés* (Bull. n° 264, 12 octobre 1916).

Modifiant l'arrêté du 26 mai 1916 relatif aux assemblées et sociétés, j'arrête :

L'article 3 dudit arrêté sera rédigé comme suit :

Art. 3. — Les assemblées privées doivent également être autorisées au préalable.

Au lieu de l'autorisation, la simple déclaration préalable suffit pour les assemblées dont le but est purement religieux, professionnel, sociable, scientifique ou artistique. La déclaration préalable n'est pas nécessaire pour les assemblées qui doivent être annoncées au *Bulletin officiel des lois et arrêtés*.

NOTE 6

Les Allemands n'admettaient aucune manifestation de patriotisme ou de loyalisme de la part des Belges. Non seulement ils interdirent les assemblées qui semblaient avoir ce but et les publications, chants, exécutions musicales qui le rappelaient, mais ils s'acharnèrent à détruire la plus modeste expression individuelle du sentiment national des Belges. De nombreuses personnes aimaient à porter un petit insigne reproduisant, soit les couleurs du drapeau belge, le portrait des souverains ou le lion des armes du pays. L'arrêté du 26 juin 1915 interdit ces démonstrations. Des mesures sévères furent prises pour empêcher les professeurs d'exercer sur leurs élèves une influence patriotique. Les autorités allemandes se réservaient, dans un but de contrôle, de pénétrer à tout moment dans les écoles sans se soucier de troubler la vie scolaire. Des peines sévères étaient appliquées au personnel enseignant (arrêté du 26 avril 1917) qui avait seulement *toléré* le port d'un insigne par les élèves.

L'arrêté du 30 juillet 1916 est assez explicite au sujet des manifestations publiques qui sont réprimées. La population belge cherchait par tous les moyens à manifester quand même ses sentiments, notamment en fermant les magasins et les restaurants le jour des fêtes patriotiques belges ou en rassemblant dans ses vêtements les couleurs nationales.

DOCUMENTS

26 juin 1915. — *Arrêté concernant le port, l'exhibition, etc., d'insignes belges et d'insignes d'autres pays en guerre avec l'Allemagne ou ses alliés (Bull. n° 89, 27 juin 1915).*

Quiconque porte, expose ou montre en public d'une façon provocatrice des insignes belges ou quiconque porte, expose ou montre en public, même d'une manière non provocatrice, des insignes d'autres pays en guerre avec l'Allemagne ou ses Alliés est passible d'une amende de 600 marks au plus ou d'une peine d'emprisonnement de 6 semaines au plus. Ces deux peines peuvent aussi être réunies..

Les contraventions seront jugées par les autorités ou les tribunaux militaires allemands.

Le présent arrêté entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1915.

26 juin 1915. — *Arrêté concernant la répression des menées et manifestations germanophobes dans les écoles (Bull. n° 90, 2 juillet 1915).*

Art. 1^{er}. — Les membres du personnel enseignant, directeurs et inspecteurs d'école qui, pendant la durée de l'occupation, tolèrent, favorisent, provoquent ou organisent des menées ou manifestations germanophobes seront punis d'une peine d'emprisonnement d'un an au plus.

Art. 2. — Les autorités allemandes ont le droit de pénétrer dans toutes les classes et chambres de toutes les écoles existant en Belgique et de surveiller l'enseignement et toutes les manifestations de la vie scolaire en vue d'empêcher les menées et intrigues dirigées contre l'Allemagne.

Art. 3. — Quiconque cherche à contrecarrer ou empêcher les constatations et recherches se rapportant aux infractions mentionnées à l'article 1^{er} ou les mesures de surveillance ordonnées par l'article 2 est passible d'une amende de 10 à 1.500 francs ou d'une peine d'emprisonnement de 6 mois au plus.

Art 4. — Les infractions prévues par les articles 1^{er} et 3 seront jugées par les tribunaux militaires.

30 juillet 1916. — *Arrêté portant interdiction de manifestations politiques en public (Bull. n° 240, 2 août 1916).*

1. Il est défendu de se livrer, en public, à des manifestations politiques quelles qu'elles soient ; qu'il s'agisse, soit de rassemblements dans les rues, soit de vociférations, acclamations ou invectives, soit de la fermeture de

magasins, restaurants, etc., soit de démonstrations concertées et se produisant sous forme d'insignes spéciaux arborés ou d'unité de couleur exhibées dans les costumes.

2. Les infractions, à moins d'entraîner une sanction pénale plus sévère, seront passibles, soit d'arrêts ou d'une peine d'emprisonnement ne dépassant pas 6 mois, soit d'une amende pouvant aller jusqu'à 20,000 marks au maximum. Les deux peines pourront s'appliquer simultanément.

Les infractions au présent arrêté seront jugées par les tribunaux et commandants militaires.

26 avril 1917. — *Arrêté concernant le port d'insignes dans les écoles* (Bull. n° 342, 5 mai 1917).

Art. 1^{er}. — Il est défendu de placer dans les locaux scolaires, des insignes (drapeaux, draperies, rubans, nœuds, médailles, etc.) soit belges, soit des autres pays en guerre avec l'Empire allemand ou ses Alliés ; il est également défendu aux membres du personnel enseignant ou surveillant ainsi qu'aux élèves de porter de tels insignes dans l'école même ou pendant les cérémonies, excursions, etc., scolaires de tout genre.

Art. 2. — Les membres du personnel enseignant, les chefs d'école et les inspecteurs qui auront toléré, favorisé ou provoqué des infractions à l'interdiction édictée par l'article 1^{er} ou qui, eux-mêmes, se seront rendus coupables d'une telle infraction, seront punis d'une amende pouvant atteindre 1.500 marks ou d'un emprisonnement de 6 mois au plus.

Art. 3. — Pour empêcher des infractions à l'interdiction édictée par l'article 1^{er} ou pour constater des actes punissables en vertu de l'article 2, les autorités allemandes ont le droit de pénétrer dans les locaux de toutes les écoles établies en Belgique et d'exercer une surveillance sur les cours et sur les cérémonies, excursions, etc., scolaires de tout genre.

Art. 4. — Quiconque aura entrepris d'entraver ou d'empêcher les enquêtes portant sur les infractions désignées à l'article 2 ou sur les mesures de surveillance ordonnées en vertu de l'article 3, sera puni d'une amende pouvant atteindre 1.500 marks ou d'un emprisonnement de 6 mois au plus.

Art. 5. — Les commandants et tribunaux militaires sont compétents pour juger les infractions prévues aux articles 2 et 4.

NOTE 7

Il faut encore signaler, comme une atteinte aux droits individuels des Belges, la mesure que les Allemands prirent au sujet des habitants d'origine allemande, mais qui avaient acquis la nationalité belge antérieurement à la guerre. Ces habitants étaient Belges en vertu de la loi belge, ils se considéraient comme tels et n'hésitaient pas à manifester leur patriotisme. Cependant le pouvoir allemand décida de ne pas tenir compte de leur nationalité acquise ; il prétendit qu'ils étaient Allemands et qu'ils devaient être enrôlés dans l'armée allemande. Quand cette intention fut connue, les personnalités les plus éminentes du

monde politique, du monde scientifique et judiciaire de Belgique adressèrent au gouverneur allemand des protestations motivées. Nous publions ci-après les réponses de l'Administration allemande.

DOCUMENTS

(Traduction).

Département politique près le gouverneur général en Belgique, 1.6545.

Bruxelles, le 28 juillet 1916.

Rue Lambermont, n° 1.

J'ai l'honneur de vous transmettre, par ordre de M. le Gouverneur général, et en réponse à la requête qui m'a été remise le 22 de ce mois relativement aux obligations militaires des sujets de l'Empire allemand qui possèdent en même temps la nationalité belge, ce qui suit :

Il n'existe en aucune façon l'intention d'enrôler sans plus, dans l'armée allemande des jeunes gens d'origine allemande qui ont acquis la nationalité belge. Tout au contraire, dans chaque cas individuel, il est soigneusement examiné si l'intéressé possède encore, d'après le droit public allemand, la nationalité allemande. Il est résulté de ces requêtes que de nombreux jeunes gens d'origine allemande avaient perdu la nationalité allemande. Ces personnes sont évidemment dispensées de tout service militaire.

Il y a lieu de remarquer que l'article 25 de la loi de l'Empire du 22 juillet 1913 n'a pas d'effet rétroactif. En effet, d'après le droit allemand, ont seules un effet rétroactif les lois pour lesquelles ceci a été prévu par un texte légal. Tel n'est pas le cas en l'espèce. Au contraire, l'article 41 porte expressément que la loi, dans toutes ses dispositions, entre en vigueur le 1^{er} janvier 1914.

M. le Gouverneur général ne peut partager l'opinion exprimée dans la requête d'après laquelle les autorités militaires allemandes n'auraient pas le droit, en vertu du règlement de La Haye sur les us et coutumes de la guerre sur terre, d'enrôler les citoyens allemands qui ont acquis la nationalité belge. Il ne peut donc pas provoquer l'intervention auprès du Gouvernement impérial qui a été sollicité. Les lois allemandes sur la milice s'appliquent à tous les citoyens allemands, que ceux-ci habitent dans le territoire de l'Empire ou à l'étranger, qu'ils possèdent ou non d'autre nationalité à côté de la nationalité d'Empire. Il est vrai que l'article 43 du règlement sur les us et coutumes de la guerre sur terre porte que l'occupant doit respecter les lois en vigueur dans le pays occupé, sauf empêchement absolu. Mais c'est une règle du droit des gens unanimement reconnue qu'un empêchement absolu existe certainement quand les intérêts militaires de l'occupant exigent impérieusement la non-observation d'une loi. C'est pour cette raison que les lois relatives au recrutement en pays occupé sont toujours abrogées. La nécessité pour la puissance occupante de s'assurer de l'exécution des obligations militaires de la part de ses propres nationaux est aussi impérieuse que l'interdiction aux ressortissants de l'Etat occupé de rejoindre leur armée. Si les dispositions légales du territoire occupé sont en contradiction avec cette nécessité, l'occupant, en vertu de l'article 43 du règlement de la guerre sur terre, n'est pas obligé de les observer.

L'incorporation de toutes les personnes qui, au regard de la loi allemande,

possèdent la nationalité d'Empire et sont soumises aux obligations militaires, est donc conforme au droit des gens, même si ces personnes possèdent, à côté de la nationalité d'Empire, la nationalité belge au regard de la loi belge, dont il ne doit pas être tenu compte en application de la Convention de La Haye. La nécessité de s'assurer des services militaires de ses propres nationaux a inspiré les arrêtés de M. le Gouverneur général du 21 octobre de l'année dernière et du 15 avril de l'année actuelle par lesquels on a supprimé la possibilité, pour des sujets de l'Empire, de perdre la nationalité allemande par l'acquisition volontaire de la nationalité belge et de cesser ainsi d'être astreints au service militaire.

Je regrette de devoir repousser, comme de nature à provoquer des erreurs, l'affirmation contenue dans la requête d'après laquelle M. le Gouverneur général laisserait incorporer, contrairement à ses déclarations répétées, des Belges dans l'armée allemande, parce que ne sont enrôlés dans l'armée allemande que des citoyens Allemands. Ceci réfute également l'argument tiré de l'article 23 de la Convention de La Haye.

LANKEN.

Administration politique près du gouverneur général en Belgique.

Bruxelles, le 29 août 1916.

A Monsieur le Sénateur Alexandre BRAUN,
Avocat à la Cour d'Appel, E/V.

En réponse à votre écrit du 8 août de cette année, et après en avoir référé à M. le Gouverneur général, j'ai l'honneur de vous informer respectueusement que nous ne pouvons partager la manière de voir que vous nous exposez relativement à l'interprétation de l'article 25. Il n'est pas douteux que, sous l'empire de la loi impériale du 22 juillet 1913, la perte de la nationalité allemande ne peut être la conséquence que de l'acquisition volontaire d'une nationalité étrangère. Le fait d'être en possession d'une nationalité étrangère ne peut, d'après la prédite loi, opérer de la même manière. Cette doctrine est indiscutée en droit allemand. Toute autre interprétation est incompatible avec l'esprit comme avec le texte de la loi.

LANKEN.

CHAPITRE II

L'administration allemande et le Régime financier, industriel, commercial et agricole de la Belgique

NOTE 1

Une des premières mesures du gouvernement allemand en Belgique fut d'y imposer la circulation du mark, et d'en fixer le cours minimum au pair. Il fut interdit de déroger à cette règle dans les conventions particulières.

Le gouvernement allemand en Belgique occupée apporta aussi une modification importante à la circulation de la monnaie fiduciaire belge. Parant aux éventualités de la guerre, la Banque Nationale de Belgique, qui avait le monopole de l'émission des billets de banque, avait fait sortir du pays son encaisse métallique et les valeurs principales constituant son avoir. Cet avoir se trouvait en Angleterre à la disposition du Gouvernement belge. Les Allemands estimèrent que le papier de la Banque Nationale de Belgique ne donnait plus dans ces conditions les garanties exigées par la loi et retirèrent à la Banque Nationale son privilège d'émettre les billets de banque. Pour répondre cependant au besoin de circulation fiduciaire dans le pays, le gouvernement allemand accorda à un des grands établissements financiers de Belgique, la Société Générale de Belgique, le droit exclusif d'émettre des billets de banque à son nom.

Cette émission n'était faite que sous le contrôle des autorités allemandes.

DOCUMENTS

3 octobre 1914. — *Arrêté fixant le cours de la monnaie allemande*
(Bull. n° 6, 5 octobre 1914).

La monnaie allemande (espèces et papier monnaie) doit être acceptée en paiement dans le territoire belge occupé, et ce jusqu'à nouvel ordre sur la base de : 1 mark valant au moins 1 fr. 25.

Bruxelles, le 3 octobre 1914.

Le Gouverneur général en Belgique :

BARON VON DER GOLTZ.
Feldmaréchal.

15 novembre 1914. — *Arrêté prescrivant l'obligation d'accepter en paiement la monnaie allemande (Bull. n° 12, 17 novembre 1914).*

1. Il ne peut pas être dérogé par des conventions particulières à la prescription de l'arrêté du 3 octobre 1914 (*Bulletin officiel des lois et arrêtés pour le territoire belge occupé, du 5 octobre 1914, n° 6*) d'après laquelle la monnaie allemande (espèces, billets de banque et papier-monnaie) doit être acceptée en paiement, et ce jusqu'à nouvel ordre sur la base de : 1 mark valant au moins 1 fr. 25.

2. Cet arrêté entre en vigueur le jour de sa publication.

Bruxelles, le 15 novembre 1914.

Le Gouverneur général en Belgique :

Baron VON DER GOLTZ,
Feldmaréchal.

22 décembre 1914. — *Avis relatif au retrait à la Banque Nationale de Belgique du privilège d'émission des billets de banque (Bull. n° 24, 24 décembre 1914).*

La Banque Nationale de Belgique a transféré à Londres, à la suite d'une décision du conseil des ministres belge en date du 25 août de cette année, la totalité de son encaisse métallique, une grande quantité de billets de banque prêts à être émis, ses clichés et ses poinçons, ainsi que les valeurs de l'Etat déposées chez elle, les cautionnements déposés par des tiers et les titres de la Caisse générale d'Epargne et de Retraite.

Une mission, composée de membres du Conseil d'administration de la Banque nationale de Belgique, qui avait pour but de rapporter une partie de ces valeurs, fut envoyée à Londres avec l'assentiment du gouvernement allemand. Mais la Banque d'Angleterre, chez laquelle ces valeurs sont déposées, leur répondit qu'ils devaient se mettre d'accord avec le ministre des Finances belge au Havre. Celui-ci déclara qu'il se réservait de disposer de l'encaisse métallique, des billets et des clichés de la Banque Nationale de Belgique déposés en Angleterre.

A la demande de plusieurs premiers établissements de crédit et banquiers belges, une personnalité éminente du monde de la finance et de l'industrie belges, présentée par eux, fit une nouvelle tentative auprès du ministre des Finances belge pour le faire revenir sur sa décision ; mais cette démarche n'eut pas plus de succès.

La Banque Nationale de Belgique a, de plus, avancé au Gouvernement belge des sommes considérables sans couverture, en contradiction avec ses

statuts lui interdisant des opérations de crédit à découvert. Le ministre des Finances belge s'est fait accorder ces avances en les justifiant textuellement ainsi : « Qu'elles devaient être considérées comme ayant le caractère de réquisition à laquelle, malgré son caractère d'institution privée, la banque était obligée d'obtempérer ». (Lettre du 20 août 1914 du Ministre des Finances belge adressée à la Banque Nationale de Belgique.)

Les procédés de la Banque Nationale de Belgique et du ministre des Finances belge sont contraires à la loi et aux statuts. Ils violent la loi organique par laquelle le Gouvernement belge a institué la Banque Nationale de Belgique et exposent le pays à un grave danger. Car le ministre des Finances belge pourrait employer directement ou indirectement aux besoins de la guerre l'encaisse métallique de la banque, la réserve financière du pays. La base même de la circulation fiduciaire d'environ 1 milliard 600.000.000 de francs s'en trouverait ébranlée. Tout cela menace au plus haut degré les intérêts vitaux du peuple belge. Le Gouvernement allemand se trouve devant la possibilité que le Gouvernement belge émette, pour soutenir les actions hostiles envers le Gouvernement allemand, les billets d'une banque opérant dans le territoire occupé de la Belgique.

Pour toutes ces raisons, je me vois obligé de retirer à la Banque Nationale de Belgique le privilège d'émission des billets de banque et de révoquer le gouverneur et le commissaire nommés par le Gouvernement belge. Les billets légalement émis par la Banque Nationale de Belgique continueront à avoir cours forcé.

Pour éviter une catastrophe économique au pays j'ai accordé le privilège d'émission de billets de banque au plus ancien établissement financier du pays, la Société Générale de Belgique. Les billets de cette banque auront cours forcé. Le département d'émission de la Société Générale de Belgique aura la possibilité de satisfaire aux besoins du commerce, de l'industrie et de l'agriculture en pleine liberté et sur les bases les plus solides. La Société Générale de Belgique aidera à supprimer graduellement le moratoire. Le Gouvernement civil, d'accord avec la Société Générale, examinera aussi les mesures à prendre pour remettre la Caisse générale d'Epargne et de Retraite et ses déposants en possession de leur bien actuellement retenu contre tout droit à la Banque d'Angleterre.

Bruxelles, le 22 décembre 1914.

Le Gouverneur général en Belgique :

Baron VON BISSING,
Général de cavalerie.

22 décembre 1914. — *Arrêté accordant à la Société Générale de Belgique le privilège exclusif d'émission des billets de banque (Bull. n° 21, 24 décembre 1914).*

J'accorde à la Société Générale de Belgique, au début pour une période d'un an, le privilège exclusif d'émettre des billets de banque. L'émission des billets de banque devra se faire par un département d'émission dont les affaires doivent être gérées séparément des autres opérations de la Banque. La loi organique de ce département d'émission de la Société Générale de Belgique sera publiée au *Bulletin officiel des lois et arrêtés pour le territoire*

belge occupé. Je nomme commissaire du Gouvernement auprès du département d'émission de la Société Générale de Belgique M. Félix Somary.

A partir de ce jour, il est interdit à la Banque Nationale de Belgique d'émettre des billets ou de remettre en circulation ceux de ses billets qui lui sont rentrés ou qui lui rentreront. Le commissaire général pour les banques en Belgique est autorisé à prendre toutes les mesures à ce nécessaires et à admettre, le cas échéant, des exceptions. Toute infraction à cette interdiction sera punie d'un emprisonnement d'au moins 2 ans et d'une amende d'au moins 100.000 francs. La tentative est punissable. La connaissance des infractions au présent arrêté est uniquement de la compétence des tribunaux militaires.

Bruxelles, 22 décembre 1914.

Le Gouverneur général en Belgique :

Baron VON BISSING,
Général de cavalerie.

9 janvier 1915. — *Arrêté relatif au cours forcé des billets de la Société Générale de Belgique* (Bull. n° 31, 14 janvier 1915). En suite de l'arrêté du 22 décembre 1914 (Bull. officiel des lois et arrêtés pour le territoire belge occupé, n° 24, du 24 décembre 1914), il est stipulé :

1° Les billets de la Société Générale de Belgique constituent un mode libératoire légal. Toute convention contraire est sans valeur.

2° Les billets de la Banque Nationale de Belgique émis jusqu'au 5 novembre 1914 et ceux émis après cette date avec l'approbation du Commissaire général pour les banques en Belgique conservent le pouvoir libératoire légal et le cours forcé.

3° Cet arrêté acquiert force de loi en remplacement de l'arrêté du roi des Belges du 2 août 1914 (n° 215 du *Moniteur belge* du 3 août 1914) et entre en vigueur dès le jour de sa publication.

NOTE 2

Les Allemands ont réglementé le commerce des produits servant à l'alimentation. Dès le début de l'occupation (1^{er} novembre 1914), la disposition des produits du sol cesse d'être libre, c'est-à-dire que les producteurs ou les industriels qui utilisent ces produits sont obligés d'en déclarer les stocks aux bourgmestres des communes. Les chefs militaires des arrondissements étaient ainsi mis au courant des réserves alimentaires de leur région.

La restriction de la liberté commerciale ne s'est pas bornée à une simple déclaration de stocks. Les Allemands ont, de plus, mis la main sur de nombreuses denrées et en ont fait réglementer la distribution par un comité désigné d'habitude sous le nom de « Centrale »; nous reproduisons ci-après l'arrêté établissant la Centrale pour les orges et escourgeons (20 juillet 1915); il contient les dispositions nombreuses

que les Allemands prenaient en l'espèce pour rendre leur contrôle sur les produits alimentaires le plus efficace possible.

On voit que la Commission belge (ou « Centrale ») comprenait des fonctionnaires allemands, des fonctionnaires belges, des industriels et commerçants belges. Cependant tous les membres étaient nommés par les autorités allemandes : le gouverneur général nommait les fonctionnaires allemands, le chef (allemand) de l'administration civile nommait les Belges. Ce groupement jouissait de la personnalité civile, ce qui lui donnait le privilège de conclure indépendamment des opérations de toute espèce.

Le pouvoir de la Commission était des plus étendus : elle disposait de la *totalité de la récolte*. Aucun commerce n'était permis en dehors de ses opérations ; la Commission achetait tout, à un prix fixé. Les fermiers ne conservaient que l'usage (réglementé aussi) des semences pour la saison suivante. La Commission seule avait le droit de vendre ; cette vente s'opérait selon un système de répartition déterminé et à des prix fixés par la Commission. Mais ces prix n'étaient pas destinés à laisser un bénéfice, car ils étaient évalués au prix d'achat augmenté des frais de la Commission. Les différences éventuelles revenaient aux œuvres provinciales de bienfaisance.

La Commission belge était aidée par des sous-commissions ou comités provinciaux et cantonaux, composés également de fonctionnaires allemands et de représentants de l'administration et du commerce belges. Ces comités exécutaient dans chaque province ou dans chaque canton les instructions de la Commission supérieure ; ils surveillaient l'application de l'arrêté.

Le comité cantonal avait la surveillance directe des récoltes et des opérations commerciales. Les communes tenaient un « Livre des moissons » où l'on inscrivait les récoltes, les noms des producteurs et toutes indications utiles au contrôle.

L'achat des denrées se faisait exclusivement par des commissionnaires nommés par le président du comité provincial. Ces commissionnaires avaient plein pouvoir pour estimer le rendement des exploitations, pour fixer le prix des produits, pour les faire délivrer. Ils recevaient un salaire proportionnel à leurs achats.

Les propriétaires d'exploitations agricoles et les fermiers n'avaient aucun droit. Ils devaient mettre leur récolte à la disposition des autorités, donner tous renseignements utiles à l'estimation et au contrôle et admettre toute intervention conforme aux opérations des « centrales ».

Les industriels étaient soumis à une réglementation analogue ; l'usage des produits était limité pour eux et ils devaient se sou-

mettre au contrôle. Le prix de leurs sous-produits était également tarifé.

Pour résoudre les conflits éventuels, les Allemands établirent des tribunaux d'arbitrage ; ces tribunaux n'avaient aucune attache avec le droit belge. Présidés par un fonctionnaire allemand et composés d'arbitres nommés sans aucune garantie, notamment par des groupements d'industriels sans autorité officielle, ces tribunaux jouissaient cependant d'une autorité considérable, puisqu'ils prononçaient des sentences définitives et exécutoires sans autre procédure.

Des peines importantes garantissaient l'exécution des ordres des « centrales ».

DOCUMENTS

1^{er} novembre 1914. — *Arrêté prescrivant le recensement des produits alimentaires* (Bull. n° 12, 17 novembre 1914).

Afin de pouvoir contrôler jusqu'à quel point la Belgique est pourvue d'aliments, je preseris :

Tout entrepreneur agricole ou industriel qui produit ou travaille dans son entreprise les objets suivants : du froment, du seigle, de l'orge, de l'avoine, du maïs, de la farine, des légumineux et des pommes de terre, est obligé d'établir, endéans les 10 jours qui suivront la publication du présent avis, un relevé de ses provisions, indiquant les produits précités séparément et mentionnant ses noms, domicile et arrondissement.

Peu importe que les provisions soient la propriété de l'entrepreneur ou qu'il les ait en dépôt. Ne sont dispensés de cette obligation que les entrepreneurs agricoles ou industriels n'ayant en leur possession que des provisions de moins de 500 kilos des produits prémentionnés. Le relevé devra être remis au bourgmestre de la commune ou à son représentant. Celui-ci établira une liste de toutes les provisions et la remettra au chef militaire compétent de l'arrondissement endéans les huit jours suivants.

Les provisions qui ne seraient pas signalées au bourgmestre endéans le délai de dix jours seront confisquées.

Les bourgmestres sont obligés de faire en sorte que les détenteurs fassent battre et moudre sans retard le blé.

L'interdiction d'exportation déjà en vigueur est rappelée à l'attention du public par le présent avis.

Bruxelles, le 1^{er} novembre 1914.

Le Gouverneur général en Belgique :

Baron VON DER GOLTZ,
Feldmaréchal.

20 juillet 1915. — *Arrêté concernant l'emploi de l'orge et de l'escourgeon récoltés en 1915 dans le territoire du gouvernement général* (Bull. n° 100, 29 juillet 1915).

Centrale orge et escourgeon.

Art. 1^{er}. — La commission belge pour l'orge et l'escourgeon (Centrale-Orge et Escourgeon) est composée comme suit :

- a) Un membre de l'Administration civile comme président ;
- b) Un membre de l'Administration civile comme vice-président ;
- c) Un membre du Ministère belge de l'Agriculture ;
- d) Un membre de la Fédération générale des brasseurs belges ;
- e) Un représentant des fabricants de levures ;
- f) Un représentant du Commerce belge des grains ;
- g) Un membre du Conseil supérieur de l'Agriculture.

Les membres désignés sous *a* et *b* seront nommés par moi ; les autres membres désignés de *c* à *g* seront nommés et pourront être révoqués par le chef de l'administration civile.

Les groupes intéressés pourront faire des propositions au chef de l'administration civile.

Les séances de la C. O. E. seront convoquées par le président.

Les membres, à l'exception des délégués de l'administration civile, recevront un jeton de présence de 10 francs par séance, plus le remboursement de leurs frais de voyage.

La C. O. E. a la personnalité civile. Elle sera représentée par son président, son vice-président ou leur fondé de pouvoirs.

Art. 2. — La C. O. E. dispose de la totalité de la récolte des orges d'hiver ou d'été dans l'étendue du Gouvernement général. Le commerce libre (achat et vente) de ces orges est interdit.

La C. O. E. achète l'orge non destinée aux semailles, en tenant compte de sa qualité et de son usage, à un prix maximum de 36 francs les 100 kilos mis sur wagon ou en bateau, plus un intérêt de 6 0/0 l'an pour les achats faits après le 1^{er} septembre.

La C. O. E. laisse au fermier, par hectare d'orge cultivé en 1915 et inscrit au livre des moissons (art. 6), 150 kilos de semence de la meilleure qualité récoltée par lui. Cette quantité restera saisie jusqu'au moment de son emploi comme semence. (Arrêté du 30 juin 1915, *Bulletin officiel des lois et arrêtés*, n° 91.)

Les propriétaires de semences d'orge peuvent échanger entre eux ces semences, moyennant l'autorisation écrite du commissaire civil près le chef d'arrondissement. Cette autorisation sert de passavant pour le transport. (Conf. art. 6.)

Art. 3. — La C. O. E. répartit, d'après les principes suivants, la totalité des orges achetées :

Les fabricants de levure achètent et reçoivent pour chacune de leurs fabriques ce qui leur est reconnu absolument nécessaire.

Une fois les besoins des fabriques de levure assurés, le restant sera vendu aux brasseurs belges d'après les quantités qu'ils ont déclarés à l'accise en 1913.

Seuls auront le droit de recevoir l'orge ou de l'escourgeon, les brasseurs et les fabricants de levure qui, pendant le premier semestre de 1915, ont tenu leurs usines en activité pendant trois mois au moins.

La C. O. E. déterminera librement le prix de vente. Elle calculera le prix de vente en ajoutant au prix d'achat le montant qui lui semble nécessaire pour couvrir ses frais.

Si les frais réels sont inférieurs à l'estimation, l'excédent sera versé à des œuvres provinciales de bienfaisance, en proportion des quantités d'orge que les provinces fourniront.

Les brasseurs et les fabricants de levure livreront les sacs nécessaires pour l'orge dont ils prendront livraison.

Comité provincial de l'orge et de l'escourgeon.

Art. 4. — Dans chaque province, il sera formé un comité comprenant :

- a) Le président ou le vice-président de l'administration civile, comme président ;
- b) Un membre de la députation permanente ;
- c) Un membre de la Fédération générale des Brasseurs belges habitant la province ;
- d) Un représentant des fabricants de levure, s'il y en a dans la province ;
- e) Un membre de la Société provinciale d'Agriculture.

Les personnes désignées sous *b* et *c*, *d* et *e* sont nommées et pourront être révoquées par le président de l'administration civile de la province. Les groupes intéressés pourront faire des propositions au président de l'administration civile.

Les membres du comité, à l'exception du président et du vice-président, recevront par séance un jeton de présence de 10 francs, plus le remboursement de leurs frais de voyage.

Le comité provincial a le devoir de s'occuper de :

- 1^o La division de la province en cantons d'orge et d'escourgeon ;
 - 2^o La nomination des commissionnaires en orge ;
 - 3^o L'exécution des ordres qui lui seront donnés par la C. O. E.
- La C. O. E. supportera les frais des comités provinciaux.

Comité cantonal de l'orge et de l'escourgeon.

Art. 5. — Dans chaque canton d'orge et d'escourgeon, il sera formé un comité cantonal composé :

- a) Du commissaire civil près le chef d'arrondissement, en qualité de président ;
- b) D'un membre de la Fédération générale des brasseurs belges ;
- c) D'un membre du Comice agricole du canton.

Les personnes désignées sous *b* et *c* seront nommées et pourront être révoquées par le président de l'administration civile de la province.

Il est permis aux groupes intéressés de faire des propositions au président de l'administration civile. Les indemnités à toucher par les membres du comité cantonal, à l'exception du président, seront réglées par la C. O. E.

Le comité cantonal surveille les commissionnaires en orge, les stocks et l'emploi des semences d'orge et d'escourgeon du canton. Il veille également à ce que les communes tiennent régulièrement leurs livres de moissons (art. 6).

En outre, le comité cantonal exécute les instructions transmises par la C. O. E. ou par le comité provincial.

La C. O. E. supportera les frais du comité cantonal.

Livre des moissons.

Art. 6. — Chaque commune doit tenir un livre des moissons d'après le modèle prescrit par la C. O. E. : elle doit se procurer les renseignements nécessaires à la tenue dudit livre.

Elle doit prendre les mesures nécessaires à la conservation du livre des moissons.

Le livre des moissons doit contenir les indications suivantes :

- 1^o Le nom du producteur d'orge et d'escourgeon ;
- 2^o L'étendue du terrain de la récolte ;
- 3^o L'estimation de la récolte ;
- 4^o Le rendement du battage de la récolte ;
- 5^o Des renseignements sur la vente et le transport de l'orge.

Par le fait de l'inscription du rendement du battage de la récolte dans le livre des moissons, l'orge de chaque fermier se trouve gratuitement assurée contre l'incendie par la C. O. E.

L'indemnité du dommage causé par le feu sera réglée à concurrence de 80 0/0 de la valeur de l'orge perdue, rendue impropre ou dépréciée.

Pour les dégâts qui seraient les conséquences de la propre faute du propriétaire ou qui auraient pour cause des actions de guerre, il n'y aura pas d'indemnité.

La C. O. E., le Comité provincial et le comité cantonal ainsi que leurs représentants ont le droit de prendre connaissance des livres des moissons.

Les commissionnaires en orge et escourgeon.

Art. 7. — Les commissionnaires en orge et escourgeon sont nommés par le président du comité provincial de l'orge.

Les commissionnaires en orge et escourgeon ont le devoir de :

- a) Surveiller l'estimation et la détermination du rendement de la moisson d'orge et d'escourgeon de chaque exploitation ;
- b) Fixer la valeur et le poids des orges et des escourgeons ;
- c) De prendre des échantillons ;
- d) De surveiller les transports d'orge et d'escourgeon ;
- e) D'appliquer les instructions de la C. O. E. et des comités provinciaux ou cantonaux.

Les commissionnaires en orge et escourgeon reçoivent de la C. O. E. une commission de 0 fr. 50 par 100 kilos d'orge ou d'escourgeon achetés et livrés à l'endroit indiqué par leur intermédiaire.

Transport de l'orge, de l'escourgeon et du malt.

Art. 8. — Le transport de l'orge et de l'escourgeon, battus ou non battus, et du malt, n'est permis que sur présentation d'un passavant. Les passavants sont dressés par la C. O. E. Le passavant n'est pas nécessaire pour le transport de l'orge non battue des champs au lieu de conservation, de ce lieu à la batteuse et de là au lieu de conservation.

Obligations des propriétaires d'exploitations agricoles et fermiers.

Art. 9. — Quiconque, en 1915, a récolté de l'orge ou de l'escourgeon dans ses terres est obligé :

a) De vendre à la C. O. E. toute l'orge qu'il a récoltée, excepté les quantités destinées aux semailles et désignées à l'article 2 ;

b) De donner à la commune les indications nécessaires à l'estimation de la récolte probable et de lui déclarer le rendement total de celle-ci, aussitôt le battage terminé afin qu'elle l'inscrive dans le livre des moissons de la commune ;

c) De permettre au commissionnaire en orge de pénétrer dans toutes les pièces de ses bâtiments, pour y remplir les devoirs de ses fonctions ;

d) De présenter au commissionnaire ses livres de commerce, s'il en a, et de lui fournir les preuves de l'emploi de l'orge et de l'escourgeon récoltés dans son exploitation ;

e) De conserver l'orge et l'escourgeon avec les soins d'un bon père de famille ;

f) De délivrer et de charger l'orge ou l'escourgeon sur demande.

Art. 10. — Il est défendu aux fermiers :

a) D'alimenter leur bétail avec de l'orge non battue, concassée ou moulue et surtout avec l'orge destinée aux semailles (Conf. art. 2) ;

b) D'enfreindre les dispositions de l'arrêté du 30 juin 1915 (*Bulletin officiel des lois et arrêtés*, n° 91) concernant la saisie de l'orge.

Obligations des brasseurs, des malteurs et des fabricants de levure.

Art. 11. — La quantité d'orge employée mensuellement pour la fabrication ne doit pas, dans chaque usine, dépasser celle qui est désignée à cette fin par la C. O. E.

L'accès à la salle de brassage et aux autres salles de fabrication ne peut être interdit aux délégués de la C. O. E., du comité provincial et du comité cantonal. Les livres de commerce doivent leur être soumis sur demande.

La revente de l'orge, à l'exception des orgettes, est défendue aux brasseurs, malteurs et fabricants de levure.

L'emploi de l'avoine en brasserie est interdit.

Si une brasserie ou une fabrique de levure cesse son exploitation avant le 1^{er} août 1916, l'orge restante sera reprise par la C. O. E. qui, en général, payera au propriétaire l'ancien prix d'achat augmenté d'un intérêt de 6 0/0 calculé du jour du paiement du premier achat. Si l'orge est dépréciée, il en sera tenu compte dans la détermination du prix de rachat.

Prix maxima des sous-produits.

Art. 12. — Les prix maxima des sous-produits des brasseries et malteries sont fixés comme suit :

Pour les radicules : 15 fr. les 100 kilos, pris à la brasserie ou à la malterie ;

Pour les orgettes : 20 francs les 100 kilos, pris à la brasserie ou la malterie ;

Pour les drèches : 7 francs les 100 kilos de farine, versés et déclarés au fisc et pris à la brasserie.

Ces prix ne peuvent être dépassés.

Orge et malt étrangers.

Art. 13. — La C. O. E. vend aux brasseurs et aux fabricants de levure, conformément au plan de répartition mentionné à l'article 3, l'orge et le malt que, le cas échéant, elle importe de l'étranger.

Tribunal d'arbitrage.

Art. 14. — Toutes les contestations survenant entre la C. O. E. et des tiers ou entre la C. O. E. et ses délégués seront portées devant un tribunal d'arbitrage siégeant à Bruxelles.

Les articles 1005 à 1028 du Code belge de procédure ne seront pas applicables au tribunal d'arbitrage.

Le tribunal d'arbitrage sera composé des personnes suivantes :

- a) Un président nommé par le chef de l'administration ;
- b) Un membre élu par la Fédération générale des brasseurs belges ;
- c) Un membre désigné par le Conseil supérieur de l'Agriculture.

Chaque membre aura son suppléant.

Le tribunal d'arbitrage a la faculté d'entendre des experts et des témoins. Il règle lui-même sa procédure.

S'il s'agit d'un différend quelconque ayant pour objet l'orge saisie, il sera prélevé un échantillon cacheté d'un kilo au moins.

Le tribunal d'arbitrage taxera lui-même les frais de sa procédure et les frais incombant aux parties.

Le président fixe les indemnités des membres du tribunal et des experts et en outre, les taxes auxquelles les témoins ont droit pour perte de temps et frais de voyage.

Les jugements du tribunal d'arbitrage sont définitifs.

Le jugement est déclaré exécutif par le président du tribunal et est rendu exécutoire en vertu de cette déclaration.

Peines.

Art. 15. — Celui qui, en contravention avec les dispositions du présent arrêté, vend ou achète de l'orge sera puni d'un an de prison au plus et d'une amende pouvant aller jusqu'à 10.000 francs. Les deux peines peuvent être réunies.

L'orge, objet de la contravention, sera confisquée au profit de la C. O. E.

Les mêmes peines seront appliquées aux contrevenants à l'article 8.

Si la contravention est commise par un commissionnaire en orge, celui-ci sera passible d'une peine d'emprisonnement de 5 ans au plus et d'une amende pouvant aller jusqu'à 20.000 francs.

Art. 16. — Le commissionnaire en orge qui, lors de la surveillance de l'évaluation de la récolte, inscrit sciemment de fausses indications relatives au rendement du battage ou, lors d'une prise d'échantillons, donne sciemment des indications inexactes, sera passible d'une peine d'emprisonnement de 5 ans au plus et d'une amende pouvant aller jusqu'à 20.000 francs.

Art. 17. — Les contrevenants aux articles 9, 10 et 11, §§ 1, 2, 3 et 4, et à l'article 12 seront passibles d'une peine d'emprisonnement de 6 mois au plus ou d'une amende pouvant aller jusqu'à 20.000 francs.

Art. 18. — Les contraventions au présent arrêté seront jugées par les tribunaux militaires allemands.

Art. 19. — S'il y a lieu, la C. O. E. publiera des dispositions complémentaires en vue de faciliter l'application du présent arrêté.

14 août 1915. — *Arrêté concernant la compétence du « Bureau central des huiles »* (Bull. n° 107, 19 août 1915).

Art. 1^{er}. — La compétence du « Bureau central des huiles de graissage », institué par arrêté du 3 juin 1915 (*Bulletin officiel des lois et arrêtés pour le territoire belge occupé*, n° 82) et ayant son siège à Anvers, est étendue à toutes les huiles et graisses minérales, animales et végétales (y compris le pétrole, le bitume, l'acide sébacique, l'oléine, la glycérine, la stéarine, la paraffine, la cérésine, la résine, mais à l'exclusion de la benzine et des sous-produits du goudron). Ce bureau s'appellera dorénavant « Bureau central des huiles du Gouvernement général en Belgique » et aura son siège à Bruxelles à partir du 1^{er} septembre 1915.

Art. 2. — Les produits désignés à l'article 1^{er} nouvellement fabriqués en Belgique ou importés doivent être déclarés par écrit au « Bureau central des huiles » dans les deux semaines de la sortie de fabrication ou de l'importation. Les quantités se trouvant déjà en Belgique doivent être déclarées par écrit au « Bureau central des huiles » avant le 20 septembre 1915, à moins qu'elles n'aient été précédemment déclarées conformément à l'arrêté du 11 décembre 1914 (*Bulletin officiel des lois et arrêtés*, n° 23). La confiscation et les peines prévues au dernier alinéa de l'arrêté du 11 décembre 1914 ne seront pas appliquées si les personnes en défaut jusqu'à présent font à temps la déclaration qui leur incombe en vertu du présent arrêté.

L'obligation de déclarer ne s'étend pas :

- a) Aux stocks d'un même détenteur qui ne dépassent pas 100 kilos ; dès qu'ils deviennent supérieurs à 100 kilos la déclaration doit se faire ;
- b) Aux stocks autrefois saisis et dont la saisie a été levée par l'autorité compétente.

Seules les décharges délivrées lors de la déclaration par le « Bureau central des huiles » ou par l'autorité compétente seront admises comme preuves de la déclaration.

Art. 3. — Il appartiendra au « Bureau central des huiles » d'accorder des dispenses aux interdictions édictées par les arrêtés des 22 avril et 29 mai 1915 (*Bulletin officiel des lois et arrêtés*, nos 66 et 79), au sujet de l'importation d'acide sébacique, d'oléine, de savons de tous genres, y compris le savon en poudre, et d'huiles et graisses saponifiées.

Art. 4. — Sont obligés de faire la déclaration prévue à l'article 2 :

- 1. Le propriétaire ;
- 2. Le détenteur ou le dépositaire ;
- 3. Quiconque est autorisé à disposer des produits, soit dans son propre intérêt, soit dans l'intérêt d'autrui.

Dès qu'une de ces personnes a effectué la déclaration, les autres sont dispensées de l'obligation susmentionnée.

Art. 5. — Le « Bureau central des huiles » décidera si les produits déclarés seront saisis, achetés ou pourront être utilisés ou négociés.

Aussi longtemps que cette décision n'est pas prise, les personnes désignées à l'article 4 sont tenues de ne disposer ni juridiquement (par exemple par contrat) ni effectivement des stocks déclarés et de veiller à ce qu'ils ne subissent aucune modification.

Les huiles et graisses comestibles nouvellement importées sont exemptes de la saisie. Elles seront réservées exclusivement à l'alimentation de la popu-

lation civile belge de même que les huiles comestibles extraites des semences oléagineuses de la récolte belge de cette année.

Art. 6. — Quiconque enfreint le présent arrêté est passible d'une amende pouvant aller jusqu'à 10.000 marks ou d'une peine d'emprisonnement de 6 mois au plus ; ces deux peines peuvent être réunies. En outre les stocks non déclarés seront confisqués.

Les infractions au présent arrêté seront jugées par les tribunaux ou autorités militaires allemands.

Art. 7. — Le présent arrêté entre immédiatement en vigueur.

L'arrêté du 11 décembre 1914 est abrogé en ce qui concerne les produits auxquels s'applique le présent arrêté.

13 décembre 1916. — *Arrêté réglant le trafic des eaux-de-vie et de la levure.*

Art. 1^{er}. — La fabrication des eaux-de-vie et de la levure ainsi que le trafic de ses deux genres de produits servant à l'approvisionnement de la population belge sont réglés par le Bureau central des eaux-de-vie en Belgique (Branntwein Zentrale in Belgien), sous la surveillance du chef de l'administration civile (Verwaltungschef) près le gouverneur général en Belgique.

La direction du Bureau central des eaux-de-vie est confiée à un président et à un vice-président nommés par le gouverneur général en Belgique.

En outre, le chef de l'administration civile nomme trois membres adjoints, dont deux au moins sont Belges et qui, en cas de besoin, lorsqu'il s'agit de questions importantes, seront entendus à titre d'experts.

Art. 2. — La fabrication des eaux-de-vie et de la levure n'est permise qu'avec l'autorisation du Bureau central des eaux-de-vie et qu'aux conditions fixées à cet effet par ledit Bureau ; cette autorisation peut être retirée à tout instant.

En cas de refus ou de retrait d'autorisation, l'intéressé a le droit d'adresser au chef de l'administration civile une réclamation dans un délai de deux semaines calculé à partir du jour de la communication concernant ledit refus ou ledit retrait ; le chef de l'administration civile décidera en dernier ressort.

Art. 3. — Quiconque fabrique de l'eau-de-vie (distillateur) ou quiconque en importe dans le territoire du Gouvernement général dans des wagons-citernes ou en cereles, doit la céder, moyennant indemnité (voir article 6), au Bureau central des eaux-de-vie.

De même, quiconque, à commencer du 24 décembre 1916, détient de l'eau-de-vie pour laquelle les droits d'accise et de douane n'ont pas été acquittés ou a le droit de disposer d'une telle eau-de-vie, est tenu de la céder au Bureau central des eaux-de-vie.

Tout contrat et toute disposition contraires sont mis hors de vigueur.

Art. 4. — Si la cession ne s'opère pas à l'amiable, la propriété de l'eau-de-vie, sur requête du Bureau central des eaux-de-vie, sera transmise à celui-ci par le chef de l'administration civile. La propriété est transmise dès que l'ordre concernant cette transmission a été remis au détenteur de l'eau-de-vie ou à celui qui a le droit d'en disposer.

Art. 5. — L'eau-de-vie doit être délivrée conformément aux instructions du Bureau central des eaux-de-vie.

Quiconque est tenu de céder de l'eau-de-vie doit fournir au Bureau central des eaux-de-vie des renseignements véridiques sur le genre et l'importance de sa fabrication et de ses stocks ; il doit aussi permettre aux mandataires du Bureau central des eaux-de-vie de pénétrer dans ses locaux de fabrication, ses bureaux, ainsi que dans ses magasins et dépôts, et de prendre connaissance de ses livres de commerce.

En particulier, quiconque, à commencer du 24 décembre 1916, détient de l'eau-de-vie pour laquelle les droits d'accise et de douanes n'ont pas été acquittés, doit déclarer véridiquement les approvisionnements par espèce et par propriétaire nominalelement désignés, au plus tard le 29 décembre 1916, au Bureau central des eaux-de-vie.

Jusqu'à ce que le Bureau central des eaux-de-vie ou les tiers par lui désignés prennent livraison de l'eau-de-vie, celle-ci doit être conservée et soignée convenablement, et assurée ainsi qu'il est d'usage dans le commerce.

Art. 6. — Il sera payé un prix approprié pour les quantités d'eau-de-vie livrées.

Ce prix ainsi que les conditions de paiement seront déterminés par le président ou le vice-président du Bureau central des eaux-de-vie, après avoir entendu les membres adjoints. Les recours contre cette détermination de prix et de condition sont à adresser, dans un délai de deux semaines après le jour de la communication de la décision, au chef de l'administration civile, qui décide en dernier ressort.

Art. 7. — Le chef de l'administration civile, après avoir entendu des experts qualifiés, fixera le prix auquel l'eau-de-vie cédée sera revendue par le Bureau central des eaux-de-vie.

De même, il prescrira les autres conditions, notamment celles de la vente en détail des produits à base d'eau-de-vie.

Art. 8. — Les excédents réalisés par le Bureau central des eaux-de-vie seront employés à couvrir les frais d'administration du territoire belge occupé, selon les dispositions spéciales du chef de l'administration civile.

Art. 9. — Toutes les contestations survenant entre le Bureau central des eaux-de-vie et des tiers doivent être portées devant un tribunal d'arbitrage siégeant à Bruxelles.

Le tribunal d'arbitrage est composé d'un président et de deux membres représentant l'un les distilleries, l'autre les industries qui travaillent les eaux-de-vie.

Les articles 1005 à 1028 du Code belge de procédure civile ne sont pas applicables audit tribunal d'arbitrage.

Les membres du tribunal d'arbitrage sont nommés par le chef de l'administration civile : chaque membre a son suppléant.

Le tribunal d'arbitrage est libre d'entendre des experts et des témoins. Il règle lui-même sa procédure. Il taxe ses frais à son gré ainsi que ceux incombant aux parties. Le président fixe les indemnités dues aux membres du tribunal et aux experts, du chef de leurs fonctions, et, en outre, les taxes auxquelles les témoins et les experts ont droit pour perte de temps et frais de voyage. Les décisions du tribunal d'arbitrage sont définitives.

Art. 10. — Les infractions au présent arrêté ou à ses dispositions réglementaires seront punies d'une peine d'emprisonnement de 3 ans au plus

ou d'une amende pouvant atteindre 100.000 marks. Les deux peines pourront aussi être appliquées simultanément.

Outre ces peines, on pourra prononcer la confiscation de l'eau-de-vie et, en cas d'infraction à l'article 2, la confiscation des appareils de distillerie. Les eaux-de-vie confisquées doivent être cédées au Bureau central des eaux-de-vie, conformément à l'article 6.

Les tribunaux et commandants militaires sont compétents pour juger les dites infractions.

Art. 11. — La législation belge sur les douanes et les accises n'est pas modifiée par le présent arrêté.

Art. 12. — Le chef de l'administration civile publiera des dispositions réglementaires.

Art. 13. — Le présent arrêté entrera en vigueur le 23 décembre 1916.

Bruxelles, le 13 décembre 1916.

Der General gouverneur in Belgien :

Freiherr VON BISSING,
Generaloberst.

*Dispositions réglementaires concernant l'arrêté du 13 décembre 1916
réglant le trafic des eaux-de-vie et de la levure.*

Conformément à l'article 12 de l'arrêté du 13 décembre 1916 réglant le trafic des eaux-de-vie et de la levure, j'arrête, jusqu'à nouvel ordre, ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Eau-de-vie dans le sens de l'arrêté du 13 décembre 1916, sont toutes les eaux-de-vie non transformées (flegmes, alcools rectifiés et alcools non rectifiés). Les sous-produits restent libres, tant qu'il n'existe pas d'autre réglementation légale ; en particulier le fusel ne tombe pas sous l'application de l'arrêté, si le poids de l'esprit-de-vin qu'il contient ne dépasse pas huit parties sur cent.

Art. 2. — Les distilleries et fabriques de levure en activité lors de l'entrée en vigueur de l'arrêté doivent déclarer jusqu'au 6 janvier 1917 au Bureau central des eaux-de-vie (Branntwein-Zentrale), conformément à la vérité, toutes les matières premières qu'elles ont en magasin, ou desquelles elles disposent.

Art. 3. — Les distilleries et fabriques de levure en activité lors de l'entrée en vigueur de l'arrêté doivent demander par écrit, jusqu'au 3 janvier 1917, l'autorisation exigée par l'article 2 de l'arrêté du 13 décembre 1916, jusqu'à communication de la réponse à cette demande, mais au plus tard jusqu'au 20 janvier 1917 ; il est admis que les usines sont autorisées à continuer leur travail.

Art. 4. — Il est défendu d'expédier, de transporter ou d'accepter de l'eau-de-vie sans un passavant établi par le Bureau central des eaux-de-vie.

Bruxelles, le 22 décembre 1916.

*Der Verwaltungschef
bei dem Generalgouverneur in Belgien,*

In Vertretung :
Freiherr VON LUTZ.

24 novembre 1915. — *Arrêté concernant l'utilisation du sucre et de ses sous-produits pendant la campagne 1915-16 (Bull. n° 148, 2 décembre 1915).*

En vue de compléter l'arrêté du 24 septembre dernier concernant le trafic du sucre et du sirop de betteraves à sucre pendant l'exercice 1915-16 (*Bulletin officiel des lois et arrêtés*, n° 132) j'arrête ce qui suit au sujet de l'utilisation du sucre et de ses sous-produits.

Art. 1^{er}. — L'utilisation du sucre et de ses sous-produits doit se faire exclusivement d'après les instructions émanant du « Bureau de répartition des sucres » (Zuckerverteilungsstelle) à Bruxelles.

Ce bureau est placé sous les ordres du Chef de l'administration près le Gouverneur général en Belgique. Les frais de ce bureau seront couverts au moyen d'une taxe déterminée par le Chef de l'administration et prélevée sur les quantités de sucre qui seront livrées à la consommation. Cette taxe devra être acquittée par celui qui sollicite la délivrance de ces quantités.

Art. 2. — Toute fabrique de sucre brut de betteraves est tenue de céder aux raffineries tout le sucre brut qu'elle produit pendant la campagne de 1915-16. Le « Bureau de répartition » est chargé de remettre les instructions détaillées nécessaires à cette fin.

Art. 3. — Les sucreries qui, dans une des trois campagnes précédentes, ont fabriqué du sucre de consommation (poudre blanche ou sucre cristallisé) ne peuvent transformer leur sucre brut qu'en sucre de consommation.

Le « Bureau de répartition » pourra prendre des dispositions dérogeant à la prescription de l'alinéa précédent.

Art. 4. — Suivant les instructions que leur remettra le « Bureau de répartition », les fabriques désignées aux articles 2 et 3 sont tenues de réserver du sucre brut en vue de certains emplois particuliers, par exemple pour l'alimentation du bétail.

Art. 5. — Les raffineries ne doivent transformer que le sucre cristallisé obtenu dans leur exploitation.

Art. 6. — La fabrication de sucre candi et de cassonade n'est permise qu'avec l'autorisation du « Bureau de répartition ».

Celui-ci a le droit d'établir des prix maxima pour ces deux catégories de sucre.

Art. 7. — Le « Bureau de répartition » est autorisé à fixer des prix maxima pour les emballages des sucres et sous-produits.

Art. 8. — Les sucreries et les fabriques transformant le sucre ou ses sous-produits sont obligées, sur demande, de donner d'une manière exacte au « Bureau de répartition » tous les renseignements dont il a besoin en vue de la réglementation de l'utilisation du sucre et de ses sous-produits.

Art. 9. — Les fabriques de sucre blanc et les raffineries (fabriques de sucre de consommation) sont autorisées à livrer à la consommation intérieure, après accomplissement des formalités d'accise, la partie de leur production annuelle qui leur est indiquée pour chaque mois par le « Bureau de répartition ».

Tout dépôt de sucre fait dans un entrepôt public pour compte d'autrui est considéré comme livré à la consommation intérieure.

Art. 10. — La mélasse doit être tenue à la disposition du « Bureau de répartition », qui en règlera l'emploi en vue de l'alimentation du bétail ou,

le eas échéant, en vue d'une autre utilisation. L'expédition des quantités de mélasse, dont l'emploi a été réglé, se fera conformément aux instructions du « Bureau de répartition ».

Art. 11. — Toutes les fabriques et exploitations analogues qui emploient du sucre ou du sirop dans un but industriel quelconque (industries transformant le sucre) doivent, pour ce faire, demander l'autorisation préalable du « Bureau de répartition », alors même qu'elles se procurent le sucre ou le sirop sur le marché libre.

Art. 12. — Tout trafiquant de sucre (y compris les détaillants) ainsi que les exploitations employant du sucre à des fins industrielles (art. 11) doivent entreposer le sucre séparément de toute autre marchandise, dès qu'il s'agit de quantités dépassant 100 kilos pour chaque dépôt.

Art. 13. — Les trafiquants et les exploitations mentionnés à l'article 12 sont obligés de tenir un registre et d'y inscrire, conformément à la vérité, pour toute entrée ou sortie de sucre dépassant 50 kilos :

a) L'espèce et le poids du sucre entreposé qu'ils reçoivent ; l'espèce, la date et le numéro du document fiseal qui en a accompagné le transport ;

b) L'espèce et le poids du sucre qu'ils font sortir de l'entrepôt ou des locaux servant à la vente ; l'espèce, la date et le numéro du document fiscal se rapportant à l'envoi : le nom et l'adresse des acheteurs ou des destinataires ; l'espèce et le poids du sucre employé à des fins industrielles.

Art. 14. — Les mandataires du « Bureau de répartition » sont, à tout instant, autorisés :

a) En vue de constater l'importance des stocks de sucre et sous-produits, à perquisitionner dans les magasins et tous les autres locaux des sucreries, des trafiquants de sucre (art. 12), ainsi que des exploitations dans lesquelles le sucre ou ses sous-produits s'emploient à des fins industrielles ;

b) A se livrer aux constatations nécessaires pour établir si le sucre et ses sous-produits sont livrés aux usages prévus.

Art. 15. — Quiconque détient plus de 1.000 kilos de sucre est tenu de déclarer au « Bureau de répartition » sur demande les quantités dont il est détenteur et le nom de leur propriétaire.

En vue d'assurer l'approvisionnement convenable de la population et d'empêcher les spéculations tendant à l'accaparement du sucre et de ses sous-produits, le « Bureau de répartition » est autorisé à procéder, vis-à-vis des personnes qui ont le droit de disposition, à des achats par contrainte à des prix qui resteront soumis à l'approbation du Chef de l'administration, et à enlever la marchandise afin de la livrer utilement à la consommation publique.

Art. 16. — L'utilisation des sucres importés et de leurs sous-produits est permise moyennant autorisation du « Bureau de répartition ».

Art. 17. — Quiconque contrevient aux dispositions du présent arrêté, quiconque oppose résistance aux mandataires (art. 14) du « Bureau de répartition », quiconque leur refuse les déclarations demandées ou leur en fait de fausses, enfin, quiconque ne se conforme pas aux instructions du « Bureau de répartition » concernant la remise du sucre ou de ses sous-produits, sera puni, outre toute autre condamnation encourue, d'une peine d'emprisonnement de 6 mois au plus ou d'une amende pouvant aller jusqu'à 20.000 marks.

Dans chaque cas, la confiscation des marchandises constituant l'objet de

la contravention pourra être prononcée à la demande du « Bureau de répartition ».

Art. 18. — Les contraventions au présent arrêté sont de la compétence des tribunaux et des autorités militaires allemands.

NOTE 3

La mesure établissant des « centrales » ne fut pas étendue à tous les produits alimentaires. Elle n'était pas praticable dans tous les cas et le contrôle prit des formes diverses. Il est impossible de reproduire tous les arrêtés relatifs au contrôle ou à la réquisition des denrées : ils sont d'ailleurs rédigés tous dans le même esprit et tendent au même but. Le lecteur trouvera ci-après l'arrêté du 27 juillet 1915, concernant la saisie de l'avoine, qui caractérise nettement le procédé de l'administration allemande, quand il s'agit de denrées alimentaires de première nécessité.

On voit que tout le stock est saisi dès que l'avoine est fauchée. Le fermier ne peut plus en disposer d'aucune façon, cependant il est tenu de le récolter soigneusement, d'exécuter tous les travaux nécessaires à sa conservation, de le livrer, de le transporter, etc., selon les ordres de l'administration militaire.

Le fermier doit naturellement se soumettre au contrôle ; il ne peut rien détourner de sa récolte pour nourrir ses propres chevaux ; ceux-ci sont mis à la ration congrue, car l'autorité allemande ne laisse au fermier pour les nourrir que 2 litres 1/2 par jour.

Le prix auquel l'avoine est payée, est fixé par voie d'arrêté ; toute contravention à l'arrêté est sévèrement punie.

DOCUMENTS

27 juillet 1915. — *Arrêté concernant la saisie de l'avoine de la récolte de 1915 dans le territoire belge du gouvernement général de Belgique* (Bull. n° 103, 6 août 1915).

Art. 1^{er}. — Dans toute l'étendue du Gouvernement général l'avoine de la récolte de 1915 est saisie dès l'instant où elle est fauchée au profit de l'administration militaire. La saisie s'étend aussi à la paille.

Après le battage, la saisie de la paille est levée.

Chaque exploitant agricole ou chaque acheteur d'avoine sur pied est tenu de veiller à ce que son avoine soit récoltée soigneusement.

Art. 2. — Sauf les exceptions prévues par le présent arrêté il est défendu :

- a) D'apporter des modifications aux stocks saisis ;
- b) De disposer des stocks saisis par convention ou par contrat en faveur d'un tiers quelconque.

Il est, par conséquent, défendu de les acheter, vendre, engager, donner à titre gracieux ou d'emprunter sur eux.

Art. 3. — Chaque exploitant agricole qui, dans le territoire du Gouvernement général, a cultivé de l'avoine en 1915 ou tout autre détenteur d'avoine de 1915 est obligé d'exécuter toutes les opérations (y compris le battage) nécessaires à la bonne conservation des stocks saisis et de conserver ceux-ci avec les soins d'un bon père de famille. Il doit :

a) Sur réquisition vendre à l'administration militaire toute son avoine, à la seule exception des quantités désignées à l'article 6 *a* et *b* et destinées aux semailles et à l'alimentation des chevaux ; il doit, en outre, transporter, livrer et charger à temps les quantités achetées par l'administration militaire.

b) Autoriser les mandataires de l'administration militaire à pénétrer dans toutes les pièces de son exploitation afin que ces mandataires puissent accomplir les devoirs de leur mission. Il doit, en outre, leur permettre de prendre connaissance des livres de sa comptabilité s'il en a et leur fournir la preuve de l'emploi de l'avoine récoltée par lui.

Art. 4. — Il est 'défendu' à tout exploitant agricole ou à tout autre détenteur d'avoine de la récolte de 1915 :

a) De nourrir ses animaux avec l'avoine destinée aux semailles ;

b) De transporter l'avoine d'un lieu dans un autre sans passavant de l'administration militaire, exception faite des transports du champ au lieu de conservation, de ce lieu à la batteuse et de là au lieu de conservation.

Art. 5. — Si un exploitant agricole ou un détenteur quelconque d'avoine de la récolte de 1915 n'exécute pas, dans le délai fixé par l'administration militaire ou par ses mandataires, ce que l'article 3 (alinéas 1^{er} et 2^e *a*) lui prescrit, l'administration militaire en chargera un tiers et en fera supporter les frais par l'exploitant ou le détenteur négligent.

Art. 6. — Est exempté de la saisie, en faveur des exploitants agricoles :

a) Au moment même des semailles, l'avoine destinée à cette opération, à raison, par hectare cultivé en 1915, de 170 kilos de semences de la meilleure qualité et appartenant à l'exploitant.

b) Au moment même où elle est donnée aux chevaux, l'avoine destinée à l'alimentation de ces animaux, à raison de 2.500 grammes journallement par cheval appartenant à l'exploitant, soit environ 920 kilos d'avoine par cheval et par année commençant le 1^{er} septembre pour finir le 31 août 1916.

Pour chaque cheval qui n'est pas la propriété d'un exploitant agricole producteur d'avoine en 1915, il sera accordé le droit d'acheter à un producteur environ 920 kilos d'avoine pour une période d'un an. Sur la demande du chef d'arrondissement, l'administration militaire pourra permettre dans des cas urgents et surtout pour les chevaux employés dans les charbonnages de dépasser, dans une mesure à déterminer par elle, la ration prescrite précédemment.

Art. 7. — Pour chaque quantité de 100 kilos d'avoine de qualité bonne et marchande achetée, livrée à temps à l'endroit désigné et pesant au moins 44 kilos par hectolitre, l'administration militaire paiera 33 francs.

S'il s'agit d'avoine de qualité inférieure, l'administration militaire en fixera le prix en se basant sur le résultat de l'expertise qu'elle fera exécuter.

Art. 8. — Quiconque contrevient aux articles 1^{er} (2^e alinéa), 2, 3 ou 4 du présent arrêté sera puni d'une peine d'emprisonnement de 5 ans au plus ou d'une amende pouvant aller jusqu'à 20.000 francs. Les deux peines peuvent être réunies. En outre, s'il s'agit de contraventions aux articles 2,

3 a ou 4 b, l'avoine pourra être confisquée au profit de l'administration militaire.

Art. 9. — Les contraventions au présent arrêté seront jugées par les tribunaux militaires.

Art. 10. — S'il y a lieu, il sera publié des dispositions complémentaires en vue de faciliter l'application du présent arrêté.

NOTE 4

La majorité des matières premières servant à l'industrie en Belgique et des produits manufacturés est soumise à des mesures de rétention du gouvernement militaire allemand. Ces produits sont déclarés « servant aux besoins de la guerre » ; dès lors il est interdit de les exporter et ils peuvent être réquisitionnés contre paiement. Le prix des marchandises réquisitionnées est fixé par une commission du ministère de la Guerre à Berlin.

La mesure restrictive du commerce et de l'industrie belges s'étend à de nouveaux produits dans la mesure des besoins de l'armée allemande. Les stocks doivent être déclarés et l'autorité militaire décide si elle les réquisitionne ou les laisse à la disposition du public. Les produits importés doivent être déclarés également.

Les marchandises réquisitionnées ne sont pas payées immédiatement par le gouverneur allemand ; celui-ci délivre des bons qui peuvent être négociés à une caisse de prêts fondée pour la circonstance (arr. du 2 avril 1915).

DOCUMENTS

26 octobre 1914. — *Arrêté relatif au trafic des matières servant aux besoins de la guerre* (Bull., n° 10, 7 novembre 1914).

1. Les matières ci-après citées servant aux besoins de la guerre sont soumises aux dispositions de cet arrêté :

Argent, cuivre, laiton, plomb, zinc, nickel, minerais de nickel, aluminium, étain, antimoine, ferro-manganate, minerais de manganèse, ferro-silicium, phosphates bruts et superphosphates, nitrates, acide nitrique, pyrites, acide sulfurique, graphite, glycérine, matières à tanner, explosifs, camphre, codéine, morphine, opium, loques, coton, jute, laine, chanvre et les fils et produits manufacturés de ces matières, saes, peaux, cuir, caoutchouc, gomme brute, gutta-percha, graisses, huiles minérales, benzine, benzol.

2. L'exportation de Belgique des matières énumérées au n° 1 est soumise jusqu'à nouvel ordre au contrôle du commissaire du Ministère de la Guerre en Belgique, 65, rue de la Loi, Bruxelles. Les demandes motivées d'autorisation d'exporter sont à adresser au commissaire. Les matières de quiconque éludera son contrôle seront confisquées.

3. Le commissaire du Ministère de la Guerre peut décider que des provisions de matières énumérées au § 1 doivent être cédées en propriété à

l'empire allemand ou à des tiers contre remboursement de la valeur. La valeur des provisions sera fixée définitivement par une commission nommée par le Ministère de la Guerre à Berlin.

4. Cet arrêté entre immédiatement en vigueur.

Bruxelles, le 26 octobre 1914.

Le Gouverneur général en Belgique :

Baron VON DER GOLTZ,
Feldmaréchal.

11 décembre 1914. — *Arrêté relatif au dépôt, à la fabrication et à l'importation de certains produits (Bull. n° 23, 23 décembre 1914).*

Tous dépôts de benzine, benzol, pétrole, esprit-de-vin, glycérine, huiles et graisses de tous genres, toluol, carbure, caoutchouc brut et déchets de caoutchouc, ainsi que de pneumatiques d'automobile, doivent être déclarés sans retard aux chefs de district ou Kommandantures respectifs. La déclaration indiquera la quantité de l'emplacement du dépôt.

L'autorité militaire décide si les marchandises déclarées seront achetées ou laissées libres pour l'usage et le commerce.

Dans les cas où certains de ces articles susmentionnés continueraient à être fabriqués ou à être importés en Belgique, une déclaration est également nécessaire.

Au cas où la déclaration n'aurait pas été faite, les marchandises seront confisquées au profit de l'Etat et le coupable sera puni par l'autorité militaire.

Bruxelles, le 11 décembre 1914.

Le Gouverneur général en Belgique :

Baron VON BISSING,
Général de cavalerie.

25 janvier 1915. — *Arrêté prescrivant la déclaration de dépôt de divers métaux (Bull. n° 36, 27 janvier 1915).*

1. En vue d'achat éventuel tout dépôt de :

Plomb, masse de plomb, graphite, cuivre, sulfate de cuivre, laiton, plomb, aluminium, antimoine brut ou oxyde d'antimoine, minerais d'antimoine et produits intermédiaires ; bronze, zinc fin, nickel, mercure, étain, étain laminé, doit être sans retard déclaré, en indiquant la quantité et le lieu du dépôt, par le propriétaire ou le dépositaire au chef d'arrondissement compétent ou au commissaire du ministre de la Guerre à Bruxelles, 65, rue de la Loi.

2. Si certains des produits susmentionnés continuent à être fabriqués ou à être importés en Belgique tout nouvel accroissement en sera déclaré comme indiqué sous l'avant le 15 de chaque mois.

3. Toute déclaration omise ou fausse ou incomplète entraînera la confiscation de la marchandise et le contrevenant sera traduit devant les autorités militaires.

2 avril 1915. — *Arrêté concernant la création d'une caisse de prêts auprès du gouverneur général en Belgique* (Bull. n° 59, 11 avril 1915).

Art. 1^{er}. — Il est attaché au Département pour les banques auprès du gouverneur général en Belgique, une caisse de prêts ayant son siège à Bruxelles, sous la dénomination : « Caisse de prêts auprès du gouverneur en Belgique », qui aura pour but de faire des avances sur les bons de réquisitions donnés en échange des marchandises en masses.

Art. 2. — La caisse de prêts sera dirigée par un conseil de direction sous la présidence du commissaire général pour les banques en Belgique. Ce conseil de direction comprendra au moins trois membres.

A ce conseil de direction sera adjoint un comité composé de cinq membres qui fixera le montant des prêts à accorder.

Les statuts de la caisse de prêts et les règlements relatifs aux avances seront soumis à mon approbation.

Art. 3. — Toutes les publications de la caisse de prêts se feront dans le *Bulletin officiel des lois et arrêtés* pour le territoire belge occupé.

NOTE 5

Vu l'importance de son utilisation et la difficulté de sa répartition, le charbon est soumis à un régime particulier.

Les Allemands créent un Bureau central des charbons, situé à Anvers, qui a la haute main sur toute la production charbonnière du pays.

Le Bureau central des charbons est le seul intermédiaire pour la Belgique ; toute la production y est centralisée et toute la répartition est faite par lui. C'est lui qui reçoit le montant des paiements et le remet aux vendeurs.

Les contrats antérieurs sont annulés, et l'arrêté stipule implicitement que la mesure qu'il établit est un cas de force majeure, car le contractant qui ne pourra exécuter ses engagements ne sera pas tenu de payer des dommages-intérêts. Le Bureau central des charbons a d'ailleurs plein pouvoir de prendre toutes mesures exceptionnelles nécessitées par les circonstances. Comme toujours l'application de la mesure est sanctionnée par de fortes peines.

DOCUMENTS

26 avril 1915. — *Arrêté créant à Anvers un Bureau central des charbons* (Bull. n° 65, 27 avril 1915).

Art. 1^{er}. — La répartition de toutes les houilles extraites en Belgique, ainsi que de tous les coques, briquettes et sous-produits des fours à coques fabriqués en Belgique, est confiée au « Bureau central des charbons », à Anvers, qui dépend du chef de l'administration près le gouverneur général.

Ce bureau pourra demander au gouverneur général d'accorder certaines autorisations d'exporter.

Art. 2. — En vue de régler le commerce des produits désignés à l'article 1^{er}, les producteurs sont obligés de mettre toutes leurs productions à la disposition du « Bureau central des charbons », qui, à titre d'intermédiaire, décidera de l'utilisation de ces produits.

L'utilisation se fera d'après certains principes établis par le « Bureau central des charbons » et approuvés par le gouverneur général. La somme résultant de la vente sera remise aux vendeurs.

Pour couvrir les frais d'organisation et d'administration du « Bureau central des charbons », il sera prélevé une taxe que le chef de l'administration déterminera en tenant compte du montant total des ventes.

Art. 3. — Il est défendu aux producteurs d'exécuter les contrats de vente qu'ils ont conclus. Le contractant qui ne pourra remplir ses obligations par suite de la présente défense, ne sera pas tenu de payer des dommages-intérêts. Le « Bureau central des charbons » pourra faire des exceptions à cette défense lorsqu'il s'agira de contrats conclus en vue de permettre aux acheteurs de faire face à des besoins actuels, dont ils devront prouver l'existence.

Art. 4. — Celui qui tentera de soustraire les produits en question à l'utilisation prévue à l'article 2 sera puni d'une amende de 10.000 francs au plus. Le montant de l'amende sera déterminé par le gouverneur général qui, outre cette pénalité, pourra faire confisquer les produits faisant l'objet de la contravention. Si cette confiscation n'est pas possible, le contrevenant devra verser la contre-valeur des produits confisqués et si leur contre-valeur ne peut être établie, il devra payer une somme correspondant à leur valeur probable.

Art. 5. — Le présent arrêté entre immédiatement en vigueur.

NOTE 6

Les mesures restrictives de l'exportation, appliquées d'abord à des produits très nombreux mais énumérés restrictivement, deviennent générales à partir de l'arrêté du 25 février 1915. « Aucune marchandise d'aucune sorte ne peut être exportée. »

Cependant cette disposition absolue est rapportée dans la suite par des arrêtés mettant en application un régime d'exportation contrôlée. Toutes les marchandises sont énumérées en de longues listes ; elles peuvent être exportées moyennant une autorisation particulière pour chaque exportation.

Les marchandises qui ne sont pas énumérées ne sont toutefois pas laissées à la libre disposition du commerce. Seule l'exportation vers l'Allemagne, le Luxembourg et la partie de la France occupée par les Allemands, est autorisée en toute liberté.

Le transport à l'intérieur du pays reste provisoirement libre ; il y a d'ailleurs des restrictions importantes affectant des produits déterminés.

Des peines considérables sanctionnent ces restrictions, car les infractions sont punies d'amendes pouvant aller jusqu'à 50 fois la valeur de la marchandise saisie. Celle-ci est naturellement confisquée.

DOCUMENTS

25 février 1915. — *Arrêté interdisant l'exportation des marchandises* (Bull. n° 45, 28 février 1915).

1. Aucune marchandise d'aucune sorte ne peut être exportée de Belgique sans une autorisation spéciale. Les demandes d'autorisation doivent être adressées au commissaire du Ministère de la Guerre près le Gouvernement général, Bruxelles, 65, rue de la Loi.

2. Cet arrêté entre en vigueur immédiatement.

1^{er} juin 1915. — *Arrêté concernant l'exportation des marchandises se trouvant en Belgique* (Bull. n° 84, 14 juin 1915).

Les dispositions précédemment en vigueur pour l'exportation des marchandises se trouvant en Belgique, c'est-à-dire les dispositions des arrêtés des 30 septembre, 26 octobre, 15 novembre, 20 et 27 décembre 1914, 17 et 25 février 1915 (*Bulletin officiel des lois et arrêtés*, n°s 7, 10, 13, 25, 29, 42 et 45), sont remplacées par les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. — Les marchandises suivantes ne peuvent être exportées qu'avec l'autorisation du commissaire du Ministère de la Guerre près le Gouvernement général de Belgique, Bruxelles, 65, rue de la Loi (l'autorisation doit être accordée pour chaque exportation) :

Bestiaux, pores, moutons, chevaux, pigeons ;

Vivres et comestibles de tout genre, fourrages, y compris les succédanés des fourrages ;

Machines servant à travailler les métaux et moteurs ;

Pièces d'équipement de guerre (les automobiles et pièces de rechange, motocyclettes, vélos et pièces de rechange, ballons, avions et pièces de rechange, matériel de télégraphie et de téléphonie, matériaux de construction et d'exploitation de chemins de fer, récipients d'acier pour gaz liquéfiés, matériaux servant à contruire les obstacles, harnais, selles, instruments d'optique, projecteurs, fers à chevaux) ;

Armes, munitions ;

Gomme brute, caoutchouc brut, articles en caoutchouc et en gomme, gommes usagées, gutta-percha, balata et autres produits analogues en caoutchouc ;

Métaux (principalement fer, ferraille, acier, aciers spéciaux, argent, platine, aluminium, étain, cuivre, laiton, plomb, zinc, antimoine, nickel, ferro-manganate, ferro-cilicium, mercure, fer-blanc, articles finis et demi-ouvrés en métal, coquilles et débris de coquilles) ;

Minerais (principalement minerais de fer, hématite, minerais de manganèse, de nickel, pyrite sulfureuse, blende de zinc, calamine, pyrite de cuivre, banxite, minerais d'antimoine et d'étain), graphite, creusets en graphite, asbeste ;

Houille, coke, briquettes et sous-produits des fours à coke ;

Colorants (principalement couleurs à l'aniline) et couleurs à base minérale ;

Toiles pour pansements et médicaments ;

Produits chimiques (principalement nitrates), acide nitrique, acide sulfurique, soufre, acide chlorhydrique, sels de potasse, lessive de potasse, potasse solide à la chaux, glycérine, explosifs, camphre, sulfate d'ammonium, eau ammoniacale, benzol, toluol, goudron ;

Allumettes ;

Engrais (principalement phosphate brut et superphosphate, scories, thomas pulvérisées, os pulvérisés, guano, chaux azotée) ;

Peaux, cuirs, fourrures, pelleteries, matières à tanner de tout genre ; lin, chanvre, laine, coton, kapok, jute, soie, fils, tissus et déchets de soie, chiffons, sacs ;

Huiles et graisses minérales, animales et végétales (principalement benzine, paraffine, stéarine, pétrole, naphite et huile de graissage), résines ;

Sucre ;

Bois (excepté bois de charbonnages) ;

Osier, junc pelé, junc à canneler ;

Cellulose et papiers (surtout les papiers photographiques) ;

Imprimés de tout genre, manuscrits et films.

Art. 2. — L'exportation vers l'Allemagne, le Luxembourg et le territoire français occupé de toutes les marchandises non désignées à l'article 1^{er} est permise, quelle que soit la quantité à exporter.

L'exportation de toutes les marchandises non désignées à l'article 1^{er} vers d'autres pays que ceux mentionnés à l'alinéa précédent doit être autorisée par le commissaire du Ministère de la Guerre s'il s'agit du chargement d'un wagon de chemin de fer, d'un bateau ou de deux voitures ou camions contenant un seul genre de marchandises (donc pas de colis séparés). L'exportation par colis séparés des marchandises non désignées à l'article 1^{er} est donc permise, quel que soit le lieu de destination.

Art. 3. — Le transport des marchandises de tout genre à l'intérieur de la Belgique n'est soumis à l'autorisation du commissaire du Ministère de la Guerre que s'il s'agit de machines à travailler les métaux, de marchandises confisquées, soumises à certaines restrictions par l'autorité ou devant être déclarées.

Voir les arrêtés suivants concernant l'obligation de déclarer :

Benzine, benzol, etc. Arrêté du 11 décembre 1914 (*Bulletin officiel des lois et arrêtés* n° 23) ;

Métaux et minerais. Arrêté du 25 janvier 1915 (*Bulletin officiel des lois et arrêtés* n° 36) ;

Sucre et betteraves à sucre. Arrêté du 2 mars 1915 (*Bulletin officiel des lois et arrêtés* n° 46).

Art. 4. — Les demandes concernant la faculté de disposer des marchandises retenues à Anvers ou de les exporter doivent être adressées au Gouvernement d'Anvers.

Art. 5. — Toute autorisation accordée par le commissaire du Ministère de la Guerre, conformément aux articles 1^{er} et 2, devient nulle si les marchandises qu'elle concerne n'ont pas passé la frontière dans un délai de 3 semaines à partir du jour où l'autorisation a été délivrée, à moins qu'un nouveau délai n'ait été donné expressément.

Art. 6. — Les contrevenants au présent arrêté seront passibles d'une amende pouvant aller jusqu'à 50 fois la valeur de la marchandise ; en cas d'insolvabilité, l'amende sera remplacée par une peine d'emprisonnement d'un an au plus. En outre, la marchandise sera confisquée.

Art. 7. — Le présent arrêté entre immédiatement en vigueur.

Bruxelles le 1^{er} juin 1915.

Der generalgouverneur in Belgien :

Freiherr VON BISSING,
Generaloberst.

22 juillet 1915. — *Arrêté concernant l'exportation des marchandises se trouvant en Belgique (Bull. n° 101. 1^{er} août 1915).*

Mon arrêté du 1^{er} juin 1915 concernant l'exportation des marchandises se trouvant en Belgique (*Bulletin officiel des lois et arrêtés* n° 84) est complété comme suit :

Les marchandises suivantes viennent s'ajouter à la liste des marchandises désignées à l'article 1^{er}, qui ne peuvent être exportées qu'avec l'autorisation du commissaire du Ministère de la Guerre près le Gouvernement général en Belgique :

Instruments de chirurgie et autres ;

Matériel et accessoires de bactériologie ;

Produits servant à la culture des bouillons bactériologiques, tels que agar-agar, teinture de tournesol ;

Vaccins et sérums immunisés, tels que sérums préventifs, curatifs et diagnostiques ;

Animaux servant aux essais de laboratoire.

En outre :

Chèvres, ânes mulets et mules, chiens ;

Peaux, cuirs, fourrures, pelleteries et matières tannantes (produits finis et demi-onvrés).

Le présent arrêté entre immédiatement en vigueur.

NOTE 7

Dans la suite, le 15 avril 1916, la défense d'exporter est de nouveau rendue générale pour toutes les marchandises, sans énumération limitative ; l'autorité allemande peut accorder des autorisations, à la demande des intéressés. Encore ces autorisations sont-elles de courte durée (3 semaines).

Le transit à l'intérieur du pays est admis si les marchandises ne viennent que d'Allemagne ou de la zone des opérations allemandes ou bien y sont destinées.

L'arrêté prévoit quelques exceptions (art. 6) qui ne peuvent être d'aucune utilité pour le commerce ou l'industrie.

Les infractions sont punies de fortes amendes (jusqu'à 50.000 marks) et de peines de prison (jusqu'à 3 ans).

La circulation intérieure du pays est également réglementée à cette date (15 avril 1916).

DOCUMENTS

15 avril 1916. — *Arrêté concernant l'exportation des marchandises* (Bull. n° 205, 29 avril 1916).

J'abroge les arrêtés du 13 octobre 1915 concernant l'exportation et le transport des marchandises, du 15 décembre 1915 complétant l'arrêté précédent, du 11 décembre 1915 concernant l'exportation des sucres se trouvant dans le territoire du Gouvernement général (*Bulletin officiel des lois et arrêtés*, pages 1259, 1460 et 1427); j'abroge également le 6^e alinéa de l'article 2 de l'arrêté du 1^{er} mars 1916 concernant l'importation des marchandises (*Bulletin officiel des lois et arrêtés*, page 1737) et arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. — L'exportation de toutes les marchandises se trouvant dans le territoire du Gouvernement général (voir avis du 19 décembre 1915 du gouverneur général : *Bulletin officiel des lois et arrêtés*, p. 1436) est soumise à l'autorisation du chef de l'administration civile (verwaltungshef) près le gouverneur général de Belgique, section du commerce et de l'industrie (Abteilung für Handel Gewerbe).

Art. 2. — Les demandes relatives à l'autorisation d'exporter doivent s'adresser à l'« Abteilung für Handel und Gewerbe, Aussenhandelsstelle » (Section du commerce et de l'industrie, bureau du commerce extérieur-Bruxelles, 30, avenue de la Renaissance.

Ces demandes indiqueront spécialement :

- a) Le genre et la quantité des marchandises à exporter ;
- b) La personne pour compte de laquelle l'exportation aurait lieu ;
- c) Le destinataire de la marchandise ;
- d) Le prix de vente et le mode de paiement.

L'auteur de la demande, dans une déclaration qu'il signera, garantira l'exactitude des indications données par lui.

Comme preuve de l'autorisation accordée, l'« Aussenhandelsstelle » (bureau du commerce extérieur) apposera son cachet sur la demande. L'autorisation sera valable pour un délai de trois semaines commençant le jour où elle a été donnée ; dans le document relatif à l'autorisation, ce délai pourra être raccourci ou prolongé. Pour les expéditions par chemins de fer, il suffira que les marchandises soient remises à l'administration des chemins de fer dans le délai précité ; pour les expéditions par eau, il devra être prouvé que les marchandises ont été chargées dans ce même délai.

Art. 3. — Une autorisation n'est pas nécessaire pour le transit des marchandises par le territoire du Gouvernement général si l'envoi se fait en vertu d'une lettre de voiture valable jusqu'à destination et si les marchandises ainsi expédiées viennent :

- 1. D'Allemagne.
- 2. Du territoire des étapes et des opérations à l'ouest, à destination, soit d'autres parties de ce même territoire, soit de l'Allemagne.

Toute autre espèce de transit sera considérée comme importation et exportation.

Art. 4. — Les marchandises qui formeront l'objet d'une tentative d'exportation non autorisée seront confisquées à la frontière.

Art. 5. — Sera puni, soit d'une peine d'emprisonnement de trois ans au plus et d'une amende pouvant atteindre 50.000 marks, soit d'une de ces deux peines à l'exclusion de l'autre :

a) Quiconque dans sa demande relative à l'autorisation d'exporter, intentionnellement ou par grave négligence, fait de fausses déclarations ;

b) Quiconque exporte des marchandises sans avoir reçu l'autorisation requise.

Toute tentative d'infraction est punissable.

Les infractions seront jugées par les tribunaux militaires allemands.

Art. 6. — Les dispositions du présent arrêté ne sont pas applicables :

1. Aux transports du bureau central des charbons (Kohlenzentrale) et du bureau central du gaz, des eaux et de l'électricité (Hauptstelle für Gas, Wasser und Elektrizität).

2. Aux bagages emportés par les voyageurs et destinés à leur usage personnel.

3. Aux envois non recommandés d'échantillons sans valeur.

4. Aux marchandises appartenant à l'armée et aux marchandises des particuliers destinées à l'administration militaire.

Art. 7. — Le chef de l'administration civile décrètera les dispositions relatives aux formules de demande à remplir en vue d'obtenir l'autorisation d'exporter et au cachet de l'« Aussenhandelsstelle » (Bureau du commerce extérieur).

Art. 8. — Le présent arrêté entrera en vigueur à l'expiration du jour de sa publication.

Les marchandises qui, le jour de l'entrée en vigueur, seront déjà chargées ou le seront dans un délai d'une semaine à partir de l'entrée en vigueur pourront encore être exportées sans autorisation, à la condition que leur exportation ait été jusqu'alors permise.

15 avril 1916. — *Arrêté concernant le transport des marchandises dans le territoire du gouvernement général* (Bull. n° 208, 7 mai 1916).

Art. 1^{er}. — Le transport dans le territoire du Gouvernement général (voir avis du 19 décembre 1915 du gouverneur général en Belgique, *Bulletin officiel des lois et arrêtés*, page 1436), des marchandises désignées à la première colonne de l'annexe du présent arrêté ne peut se faire qu'en vertu d'une autorisation de l'autorité compétente indiquée à la deuxième colonne de la même annexe.

Art. 2. — L'autorisation se donne par l'apposition d'un cachet carré de 4 cm. sur 4 cm. qui comprend un cachet rond, avec l'aigle impériale entourée de la désignation du bureau accordant l'autorisation et contient, en outre, les mots « Transport von... nach... genehmigt » (transport de... à... autorisé), la date du jour de l'autorisation et la signature d'un officier ou d'un fonctionnaire.

L'autorisation est valable pour un délai de trois semaines, commençant le jour où elle a été donnée, à moins qu'elle ne mentionne expressément un autre délai.

Dans les 24 heures de la fin du transport, le document portant l'autorisation doit être renvoyé au bureau qui l'a émis. Cette disposition ne s'applique pas aux transports par chemins de fer ou par eau.

Les dispositions décrétées par le Gouvernement d'Anvers au sujet de la mise en circulation des marchandises retenues à Anvers, ne sont pas modifiées par les présentes dispositions.

Art. 3. — Quiconque enfreint les dispositions du présent arrêté est passible, soit d'une peine d'emprisonnement de 3 ans au plus et d'une amende pouvant atteindre 30.000 marks, soit d'une de ces deux peines à l'exclusion de l'autre.

La tentative d'infraction est punissable. Outre les peines précitées, on pourra prononcer la confiscation des marchandises formant l'objet de l'infraction.

Les infractions seront jugées par les tribunaux militaires allemands.

Art. 4. — L'arrêté du 17 janvier 1916 et ses dispositions réglementaires de même date (*Bulletin officiel des lois et arrêtés*, pages 1525 et 1529) relatives au transport des pommes de terre restent en vigueur. Les dispositions de la législation belge des douanes et accises concernant les passavants requis pour les transports des marchandises soumises à l'impôt restent également en vigueur.

NOTE S

Les Allemands s'assurent un contrôle étroit sur les établissements financiers des pays en guerre avec l'Allemagne et sur les établissements financiers belges.

L'activité des premiers est anéantie. Ils se borneront à liquider les affaires en cours ; après quoi leur actif restant en solde sera déposé, pour la durée de la guerre, où il plaira au gouvernement allemand d'en décider.

Les établissements financiers belges peuvent continuer leur activité ; mais un contrôle est exercé sur leurs opérations, afin de les empêcher d'en conclure de contraires à l'intérêt allemand, notamment d'effectuer des paiements ou des virements, directement ou indirectement en faveur de l'ennemi.

Un commissaire général des banques est chargé de la surveillance avec des commissaires spéciaux ; ils ont de pleins pouvoirs pour exercer leur contrôle, notamment pour examiner toute la comptabilité des banques et pour exiger des cautions qui pourront éventuellement être confisquées.

Les établissements financiers supportent les frais du contrôle.

DOCUMENTS

18 septembre 1914. — *Arrêté concernant la surveillance d'établissements de crédit et de maisons de banque* (Bull. n° 3, 21 septembre 1914).

I. — La gérance des agences belges des établissements de crédit et de maisons de banque non belges dont le siège social se trouve dans un pays

actuellement en état de guerre avec l'empire allemand, est soumise pendant la durée de la guerre aux restrictions contenues dans les §§ 1 et 2, ceci tout en sauvegardant les droits de propriété et les droits privés.

§ 1. — A partir de la date de la publication de cet arrêté, ces banques peuvent entamer de nouvelles affaires uniquement, pour autant que celles-ci soient nécessaires pour la liquidation d'affaires anciennes ou pour autant qu'elles servent à rendre liquides des actifs devant leur permettre de remplir leurs obligations.

§ 2. — Après avoir effectué les paiements résultant de celles des obligations désignées ci-dessus, qui peuvent être remplies dans les circonstances actuelles, les actifs restant en solde doivent être déposés pendant la durée de la guerre en un endroit à désigner ultérieurement.

II. — A partir de la date de la publication de cet arrêté les établissements de crédit et les maisons de banques belges ne peuvent traiter, pendant la durée de la guerre, leurs affaires d'une façon opposée aux intérêts allemands; il leur interdit spécialement de virer ou de transmettre, soit directement, soit indirectement, des fonds ou des objets de valeur ni à l'étranger ennemi, ni à des parties du territoire belge non occupées par les troupes allemandes.

III. — Pour l'exécution de cet arrêté tous les établissements de crédit et les maisons de banque, tout en sauvegardant les droits de propriété et les droits privés, sont soumis au contrôle du gouverneur général en Belgique, contrôle qui sera exercé par un commissaire général en la personne de M. von Lumm, Geheimer Ober-Finanzrat.

1^o Le Commissaire général est autorisé à déléguer ses pouvoirs à des commissaires spéciaux.

2^o Le Commissaire général est autorisé à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de cet arrêté. Il peut aussi accorder des exceptions. Les directeurs et employés des établissements de crédit et maisons de banque surveillés ont à donner suite à ses instructions et à ses ordres.

Le Commissaire général est spécialement autorisé :

a) A inspecter les livres et les écritures, à faire l'inventaire de la caisse, des titres, des lettres de change, etc., et à exiger des renseignements sur toutes les affaires commerciales.

b) A interdire des mesures commerciales de toute nature, spécialement des dispositions concernant des objets de valeur, ainsi que des communications concernant des affaires commerciales ;

c) A fixer un endroit où les dépôts nécessaires seraient à effectuer.

IV. — Pour que les prescriptions de cet arrêté ainsi que les mesures prises en vertu de son exécution soient exécutées, le commissaire général est autorisé à exiger des cautions des établissements de crédit et des maisons de banque. En cas de contravention, ces cautions sont considérées comme confisquées, soit en partie, soit au total, au profit de l'Empire allemand.

Des mesures ultérieures contre les personnalités responsables restent réservées.

V. — Les frais provenant du contrôle sont à la charge des établissements de crédit et des maisons de banque surveillés, chacun y intervenant pour sa quote-part respective.

Bruxelles, le 18 septembre 1914.

Le Gouverneur général en Belgique :

Baron VON DER GOLTZ,
Feldmaréchal

NOTE 9

Les banques ne sont pas seules soumises au contrôle. Toutes les entreprises généralement quelconques, ou les succursales d'entreprises dans lesquelles des ressortissants de pays en guerre avec l'Allemagne sont intéressés, sont contrôlées par le commissaire général des banques. L'activité de ces entreprises n'est pas suspendue, mais les commissaires chargés de la surveillance ont le pouvoir d'empêcher toutes les opérations qui leur paraissent contraires aux intérêts de l'Empire allemand.

Les commissaires ont les droits de contrôle les plus étendus, notamment celui d'assister à toutes les séances des conseils d'administration ou aux assemblées générales ; ils doivent être convoqués à cette fin en temps utile.

Les infractions ou même les tentatives d'infractions sont punissables.

Le pouvoir du commissaire des banques reçoit une extension particulièrement importante à l'article 6 (arr. du 26 novembre 1914). En effet il peut mettre un administrateur ou un directeur à la tête d'une entreprise, non seulement quand l'entreprise en est dépourvue, mais encore quand le commissaire estime que l'administrateur ou le directeur ne remplit pas ses fonctions régulièrement.

C'est la mainmise facile du gouvernement militaire allemand sur toutes les entreprises étrangères qui en résulte. Le commissaire des banques décidera souverainement si l'entreprise continuera ses opérations ou sera liquidée ; il décide aussi de la rémunération de l'administrateur allemand, celle-ci étant aux frais de l'entreprise surveillée.

DOCUMENTS

26 novembre 1914. — *Arrêté relatif à la surveillance des entreprises.*
(*Bull.* n° 16, 30 novembre 1914).

I. — 1. Le commissaire général pour les banques en Belgique pourra, par voie de rétorsion, nommer des personnes qui auront à surveiller les entreprises ou les succursales d'entreprises établies dans le territoire occupé de la Belgique dont la direction ou la surveillance se trouve dans un pays en état de guerre avec l'Allemagne, ou les entreprises ou succursales dont les recettes

vont totalement ou partiellement dans ces pays ennemis ou à leurs nationaux, ou dans lesquelles ceux-ci seraient intéressés sous une forme quelconque. Les personnes ainsi nommées par le commissaire général pour les banques en Belgique auront pour mission de veiller, tout en respectant les droits de propriété et autres droits particuliers de ces entreprises, à ce que pendant la durée de la guerre leurs affaires ne soient pas gérées d'une façon opposée aux intérêts de l'Empire allemand et du territoire occupé de la Belgique. Les frais de cette surveillance sont à la charge des entreprises sus-visées.

2. Le commissaire général pour les banques en Belgique pourra prendre les mêmes mesures à l'égard d'entreprises dont le champ d'activité se trouve entièrement ou partiellement au Congo belge ou à l'égard d'entreprises belges dont 10 0 0 au moins du capital se trouvent entre les mains de sujets allemands.

II. — Ces commissaires de surveillance sont notamment autorisés :

1° A interdire des mesures de toute nature intéressant les affaires de l'entreprise, spécialement les dispositions concernant des biens meubles et immeubles ainsi que des communications au sujet des affaires.

2° A prendre connaissance des livres et des écritures, à examiner l'inventaire de la caisse, des valeurs mobilières et des marchandises.

3° A exiger des renseignements sur tout ce qui intéresse l'entreprise.

III. — Les administrateurs, les directeurs et les employés des entreprises ou des succursales sont tenus de suivre les instructions et les ordres des commissaires de surveillance qui devront être invités en temps utile à chaque séance du Conseil d'administration et à chaque assemblée générale ; l'ordre du jour de ces réunions doit leur être communiqué. Toutes les décisions du Conseil d'administration et de la direction doivent être portées par écrit à la connaissance des commissaires de surveillance.

IV. — Il est interdit de remettre ou de virer ni directement, ni indirectement, dans les pays ennemis des fonds ou d'autres biens quelconques des entreprises ou des succursales surveillées.

Les commissaires de surveillance pourront admettre des exceptions. Ils pourront entre autres décider, le cas échéant, que des fonds ou des valeurs dont la remise ou le virement est interdit selon l'alinéa 1 pourront être consignés aux caisses du gouvernement civil pour le compte des ayants droit.

V. — Sera puni d'une amende pouvant s'élever jusqu'à 50.000 francs et d'un emprisonnement jusqu'à 3 ans ou d'une de ces peines, quiconque, en sa qualité d'administrateur, de directeur ou d'employé d'une entreprise ou d'une succursale, aura intentionnellement contrevenu aux prescriptions des articles 3 et 4. La tentative est punissable. La connaissance des infractions au présent arrêté est attribuée aux tribunaux militaires.

VI. — Lorsqu'une entreprise ou une succursale surveillée n'a pas d'administrateur, de directeur ou d'employé résidant dans le territoire occupé de la Belgique autorisé à la représenter légalement ou lorsque l'administrateur, le directeur ou l'employé ne remplit pas régulièrement ses fonctions, le commissaire général pour les banques en Belgique pourra, sur la demande

du commissaire de surveillance, nommer un remplaçant. Celui-ci aura à continuer la gestion des affaires courantes de l'entreprise ou de la succursale lorsque le commissaire général pour les banques en Belgique l'aura jugé nécessaire dans l'intérêt de l'Empire allemand ou du territoire occupé de la Belgique. Dans tous les autres cas il aura à liquider entièrement ou partiellement les affaires courantes. Il pourra aussi faire de nouvelles opérations, mais seulement à l'effet de terminer des affaires en cours. Il aura à suivre les instructions et les ordres du commissaire de surveillance. Le remplaçant a droit au remboursement de ses débours et à une rémunération convenable de ses soins. Le montant en sera fixé par le commissaire général pour les banques en Belgique et perçu par le remplaçant à la caisse de l'entreprise ou de la succursale surveillée.

Pendant la durée du remplacement, le droit des administrateur, directeur et employé de représenter légalement l'entreprise ou la succursale est suspendu.

Le commissaire général pour les banques en Belgique peut faire cesser le remplacement sur la demande du commissaire de surveillance.

VII. — Les prescriptions plus étendues de l'arrêté du 18 septembre 1914 concernant la surveillance d'établissements de crédit et de maisons de banque (*Bulletin officiel des lois et arrêtés pour le territoire occupé de la Belgique* n° 3) ne sont pas modifiées par le présent arrêté.

VIII. — Cet arrêté entre en vigueur le jour de sa publication.

Bruxelles, le 26 novembre 1914.

Le Gouverneur général en Belgique :

Baron VON DER GOLTZ,
Feldmaréchal.

NOTE 10

Dans la suite (17 février 1915) un plus grand nombre d'entreprises tomba sous la surveillance allemande. L'arrêté est rédigé de telle sorte que toute entreprise, belge ou étrangère, peut être soumise aux mesures restrictives qu'il édicte, car il s'applique (art. 1^{er}, 4^e et 5^e) à toutes les entreprises dont l'exploitation peut être utile ou nuisible aux intérêts des Allemands. Il est certain que toute industrie ou entreprise peut entrer dans l'une de ces catégories.

Dès que le commissaire des banques a reconnu une entreprise visée par l'arrêté du 17 février 1915 et qu'il s'est entouré des renseignements utiles, grâce à son pouvoir absolu d'inquisition, il nomme un *séquestre* qui prend seul la direction et la responsabilité des opérations. Toutes les opérations autres que celles du séquestre sont sans valeur.

Le séquestre continue l'exploitation totale ou partielle de l'entreprise ; ses frais et ses honoraires sont supportés par l'entreprise.

Le commissaire des banques est remplacé dans ses fonctions, pour ce qui concerne certaines entreprises et certains biens, par le chef de l'administration civile près le gouverneur général en Belgique.

DOCUMENTS

17 février 1915. — *Arrêté concernant la mise sous séquestre d'entreprises* (Bull. n° 41, 20 février 1915).

Art. 1^{er}. — Le commissaire général pour les banques en Belgique pourra, avec mon approbation et pour le compte des intéressés, confier à l'administration d'un séquestre les entreprises :

- 1) dont les directeurs ou surveillants se trouvent en pays ennemi, ou
- 2) dans lesquelles des ressortissants de pays ennemis sont intéressés pour au moins un tiers au point de vue du capital, des recettes ou de la direction, ou
- 3) dont les parties importantes sont exploitées dans des pays ennemis, ou
- 4) dont le maintien en exploitation ou la remise en exploitation présentent un intérêt public pour l'Empire allemand ou les parties occupées de la Belgique, ou
- 5) dont l'exploitation est contraire ou de nature à porter atteinte aux intérêts de l'Empire allemand.

Les succursales, les agences, les dépôts de marchandises ainsi que les immeubles sont assimilés aux entreprises définies ci-dessus.

Les prescriptions ci-dessus devront être appliquées quand même des ressortissants de pays non ennemis auraient été interposés pour dissimuler la participation.

Les changements qui interviendraient après la publication du présent arrêté dans la direction ou dans la participation au capital, aux recettes ou à la direction d'une entreprise n'excluent pas la mise en application du présent arrêté.

Art. 2. — Lorsque dans une entreprise se présentent des faits de nature à faire supposer l'existence de l'une ou de l'autre des conditions prévues par l'article 1^{er}, le commissaire général pour les banques a le droit de prendre inspection des livres et écrits et de s'adresser aux administrateurs, aux propriétaires et aux employés de cette entreprise ainsi qu'à toutes les personnes qui sont à même de fournir des informations sur l'entreprise, pour exiger d'eux des renseignements sur la situation des affaires.

Il peut dans chaque cas particulier déléguer à ses commissaires l'exercice de ce droit.

Art. 3. — Les séquestres sont nommés et rappelés par le commissaire général pour les banques. Tous les droits conférés au séquestre s'éteignent du moment de son rappel.

Les raisons sociales des entreprises mises sous séquestre ainsi que les noms des séquestres doivent être publiés au *Bulletin officiel des lois et arrêtés pour le territoire belge occupé*.

Art. 4. — Le séquestre aura à se mettre en possession de l'entreprise lui seul est autorisé à agir au nom de l'entreprise et à disposer de toutes les parties de l'actif.

Pendant la durée de la mise sous séquestre, les droits du ou des propriétaires de l'entreprise et de toutes les autres personnes ou mandataires généralement quelconques de contracter des engagements au nom de l'entre-

prise resteront suspendus. Cette mesure s'applique aussi tout spécialement aux assemblées générales, aux conseils d'administration et autres organes des sociétés anonymes.

Pour se faire assister dans leurs fonctions, les séquestres pourront, avec l'approbation du commissaire général pour les banques, déléguer certains de leurs pouvoirs à d'autres personnes, notamment à des employés de l'entreprise.

Les employés de l'entreprise dont il s'agit ont à fournir au séquestre tous les renseignements nécessaires et à lui remettre tous les livres, écrits, clefs, marchandises et autres valeurs de l'entreprise et à remplir leur besogne selon les instructions du séquestre.

Art. 5. — Le séquestre peut continuer l'entreprise entièrement ou en partie seulement. Il peut se borner aussi à la liquidation des affaires courantes.

Art. 6. — L'entreprise doit supporter tous les frais occasionnés par la mise sous séquestre, y compris les honoraires du séquestre tels qu'ils seront fixés par le commissaire général pour les banques. Ces frais et honoraires constituent des créances privilégiées.

Art. 7. — Le séquestre n'est responsable de sa gestion que vis-à-vis du gouverneur général.

Art. 8. — Je confère au commissaire général pour les banques le droit de décréter toutes les mesures destinées à assurer l'exécution du présent arrêté, et notamment le placement des bénéfices pour compte des ayants droit.

Art. 9. — Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera punie d'une amende maxima de 100.000 francs pour chaque cas et d'un emprisonnement d'un an au maximum, ou d'une de ces peines seulement.

La tentative est punissable.

Les tribunaux militaires sont seuls compétents pour connaître des infractions au présent arrêté.

Art. 10. — Cet arrêté entre en vigueur à partir d'aujourd'hui.

26 août 1915. — *Arrêté relatif à la surveillance des entreprises* (Bull. n° 112, 3 septembre 1915).

Art. 1^{er}. — Les droits et compétence du commissaire général des banques en Belgique, établis par les arrêtés des 26 novembre 1914 et 17 février 1915 (*Bulletin officiel des lois et arrêtés pour le territoire belge occupé*, p. 49 et 178) sont attribués au chef de l'administration près le gouverneur général en Belgique, en ce qui concerne les entreprises qui, en Belgique, possèdent une exploitation industrielle, pratiquent le commerce de marchandises ou s'occupent d'assurances.

Art. 2. — Les commissaires spéciaux (art. 3 de l'arrêté du 18 septembre 1914), les commissaires de surveillance et les remplaçants (art. 1^{er} et 2 de l'arrêté du 26 novembre 1914) ne sont responsables de l'accomplissement de leur mission qu'envers le gouverneur général.

Art. 3. — Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication.

23 juin 1917. — *Arrêté conférant, à titre complémentaire, au chef de l'administration civile (Verwaltungschef) près le gouverneur général en Belgique certains pouvoirs attribués au commissaire général des banques en Belgique (Generalkommissar für die Banken in Belgien) en vertu des arrêtés des 26 novembre 1914 et 17 février 1915. (Bull. n° 362, 28 juin 1917).*

La portée de l'arrêté du 26 août 1915 est étendue en ce sens que, pour les immeubles également, les pouvoirs attribués au commissaire général des banques en Belgique en vertu des arrêtés des 26 novembre 1914 et 17 février 1915 sont transmis au chef de l'administration civile près le gouverneur général en Belgique.

NOTE 11

A partir de l'année 1917, les mesures de surveillance sur les entreprises sont complétées de façon à étendre à toute l'industrie belge la restriction de son activité. En fait cette activité était annihilée par la réquisition des matières premières, par les mesures concernant la main-d'œuvre et par les défenses d'exporter ou d'importer (arr. du 17 février 1917). Aucune fabrique ne peut plus travailler librement ; le chef de l'administration civile accordera les autorisations.

Les plus petites usines sont soumises à cette mesure (celles qui occupent 12 ouvriers ou emploient un moteur de 5 HP, etc.) ; le moindre travail est interdit sans autorisation.

On ne pourra plus construire, modifier, ou continuer à construire des bâtiments à usage industriel. Pour tous ces travaux aussi, l'industriel doit demander une autorisation motivée et accompagnée de renseignements complets sur son exploitation. Quelques industries d'utilité publique sont exceptées.

Non seulement les sociétés ne peuvent exercer librement leur industrie, mais il est interdit d'en fonder de nouvelles ou d'étendre l'importance des sociétés existantes, sans l'autorisation du commissaire général des banques.

DOCUMENTS

17 février 1917. — *Arrêté concernant les exploitations industrielles et les ateliers (Bull. n° 315, 25 février 1917).*

§ 1^{er}. — A partir du 1^{er} mars 1917, les exploitations industrielles quelconques, notamment les fabriques, ne pourront continuer à travailler qu'avec l'assentiment du chef de l'administration civile, section du commerce et de l'industrie (Verwaltungschef, Abteilung für Handel und Gewerbe). Par fabriques, aux termes du présent arrêté, il faut entendre aussi soit les ateliers qui occupent plus de 12 ouvriers salariés, y compris les contremaîtres,

les chefs ouvriers et les surveillants, soit les entreprises qui utilisent des moteurs de plus de 5 HP, ou qui consomment plus de 5 tonnes de charbon, de coke ou d'autres combustibles.

Aux termes du présent arrêté l'interdiction de continuer l'exploitation vise toute production, tout travail ou toute consommation de matières premières, de produits mi-ouvrés ou de produits finis, ainsi que toute consommation, à cette fin, de charbon, de coke, ou d'autres combustibles.

§ 2. — A partir du 1^{er} mars 1917 il ne sera plus permis de construire de nouveaux bâtiments industriels quelconques ou d'apporter des modifications aux établissements industriels existants, si ce n'est avec l'autorisation du chef de l'administration civile, section du commerce et de l'industrie.

L'autorisation sera aussi nécessaire pour la continuation de travaux en cours relatifs à des constructions nouvelles ou à des modifications apportées à des constructions déjà existantes, si ces travaux ne sont pas terminés à la date du 1^{er} mars 1917.

§ 3. — Les demandes d'autorisation de continuer une exploitation (§ 1^{er}) ou bien d'entamer ou de continuer les travaux relatifs à des constructions nouvelles ou à des modifications apportées à des constructions déjà existantes (§ 2) doivent être introduites en double expédition auprès du président compétent de l'administration civile (Präsident der Zivilverwaltung).

Les demandes d'autorisation de continuer une exploitation doivent indiquer :

1) D'une façon succincte et suivant évaluation, les stocks de charbon de coke, de fer et d'acier dont on dispose.

2) la valeur, l'importance (quantité) et la destination de la production en cours et de la production prévue pour l'avenir.

3) en ce qui concerne les matières principalement utilisées, notamment le charbon, le coke, le fer et l'acier, les quantités qui, suivant évaluation, seront mensuellement nécessaires, ainsi que les lieux de provenance.

4) le nombre des wagons de chemins de fer, y compris ceux des lignes vicinales, et le tonnage des bateaux ou navires, qui, suivant évaluation, seront nécessaires pour amener les quantités désignées au chiffre 3 ainsi que pour expédier les produits (chiffre 2).

Les demandes d'autorisation d'entamer ou de continuer des travaux relatifs à des constructions nouvelles, etc., doivent établir la nécessité et l'urgence de ces travaux, ainsi que la nature, la quantité et les lieux de provenance des matériaux de construction nécessaires.

§ 4. — L'autorisation de continuer l'exploitation (art. 1^{er}) n'est pas nécessaire pour les catégories d'exploitation mentionnées ci-après, pourvu qu'il s'agisse, dans chaque cas particulier, d'une exploitation en activité au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté :

Charbonnages, fours à coques ;

Usines à gaz, à eau ou à électricité, travaillant exclusivement dans l'intérêt public ;

Mines et usines à phosphate ;

Moulins de tous genres, chemins de fer vicinaux ;

Tramways.

§ 5. — Quiconque, intentionnellement ou par négligence, aura enfreint les dispositions du présent arrêté, sera puni soit d'un emprisonnement de deux ans au plus et d'une amende pouvant atteindre 100.000 marks, soit d'une de ces deux peines à l'exclusion de l'autre.

Les tribunaux et commandants militaires allemands sont compétents pour juger les infractions au présent arrêté.

21 juillet 1917. — *Arrêté complétant l'arrêté relatif aux exploitations industrielles et aux ateliers (Bull. n° 375, 30 juillet 1917).*

L'arrêté du 17 février 1917, concernant les exploitations industrielles et les ateliers, est complété comme suit :

Les exploitations industrielles et ateliers quelconques qui, après le 1^{er} mars 1917, ont réduit à 12 ou moins le nombre de leurs ouvriers, à 5 HP ou moins la force de leurs moteurs ou encore à 5 tonnes ou moins leur consommation de charbon, de coke ou d'autres combustibles, et qui, par ce fait, ne sont pas tombés sous l'application de l'arrêté du 17 février 1917, doivent, à partir du 1^{er} août 1917, sans aucune exception, solliciter l'autorisation de continuer à travailler et sont soumis aux autres dispositions de l'arrêté.

28 juillet 1917. — *Arrêté concernant la fondation de sociétés et l'émission de valeurs (Bull. n° 377, 5 août 1917).*

Art. 1^{er}. — La fondation de sociétés par actions, de sociétés en commandites par actions et de sociétés coopératives, n'est autorisée qu'avec l'assentiment préalable du commissaire général des banques en Belgique (Generalkommissar für die Banken in Belgien).

Il en est de même en ce qui concerne l'émission, par une société appartenant à l'une des catégories désignées au premier alinéa, de nouvelles actions, de titres, de parts bénéficiaires, d'obligations, de bons de caisse, etc. Les valeurs émises au mépris des présentes prescriptions sont nulles.

Art. 2. — Quiconque aura enfreint les prescriptions de l'article 1^{er}, ou les conditions auxquelles l'assentiment serait soumis, sera puni d'une amende pouvant atteindre le cinquième de la valeur nominale ou de la valeur réelle des valeurs émises sans assentiment préalable ou sans que les conditions posées aient été observées. La peine sera d'au moins 1.000 marks. Les sociétés seront solidairement responsables du paiement des amendes prononcées contre leurs représentants ou employés.

Les commandants et tribunaux militaires allemands connaîtront des dites infractions.

Art. 3. — Le commissaire général des banques en Belgique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

NOTE 12

Parmi les industries, les usines à gaz, à eau et à électricité sont considérées comme entreprises d'utilité publique et soumises à un régime

particulier. Un Bureau central est chargé des opérations qui les concernent ; il a un droit sur tous les produits de ces usines, il peut même créer les installations nécessaires pour les utiliser, et cela éventuellement sur les terrains des usines. Les usines expropriées de la sorte n'ont cependant droit à aucune indemnité.

DOCUMENTS

26 juillet 1915. — *Arrêté relatif à la surveillance des usines à gaz, à eau et à électricité* (Bull. n° 1012, 3 août 1915).

Art. 1^{er}. — La surveillance des usines à gaz, à eau et à électricité et le règlement des questions et affaires concernant ces usines sont confiés au « Bureau central du gaz, des eaux et de l'électricité », à Bruxelles.

Art. 2. — Les usines à gaz, à eau et à électricité sont obligées, sur demande, de mettre la totalité ou la partie réclamée de leurs produits à la disposition du « Bureau central », en vue de leur utilisation, le produit de la vente sera versé aux ayants droit.

Si le « Bureau central » juge nécessaire de créer des installations spéciales pour l'utilisation des produits, il peut les construire, les relier aux installations déjà existantes et les exploiter sur le terrain des usines sans que celles-ci aient droit à une indemnité de ce chef. Les usines sont obligées de tenir compte des instructions qui leur seront données à cette fin par le « Bureau central ».

Les intéressés doivent fournir au « Bureau central » les renseignements qu'il demande.

Art. 3. — Il est défendu d'exécuter les contrats conclus au sujet des produits des usines à gaz, à eau et à électricité quand leur exécution va à l'encontre des dispositions édictées par le « Bureau central ».

Art. 4. — On n'est pas fondé à réclamer des dommages-intérêts pour les préjudices qui pourraient résulter de l'application du présent arrêté, abstraction faite des prescriptions des articles 1382 à 1348 du Code civil belge.

Art. 5. — Tout administrateur, directeur ou employé d'une entreprise qui enfreint à dessein les prescriptions des articles 1^{er} à 3, et en particulier qui tente de soustraire ou soustrait à leur utilisation tout ou partie des produits désignés à l'article 2, est passible d'une amende pouvant aller jusqu'à 10.000 francs. Les tribunaux militaires sont compétents. Outre l'amende, ils pourront ordonner la confiscation des produits. Si la confiscation n'est pas possible, elle sera remplacée par le versement de la contre-valeur des produits ou, si cette valeur ne peut être établie, par le versement de la somme qui semblera équivalente.

Art. 6. — Le présent arrêté entre immédiatement en vigueur.

NOTE 13

Les Allemands interdisent d'effectuer les paiements destinés à l'Angleterre et à la France. Forcément cette mesure entraîne des conséquences graves pour les débiteurs dont les paiements arrivent à

échéance. L'arrêté du 3 novembre 1914 prend des dispositions pour obvier à cet inconvénient, quand il s'agit d'engagements postérieurs au 31 juillet 1914. La disposition générale prise est la suspension de toutes les conséquences habituelles d'un défaut de paiement à l'échéance, c'est-à-dire sursis à l'exécution, suspension du cours des intérêts. Les mesures légales ou contractuelles résultant du non-paiement, antérieures à l'arrêté sont nulles et non avenues.

Afin d'éviter la fraude, la même mesure est appliquée aux cessionnaires des créances.

Les traites sont assimilées aux créances ; les délais de présentation et les délais de protêt faute de paiement sont également prorogés ; les chèques sont soumis à un régime analogue. Toutefois l'arrêté prévoit que cette mesure n'est que provisoire et réserve au gouvernement général en Belgique le droit de fixer de nouveaux délais après l'abrogation de l'arrêté.

Ces mesures, bien entendu, ne s'appliquent qu'aux relations avec l'extérieur, et non pas aux relations avec l'Allemagne ou le territoire occupé de la Belgique.

DOCUMENTS

3 novembre 1914. — *Arrêté relatif à l'interdiction d'effectuer des paiements à l'Angleterre et à la France (Bull. n° 10, 7 novembre 1914).*

Art. 1^{er}. — Jusqu'à nouvel ordre, il est interdit d'effectuer des paiements destinés tant à l'Angleterre, à l'Irlande et aux colonies et possessions anglaises qu'à la France, ses colonies et pays de protectorat. Cette interdiction comprend tous les paiements de quelque nature qu'ils soient, directs ou indirects, au comptant, par traite, par chèque, par virement ou autres. Il est également défendu d'expédier ou de transmettre par voie directe ou indirecte des valeurs en espèces ou en titres aux pays ci-dessus mentionnés.

Cette interdiction ne s'étend point aux paiements destinés à venir en aide à des nationaux allemands.

Art. 2. — Jusqu'à nouvel ordre, il sera sursis à l'exécution de tous les engagements contractés au profit de toute personne morale ou physique domiciliée ou résidant dans les pays désignés ci-dessus. Ce sursis s'applique à tous les engagements qui ont pris naissance depuis le 31 juillet 1914 ou qui prendront naissance dans la suite. Pendant la durée du sursis, le cours des intérêts dont ces engagements seraient productifs est arrêté. Sont réputées nulles et non avenues toutes conséquences légales ou contractuelles que la non-exécution des engagements susdits ait pu entraîner à compter du 31 juillet 1914 jusqu'à l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Le sursis est également opposable à tout cessionnaire de pareil engagement à moins que la cession ait été faite avant le 31 juillet 1914 ou que le cessionnaire ait son domicile ou sa résidence en Allemagne ou dans le territoire occupé de la Belgique, et que la cession lui ait été faite avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. Est mis sur la même ligne qu'un cessionnaire

quiconque se trouverait, à la suite de l'exécution d'un engagement, en droit de réclamer l'exécution d'une contre-prestation.

Art. 3. — Le débiteur pourra se libérer en consignait pour le compte de son créancier à la caisse de l'administration civile allemande de Bruxelles les sommes ou valeurs dues par lui.

Art. 4. — Sont, à raison de l'interdiction et du sursis de paiement réglés ci-dessus, prorogés jusqu'après l'abrogation du présent arrêté, tous les délais de présentation des traites et tous les délais de protêt faute de paiement si lesdits délais n'étaient pas encore venus à expiration au moment de la mise en vigueur du présent arrêté. Le gouverneur général en Belgique déterminera les délais endéans lesquels la présentation et le protêt devront avoir lieu après l'abrogation du présent arrêté.

Les prescriptions de l'alinéa 1^{er} s'appliquent également aux chèques, dont les délais de présentation n'étaient pas encore expirés au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 5. — Les prescriptions des articles 1^{er} à 4 ne s'appliquent point aux engagements devant être exécutés en Allemagne ou dans le territoire occupé de la Belgique, si ces engagements ont été contractés au profit des personnes physiques ou naturelles désignées à l'article 2, dans l'exploitation de leurs établissements dont le siège serait en Allemagne ou dans le territoire occupé de la Belgique. Toutefois, les prescriptions des articles 2 et 3 seront appliquées au recours que lesdites personnes auraient à exercer du chef d'un refus d'acceptation ou de paiement d'une lettre de change payable en dehors de l'Allemagne ou du territoire occupé de la Belgique.

Art. 6. — Quiconque aura sciemment contrevenu à la prescription de l'article 1^{er} ou quiconque aura tenté d'y contrevenir sera puni conformément à la loi martiale.

Art. 7. — Il appartient au gouverneur général en Belgique d'admettre des exceptions à la défense édictée à l'article 1^{er}.

Art. 8. — Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication.

Bruxelles, le 3 novembre 1914.

Le Gouverneur général en Belgique :

Baron VON DER GOLTZ,
Feldmaréchal.

CHAPITRE III

L'Institution du travail forcé pour les Belges

NOTE 1

L'arrêt presque total de l'industrie dans la Belgique occupée avait amené un chômage général de la classe ouvrière. Les travailleurs étaient à la charge des municipalités qui s'efforçaient, dans la mesure du possible, de leur faire exécuter quelques travaux d'utilité publique. Seules les autorités allemandes étaient en mesure de commander des travaux importants, mais comme ceux-ci devaient servir en fin de compte (directement ou indirectement) les intérêts de l'armée allemande, les travailleurs belges ne les exécutaient pas de leur plein gré.

Les Allemands réagirent contre cette inactivité des ouvriers belges. Ils prirent des mesures, sanctionnées de peines sévères, pour contraindre les Belges à travailler quand ils le leur ordonnaient.

Les Belges ne pouvaient pas refuser d'entreprendre un travail ou de le continuer, quand il était *ordonné par une autorité allemande*. La peine était beaucoup plus sévère pour quiconque détournait les Belges de travailler pour les Allemands. Et il n'était même pas nécessaire de les détourner par des mesures ou des paroles, il suffisait de secourir des chômeurs et ainsi de *favoriser* le refus de travailler pour les Allemands, pour être coupable. Même les municipalités étaient rendues responsables éventuellement en la personne de leurs dirigeants.

Les peines étaient appliquées par les tribunaux militaires allemands, ce qui donnait peu de garanties aux inculpés, notamment quand ils invoquaient un motif admis par le droit des gens pour excuser leur refus de travailler. La mesure prise par arrêté du 14 août 1915 fut confirmée par un arrêté du 15 août 1915, qui institue, en outre, un contrôle sur les déclarations d'indigence des ouvriers. Le deuxième arrêté précise le premier en ce qui concerne le chômage ; ce sont les chômeurs que les Allemands atteignent et l'arrêté commine des peines contre les chômeurs qui se cachent.

Enfin, le 3 octobre 1916, parut l'arrêté suivant du Grand Quartier Général allemand, qui, irrémédiablement, instituait le travail forcé des Belges en Allemagne :

Arrêté concernant la restriction des charges publiques de secours et l'aide à porter en cas de calamité publique.

I. — Les personnes capables de travailler peuvent être contraintes de force au travail, même en dehors de leur domicile, dans le cas où, pour cause de jeu, d'ivrognerie, d'oisiveté, de manque d'ouvrage ou de paresse, elles seraient forcées de recourir à l'assistance d'autrui, pour leur entretien ou pour l'entretien des personnes qui sont à leur charge.

II. — Tout habitant du pays est tenu de prêter secours en cas d'accident et de péril général, de même pour remédier aux calamités publiques, dans la mesure de ses forces, même en dehors de sa résidence ; en cas de refus, il pourra y être contraint de force.

III. — Quiconque étant appelé au travail, selon l'article I ou II, refusera l'ouvrage ou la continuation du travail qui lui est assigné, sera puni de peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans et d'une amende jusqu'à concurrence de 10.000 marks ou d'une de ces peines, à moins que les lois en vigueur prévoient l'application d'une peine plus sévère.

Si l'action a été commise de complicité ou de concert avec plusieurs personnes, chaque complice sera puni, comme auteur, d'une peine d'emprisonnement d'une semaine au moins.

IV. — Sont compétents les administrations militaires et les tribunaux militaires allemands.

Grosses Hauptquartier, den 3ten Oktober 1916.

Der General-Quartiermeister I. V.

SAUBERZWEIG.

DOCUMENTS

14 août 1915. — *Arrêté frappant de peines les Belges qui refuseraient d'entreprendre ou de continuer un travail d'intérêt public ordonné par l'autorité allemande (Bull. n° 108, 22 août 1915).*

Art. 1^{er}. — Quiconque, sans motif suffisant, refuse d'entreprendre ou de continuer un travail d'intérêt public conforme à sa profession et ordonné par une autorité allemande sera passible d'une peine d'emprisonnement de police ou d'emprisonnement correctionnel d'un an au plus. Tout motif concernant le refus de travailler sera valable s'il est admis par le droit de gens.

Art. 2. — L'article 2 de l'arrêté du 19 novembre 1914 (*Bulletin officiel des lois et arrêtés* n° 17, p. 57) est remplacé par la disposition suivante : Est passible d'une peine d'emprisonnement de 5 ans au plus, quiconque par contrainte, menaces, persuasion ou d'autres moyens, tente d'empêcher d'autres personnes d'entreprendre ou de continuer un travail d'intérêt public conforme à leur profession et ordonné par une autorité allemande ou un travail pour compte d'une autorité allemande ou pour compte d'un entrepreneur agissant en vertu d'un mandat d'une autorité allemande.

Art. 3. — Quiconque, sciemment, par des secours ou d'autres moyens, favorise le refus de travailler punissable en vertu de l'article 1^{er} sera passible

d'une amende pouvant aller jusqu'à 10.000 marks ; en outre, il pourra être condamné à une peine d'emprisonnement d'un an au plus.

Art. 4. — Si des communes, associations ou d'autres groupements favorisent le refus de travailler de la manière prévue à l'article 3, les chefs en seront rendus responsables conformément à cet article.

Art. 5. — S'il est prouvé que certaines sommes sont destinées à secourir les personnes désignées à l'article 1^{er} ces sommes seront confisquées au profit de la Croix-Rouge de Belgique.

Art. 6. — Les infractions au présent arrêté seront jugées par les tribunaux ou autorités militaires allemands.

Art. 7. — Indépendamment des prescriptions précédentes, les autorités compétentes pourront, quand il y aura lieu, imposer des contributions.

Art. 8. — Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication.

Der General gouverneur in Belgien :

Freiherr VON BISSING,
Generaloberst.

15 août 1915. — *Arrêté concernant les chômeurs qui, « par paresse », se soustraient au travail (Bull. n° 108, 18 août 1915).*

Art. 1^{er}. — Quiconque, sciemment ou par négligence, fait de fausses déclarations au sujet de sa situation personnelle lors d'une enquête destinée à établir son indigence, est passible d'une peine d'emprisonnement de six semaines au plus, à moins que les lois en vigueur ne prévoient l'application d'une peine plus forte ; en outre, il pourra être condamné à une amende pouvant aller jusqu'à 1.250 francs.

Art. 2. — Quiconque est secouru par l'assistance publique ou privée, et sans motif suffisant, refuse d'entreprendre ou de continuer un travail qu'on lui a proposé et qui répond à ses capacités ou quiconque en refusant un tel travail tombe à charge de l'assistance publique ou privée, sera passible d'une peine d'emprisonnement de quatorze jours à six mois.

Tout motif concernant le refus de travailler sera valable s'il est admis par le droit des gens.

Le tribunal peut, en outre, ordonner l'application de la mesure prévue à l'article 14 de la loi du 27 novembre 1891 (*Moniteur belge*, p. 3591 et suivantes).

Art. 3. — Quiconque, sciemment, favorise par des secours ou d'autres moyens le refus de travailler, punissable en vertu de l'article 2, est passible d'une amende pouvant aller jusqu'à 12.500 francs ; en outre, il pourra être condamné à une peine d'emprisonnement d'un an au plus.

Art. 4. — Si des communes, associations ou d'autres groupements favorisent le refus de travailler de la manière prévue à l'article 3, les chefs en seront rendus responsables conformément à cet article.

Art. 5. — S'il est prouvé que certaines sommes sont destinées à secourir les personnes désignées à l'article 2, ces sommes seront confisquées au profit de la Croix-rouge de Belgique.

Art. 6. — Les infractions au présent arrêté seront jugées par les chambres correctionnelles des tribunaux belges de première instance.

Art. 7. — Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication.

Der General gouverneur in Belgien :

Freiherr VON BISSING,
Generaloberst.

NOTE 2

Quelques mois plus tard le commandement militaire allemand aggrave la rigueur des mesures prises pour obliger les ouvriers belges à exécuter les travaux qu'il ordonne. Les ouvriers, en effet, refusaient de se soumettre aux ordres.

Par l'arrêté du 12 octobre 1915 pour le rayon des Etapes, le commandement militaire allemand ne dissimule même plus qu'il s'agit d'imposer des travaux auxquels l'administration militaire allemande a de l'intérêt. On fait bon marché des lois belges et des conventions internationales derrière lesquelles les travailleurs pourraient se réfugier ; celles-ci ne peuvent *en aucun cas* justifier un refus de travailler. Le commandant militaire est seul juge de savoir si le travail est admissible.

L'arrêté institue officiellement la déportation en Allemagne comme moyen de coercition contre les ouvriers récalcitrants.

DOCUMENTS

12 octobre 1915. — *Arrêté concernant les mesures destinées à assurer l'exécution des travaux dans lesquels l'administration militaire allemande a de l'intérêt (Bull. Et. n° 9, 15 octobre 1915).*

Dans le dernier temps les ouvriers de différentes villes du rayon de l'étape ont refusé, sans motif, de se conformer aux ordres des commandants militaires allemands, prescrivant l'exécution des travaux urgents. Les récalcitrants ont par là occasionné de graves préjudices aux communes en question ainsi qu'à leurs concitoyens.

Pour éviter pareils incidents, et en vue de lancer un avertissement général, j'ordonne ce qui suit :

§ 1. — Quiconque, sans motif, refuse d'entreprendre ou de continuer un travail conforme à sa profession, et dans l'exécution duquel l'administration militaire allemande a de l'intérêt, travail ordonné par un des commandants militaires allemands, sera — s'il est personnellement à même de faire cette besogne — passible d'une peine d'emprisonnement correctionnel d'un an au plus.

Aussi peut-il être déporté en Allemagne.

Le fait que l'on invoque des lois belges, soi-disant contraires, ou même des conventions internationales ne peut, en aucun cas, justifier le refus de

travailler. Au sujet de l'admissibilité du travail exigé le commandant militaire a seul le droit de prendre une désision.

§ 2. — Est passible d'une peine d'emprisonnement de cinq ans au plus, quiconque, par contrainte, menaces, persuasion ou autres moyens, tente de décider une autre personne au refus désigné au § 1^{er} sous menaces de peines.

§ 3. — Quiconque, sciemment, par des secours ou d'autres moyens, favorise le punissable refus de travailler, sera passible d'une amende pouvant aller jusqu'à 10.000 marks ; en outre, il pourra être condamné à une peine d'emprisonnement d'un an au plus.

Si des communes ou associations se sont rendues coupables d'une telle transgression, les chefs en seront punis en conséquence.

§ 4. — Indépendamment des pénalités, dont menacent les §§ 1-3 ci-devant, les autorités allemandes pourront, au cas de besoin, imposer aux communes où, sans motif, l'exécution d'un travail a été refusé une contribution ainsi que d'autres mesures coercitives de police.

§ 5. — Le présent arrêté entre immédiatement en vigueur.

Gand, le 12 octobre 1915.

Der Etappeninspekteur :

VON UNGER,
Generalleutnant.

NOTE 3

Les Belges cherchaient à soustraire leurs compatriotes chômeurs aux rigueurs du travail forcé dans l'intérêt de l'armée allemande, en leur proeurant du travail ; une certaine reprise de l'industrie aurait pu s'ensuivre, favorable à la situation économique du pays. Mais les autorités allemandes veillaient à ce que les chômeurs ne fussent pas détournés des travaux qu'elles leur imposaient. L'arrêté du 2 mai 1916 interdit effectivement les travaux d'intérêt public exécutés par des chômeurs ; il faut une autorisation du président de l'administration civile de la province pour entreprendre le travail. Les personnes qui tentent de se soustraire à ce contrôle sont punies avec rigueur et même les bourgmestres des communes sont rendus responsables quand ils ne montrent pas assez de zèle à dénoncer leurs compatriotes aux autorités allemandes.

Les communes étaient soumises à cet égard au même régime que les particuliers (arr. du 9 août 1916 pour les Etapes) et n'avaient pas le droit d'employer les chômeurs à leurs travaux publics, sans autorisation.

L'arrêté du 15 mai 1916 contient une nouvelle mesure plus énergique que les précédentes : on ne se contentera plus de punir les récalcitrants, mais on emploiera la force pour les faire travailler (art. 2 *in fine*).

DOCUMENTS

2 mai 1916. — *Arrêté concernant les travaux destinés aux chômeurs* (Bull. n° 208, 7 mai 1916).

Art. 1^{er}. — Les travaux qui, indirectement ou directement, ont pour but de procurer du travail rémunéré aux chômeurs (travaux pour chômeurs) doivent au préalable être déclarés au bourgmestre de la commune sur le territoire de laquelle on compte les faire exécuter. Le bourgmestre est tenu d'en transmettre la déclaration au commissaire civil (Zivilkommissar) du canton. Celui-ci s'adressera au président de l'administration civile de la province, qui décidera. L'exécution non autorisée de travaux pour chômeurs est interdite. Les travaux pour chômeurs dont l'exécution a déjà commencé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté doivent être déclarés au plus tard le 1^{er} juin 1916.

Art. 2. — Quiconque fait exécuter des travaux non autorisés pour chômeurs et quiconque provoque l'exécution de tels travaux sera puni, soit d'une peine d'emprisonnement de 3 ans au plus et d'une amende pouvant atteindre 20.000 marks, soit d'une de ces deux peines à l'exception de l'autre. Est passible des mêmes peines le bourgmestre qui néglige de faire la déclaration requise au commissaire civil ou tolère qu'on commence à exécuter des travaux non autorisés pour chômeurs.

Art. 3. — Les exceptions aux dispositions de l'article 1^{er} seront accordées par le gouverneur général.

Art. 4. — Les infractions au présent arrêté seront jugées par les tribunaux ou les autorités militaires allemands.

Le présent arrêté entre en vigueur dès sa publication.

Der Generalgouverneur.

Freiherr VON BISSING,
Generaloberst.

15 mai 1916. — *Arrêté concernant les chômeurs qui, par paresse, se soustraient au travail* (Bull. n° 213, 20 mai 1916).

J'abroge l'arrêté du 15 août 1915, paru sous le même titre (*Bulletin officiel des lois et arrêtés*, n° 108, p. 889) et arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Quiconque, sciemment ou par négligence, fait de fausses déclarations au sujet de sa situation personnelle lors d'une enquête destinée à établir son indigence, est passible d'une peine d'emprisonnement de six semaines au plus, à moins que les lois en vigueur ne prévoient l'application d'une peine plus forte ; en outre, il pourra être condamné à une amende pouvant atteindre 1.000 marks.

Art. 2. — Quiconque est secouru par l'assistance publique ou privée et, sans motif suffisant, refuse d'entreprendre ou de continuer un travail qu'on lui a proposé et qui répond à ses capacités ou quiconque, en refusant un tel travail, tombe à charge de l'assistance publique ou privée, sera passible d'une peine d'emprisonnement de quatorze jours à un an.

Tout motif concernant le refus de travailler sera valable s'il est admis par le droit des gens.

Au lieu de recourir à des poursuites pénales, les gouverneurs, les commandants militaires qui leur sont assimilés et les chefs d'arrondissement peuvent ordonner que les chômeurs récalcitrants soient conduits de force aux endroits où ils doivent travailler.

Art. 3. — Quiconque, sciemment, favorise par des secours ou d'autres moyens le refus de travailler punissable en vertu de l'article 2 est passible d'une amende pouvant atteindre 10.000 marks ; en outre, il pourra être condamné à une peine d'emprisonnement de deux ans au plus.

Art. 4. — Si des communes, associations ou d'autres groupements favorisent le refus de travailler de la manière prévue à l'article 3, les chefs en seront rendus responsables conformément à cet article.

Art. 5. — S'il est prouvé que certaines sommes sont destinées à secourir les personnes désignées à l'article 2, ces sommes seront confisquées au profit de la Croix Rouge de Belgique.

Art. 6. — Les tribunaux et commandants militaires sont compétents pour juger soit les infractions aux articles 2, 3 et 4 du présent arrêté, soit les infractions à l'article 1^{er}, dirigées contre les autorités et troupes allemandes ou contre les autorités et associations instituées par moi.

Les chambres correctionnelles des tribunaux belges de première instance sont compétentes pour juger les infractions à l'article 1^{er} du présent arrêté qui, en tenant compte de la disposition précédente, ne tombent pas sous la juridiction des tribunaux et commandants militaires.

Der Generalgouverneur in Belgien :

Freiherr VON BISSING,
Generaloberst.

9 août 1916. — *Arrêté concernant les travaux pour chômeurs (Bull. Et., n° 46, 21 août 1916).*

1. — Les travaux qui, directement ou indirectement, ont pour but de procurer du travail rémunéré aux chômeurs (travaux pour chômeurs) doivent, avant d'être commencés, être annoncés au bourgmestre de la commune sur le territoire de laquelle on compte les faire exécuter. Le bourgmestre est tenu de transmettre cette déclaration immédiatement à sa Kommandanture d'étape.

Celle-ci amènera la décision de l'inspecteur des étapes.

L'exécution non autorisée de travaux pour chômeurs est défendue. Les travaux pour chômeurs dont l'exécution a déjà commencé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté doivent être annoncés jusqu'au 15 septembre 1916 au plus tard.

2. — Quand des communes veulent faire exécuter des travaux pour chômeurs, elles doivent, par l'entremise de la Kommandanture, demander l'autorisation de l'inspecteur des étapes, le cas échéant, après avoir reçu la permission de l'administration provinciale compétente, tout en expliquant le but et la base financière des travaux et en présentant les plans.

3. — Quiconque fera exécuter des travaux pour chômeurs ou en provoquera l'exécution, sans y avoir obtenu l'autorisation, sera puni d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 3 ans et d'une amende jusqu'à 20.000 marks ou d'une de ces peines.

Sera passible de la même peine le bourgmestre qui néglige la déclaration à la Kommandanture ou tolère qu'on commence ou continue à exécuter des travaux non autorisés pour chômeurs.

A. H. Q., le 9 août 1916.

Der Etappeninspekteur :

VON UNGER,
General der Kavallerie.

NOTE 4

Les Allemands limitèrent à 24 heures par semaine le nombre d'heures de travail dans les usines du pays où subsistait de l'activité, filatures, tissages, fabriques de chaussures. Forcément les usines employèrent moins d'ouvriers et une nouvelle masse de travailleurs vint grossir le nombre des chômeurs que le commandement allemand employait à ses travaux.

Enfin, en avril 1917, les Allemands prescrivirent de nouvelles mesures contraignant les Belges à travailler pour eux. Désormais tout Belge pouvait être contraint, même s'il n'était pas chômeur, à s'engager au service des Allemands. Un retard dans l'exécution était frappé d'une peine, la négligence également. La provocation à la résistance, l'assistance aux récalcitrants, etc., étaient punies plus sévèrement ; le défaut de délation lui-même était frappé d'une peine qui pouvait s'élever à 5 ans de prison.

DOCUMENTS

10 janvier 1916. — *Arrêté concernant la durée de la journée de travail dans les établissements de filature, de tissage, etc.* (Bull. n° 156, 16 janvier 1916).

Art. 1^{er}. — Dans les établissements de filature, de tissage, de bonneterie, et de tricotage, il n'est permis de filer, tisser, brocher ou tricoter que pendant 24 heures au plus, par semaine de 7 jours.

Les dispositions restrictives applicables au travail des femmes et des enfants restent en vigueur.

Art. 2. — Le chef de l'administration civile près le gouverneur général en Belgique est autorisé à accorder des dispenses à la prescription de l'article 1^{er}, 1^{er} alinéa ; toutefois, le total des heures de travail ne doit pas dépasser 105 heures par mois.

Les demandes de dispense doivent être accompagnées d'un tableau d'exploitation faisant ressortir le genre des travaux, la division des journées de travail et le nombre des ouvriers auxquels la dispense s'appliquerait.

Art. 3. — Les industriels (propriétaires, directeurs, etc.) qui enfreignent les dispositions restrictives du présent arrêté seront punis, soit d'une peine d'emprisonnement d'un an au plus et d'une amende pouvant aller jusqu'à 20.000 marks, soit d'une de ces deux peines à l'exclusion de l'autre.

Les infractions au présent arrêté sont de la compétence des tribunaux militaires allemands.

Art. 4. — Le présent arrêté entrera en vigueur le 17 janvier 1916.

10 octobre 1916. — *Arrêté concernant la durée de la journée de travail dans les fabriques de chaussures (Bull. n° 267, 20 octobre 1916).*

Art. 1^{er}. — Dans les fabriques de chaussures, il n'est permis de travailler que pendant 24 heures au plus par semaine.

Les dispositions restrictives applicables au travail des femmes et des enfants restent en vigueur.

Art. 2. — Le chef de l'administration civile (Verwaltungschef) près le gouverneur général en Belgique est autorisé à accorder des dispenses à la prescription de l'article 1^{er}, 1^{er} alinéa ; toutefois, le total des heures de travail ne devra pas dépasser 105 heures par mois. Les demandes de dispense doivent être accompagnées d'un tableau d'exploitation faisant ressortir le genre des travaux, la division des journées de travail et le nombre des ouvriers auxquels la dispense s'appliquerait.

Art. 3. — Les industriels (propriétaires, directeurs, etc.) qui auront enfreint les présentes dispositions restreignant la durée de la journée de travail, seront punis, soit d'une peine d'emprisonnement d'un an au plus et d'une amende pouvant aller jusqu'à 20.000 marks, soit d'une de ces deux peines à l'exclusion de l'autre.

Les tribunaux et commandants militaires allemands sont compétents pour juger les infractions au présent arrêté.

Art. 4. — Le présent arrêté entrera en vigueur le 16 octobre 1916.

11 avril 1917. — *Arrêté concernant le refus de travailler, etc. (Bull. Et., n° 71, 19 avril 1917).*

§ 1. — Sera puni d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 3 ans et d'une amende jusqu'à 10.000 marks ou d'une de ces peines, à moins que, d'après les lois et arrêtés existants, une peine plus grave ne soit applicable :

a) Quiconque refusera de commencer ou de continuer des services auxquels il a été appelé en vertu des prescriptions existantes.

b) Quiconque n'entrera pas au service auquel il s'est engagé vis-à-vis d'une administration ou autorité allemande, d'un entrepreneur chargé de travailler pour les Allemands ou d'une entreprise mise sous séquestre, ou bien quiconque refusera un pareil service sans observer le terme du congé convenu ou légal d'après le droit allemand.

c) Quiconque, intentionnellement, n'exécutera pas ou pas à temps un contrat à travail ou à livraison conclu avec une administration ou autorité allemande ou avec un entrepreneur chargé de travailler pour les Allemands.

d) Quiconque, en travaillant pour une administration ou autorité allemande, pour un entrepreneur chargé de travailler pour les Allemands ou pour une entreprise mise sous séquestre, manquera aux règlements de travail ou aux ordres donnés, ou bien qui les négligera contrairement à son devoir.

§ 2. — Si une des actions mentionnées au § 1^{er} a été commise par plusieurs personnes en complicité, chaque complice sera puni d'une peine d'emprisonnement pouvant aller de six mois jusqu'à cinq ans.

§ 3. — Une condamnation aux travaux forcés peut être prononcée dans les cas § 1^{er} ou § 2 si :

a) L'action a été commise en même temps par plusieurs personnes, en même temps à un ou plusieurs lieux.

b) Le coupable ou un des coupables, en commettant l'action, a porté des coups ou blessures à quelqu'un.

c) L'action a pour conséquence une interruption considérable du travail ou un dommage important à la propriété de l'administration de l'armée ou du patron chargé de travailler pour elle ou de l'entreprise mise sous séquestre.

§ 4. — Quiconque négligera d'avertir tout de suite une autorité allemande dès qu'il a reçu la connaissance authentique qu'une des actions mentionnées aux §§ 1-3 est projetée, sera puni d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 5 ans, si l'acte punissable a été commis.

§ 5. — Quiconque, sciemment, prêterait assistance à une des actions punissables mentionnées aux §§ 1-3 sera puni comme le coupable.

§ 6. — Quiconque invitera, provoquera ou excitera à une des actions mentionnées aux §§ 1-3, sera puni de travaux forcés, dans des cas moins graves, d'emprisonnement. Si cela se fait devant une foule d'hommes, dans une assemblée, par un prêtre pendant un office ou par un fonctionnaire étant de service, la condamnation aux travaux forcés est de rigueur.

§ 7. — Dans des cas où un grave dommage militaire a été causé, la peine de mort peut être appliquée.

§ 8. — Sont compétents les tribunaux militaires et les commandants militaires allemands.

A. H. Q., le 11 avril 1917.

Der Oberbefehlshaber :

SIXT VON ARNIM,
General der Infanterie.

CHAPITRE IV

Le Régime pénal allemand en Belgique

NOTE 1

Le Gouvernement allemand en Belgique s'est signalé par l'extraordinaire sévérité des mesures répressives prises contre les habitants. Toute la législation allemande en Belgique occupée est sanctionnée par des peines d'emprisonnement de longue durée, des amendes considérables, des confiscations, la déportation en Allemagne. On rencontrera ces mesures dans la presque totalité des arrêtés reproduits en annexe au présent ouvrage ; nous y renvoyons le lecteur. Toutefois il est utile de signaler quelques arrêtés caractéristiques où les Allemands promulguèrent des peines typiques.

Ils ne se contentaient pas de rechercher et de punir les coupables. Ils frappaient en bloc la collectivité. Les « communes » sont responsables, disent-ils, c'est-à-dire que des habitants innocents seront pris comme otages et répondront des actes de leurs concitoyens. De plus, on frappera de contributions de guerre qui atteindront tout le monde, on évacuera les maisons, on déportera les habitants. (Arr. du 15 octobre 1915 pour les étapes). Le 10 avril 1917 une mesure semblable contre les communes est appliquée à nouveau.

La responsabilité des communes est même étendue de telle façon que les administrations sont punissables, si elles ne dénoncent pas les Belges coupables aux yeux des autorités militaires allemandes.

La peine applicable est étendue aux innocents, de façon à impressionner, semble-t-il, les vrais coupables, car en cas d'infraction même les membres de leur famille s'exposent à être punis.

DOCUMENTS

15 octobre 1915. — *Avis concernant la responsabilité des communes du chef de détériorations commises aux chemins de fer sur leur territoire (Bull. Et., n° 10, 30 octobre 1915).*

1. Les communes en sont responsables que les chemins de fer se trouvant dans leur territoire ne soient pas endommagés et que leur exploitation ne

soit pas entravée. Les autorités militaires peuvent prendre des otages, qui payent de leurs têtes les destructions du chemin de fer. La commune dont le territoire est le théâtre d'une détérioration du chemin de fer est susceptible d'être punie d'une lourde contribution de guerre et d'une restriction du droit de circulation de ses habitants (fermeture des maisons de débit, défense de sortir, saisie des bicyclettes, défense de circulation de voitures, cessation de permis de voyage, interruption du service postal). En outre, toute la localité ou certaines maisons peuvent être évacuées et les hommes peuvent être déportés dans un camp de prisonniers allemand.

2. Défense d'aller sur les talus ou autres dépendances du chemin de fer à l'exception des parties des gares et stations et des passages dont l'accès est permis au public. Les infractions seront punies de peines d'emprisonnement d'un an minimum jusqu'à 15 ans maximum.

Toutes les personnes occupées d'une façon suspecte sur les dépendances du chemin de fer ou dans la proximité de celles-ci, s'exposent au danger d'être fusillées sans façon par les sentinelles.

3. Sera puni d'une peine d'emprisonnement de 10 ans minimum quiconque procure asile à des personnes militaires ennemies, qui leur procure de la nourriture, des moyens de subsistance, des vêtements bourgeois ou qui leur prête secours d'une façon quelconque. Si ces actes de soutien provoquent un désavantage aux troupes allemandes, la peine capitale sera appliquée.

4. Les administrations communales ont à remettre immédiatement entre les mains de l'autorité militaire allemande la plus proche de pareilles personnes militaires trouvées dans leur territoire ainsi que tout bourgeois y rencontré et ne pouvant s'identifier. L'omission sera punie d'une lourde contribution à la charge de la commune coupable. Les peines indiquées sous le n° 3 sont applicables contre les fonctionnaires en défaut.

5. Tout habitant du pays, apprenant l'arrivée ou la présence d'une des personnes mentionnées sous le n° 4, doit en informer immédiatement la commune ou l'autorité militaire ou la faction militaire allemande la plus proche. Les infractions seront punies de peines d'emprisonnement de 3 ans minimum jusqu'à 15 ans maximum.

6. — Les peines annoncées sous les n°s 2-5 sont applicables pour autant que la condamnation à d'autres peines plus lourdes ou à la peine capitale ne soit pas à infliger selon d'autres lois ou ordonnances ou selon les lois de guerre. Hormis cela, indépendamment des peines d'emprisonnement, des peines d'amende et même la saisie de la fortune entière des contrevenants peuvent être prononcées dans tout cas de contravention.

Q. G., 15 octobre 1915.

Der Oberbefehlshaber :

HERZOG ALBRECHT VON WURTEMBERG.

10 avril 1917. — *Avis concernant les dommages causés aux télégraphes, aux téléphones ou aux chemins de fer (Bull. n° 334, 17 avril 1917).*

Tout dommage causé aux télégraphes, aux téléphones ou aux chemins de fer sera puni conformément au droit de la guerre ; la loi applicable dans un tel cas prescrit la peine de mort.

Si l'auteur de l'infraction n'a pu être arrêté, les mesures les plus rigoureuses seront prises contre la commune sur le territoire ou dans le voisinage de laquelle le dommage aura été causé.

20 juillet 1915. — *Arrêté déterminant les obligations des communes quant aux personnes placées sous le contrôle d'un « Meldeamt »* (Bull. n° 98, 24 juillet 1915).

Les communes sont obligées de veiller à ce que les personnes placées sous le contrôle d'un « Meldeamt » ne quittent pas le district qu'elle doivent habiter conformément aux prescriptions du « Meldeamt » compétent. Si des personnes placées sous contrôle transfèrent leur domicile dans une autre localité sans y être autorisées, la commune sera passible d'une amende.

Si, par la suite, de telles contraventions continuent quand même, j'envisagerai l'application des mesures suivantes : ¶

1° Placement sous contrôle de tous les habitants de la commune qui sont en état de porter les armes et sont âgés de 17 à 50 ans et exerce d'une surveillance plus rigoureuse à leur égard.

2° Suppression pour tous les habitants du droit de transférer leur domicile dans une autre localité.

En outre, je rappelle que, selon l'arrêté du 26 janvier 1915, les personnes convaincues d'avoir voulu transférer leur domicile dans une autre localité sans en avoir le droit et même les membres de leur famille s'exposent à être punis.

NOTE 2

Les Belges qui prêtent assistance à leurs concitoyens poursuivis sont traités aussi sévèrement qu'eux. Non seulement on ne peut leur prêter asile sans risquer un châtiment allant jusqu'à la peine de mort, mais on se rend leur complice en ne les dénonçant pas (arr. du 1^{er} octobre 1915 ci-dessous (art. 5) et arrêtés ci-après).

On ne peut échapper à la peine en alléguant son ignorance du fait : on est présumé l'avoir connu quand il paraît vraisemblable qu'on l'a connu.

Cependant les Allemands admettent une certaine atténuation à leur rigueur dans un cas déterminé : les membres de la famille d'un délinquant qui ne le dénoncent pas sont punis, mais la peine peut être réduite dans une certaine mesure quand il s'agit de l'épouse ou des enfants.

1^{er} octobre 1915. — *Arrêté concernant la défense de cacher des explosifs* (Bull. n° 125, 5 octobre 1915).

Art. 1^{er}. — Quiconque cache des explosifs ou, sans l'autorisation écrite des autorités militaires, en fabrique, commande ou possède sciemment, les cède à autrui ou aide autrui à s'en procurer, est passible de travaux

forés de 1 à 15 ans ; s'il s'agit de cas peu grave, la peine ne pourra être inférieure à un mois d'emprisonnement.

Art. 2. — Sont passibles de la même peine tous ceux qui engagent, incitent ou tentent d'amener une autre personne à commettre une infraction prévue à l'article 1^{er}.

Art. 3. — Tout propriétaire, détenteur, gérant ou gardien d'une maison ou d'un immeuble, qui a permis qu'on y dépose ou cache illégalement des explosifs, sera passible des mêmes peines que l'auteur de l'infraction.

Art. 4. — Si les circonstances prouvent que les explosifs étaient destinés à causer un préjudice quelconque aux forces militaires de l'Empire allemand ou d'un de ses alliés, les infractions prévues aux articles 1 à 3 seront punies de la peine de mort ; cette même peine sera applicable à ceux qui, dans ce cas, sciemment, cachent les auteurs, leur donneront asile ou leur viendront en aide d'une manière quelconque.

Art. 5. — Est passible de travaux forcés quiconque a, d'une manière vraisemblable, eu connaissance d'une des infractions prévues à l'article 4 et néglige d'en prévenir à temps l'autorité militaire.

Art. 6. — Les infractions au présent arrêté seront jugées par les tribunaux militaires allemands.

Bruxelles, le 1^{er} octobre 1915.

Der Generalgouverneur in Belgien :

Freiherr VON BISSING,
Generaloberst.

3 avril 1917. — *Arrêté concernant la détention prohibée d'armes ou de munitions* (Bull. n° 331, 9 avril 1917).

J'abroge l'avis du 10 janvier 1915 ainsi que l'arrêté du 16 juillet 1915 (*Bulletin officiel des lois et arrêtés*, p. 793) et arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Il est défendu aux habitants de fabriquer ou de détenir des armes ou des munitions. Des exceptions pourront être consenties par les gouverneurs.

Art. 2. — Par armes, il faut entendre les armes de tir et armes blanches quelconques.

Doivent être considérées comme munitions, non seulement les cartouches finies, prêtes à être employées dans les armes, mais encore les divers éléments constitutifs des cartouches.

Les objets d'antiquité ou ayant une valeur artistique importante pourront être conservés avec l'assentiment des « Kommandanturen » qui auront à établir s'il s'agit ou non d'armes, aux termes du 1^{er} alinéa.

Art. 3. — Quiconque fabriquera des armes ou des munitions, en détient sciemment, en cédera à autrui ou aidera des tiers à s'en procurer, sera puni d'une peine de travaux forcés, dans les cas moins graves d'un emprisonnement d'un mois au moins.

S'il résulte des circonstances que les armes ou les munitions devaient servir contre le pouvoir allemand, c'est la peine de mort qui sera prononcée.

Art. 4. — Sera puni de 5 ans de travaux forcés au plus ou, dans les cas moins graves, d'un emprisonnement d'au moins 3 mois :

a) Quiconque aura invité ou incité un tiers à commettre un des crimes prévus à l'article 3.

b) Quiconque, de source digne de foi, aura reçu connaissance d'un des crimes prévus à l'article 3, 2^e alinéa, et aura omis d'en prévenir l'autorité militaire.

Art. 5. — Quiconque, par négligence, détiendra des armes ou des munitions, quiconque aura omis de se procurer l'autorisation prévue à l'article 2, 3^e alinéa, sera puni d'emprisonnement et d'une amende pouvant atteindre 10.000 marks, ou de l'une de ces deux peines à l'exclusion de l'autre.

Art. 6. — Indépendamment de la peine, on prononcera la confiscation des armes ou des munitions, peu importe que celles-ci appartiennent ou non à l'auteur de l'infraction ou à un complice.

Art. 7. — Les infractions au présent arrêté seront jugées par les tribunaux militaires ; celles à l'article 5 pourront l'être aussi par les commandants militaires.

Bruxelles, le 3 avril 1917, G. G. 111-556.

Der Generalgouverneur in Belgien :

Freiherr VON BISSING,
Generaloberst.

12 octobre 1915. — *Arrêté concernant les personnes appartenant aux armées ennemies et les agents ennemis qui se cachent dans le pays ainsi que les personnes qui leur viennent en aide (Bull. n° 129, 15 octobre 1915).*

Art. 1^{er}. — Quiconque appartient à une armée ennemie ou a appartenu à une telle après le début de la guerre, quiconque se trouve au service d'un gouvernement ennemi ou d'une personne qui agit dans l'intérêt d'un gouvernement ennemi sera puni de travaux forcés (à moins que d'autres lois ne prévoient une peine plus rigoureuse encore) s'il dissimule aux autorités allemandes sa présence dans le territoire du Gouvernement général ou s'y tient caché.

En cas de circonstances atténuantes, la peine ne pourra être inférieure à 3 mois de prison.

Art. 2. — S'il résulte des circonstances que la personne en question a voulu favoriser une puissance étrangère ou nuire aux forces militaires de l'Empire allemand ou de ses alliés, elle sera punie de la peine de mort.

Art. 3. — Quiconque en connaissance de cause aide d'une manière quelconque une telle personne à dissimuler son séjour, entre autres en la logeant, en l'habillant ou la nourrissant, est passible des mêmes peines.

Si dans les cas prévus à l'article 2, le complice bénéficie des circonstances atténuantes, la peine de mort pourra être remplacée par une peine de travaux forcés qui ne sera pas inférieure à 2 ans.

Art. 4. — Quiconque connaît le séjour d'une des personnes désignées à l'article 1^{er} et n'en prévient pas immédiatement une autorité militaire allemande sera puni d'une peine d'emprisonnement ; quiconque, dans un tel cas, a su que les circonstances prévues à l'article 2 existaient en réalité sera puni de travaux forcés ou d'une peine d'emprisonnement qui ne pourra être inférieure à 6 mois.

Art. 5. — Ne seront pas punies les personnes désignées aux articles 1 et 2 qui se trouvent dans le territoire du Gouvernement général et se présentent volontairement à l'autorité militaire dans les 24 heures de l'affichage public du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 octobre 1915.

Der Generalgouverneur in Belgien :

Freiherr VON BISSING,
Generaloberst.

5 mai 1916. — *Addition à l'arrêté concernant la protection de militaires ennemis du 15 octobre 1915 (Bull. Et., n° 33, 11 mai 1916).*

Le supplément suivant est ajouté au chiffre 3.

Dans des cas moins graves, surtout quand les actes de protection ont été commis par l'épouse ou par les enfants, une peine d'emprisonnement de quatre semaines au moins peut être prononcée.

Q. G., le 5 mai 1916.

Der Oberbefehlshaber :

Herzog ALBRECHT VON WÜRTEMBERG.

NOTE 3

Les Allemands introduisent des principes nouveaux dans leur législation pénale en Belgique occupée.

On voit que la « tentative d'abstention » est un délit ; c'est-à-dire que si c'est un délit de *s'abstenir* de donner un renseignement (fût-ce par négligence), c'est également un délit de *tenter de s'abstenir* de donner un renseignement.

Une peine nouvelle est introduite également dans la législation : c'est celle de la confiscation totale ou partielle des biens des personnes qui ne répondent pas personnellement de l'infraction.

La confiscation de l'objet litigieux est prononcée constamment, notamment dans la législation économique.

DOCUMENTS

29 août 1916. — *Arrêté concernant la liquidation d'entreprises britanniques (Bull. n° 253, 13 septembre 1916).*

Art. 10. — Quiconque, intentionnellement, aura soustrait, en tout ou en partie, des objets à un liquidateur nommé conformément au présent arrêté ou aura été complice d'une pareille soustraction ; quiconque, intentionnellement, n'aura pas fourni les renseignements prescrits au § 6 ou, soit sciemment, soit par négligence, aura donné de fausses indications, sera puni d'une amende pouvant atteindre 100.000 marks et d'une peine d'emprison-

nement de 5 ans au plus ou bien d'une de ces deux peines à l'exclusion de l'autre.

Toute tentative d'infraction est punissable.

Les tribunaux et commandants militaires allemands sont compétents pour juger les infractions au présent arrêté.

3 avril 1917. — *Arrêté concernant la surveillance des personnes placées sous le contrôle d'un « Meldeamt »* (Bull. n° 331, 8 avril 1917).

L'arrêté du 14 juillet 1915, concernant les infractions aux prescriptions relatives à la surveillance des personnes placées sous le contrôle d'un « Meldeamt » (*Bulletin officiel des lois et arrêtés*, p. 790) est complété comme suit :

« Si les auteurs des infractions ne peuvent être contraints à en répondre personnellement, leurs biens se trouvant en Belgique pourront être confisqués, en tout ou en partie, par des ordonnances émanant, soit des gouverneurs militaires, soit des commandants ayant les mêmes pouvoirs que les gouverneurs. »

Bruxelles, le 3 avril 1917.

Der Generalgouverneur in Belgien :

Freiherr VON BISSING,
Generaloberst.

G. G. 111-503

17 juin 1917. — *Arrêté étendant l'application des dispositions pénales des arrêtés pris au point de vue économique à la suite de l'état de guerre* (Bull. n° 363, 1^{er} juillet 1917).

Art. 1^{er}. — Les peines prévues en cas d'infractions aux arrêtés en vigueur concernant le relevé, la saisie ou l'expropriation des matières premières minérales, animales et végétales, de leurs produits mi-finis ainsi que des déchets, sont, par extension, rendues applicables de telle manière que, dans tous les cas où il y aura eu négligence lors d'une infraction quelconque aux arrêtés visés ci-dessus, la confiscation de la chose qui aura formé l'objet de l'infraction puisse être prononcée.

Lorsque l'infraction aura été commise volontairement, on devra toujours prononcer, outre l'amende prévue, la confiscation et une peine d'emprisonnement.

Art. 2. — Si des marchandises visées par un des arrêtés prévus à l'article 1^{er} disparaissent ou sont détériorées, leur propriétaire, leur gardien ou leur dépositaire devra, pour avoir enfreint l'obligation à lui imposée de garder la marchandise avec soin, être puni des peines comminées par l'arrêté régissant la matière, à moins qu'il ne puisse établir qu'il a fait le nécessaire pour empêcher la perte ou la détérioration des marchandises en question. En plus de la peine qui sera prononcée, il sera condamné à payer une indemnité (dommages-intérêts) pouvant aller jusqu'au quintuple de la valeur, en temps de paix, des marchandises disparues ou détériorées.

L'amende et l'indemnité seront récupérables non seulement sur les biens de l'inculpé, mais aussi sur les dommages-intérêts et sur l'indemnité

d'assurance que l'inculpé serait en droit de faire valoir envers des tiers, du chef de vol ou de détérioration ; le recouvrement desdits dommages-intérêts et de l'indemnité d'assurance se fera directement.

Le recouvrement de l'amende et de l'indemnité prévue au 1^{er} alinéa du présent article se fera par les tribunaux et autorités militaires compétents.

Art. 3. — Si un inculpé, accusé d'avoir commis une infraction à un des arrêtés nommés à l'article 1^{er}, invoque à sa décharge qu'il s'agit de stocks exemptés de la saisie par des arrêtés ou qui, ayant été exemptés dans le territoire des étapes, en ont été exportés, il devra fournir la preuve de cette assertion.

Bruxelles, le 17 juin 1917.

Der Generalgouverneur in Belgien :

Freiherr VON FALKENHAUSEN,
Generaloberst.

CHAPITRE V

Les pouvoirs administratifs belges pendant l'occupation

NOTE 1

Dès que l'occupation du territoire belge fut assurée aux Allemands, ils y installèrent une administration militaire complète, à laquelle ils adjoignirent une administration civile (proclamation du 5 septembre 1914).

Les termes de cette proclamation semblaient un exposé des principes de la politique d'occupation. On y annonçait une répression terrible des actes hostiles dirigés contre les militaires allemands, répression qui frapperait même les innocents, « c'est la dure nécessité de la guerre ».

D'autre part, la proclamation était remplie de promesses pour les Belges désirant vaquer paisiblement à leurs travaux. Elle demandait le concours de tous à l'administration, notamment aux fonctionnaires.

Il fallait une base juridique aux opérations de l'administration allemande en Belgique occupée. Elle fut établie par l'arrêté du 3 décembre 1914.

Les pouvoirs provinciaux et communaux de Belgique avaient reçu par la loi du 4 août 1914 (faite pour parer à l'éventualité d'une invasion du territoire) l'autorité nécessaire pour suffire à leur administration. Cette loi fut abrogée ; les anciens pouvoirs rétablis furent alors confiés aux autorités allemandes.

L'arrêté du 3 décembre dispose que le pouvoir exécutif, c'est-à-dire les pouvoirs appartenant au roi des Belges, sont exercés par le gouverneur général allemand en Belgique (à ce moment le baron von Bissing). Les pouvoirs des gouverneurs des provinces sont exercés par les gouverneurs militaires, mais la charge de l'administration appartient aux présidents du gouvernement civil ressortissant aux gouverneurs militaires. Un peu plus tard intervient l'arrêté du 8 février 1915 qui transfère les pouvoirs appartenant aux commissaires d'arrondissement à des fonctionnaires allemands ou chefs militaires d'arrondissements (Kreisehefs).

Il résulte de ces dispositions que les fonctions principales de l'administration de la Belgique, concernant exclusivement les intérêts des populations belges, se trouvaient entre les mains de fonctionnaires allemands, militaires et civils. Les députations permanentes continuaient à siéger, mais sous la présidence des présidents du gouvernement civil ; tandis que les conseils provinciaux se voyaient supprimer une de leurs prérogatives principales, celle de se réunir de plein droit une fois par an (arr. du 2 juin 1915). On verra plus tard quel fut le seul rôle que les Allemands imposèrent aux conseils provinciaux.

DOCUMENTS

2 septembre 1914. — *Proclamation*. — *Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, après l'occupation de la plus grande partie du territoire belge, a daigné me nommer gouverneur général en Belgique. J'ai établi le siège du gouvernement général à Bruxelles (Ministère des Beaux-Arts) (Bull. n° 1, 5 septembre 1914) (1).*

3 décembre 1914. — *Arrêté abrogeant la loi du 4 août 1914 sur la délégation des pouvoirs en cas d'invasion du territoire et réglant l'exercice des pouvoirs qui appartiennent aux gouverneurs provinciaux et au roi des Belges en vertu des lois sur l'administration des provinces et des communes (Bull. n° 18, 7 décembre 1914).*

Art. 1^{er}. — La loi du 4 août 1914 (2) relative à la délégation des pouvoirs en cas d'invasion du territoire est abrogée.

(1) Le texte de ce document est imprimé ci-dessus, page 3.

(2) Loi du 4 août 1914 relative aux délégations en cas d'invasion du Territoire (Moniteur 5 août 1914).

Nous ALBERT..., etc., les Chambres ont adopté et nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. — A partir du moment où par suite de l'invasion d'une province par l'ennemi, le Gouverneur aura quitté son poste, et jusqu'au jour où il le reprendra, le conseil provincial et la députation permanente du conseil provincial font librement tous les actes que la loi ne leur permet de faire qu'avec le concours du Gouverneur.

Article 2. — A partir du moment où les communications avec le siège du gouvernement sont coupées, les conseils provinciaux et les députations permanentes font, sous l'approbation du Gouverneur, les actes que la loi ne leur permet de faire qu'avec l'autorisation du Roi. S'il s'agit d'une province où le Gouverneur a quitté son poste en raison de l'invasion de l'ennemi, le conseil provincial et la députation permanente font librement les actes susvisés à charge de les communiquer au Gouvernement, aussitôt que les communications seront établies ; le Roi pourra improuver ces actes, dans les quarante jours de la communication, sans préjudice néanmoins de l'exécution qui leur aurait été donnée.

Article 3. — A partir du moment où les communications avec le siège du Gouvernement sont coupées, les conseils communaux font, sous l'approbation du Gouverneur, tous les actes que la loi ne leur permet de faire qu'avec l'approbation du Roi.

Le Gouverneur statue également sur tous les recours que la loi permet d'adresser au Roi contre les décisions de la députation permanente.

Article 4. — S'il s'agit d'une province où le Gouverneur a quitté son poste en raison de

Art. 2. — Tous les pouvoirs appartenant aux gouverneurs provinciaux en vertu des lois sur l'administration des provinces et des communes sont exercés par les gouverneurs militaires de l'Empire allemand. Les présidents du gouvernement civil ressortissant aux gouverneurs traitent, au nom de ceux-ci, les affaires courantes de l'administration provinciale et pourvoient aux affaires et à la présidence des députations permanentes. Les pouvoirs appartenant au roi des Belges sont exercés par moi, en ma qualité de gouverneur général impérial.

Art. 3. — Les résolutions prises depuis l'entrée en vigueur de la loi susmentionnée du 4 août 1914, par les députations permanentes, les conseils provinciaux et les conseils communaux doivent, pour être valables, être approuvées, après coup, par les autorités désignées à l'article 2, pour autant que ces décisions eussent dû être approuvées par les gouverneurs provinciaux ou par le roi.

Le Gouverneur général en Belgique :

Baron VON BISSING.

8 février 1915. — *Arrêté concernant l'exercice des pouvoirs qui appartiennent aux commissaires d'arrondissement* (Bull. n° 40, 15 février 1915).

Art. 1^{er}. — Tous les pouvoirs appartenant aux commissaires d'arrondissement en vertu des lois sur l'administration des provinces et des communes sont exercés par les chefs militaires d'arrondissements allemands (Kreis-chefs). Les commissaires civils près les chefs militaires d'arrondissements exercent au nom de ces derniers la surveillance de l'administration des communes et de la tenue des registres de l'état civil qui, d'après les articles 132-138 de la loi provinciale, incombait aux commissaires d'arrondissements, ainsi que des affaires qui s'y rattachent.

Art. 2. — Le chef de l'Administration civile près le gouverneur général est chargé de l'exécution de cet arrêté.

2 juin 1915. — *Arrêté suspendant l'application de l'article 44 de la loi provinciale* (Bull. n° 84, 14 juin 1915).

La disposition de l'article 44 de la loi provinciale du 30 avril 1836, selon laquelle les conseils provinciaux se réunissent de plein droit en session ordi-

l'invasion de l'ennemi, les conseils communaux font, sous l'approbation de la députation permanente, les actes que la loi ne leur permet de faire qu'avec l'autorisation du Roi.

Dans cette hypothèse, la députation permanente statue souverainement dans tous les cas où la loi permet de recourir au Roi contre les décisions de ce collège.

Dans les soixante jours qui suivront le rétablissement des communications, le Roi pourra improuver les décisions prises par les députations permanentes en vertu de la présente disposition sans préjudice néanmoins de l'exécution qui leur aurait été donnée.

Article 5. — Dans les soixante jours à partir du moment où les communications avec le siège du gouvernement seront rétablies, le Roi pourra annuler les actes des autorités provinciales et communales qui sortent de leurs attributions, qui sont contraires aux lois ou qui blessent l'intérêt général.

Article 6. — La présente loi sera exécutoire dès le jour de sa publication au *Moniteur*. Promulguons...

naire le 1^{er} juillet, à 10 heures du matin, est mise hors de vigueur cette année.

NOTE 2

La mainmise de l'autorité allemande sur le pouvoir exécutif belge avait comme conséquence naturelle de faire échapper la Belgique à toutes les dispositions que pouvait prendre le Gouvernement belge réfugié au Havre. C'est ce qu'exprime l'arrêté du 4 janvier 1915. Dès lors le gouverneur général allemand en Belgique constitue à lui seul tout le pouvoir législatif et tout le pouvoir exécutif.

Cependant les Allemands ne pouvaient assumer que la direction générale de l'Administration ; celle-ci restait entre les mains des fonctionnaires belges en charge, à qui le gouverneur allemand donnait l'assurance qu'ils n'auraient pas à exécuter d'ordres dans l'intérêt direct de l'armée. Mais les fonctionnaires belges ne pouvaient émarger qu'au budget du pays occupé ; les priver des moyens d'existence procurés par le Gouvernement belge paraissait le plus sûr moyen de vaincre leur résistance éventuelle.

Les Allemands dispensèrent les fonctionnaires nommés pendant l'occupation du serment de fidélité auxquels ils étaient tenus envers le roi et les lois belges (arr. du 20 mars 1915). Cette mesure avait une portée considérable, car elle enlevait les garanties légales à tous les actes administratifs de ces fonctionnaires et permettait l'accès aux fonctions, de personnes dont le sentiment du devoir envers la Belgique pouvait laisser à désirer.

4 janvier 1915. — *Avis à la population belge* (Bull. n° 28, 7 janvier 1915).

Il est rappelé que dans les parties de la Belgique soumises au gouvernement allemand et depuis le jour de l'institution de ce gouvernement, seules les ordonnances du gouverneur général et des autorités qui lui sont subordonnées ont force de loi.

Les arrêtés pris depuis ce jour ou encore à prendre par le roi des Belges et les ministres belges n'ont aucune force de loi dans le domaine du gouvernement allemand en Belgique. Je suis décidé à obtenir par tous les moyens à ma disposition que les pouvoirs gouvernementaux soient exercés exclusivement par les autorités allemandes instituées en Belgique. J'attends des fonctionnaires belges que, dans l'intérêt bien compris du pays, ils ne se refuseront pas à continuer leurs fonctions, surtout que je ne réclamerai pas d'eux des services dans l'intérêt direct de l'armée allemande. Les traitements qui, à l'insu ou contrairement à la volonté du gouvernement allemand, seront payés par les anciennes autorités belges aux fonctionnaires belges sont passibles de confiscation.

Le Gouverneur général en Belgique :

Baron VON BISSING.

20 mars 1915. — *Arrêté abrogeant l'article 261 du Code pénal belge* (Bull. n° 54, 28 mars 1915).

Dans les parties occupées du territoire belge, l'article 261 (1) du Code pénal belge est abrogé pendant la durée de l'occupation.

Les fonctionnaires belges qui seront nommés pendant cette époque, et les autres sujets belges qui, pendant cette époque, seront désignés pour remplir des fonctions publiques, seront réputés installés dans leurs fonctions dès que leur nomination ou leur désignation leur sera notifiée officiellement. A partir de ce moment, ils sont tenus de remplir fidèlement et consciencieusement leurs fonctions. Les effets juridiques et légaux des actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions sont indépendants de la prestation du serment politique et professionnel prescrit jusqu'à présent.

NOTE 3

Les Allemands avaient suspendu les réunions des conseils provinciaux. Ils ne les réunirent que dans un but tout à fait exceptionnel : celui de régler le paiement de la contribution de guerre imposée à la Belgique, frappée, dès 1914, d'une contribution de guerre mensuelle de 40 millions, portée dans la suite à 50 et à 60 millions, et payable par les provinces. Le rôle des conseils provinciaux devait être exclusivement de trouver les ressources nécessaires pour faire face à cette charge écrasante.

L'ordre du jour était strictement limité ; la session s'ouvrait et se fermait au nom du gouverneur général allemand ou des commandants en chef des armées, selon la province. Enfin le conseil provincial devenait, dans l'esprit de l'arrêté, un organisme exclusivement au service des Allemands, d'autant plus que la contribution de guerre dont il s'agissait n'était exigée que dans l'intérêt des Allemands.

L'injonction fut accueillie diversement par les conseils provinciaux dont certains se soumirent, du moins pendant les premières années ; l'intérêt de la population belge semblait exiger ce sacrifice, pour limiter la mainmise allemande sur l'administration. Quand les conseils provinciaux ne se soumettaient pas, ce refus d'obéissance donnait aux Allemands la faculté d'exécuter la mesure comme ils l'entendaient. Ils annulaient purement et simplement la décision du conseil provincial, et donnaient aux gouverneurs allemands compétents dans chaque province le pouvoir de conclure tous les arrangements utiles au paiement de la contribution. Ils se basaient pour agir de la sorte sur la simple déclaration que la résolution des conseils provinciaux était

(1) Art. 261. — Tout fonctionnaire public qui sera entré en exercice de ses fonctions sans avoir prêté le serment prescrit par la loi, sera condamné à une amende de vingt-six francs à cinq cents francs.

contraire à l'intérêt général. On trouvera ci-après les arrêtés relatifs à la contribution de guerre de 1916 ; les termes dans lesquels ils sont rédigés ont été reproduits chaque année, à la même occasion.

DOCUMENTS

10 décembre 1914. — *Ordre imposant à la population de Belgique une contribution de guerre* (Bull. n° 27, 4 janvier 1915).

Il est imposé à la population de Belgique une contribution de guerre s'élevant à 40 millions de francs à payer mensuellement pendant la durée d'une année.

Le payement de ces montants est à la charge des neuf provinces, qui en sont tenues comme débitrices solidaires.

Les deux premières mensualités sont à réaliser au plus tard le 15 janvier 1915, les mensualités suivantes au plus tard le 10 de chaque mois suivant à la caisse de l'armée en campagne du gouvernement général impérial, à Bruxelles.

Dans le cas où les provinces devraient recourir à l'émission d'obligations à l'effet de se procurer les fonds nécessaires, la forme et la teneur de ces titres seront déterminées par le commissaire général impérial pour les banques en Belgique.

Le Gouverneur général en Belgique :

Baron VON BISSING.

20 novembre 1916. — *Arrêté concernant la session extraordinaire des conseils provinciaux* (Bull. n° 279, 21 novembre 1916).

Art. 1^{er}. — Les conseils provinciaux des provinces belges sont convoqués en session extraordinaire qui se tiendra le samedi 2 décembre 1916, à midi (heure allemande), aux chefs-lieux des provinces.

Art. 2. — La convocation de ces sessions extraordinaires ne sera publiée que dans le *Bulletin officiel des lois et arrêtés* pour le territoire belge occupé et dans le *Bulletin officiel des arrêtés* pour le rayon des étapes de la 4^e armée.

Art. 3. — Les convocations des membres des conseils provinciaux se feront par les députations permanentes. La présence du gouverneur de la province à ladite session n'est pas obligatoire.

La députation permanente nommera dans son sein un membre par qui la session sera ouverte et close.

La session sera ouverte et close au nom du gouverneur général impérial allemand, dans les provinces d'Anvers, de Brabant, de Hainaut, de Limbourg, de Liège, de Luxembourg et de Namur, et en même temps, dans la province de Hainaut, au nom du commandant en chef de la 6^e armée dans les provinces de Flandre orientale et occidentale, la session sera ouverte et close au nom du commandant en chef de la 4^e armée.

Art. 4. — La durée de la session ne dépassera pas un jour ; la session aura lieu à huis-clos.

Il n'y aura à l'ordre du jour que les trois points suivants, qui seuls pouront faire l'objet des délibérations :

a) Mode de règlement de la contribution de guerre imposée à la population belge par ordre du 20 novembre 1916 ;

b) Couverture des obligations provinciales échéant le 25 janvier 1917 ;

c) Paiement des intérêts de l'emprunt de contribution de guerre fait en décembre 1915.

Art. 5. — Les décisions prises dans cette session seront valables, quel que soit le nombre des membres présents.

Bruxelles et A. H. Q. des 4^e et 6^e armées, le 20 novembre 1916.

Der generalgouverneur in Belgien :

Freiherr VON BISSING,
Generaloberst.

Der Oberbefehlshaber der IV. armee :

Herzog ALBRECHT VON WURTEMBERG.

Der Oberbefehlshaber der VI. armee :

Freiherr VON FALKENHAUSEN,
Generaloberst.

3 décembre 1916. — *Arrêté concernant l'exécution de l'ordre du 20 novembre 1916 imposant une contribution de guerre (Bull. n° 284, 4 décembre 1916).*

Dans sa session du 2 décembre 1916 au cours de laquelle il avait à prendre une résolution, conformément à l'arrêté du 20 novembre 1916, sur le mode de règlement de la contribution de guerre imposée à la population belge, le conseil provincial de la province de la Flandre orientale a décidé ce qui suit : de refuser la coopération de la province.

Cette résolution n'est pas de nature à assurer le règlement de la contribution de guerre et est contraire à l'intérêt général ; pour ces motifs, elle est annulée, conformément à l'article 89 de la loi provinciale du 30 avril 1836.

En même temps, le président de la province de la Flandre orientale (Präsident der Zivilverwaltung) est autorisé à prendre les mesures désignées ci-après, qui seront obligatoires pour ladite province :

1) Conclure solidairement avec les autres provinces les contrats nécessaires en vue d'assurer pendant six mois le paiement de la contribution de guerre imposée à la population belge et payable à partir du 10 décembre 1916, et, le cas échéant, contracter dans ce but un emprunt.

2) conclure les arrangements nécessaires en vue d'assurer le paiement des intérêts et le remboursement de cet emprunt, ainsi que la couverture des obligations provinciales échéant le 15 janvier 1917 et le paiement des intérêts de l'emprunt de contribution de guerre contracté en décembre 1915 ;

3) Faire une démarche auprès de l'administration allemande afin que les sommes nécessaires au paiement des intérêts et à l'amortissement de ces emprunts puissent être prélevés sur le budget belge à titre de subsides communs.

4) Conclure solidairement avec les autres provinces un emprunt pour couvrir les frais d'intérêts et d'amortissement, s'il n'était pas donné une suite à la démarche mentionnée au chiffre 3.

5) Signer les documents nécessaires.

Bruxelles et A. H. Q. de la IV^e armée, le 3 décembre 1916.

Der Generalgouverneur in Belgien :

Freiherr VON BISSING,
Generaloberst.

Der Oberfeldshaber der VI. armee :

Herzog ALBRECHT VON WURTEMBERG,

CHAPITRE VI

Interventions allemandes dans l'exercice de la Justice belge

NOTE 1

Les Allemands en pays occupé n'ont pas laissé les autorités judiciaires belges exercer leur activité normalement et dans l'esprit des lois belges. Au contraire, ils ont étendu leur propre compétence, de façon à empiéter sans cesse sur les attributions des magistrats belges dont ils s'arrogeaient les pouvoirs ou auxquels ils adressaient des injonctions. Ces interventions n'avaient pas pour seul but d'assurer la sécurité de l'armée ; elles se manifestaient également quand il s'agissait de questions intéressant exclusivement les civils belges et que les tribunaux existant étaient en mesure de résoudre. Les mesures mettant en présence, dans ces conditions, les autorités militaires allemandes et la magistrature belge devaient forcément aboutir à des conflits. Il ne semble pas que les Allemands voulussent les éviter ; ils avaient pour eux l'autorité incontestable de la force et ils n'hésitaient pas à en user pour terminer le conflit. Il est certain que cette façon de procéder affaiblissait continuellement le pouvoir de la magistrature belge ; elle rendit finalement impossible l'exercice de ses fonctions et aboutit à la faire disparaître entièrement au profit des tribunaux établis par l'occupant.

Dans l'établissement des règlements de police notamment, et des sanctions qui en résultent, les Allemands se sont arrogé un droit absolu sans accorder à la population belge aucune garantie quant à l'étendue des sanctions édictées, aux actes inériminés et à l'application des sanctions. En effet, l'article 2 de l'arrêté du 5 février 1915 ci-après stipule expressément que « le droit des gouverneurs d'édicter des peines est illimité » ; et les articles 3 et 4 établissent que le pouvoir qui a édicté le règlement est également le juge qui l'applique.

Ce pouvoir absolu d'édicter et de punir est encore étendu de façon remarquable par l'article 5 du même arrêté. Les autorités allemandes s'arrogent le droit, non seulement de comminer la contrainte directe, mais de faire exécuter la peine par des tiers.

Cette intervention allemande en matière de police existe en dehors des nécessités imposées par la sécurité de l'armée allemande, car dans ce dernier cas les mêmes autorités jouissent d'un pouvoir spécialement établi par l'article 7 du même arrêté.

DOCUMENTS

5 février 1915. — *Arrêté réglant les pouvoirs des gouverneurs, des chefs d'arrondissement et des commandants en matière de police* (Bull. n° 38, 12 février 1915).

Art. 1^{er}. — Les gouverneurs, les chefs d'arrondissement et les commandants sont autorisés à publier, chacun dans l'étendue de son ressort, des règlements de police sanctionnés de peines et d'amendes. Les règlements de police, à moins qu'ils n'en disposent autrement, entrent en vigueur le jour de leur publication. Les gouverneurs déterminent chacun dans son ressort la forme de cette publication.

Art. 2. — Le droit des gouverneurs d'édicter des peines est illimité ; les chefs d'arrondissement peuvent édicter des peines maxima de trois semaines d'emprisonnement et de 300 francs d'amende, les commandants peuvent édicter des peines maxima de deux semaines d'emprisonnement et de 200 francs d'amende.

Art. 3. — Quiconque aura contrevenu à un tel règlement de police sera puni, par voie de sentence portant fixation de la peine encourue, conformément aux termes du règlement de police dont il s'agit. Les commandants ou chefs d'arrondissement sont en premier lieu compétents, dans les limites indiquées à l'article 2, pour connaître l'application des peines encourues. Si ces limites sont insuffisantes pour permettre l'application de la peine que la contravention paraît devoir mériter, la peine sera fixée par le gouverneur.

Art. 4. — Les sentences des commandants et des chefs d'arrondissement portant fixation de la peine encourue pourront être attaquées par la voie d'appel. Cet appel sera porté devant le gouverneur, qui prononcera en dernier ressort. Les sentences du gouverneur pourront également être attaquées par la voie de l'appel. Cet appel sera porté devant le gouverneur général.

Art. 5. — En dehors desdits règlements de police les gouverneurs, les chefs d'arrondissement et les commandants peuvent, dans des cas spéciaux, émettre des arrêtés de police dont ils pourront sanctionner l'observation en comminant des pénalités ne dépassant pas les limites prévues à l'article 2, ou bien en prescrivant que les peines encourues soient, le cas échéant, exécutées par des tiers, ou bien en comminant la contrainte directe. La fixation de la peine ainsi que l'ordre portant que la peine sera exécutée par des tiers, ou l'ordre édictant la contrainte directe, seront l'affaire de l'autorité dont émane l'arrêté.

Art. 6. — Les sentences rendues en exécution d'un arrêté de police pourront être également attaquées par la voie de l'appel. Sauf dans les cas urgents, l'appel sera suspensif.

Art. 7. — Les autorités désignées à l'article 1^{er} sont, en outre, autorisées à publier, à l'adresse de la population, des ordres destinés à sauvegarder

la sécurité des troupes allemandes. Elles sont autorisées à comminer des peines et à prononcer celles-ci dans le cas où l'on contreviendrait auxdits ordres.

La compétence des chefs d'arrondissement et des commandants en cette matière et pour ce qui concerne la fixation du taux de la peine est restreinte aux limites prévues pour les contraventions commises en matière de règlement de police.

Art. 8. — Les commandants de Maubeuge et du camp de Béverloo rangent avec les gouverneurs.

Art. 9. — Au surplus, le gouverneur général se réserve le droit illimité d'émettre des arrêtés, des ordonnances et des ordres et de prendre des mesures répressives ou disciplinaires.

VON BISSING.

3 mars 1915. — *Dispositions complémentaires à l'arrêté du 5 février 1915 réglant les pouvoirs des gouverneurs des chefs d'arrondissement et des commandants en matière de police (Bull. n° 51, 18 mars 1915).*

Art. 10. — Outre les autorités mentionnées à l'article 3, les commandants de troupes, qui en ont reçu le mandat des gouverneurs militaires de province, sont également autorisés à prononcer, dans les limites de leur circonscription cantonale, des sentences portant fixation de la peine ou de l'amende encourue ; toutefois, ces peines ne peuvent dépasser cinq jours d'emprisonnement et 50 francs d'amende. Les appels contre ces sentences seront portés devant le chef d'arrondissement, qui jugera en dernier ressort.

VON BISSING.

NOTE 2

La police des mœurs est une prérogative des administrations communales de Belgique ; les Allemands y ont substitué un service nouveau sur des bases différentes, sous l'autorité absolue de fonctionnaires allemands. Le contrôle de l'administration communale belge est éliminé entièrement, c'est à peine si on réserve au bourgmestre une voix consultative, dans le cas grave de l'envoi de ses administrés dans une maison de correction (art. 2, 1^o). Cependant les communes belges supportaient seules les frais de la nouvelle organisation. Elles devaient mettre gratuitement à la disposition des Allemands le personnel et les locaux. Leur contribution aux frais leur était imposée et elles ne jouissaient pour s'en défendre, que du droit illusoire de se pourvoir devant le chef de l'administration civile allemand. Ce pourvoi n'était même pas suspensif.

Les budgets des communes, surchargés par les dépenses extraordinaires résultant de l'état de guerre, furent lourdement obérés par cette nouvelle charge. Bruxelles fut la première ville belge qui eut à la sup-

porter (3 février 1915) ; dans la suite toutes les grandes agglomérations urbaines subirent une mesure semblable.

Nous nous contentons de publier l'arrêté instituant la police des mœurs à Bruxelles. Il contient toutes les dispositions caractéristiques de cette institution.

DOCUMENTS

3 février 1915. — *Arrêté instituant une police des mœurs à Bruxelles* (Bull. n° 39, 13 février 1915).

J'arrête par la présente ce qui suit :

Une police de mœurs est instituée pour toute l'agglomération bruxelloise. Elle est placée sous la direction de M. le Président du gouvernement civil de la province du Brabant en tant que chef de la police des mœurs de l'agglomération bruxelloise.

En vue de l'exécution de cette mesure, je décrète l'arrêté qui suit :

Art. 1^{er}. — La police des mœurs dans les communes qui composent l'agglomération bruxelloise (Bruxelles, Anderlecht, Auderghem, Etterbeek, Forest, Ixelles, Saint-Josse-ten-Noode, Uccle, Woluwe-Saint-Lambert, Watermael-Boisfort, Jette-Saint-Pierre, Koekelberg, Laeken, Molenbeek, Schaerbeek, Saint-Gilles) est centralisée et placée sous les ordres du président du gouvernement civil de la province de Brabant en tant que chef de la police des mœurs de l'agglomération bruxelloise.

Art. 2. — Le chef de la police des mœurs de l'agglomération bruxelloise est autorisé :

1^o A décréter les ordonnances de police nécessaires à l'exercice de la police des mœurs en comminant des amendes maxima de 300 francs, des peines de détention d'une durée de six semaines au maximum et l'envoi dans une maison de correction pour les cas de récidive.

La répression des contraventions incombe au chef de la police des mœurs qui ordonnera également, mais non sans avoir au préalable entendu le bourgmestre, les dispositions à l'envoi dans une maison de correction. Les pourvois qui seraient interjetés devront être formés endéans les cinq jours, et cela par une déclaration faite au chef de la police des mœurs. Ils seront portés devant le chef de l'administration près le gouverneur général, lequel en connaîtra en dernier ressort.

2^o A décréter et à exécuter, dans l'intérêt de la police des mœurs, des mesures pour des cas spéciaux en comminant ou des amendes maxima de 300 francs ou des peines d'emprisonnement d'une durée de six semaines au maximum, ou l'exécution des mesures édictées par des tiers aux frais du contrevenant, ou bien la contrainte directe.

Le chef de l'administration civile près le gouverneur général décide en dernier ressort des pourvois qui seraient interjetés contre de telles ordonnances et contre leur mise à exécution. Les pourvois doivent être interjetés endéans les cinq jours, et cela par une déclaration faite au chef de la police des mœurs.

Des fixations de peines prononcées en vertu du présent article sont mises à exécution comme des décisions de justice.

Art. 3. — Les communes susnommées composant] l'agglomération bruxelloise ont à mettre gratuitement à la disposition du chef de la police des mœurs les fonctionnaires et le personnel du bureau qu'il exigera d'elles ainsi que les locaux et les installations nécessaires. Le chef de la police des mœurs aura sous ses ordres les fonctionnaires et le personnel du bureau exigés par lui. L'utilisation d'hôpitaux ou d'autres institutions publiques comporte le paiement des taxes réglementaires. En cas de désaccord concernant le montant de ces taxes, le chef de l'administration civile près le gouverneur général en Belgique décide en dernier ressort.

Art. 4. — Les autorités, et notamment les autorités policières, judiciaires et pénitentiaires, ont à se conformer aux demandes que le chef de la police formulera.

Art. 5. — Les frais de la police des mœurs seront supportés par les diverses communes de l'agglomération bruxelloise au prorata du nombre de leurs habitants ; toutefois la part incombant à la ville de Bruxelles par habitant sera calculée à raison d'une moitié en plus incombant, par habitant, aux autres communes.

Le chef de la police des mœurs fait connaître, tous les mois, aux administrations communales le montant des sommes que chacune d'elles devra verser en une semaine. Les administrations communales ont le droit de pourvoir pendant une semaine, auprès du chef de l'administration civile près le gouverneur général, contre le montant des sommes dont elles ont été imposées. Ce pourvoi n'a pas d'effet suspensif. Le chef d'administration décide en dernier ressort.

Art. 6. — Le chef de la police des mœurs a l'obligation d'engager les personnes soumises à son contrôle à s'amender. Les œuvres de bienfaisance et les associations qui se vouent à cette tâche sont tenues à lui prêter tout leur concours.

Art. 7. — Toutes les dispositions législatives et policières en opposition avec le présent arrêté sont abrogées.

Le Gouverneur général en Belgique :

Baron VON BISSING.

NOTE 3

En attribuant à leurs autorités civiles et militaires des pouvoirs de juridiction en pays occupé, les Allemands mettent délibérément la magistrature belge au second plan.

Ils proclament que la loi belge ne sera appliquée, dans une matière qui intéresse l'ordre public belge, qu'après que la question aura été soumise à l'examen de la juridiction allemande (arr. du 25 mai 1916, *ei-après*) et à la condition que celle-ci n'exerce pas elle-même de poursuites. Cette primauté donnée aux autorités allemandes entraînait de sérieux inconvénients pour les magistrats belges, notamment pour les parquets chargés des poursuites. Mais aux protestations des magistrats belges, les fonctionnaires allemands répondaient par une confirmation catégorique de leurs pouvoirs.

25 mai 1916. — *Arrêté concernant les infractions aux ordonnances des commandants militaires (Bull. n° 217, 31 mai 1916).*

Quiconque enfreint les ordonnances décrétées par les commandants militaires en vue de régler la vie économique et le trafic ou dans l'intérêt de l'hygiène publique sera passible d'une peine d'emprisonnement de cinq jours au plus ou d'une amende pouvant atteindre 50 marks, à moins qu'une peine plus élevée ne soit applicable en vertu d'autres dispositions.

Si ces infractions tombent sous l'application du droit belge, ce droit reste en vigueur et les autorités belges sont compétentes pour autant que l'autorité militaire ne se charge pas des poursuites.

27 octobre 1915. — *Lettre concernant l'ingérence allemande en matière de police.*

Le chef de police militaire de la Ville de Gand.

Journal n° 4342.

A Monsieur le Procureur du roi, à Gand.

En réponse à votre honorée du 26 courant, n° 21166, j'ai l'honneur de vous faire savoir que, de notre part, nous partageons absolument l'avis d'après lequel une application plus sévère de l'article 379 du Code pénal doit être observée.

Vu les circonstances, je dois cependant maintenir la condition que j'ai posée, que les rapports à faire par la police ne doivent être soumis qu'à moi en tout premier lieu.

En outre, je fais observer que toutes les instructions générales à la police ne peuvent être données que par moi.

Salutations distinguées.

Le chef de police militaire :

Signé : HEITZ,
Capitaine.

NOTE 4

Dès l'année 1914 et le début de 1915, les Allemands prirent attitude de législateur au sujet de difficultés d'ordre purement civil qui se présentèrent par suite de la guerre. La situation embarrassée de certains locataires privés de leurs ressources habituelles, la responsabilité des communes vis-à-vis de leurs habitants victimes de vols et de pillage, sollicitèrent l'attention des Allemands.

La loi belge contenait les dispositions nécessaires pour résoudre ces difficultés quand les tribunaux en étaient saisis. Cependant il apparaît que les Allemands trouvèrent les juridictions existantes insuffisantes, et ils créèrent de toutes pièces des tribunaux spéciaux pour ces deux espèces, tribunaux tels qu'il n'en avait jamais existé en Belgique. Ces organismes étaient en tous points contraires aux règles établies par les lois belges sur la constitution des tribunaux.

En matière de baux à loyers les Allemands donnèrent d'abord une première satisfaction aux locataires (arr. 20 novembre 1914). Ensuite ils créèrent un tribunal arbitral où siégeaient à côté du juge de paix, un propriétaire et un locataire, c'est-à-dire deux juges qui ne donnaient aucune des garanties de compétence, d'impartialité ou de désintéressement exigées des magistrats. Les parties devaient se présenter personnellement à la barre et l'assistance d'avocats leur était interdite. La validité de ces tribunaux arbitraux donna lieu à de nombreuses discussions et fut différemment interprétée. De nombreux plaideurs belges ne voulurent point comparaître devant eux. (Voir les arrêtés ci-après.)

La responsabilité des communes vis-à-vis des habitants était établie par le décret du 10 vendémiaire an IV (2 octobre 1795). Les tribunaux belges étaient compétents pour trancher les conflits et fixer les dommages-intérêts éventuels. Leur juridiction fut abrogée et remplacée (arr. du 3 février 1915) par celle d'un tribunal composé entièrement en dehors des règles de la compétence en Belgique. En effet, les magistrats qui y siégeaient étaient nommés par l'autorité allemande ; un assesseur était désigné par la députation permanente du conseil provincial, mais son autorité était compromise par les dispositions de l'article 4 de l'arrêté. Dans la suite deux arrêtés complétèrent l'arr. du 3 février 1915 et en confirmèrent les dispositions.

20 novembre 1914. — *Arrêté concernant les baux et le louage des choses* (Bull. n° 15, 25 novembre 1914).

Les locataires qui ont été empêchés, par suite de la guerre, de jouir de la chose louée, peuvent demander ou la résiliation du bail ou une diminution du prix pour le temps pendant lequel ils auront été empêchés ; dans l'un et l'autre cas il n'y a pour le bailleur lieu à aucun dédommagement de la part du preneur.

Toutes les contestations résultant de l'application de l'alinéa précédent sont de la compétence exclusive des juges de paix, à quelque valeur que la demande puisse s'élever.

Le présent arrêté entre en vigueur avec le jour de sa publication.

Bruxelles, le 20 novembre 1914.

Le gouverneur général en Belgique :

BARON VON DER GOLTZ,
Feldmaréchal.

10 février 1915. — *Arrêté relatif à la création de tribunaux d'arbitrage pour les contestations en matière de loyers* (Bull. n° 39, 13 février 1915).

Art. 1^{er}. — Les lois du 25 mars 1876, 12 août 1911 et du 26 décembre 1891 sont modifiées en ce sens que toutes les contestations relatives au

contrat de louage telles qu'elles sont prévues par l'article 3, n^{os} 1 à 4, de la loi du 25 mars 1876, 12 août 1911, et par l'article 1^{er}, n^o 1 de la loi du 26 décembre 1891, seront désormais, à quelque valeur que la demande puisse s'élever, de la compétence exclusive des tribunaux d'arbitrage qui seront institués en vertu du présent arrêté dans les communes ayant plus de 20.000 habitants, et de la compétence exclusive des juges de paix dans les communes qui comptent un nombre d'habitants moindre.

Art. 2. — Il sera constitué un tribunal d'arbitrage dans chaque canton. Le tribunal d'arbitrage sera présidé par le juge de paix du canton ou par son suppléant ayant comme assesseurs un propriétaire et un locataire.

Art. 3. — Pour pouvoir siéger comme assesseur, il faut :

- a) Etre âgé de 30 ans accomplis ;
- b) Etre inscrit sur les listes électorales d'une des communes du canton ;
- c) N'avoir pas été absent plus de deux mois du 2 août 1914 jusqu'à la date du 15 janvier 1915 ;
- d) N'être dans le canton dont il s'agit que propriétaire ou locataire.

Les fonctionnaires d'État, les avocats, les avoués, les notaires et les huis-siers ne peuvent exercer les fonctions d'assesseur.

Art. 4. — Immédiatement après la publication du présent arrêté, il sera dressé, par les soins du juge de paix pour chaque canton une liste d'assesseurs ; cette liste contiendra les noms de cinquante propriétaires et de cinquante locataires (art. 3).

Art. 5. — Endéans la huitaine de la publication du présent arrêté, le président du Tribunal de première instance désignera, sur la liste des assesseurs pour chaque tribunal d'arbitrage, six propriétaires et six locataires, et cela pour le terme d'un an.

Dans les cantons que l'arrêté royal du 31 mai 1891 a déclarés cantons flamands, les assesseurs doivent connaître la langue flamande.

Art. 6. — En cas de décès, de démission ou de départ d'un des assesseurs, son remplaçant sera choisi dans la liste qui a été dressée au début (art. 5). Cette liste devra être complétée lorsqu'elle ne comprendra plus que vingt noms de locataires et vingt noms de propriétaires.

Art. 7. — Les assesseurs prendront part aux audiences à tour de rôle suivant un plan de roulement que le juge de paix aura à établir. Une affaire commencée devant le tribunal devra, pour autant que possible, se continuer et se terminer devant les mêmes assesseurs.

Art. 8. — L'assesseur qui viendrait à être empêché à prendre part à une audience sera obligé de faire connaître au président, en temps utile, le fait et les raisons de son empêchement. Le président décidera si les raisons invoquées sont pertinentes et plausibles et pourra, dans la négative, condamner l'assesseur non comparant, à une amende de 100 francs.

Art. 9. — Les audiences des tribunaux d'arbitrage se tiendront dans les locaux de la justice de paix et seront publiques.

Art. 10. — Toutes les contestations prévues par l'article 1^{er} sont de la compétence exclusive du tribunal d'arbitrage dans le canton duquel est situé l'immeuble loué.

Toutes les contestations de l'espèce qui seraient, le jour de la publication du présent arrêté, pendantes devant un autre tribunal, seront dans le cas où ce tribunal n'aurait pas encore rendu de décision, renvoyées d'office devant le Tribunal d'arbitrage ou devant la justice de paix compétents.

Art. 11. — Les tribunaux d'arbitrage et les juges de paix jugeront en dernier ressort jusqu'à la valeur de 1.000 francs. Au delà de cette valeur l'appel est admis. Il sera porté, suivant les règles ordinaires du Code de procédure civile belge, devant le tribunal de première instance.

Art. 12. — Les demandes seront introduites auprès du greffier de la justice de paix. Celui-ci remplira, au surplus, les fonctions de greffier du Tribunal d'arbitrage.

Le greffier citera les parties. La citation indiquera le lieu, jour et heure de l'audience, ainsi que les noms, profession et résidence des parties. En outre, elle énoncera sommairement l'objet de la demande.

La citation est remise par la police contre accusé de réception, à la personne du défendeur, à une personne adulte habitant la même maison ou bien à un serviteur. Si l'on refuse d'accuser réception, mention en sera faite sur l'original de la citation. Si l'agent de police ne trouve ni le défendeur, ni aucune personne adulte habitant la même maison, ni aucun de ses serviteurs, il remettra la citation au bourgmestre ou à un échevin de la commune, lequel visera l'original sans frais.

Il doit y avoir trois jours francs, au moins, entre celui où la citation a été notifiée et le jour de l'audience.

Art. 13. — Les parties comparaitront en personne. Dans le cas où l'une des parties se trouve, pour cause de maladie, empêchée à comparaître, elle pourra se faire représenter par un mandataire, porteur d'une procuration écrite. Cette procuration pourra être donnée sur papier libre ou bien sur la citation.

Le Tribunal d'arbitrage peut toujours autoriser la femme mariée à tester en justice. Il peut aussi nommer au mineur un administrateur ou un tuteur *ad hoc* pour remplacer dans l'instance le père ou le tuteur absent ou empêché.

Les avocats et les mandataires professionnels ne sont point admis à plaider.

Art. 14. — En cas de non-comparution insuffisamment motivée de l'une des parties régulièrement convoquées, le jugement sera rendu par défaut.

L'opposition aux jugements rendus par défaut sera formée et admise conformément aux articles 20, 21 et 22 du Code de procédure civile belge.

Art. 15. — Les propriétaires de nationalité belge ne peuvent assigner en paiement de loyers ni en expulsion de lieu aussi longtemps qu'ils ne séjournent d'une manière continue en Belgique.

Ces propriétaires ne peuvent faire valoir vis-à-vis des locataires des cessations de bail et de loyer faites depuis le 2 août 1914.

Art. 16. — Dans toutes les contestations visées par l'article 1^{er} du présent arrêté, les tribunaux d'arbitrage et les juges de paix auront toute liberté d'accorder des délais de paiement, d'interdire l'expulsion de lieux avant une époque déterminée et de décider que les sommes déposées à titre de garantie soient imputées sur les loyers.

Art. 17. — Lorsque le locataire a obtenu par décision judiciaire des délais pour le paiement des loyers, le bailleur ne pourra lui donner congé qu'avec l'autorisation du Tribunal arbitral ou du juge de paix, dès que le prix annuel de la location n'excède pas 600 francs. Dans ce cas, le juge pourra proroger des délais de congé convenus entre bailleur et preneur.

Art. 18. — Lorsque le bailleur a fait ou fait pratiquer une saisie-gagerie aux termes des articles 819 et suivants du Code de procédure civile, les

frais éventuels de gardiennat n'incomberont plus au preneur, et cela à partir du jour de la publication du présent arrêté.

Art. 19. — Les citations se font sans frais. Tous les actes de procédure sont exemptés des formalités et droits de timbre et des droits d'enregistrement. Lorsque la valeur du litige est inférieure à 1.000 francs, les jugements sont enregistrés gratis.

Art. 20. — Cet arrêté entrera en vigueur à partir du jour de sa publication.

3 février 1915. — *Arrêté modifiant le décret du 10 vendémiaire an IV (2 octobre 1795) sur la responsabilité des communes en cas de vols, de pillages et de délits commis à force ouverte ou par violence (Bull. n° 337, 9 février 1915).*

Eu égard aux obstacles juridiques et de fait qui s'opposent à l'application de la procédure sommaire et rapide prévue au titre 5, article 2 et suivants du décret du 10 vendémiaire an IV et dans le but de permettre la constatation du dommage causé par les excès qui ont été commis au mois d'août 1914 dans plusieurs communes de Belgique ainsi que la fixation des dommages-intérêts qui seraient de ce chef, les articles 2 à 8 du titre 5 du dit décret sont remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. — Dans les cas indiqués aux titres IV, article 1^{er} et V article 1^{er} dudit décret la constatation du dommage ainsi que la fixation des dommages-intérêts qui seraient dus, se feront à la requête de la personne lésée par les soins d'un tribunal arbitral. Un pareil tribunal sera formé pour chaque province pour autant que le besoin en existe par le chef de l'Administration civile près le gouverneur général.

Art. 2. — Le tribunal arbitral se compose d'un président et de deux assesseurs ainsi que leurs suppléants. Le président et son suppléant sont nommés par le gouverneur général en Belgique. L'un des assesseurs et son suppléant sont désignés par la députation permanente, l'autre assesseur et son suppléant par le président de l'Administration civile de la province.

Le président et son suppléant doivent être qualifiés pour remplir les fonctions de juge.

Si endéans le délai qui lui sera indiqué par le président de l'Administration civile, la députation permanente néglige de pourvoir à la désignation d'un assesseur ou de son suppléant, cet assesseur ou son suppléant seront nommés par le chef de l'administration civile près le gouverneur général en Belgique.

Les membres du tribunal arbitral prêtent serment de s'acquitter consciencieusement et avec impartialité des fonctions qui leur sont confiées, et cela de la façon suivante : Le Président entre les mains du chef de l'administration civile et tous les autres entre les mains du Président.

Art. 3. — Le tribunal d'arbitrage détermine lui-même la procédure qu'il compte suivre. Il a le droit d'entendre des témoins et des experts sous la foi du serment, ou d'ordonner qu'ils soient entendus sous la foi du serment. Tous les tribunaux et toutes les autorités constituées sont tenues de donner suite aux demandes du président tendant à cette fin.

Art. 4. — Si l'un des assesseurs devait arrêter indûment la marche de la procédure ou faillir autrement à ses devoirs de juge, le chef de l'admi-

nistration civile près le gouverneur général peut, à la demande du président du tribunal arbitral, nommer à sa place un autre arbitre.

Art. 5. — Le tribunal arbitral est convoqué par son président. Ses décisions sont prises à la majorité des voix. Elles sont définitives et immédiatement exécutoires.

Art. 6. — Si la décision du tribunal arbitral prononce une condamnation à des dommages-intérêts, celle-ci sera envoyée, dans les trois jours par le président du tribunal de l'administration civile de la province. Celui-ci sera tenu de l'envoyer, dans les cinq jours, à l'administration communale condamnée.

Art. 7. — La commune sera tenue de verser, endéans les dix jours le montant des dommages-intérêts à la caisse ou au bureau des consignations que le président de l'administration civile indiquera, et aux fins d'être remis aux intéressés.

A défaut de paiement dans les délais sus-indiqués, les dispositions prévues aux articles 11 et 12 du titre 5 du décret seront appliqués.

Art. 8. — Le tribunal arbitral fixera librement les frais de la procédure, y compris les frais exposés par les parties. La rémunération proméritée par les membres du tribunal arbitral et par les experts pour les devoirs remplis par eux ainsi que les indemnités dues aux témoins pour la perte de leur temps et les frais de voyage seront fixés par le président.

Art. 9. — Les demandes en dommages-intérêts qu'on aurait déjà fait valoir au moyen d'une autre procédure, seront renvoyées dans l'état où la procédure se trouve au moment de la mise en vigueur du présent arrêté devant le tribunal arbitral compétent pour y être poursuivies.

Le Gouverneur général en Belgique :

Signé : Baron VON BISSING,
Colonel-général.

20 août 1915. — *Arrêté relatif aux dommages-intérêts dus par les communes (Bull. n° 110, 29 août 1915).*

Les dommages-intérêts incombant aux communes et fondés sur le décret du 10 vendémiaire an IV, ne peuvent être l'objet d'une saisie-arrêt.

L'arrêté du 10 juillet 1915 (*Bulletin officiel des lois et arrêtés*, p. 776) est applicable à ce genre de saisie-arrêt, avec les modifications suivantes :

a) La requête prévue à l'arrêté précité sera adressée au président de l'administration civile de la province à laquelle la commune appartient ;

b) Si le débiteur n'a plus son domicile en Belgique, l'autorisation spéciale d'adresser la requête en question sera délivrée, s'il y a lieu, par le président du tribunal de première instance dans le ressort duquel le débiteur a eu son dernier domicile en Belgique.

27 mai 1916. — *Arrêté concernant la modification du décret du 10 vendémiaire an IV (2 octobre 1795) sur la responsabilité des communes pour vols, pillages et violences (Bull. n° 220, 8 juin 1916).*

En vue de permettre la constatation du dommage dû aux excès commis en août 1914 dans plusieurs communes de la Flandre orientale et afin de pou-

voir prendre les décisions nécessaires quant à l'obligation de payer des dommages-intérêts, les articles 2 à 8, titre V du décret du 10 vendémiaire an IV sont remplacés par les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. — Dans les cas prévus aux titres IV, article 1^{er} et V article 1^{er} dudit décret, la constatation du dommage et l'obligation de payer des dommages-intérêts seront établies à la requête de la personne lésée par les soins du tribunal d'arbitrage de la province d'Anvers, institué en vertu de l'arrêté du 3 février 1915 du gouverneur général (*Bulletin officiel des lois et arrêtés pour le territoire belge occupé*, n° 37).

Art. 2. — Le tribunal d'arbitrage détermine lui-même la procédure qu'il compte suivre. Il a le droit d'entendre des témoins et des experts sous la foi du serment, ou d'ordonner qu'ils soient entendus sous la foi du serment. Tous les tribunaux et toutes les autorités sont tenues de donner suite aux demandes du président tendant à ces fins.

Art. 3. — Le tribunal d'arbitrage est convoqué par son président. Ses décisions sont prises à la majorité des voix. Elles sont définitives et immédiatement exécutoires.

Art. 4. — Si la décision du tribunal d'arbitrage prononce une condamnation à des dommages-intérêts, cette décision sera envoyée, dans les trois jours, par le président du tribunal au président de l'administration civile de la province de Flandre orientale. Celui-ci sera tenu de l'envoyer, dans les cinq jours, à l'administration communale condamnée.

Art. 5. — La commune sera tenue de verser, dans les dix jours, le montant des dommages-intérêts à la caisse ou au bureau des consignations que le président de l'administration civile de la province de Flandre orientale indiquera, afin que ce montant soit remis aux ayants-droit.

Si ledit versement ne s'opère pas dans les délais prévus, on appliquera les articles 11 et 12 du titre V du décret susmentionné.

Art. 6. — Le tribunal d'arbitrage fixera librement les frais de la procédure, y compris les frais accordés aux parties. Le président déterminera l'indemnité à payer aux membres du tribunal d'arbitrage et aux experts, du chef de leurs fonctions, et les indemnités dues aux témoins pour perte de temps et frais de voyage.

Art. 7. — Les demandes en dommages-intérêts qu'on aura déjà fait valoir au moyen d'une autre procédure, seront renvoyées, dans l'état où la procédure se trouve au moment de la mise en vigueur du présent arrêté, devant le tribunal d'arbitrage, pour y être poursuivies.

Art. 8. — Le 1^{er} juillet 1916 au plus tard, on devra faire valoir les demandes réclamant une décision en matière de dommages-intérêts. Si les demandes sont reçues après ce délai, on n'aura plus le droit de réclamer la décision du tribunal d'arbitrage.

Bruxelles, le 27 mai 1916.

Der Generalgouverneur in Belgien :

Freiherr VON BISSING,
Generaloberst.

A. H. Q., le 31 mai 1916.

Der Oberbefehlshaber,

Herzog ALBRECHT VON WURTEMBERG.

NOTE 5

Les interventions de l'autorité allemande dans l'administration de la justice belge exerçaient sur celle-ci une action dissolvante, contre laquelle les magistrats s'efforcèrent de réagir. Ils ne voulaient pas se soumettre aux exigences du pouvoir occupant quand ces exigences leur paraissaient contraires à leur conscience. Cette résistance irritait l'autorité allemande qui n'hésita pas à prendre contre les magistrats des mesures de rigueur. On trouvera quelques faits de ce genre exposés ci-après à titre d'exemple seulement (l'étude particulière de ces faits dépasserait le cadre de la présente étude). Voici le récit détaillé qu'un juge du tribunal de Liège, M. Waleffe, a fait du traitement qu'il a subi de la part des autorités allemandes, à la suite d'un acte d'insubordination qu'on lui reprochait. Ces faits provoquèrent les protestations de hauts magistrats belges ; le gouverneur général pour la Belgique occupée eut nécessaire d'y répondre dans les termes qu'on lira ci-après (lettre du 28 janvier 1916), où le point de vue allemand est développé explicitement.

Un substitut du procureur du roi de Gand, M. Wouters, fut également victime du mécontentement des autorités allemandes, qui l'empêchèrent d'exercer ses fonctions et le déportèrent en Allemagne pour l'éloigner de son siège (rapport de M. le substitut Wouters, ci-après). Le rapport de M. Wouters constitue un document intéressant parce qu'on voit que son intervention était provoquée par la politique allemande dans les Flandres.

DOCUMENTS

AFFAIRE WALEFFE.

Rapport de M. le juge Waleffe sur son arrestation et sa condamnation.
(Archives de guerre.)

Liège, le 9 décembre 1919.

Monsieur le Procureur du Roi,

J'ai l'honneur de vous adresser le rapport que vous me demandez sur ma condamnation et ma déportation en Allemagne.

En 1915, j'instruisis une série de vols de cuivre, je saisis une grande quantité de cuivre, d'une fonderie à Bressous, et je mis en état d'arrestation une dizaine de prévenus du chef de vol et de recel. Il résulte de nombreux documents du dossier, que ce cuivre était livré à l'armée allemande. La plupart des prévenus avaient des permis de circulation et de libre commerce de métaux, signés de l'autorité allemande ; ils disaient les avoir reçus par Delvenne. J'avais même en ma possession le numéro de wagons chargés de la gare de Liège-Longdoz à destination d'Essen.

En deux mois de temps, la bande avait livré des métaux pour 30 à 40.000 marks.

En interrogeant les deux premiers prévenus, Bonillon (Joseph) et Delvenne (Fernand), je ne leur avais pas caché mon indignation et leur avais dit que si maintenant je ne m'occupais que de la prévention de recel, on s'occuperait plus tard de celle de trahison. Je n'avais pas arrêté Delvenne, n'ayant pas d'éléments suffisants, mais je lui avais dit que je continuais l'enquête contre lui. Quelques jours après, j'étais appelé, le 30 décembre, devant le chef de la police allemande et j'apprenais que Delvenne m'accusait d'avoir outragé des dignitaires de l'Allemagne et de l'avoir menacé de le faire poursuivre du chef de trahison après le départ des Allemands. Au cours de mon interrogatoire, j'avais eu soin de faire remarquer que j'étais sur le point d'arrêter Delvenne, que cela dépendait de renseignements que j'attendais de la police. Le 31, en effet, je lançais un mandat d'amener contre cet individu en suite des charges que j'avais réunies contre lui.

Les Allemands continuaient l'enquête contre moi. Mon greffier était entendu plusieurs fois. Bouillon, lui, m'accusait d'avoir dit que je l'arrêtais parce qu'il fournissait du enivre aux Allemands.

Le 8 janvier, j'étais interrogé à nouveau et j'appris que j'étais inculpé « d'avoir fait du tort à l'armée allemande et d'avoir menacé des gens qui travaillaient pour des Allemands ».

On me reprochait surtout d'avoir étendu la saisie à tout le cuivre qui se trouvait dans la fonderie Bouillon, alors qu'une partie seulement était du cuivre volé et de ne pas lever cette saisie tout au moins partiellement. Je me suis refusé à donner des renseignements sur mon dossier, ajoutant que pour pouvoir en donner il me fallait l'autorisation du Procureur général. Sur leur insistance, j'ai dit que je ne savais pas distinguer à ce moment le cuivre de provenance délictueuse du restant, que j'avais commis des experts à cette fin.

A partir du 10 janvier 1915, je fus astreint à me présenter tous les jours à 7 h. 1/2 du matin au bureau de police pour signer une feuille de présence.

Le même jour j'appris par une lettre du directeur de la prison, que les Allemands avaient fait extraire de la prison les deux détenus Delvenne et Bouillon malgré les protestations du directeur auquel il avait été dit qu'au besoin on emploierait la contrainte. On avait fait passer ces individus de la section belge dans la section allemande, alors que, inculpés de délit de droit commun, ils étaient détenus sous mandats réguliers confirmés par la Chambre du Conseil et par arrêt de la Chambre des mises en accusation.

J'appris, en outre, que l'on indaguait sur mes sentiments anti-allemands et que les messagers du tribunal et M. Bloemen interprète et M. Thomas, expert, avaient été entendus sur le point de savoir si je ne critiquais pas toujours ceux qui travaillaient pour les Allemands, si je ne répandais pas des journaux défendus et enfin pourquoi je ne me servais plus de l'interprète Olivier.

Je ne voulais, en effet, plus me servir de cet individu parce qu'il était l'interprète des Allemands et manifestait publiquement des sentiments germanophiles. J'appris d'ailleurs qu'il avait témoigné contre moi et avait cherché à influencer une des deux femmes d'ouvrage de bureau qui avaient été entendues sur le point de savoir si je n'avais pas traité un soldat de sale boche.

Le 30 janvier 1915, je fus informé que j'avais à déposer 10.000 marks de caution et qu'il m'était interdit de sortir de la ville sans autorisation.

Je répondis que je n'avais pas un centime et que mes fonctions pouvaient m'obliger à aller à l'improviste dans tout mon arrondissement. Le délai passé pour le versement de la caution, on ne m'inquiétait pas et on me fit savoir que je devais avertir lorsque j'étais appelé par mon service à sortir de la ville, en indiquant l'endroit où je me rendais.

Vers cette date, un officier allemand et deux agents de police secrète se présentèrent au Parquet pour saisir mon dossier. J'en fis compléter l'inventaire et le plaçai sur la table en disant : « Voilà mon dossier, prenez-le si vous le voulez. »

L'officier me demanda si je voulais un reçu, je lui répondis que non. « Qu'on acceptait un reçu de ce que l'on donnait volontairement mais non de ce que l'on vous prenait. » Alors il s'adressa à M. le Procureur du Roi qui le lui remit en spécifiant qu'il ne le faisait que pour éviter un acte de violence.

Le 7 février 1916, vers 4 heures de l'après-dîner je reçus un petit billet, me convoquant pour le lendemain à 8 heures du matin au conseil de guerre. Aucune prévention n'y était libellée, il n'était même pas indiqué si c'était comme témoin ou comme prévenu. Rien que l'indication du local et de l'heure de l'audience.

Je trouvai là mon greffier, les deux femmes d'ouvrage et, gardés par des soldats, Bouillon et Delvenne.

On procéda d'abord à mon interrogatoire, qui roula sur les paroles que j'avais prononcées lors de l'audition de Bouillon et Delvenne, sur mes sentiments anti-allemands, sur le fait d'avoir répandu des journaux défendus, de ne plus m'être servi de l'interprète Olivier, d'avoir traité un soldat de sale boche, de convoquer les témoins à l'heure belge.

Mon greffier, M. L. Bodart, entendu comme témoin, affirma que je n'avais jamais rien dit contre les Allemands. Ce brave garçon a toujours fait cette déclaration chaque fois qu'on l'a interrogé et cela malgré les menaces les plus graves.

Delvenne, lui, répéta catégoriquement l'accusation rapportée plus haut, puis il expliqua longuement, vigoureusement soutenu par le conseiller de justice qu'il était un honnête homme, d'une famille fortunée, sans antécédents judiciaires et n'était nullement coupable du délit de recel comme je le prétendais ; mais que je l'avais arrêté de ce chef, le lendemain du jour où j'avais appris l'accusation qu'il avait portée contre moi, simplement pour me venger.

Bouillon, lui, répéta l'accusation rappelée ci-dessus. Les deux femmes d'ouvrage déclarèrent qu'elles ne m'avaient jamais entendu injurier un soldat allemand. C'est alors que le conseiller de justice laissa échapper cette phrase si extraordinaire : « Nous avons d'autres témoins contre vous, mais nous ne les faisons pas venir pour que vous ne puissiez pas vous venger. »

Dans son réquisitoire, le Conseiller de justice de guerre insista sur ce fait que Delvenne était un très honnête homme, qu'il avait examiné son dossier et qu'il n'avait rien relevé contre lui et que, par conséquent, je l'avais bien arrêté le lendemain de ma première comparution pour me venger. »

Dans ma défense, je fis d'abord remarquer que les articles 479 et 483 du C. I. D. n'étant pas abrogés le Conseil était incompétent. Puis je m'attachai surtout à démontrer que jamais je n'avais forfait à l'honneur en me

servant de mes pouvoirs de juge d'instruction pour exercer un acte de vengeance personnelle. Que mon mandat d'arrêt se justifiait par toutes les données du dossier, qu'au surplus il avait été confirmé par la Chambre du Conseil et par la Chambre des mises en accusation.

J'avais à peine fini que de son banc Delvenne réfuta ce que je venais de dire, affirmant que c'était par vengeance que je l'avais arrêté. On dut presque l'emmener pour le faire taire.

Après une suspension d'audience, on me fit rentrer seul dans la salle et devant tout le conseil, debout, alors que je croyais entendre lire la sentence, le conseiller de justice me dit simplement : « Nous ne pouvons vous faire le jugement, mais vous êtes arrêté. » Et je fus emmené à la prison, faisant le trajet du Palais à la prison, en voiture cellulaire, avec mes deux prévenus. L'après-dîner on me ramena au Palais et le conseiller de justice me dit simplement : « Vous avez 4 mois de prison et 3.000 marks d'amende. »

Le 12 février, je fus conduit à la prison d'Aix-la-Chapelle où je subis mes 4 mois de cellule. Le 9 juin je fus transféré au camp de Holzminden, où je suis resté jusqu'au 25 novembre 1918. J'avais subi 4 mois de prison et 29 mois 12 de détention dans un camp et ma femme, sous menace d'une saisie mobilière, a dû payer l'amende de 3.000 marks. En prison, j'ai reçu notification d'un arrêté de von Bissing en date du 12 avril 1916, m'interdisant l'exercice de mes fonctions, parce que j'avais violé l'engagement pris par tous les magistrats.

Ayant appris en prison que Delvenne avait été condamné du chef de recel par le tribunal correctionnel, j'ai écrit au conseiller de justice de Liège qu'il y avait contradiction entre ce jugement et celui qui me condamnait pour un faux mandat d'arrêt. J'escomptais ainsi, sinon ma mise en liberté immédiate, du moins mon retour chez moi à l'expiration de ma peine. Mais sur ces entrefaites et je l'avoue à ma plus grande stupéfaction la Cour d'appel n'avait pas confirmé ce jugement et avait acquitté purement et simplement Delvenne.

En rentrant chez moi, je n'ai pas été peu surpris d'apprendre que les sieurs Delvenne père et fils avaient fait croire à ma femme qu'ils faisaient des démarches pour me faire sortir de prison et avaient été jusqu'à lui offrir le montant de l'amende de 3.000 marks pour, comme le disait le père, « réparer dans la mesure du possible le mal causé par son fils ». Or, dans leurs lettres et dans la copie de leur requête, ils insistent toujours sur l'innocence absolue du fils, ce qui était le moyen le plus sûr de me faire rester en détention.

Au cours de ma détention je fus l'objet de mesures de rigueur des Allemands. Maintes fois on venait perquisitionner dans ma chambre et me fouiller. J'ai subi 3 jours d'arrêt de rigueur (cachot obscur, pain sec et eau, couché sur des planches) pour avoir dit que ma dignité de magistrat ne me permettait pas d'être pompier !

En septembre 1917, j'ai eu la douleur de perdre mon père ; malgré toutes les démarches qui furent faites tant à Liège qu'à Bruxelles et à Holzminden, je n'ai pas été autorisé ni à venir le voir ni à assister à ses funérailles.

Recevez, Monsieur le Procureur du Roi, l'assurance de mes sentiments très distingués.

Le Juge d'instruction :

WALEFFE.

Lettre du gouverneur von Bissing concernant l'arrestation de M. le juge Waleffe (Archives de guerre.)

GOVERNEMENT GÉNÉRAL
DE BELGIQUE

Bruxelles, le 28 janvier 1916.

Monsieur le Procureur général et le premier Président près la Cour d'appel de Liège.

Au communiqué du 13 janvier 1916 avec complément du 14 janvier 1916 et au communiqué du 17 janvier 1916, je réponds, après examen, ce qui suit :

Je ne puis admettre que les fonctionnaires belges, notamment les juges d'instruction, occupent une situation exceptionnelle vis-à-vis du principe que toutes les actions d'étrangers ennemis qui seraient contre les troupes allemandes, ou ceux qui en font partie, ou contre une autorité allemande sont instruites et punies par le pouvoir militaire.

Si j'admettais pareille exception, j'agis par ce fait à l'encontre de la plus importante exigence de la justice qui réclame le même traitement pour tous ; peu importe si les lois belges s'y opposent, car il va sans dire que les nécessités militaires ont le pas sur les lois du pays (comparez art. 43 H. Z.).

Pour l'intervention du pouvoir militaire, il est indifférent également de savoir par qui le gouvernement allemand est mis au courant des actions dirigées contre lui, un prévenu ou un accusé est autorisé à faire de pareilles déclarations et il n'y aurait de sujet de plainte que si une injustice survenait lors de la procédure ou de la répression.

Dans le cas « Waleffe », d'après ses propres déclarations, celui-ci a blâmé le Belge Delvenne, parce qu'il travaillait pour les Allemands, les ennemis de sa patrie. Il y a là une insurrection contre le pouvoir occupant, que celui-ci, cela va sans dire, ne peut laisser passer ; et cette insurrection est d'autant plus impardonnable qu'elle a été commise par un juge en abusant de sa position officielle à l'égard du prévenu, livré à son pouvoir, mais aussi à sa protection.

L'internement du prévenu Delvenne dans une prison allemande et l'examen des actes d'enquête était nécessaire en vue de l'éclaircissement de l'exposé des faits et il n'y a pas de réclamations à faire à ce sujet.

La procédure à charge de Waleffe, observée par le pouvoir militaire allemand est inattaquable ; il aurait été admissible de mettre le prévenu Waleffe en prison préventive ; le devoir de se présenter tous les jours dénote vis-à-vis de lui une grande élénec. En sorte que je ne puis bien voir de quel chef une objection peut être faite à cet égard.

Il va fatalement de soi, que lors d'actions dirigées contre le pouvoir occupant, les chefs belges ne peuvent être compétents ; je refuse même de donner des explications à ce sujet. Je ne comprends pas que l'on puisse trouver un grief à l'intervention parce que la qualité du prévenu est du ressort judiciaire.

La réputation du fonctionnaire est compromise, non par le fait de l'intervention, mais par le fait de l'attitude insurrectionnelle du juge qui a provoqué la répression. Il ne s'agit pas d'une atteinte portée à la liberté judiciaire, mais du maintien de l'indépendance judiciaire et de la répression d'empiètements contre le pouvoir allemand.

Il en est de même du cas « Palmers ». Après que plainte avait été déposée, cette affaire devait également être instruite par le pouvoir militaire. D'après le droit allemand, il est indifférent de qui émane une plainte, mais il importe seulement de savoir si la plainte est fondée ; les suites à donner à une plainte ne doivent pas nécessairement avoir lieu d'office. Il est incompréhensible que l'on puisse parler d'impossibilité de continuer à assumer des fonctions judiciaires sous prétexte qu'un fait mis à charge d'un magistrat a été démontré, et qu'une profonde irritation puisse, de ce chef, prendre naissance dans le monde judiciaire ; au contraire, si un magistrat trouvé coupable et devant être puni ne l'était pas, il pourrait s'ensuivre un mécontentement contre les fonctionnaires belges, qui n'ont pu déduire des circonstances les justes conséquences et qui ont violé leurs devoirs officiels.

J'estime qu'il devrait être facile aux juges d'instruction, s'ils s'imprégnaient du principe de l'impartialité et de l'absence de parti pris, d'éviter de pareilles circonstances ; j'estime qu'ils violent leur devoir officiel du moment que, lors de leur activité officielle, ils montrent des sentiments haineux à l'égard du pouvoir allemand.

J'aurais désiré que les fonctionnaires se fussent placés au point de vue brièvement retracé ici et qu'ils se fussent abstenus de se faire les porte-paroles de leur subordonné.

Baron VON BISSING.

(Traduction).

Lettre du baron von Lutz concernant l'arrestation de M. le juge Waleffe

Le chef de l'administration civile près le gouverneur général en Belgique à M. le Procureur Général près la Cour de Cassation à Bruxelles.

Bruxelles, le 2 février 1916.

En réponse à la lettre du 19 janvier de cette année, j'ai l'honneur de transmettre en annexe, la copie de la réponse faite le 28 janvier de cette année par M. le gouverneur général à M. le Procureur et à M. le Premier Président de la Cour d'appel de Liège de laquelle il résulte que le grief n'est pas motivé.

M. le gouverneur général m'a chargé d'attirer l'attention sur le fait qu'il est intentionné de ne laisser impunie aucune espèce d'insubordination et de manifestation de sentiments germanophobes. Il m'importe de préciser les points suivants :

1^o Ce n'est pas pour soustraire Delvenne et Bouillon à la justice belge qu'ils ont été amenés à la section allemande de la prison à Liège, mais c'est pour les entendre en qualité de témoins, les mandats d'arrêts dressés à leur charge restent subsister et les actes relatifs aux poursuites seront retournés au tribunal belge pour la continuation de la procédure à charge des prévenus.

2^o Le juge d'instruction Waleffe n'est pas poursuivi en raison d'une dénonciation exclusive de Delvenne, mais principalement en raison de ses propres aveux du chef de délit contre l'article 1^{er}, page 2 de l'ordonnance de M. le Gouverneur Général du 4 septembre sur la répression du chef d'attitude germanophile.

3^o Etant donné que l'ordonnance mentionnée prononcée dans l'article 2

la compétence des tribunaux militaires, la compétence de la Cour d'appel de Liège est déjà de ce chef éliminée.

Baron VON LUTZ.

(Traduction).

AFFAIRE WOUTERS

Conflit avec la Zivilverwaltung, le 31 mars 1916.

(Affaire Vermassen-Meert « Volksopbeuring » (1). Collectes sans autorisation de l'administration communale).

Le 30 mars 1916, vers 10 heures du matin, j'ai constaté qu'un individu présentait une liste de souscription, de porte en porte, rue Vandeveld, à Gand.

Comme je savais que des escroqueries avaient été commises au moyen de listes de souscription (aff. Brandes et Foulon) et comme j'avais donné ordre au commissaire de police en chef de dresser procès-verbal aux collecteurs qui présentaient des listes non pourvues de l'autorisation écrite exigée par l'Arrêté Royal du 28 septembre 1823, j'ai interpellé cet individu qui m'a déclaré se nommer *Vermassen* et être délégué par *M. Meert*, 30, rue du Miroir, secrétaire de l'œuvre. Une des deux listes était remplie, l'autre à moitié. Elles portaient comme en-tête « *Volksopbeuring* », étaient pourvues de sceau « *Zivilverwaltung* », portaient les mots « *Edmond Fabri* » en cachet encre mauve.

J'ai fait remarquer à *Vermassen* que la loi ne permettait pas les collectes sans autorisation écrite de l'autorité communale, qu'il s'exposait à des poursuites correctionnelles et je lui ai fait connaître ma qualité. Comme il me répondait grossièrement et que son attitude me paraissait louche, je lui ai dit que je me réservais le droit d'examiner ses listes, que je les gardais provisoirement, mais qu'elles étaient à la disposition de *M. Meert* qui était prié de venir les prendre au Parquet du procureur du roi, où il recevrait les renseignements voulus pour régulariser ses collectes. *Vermassen* est parti, déclarant qu'il avertirait *M. Meert*.

M. Meert ne s'est pas présenté au Parquet, mais le lendemain 31 mars, vers 2 h. 1/4, un soldat allemand est venu m'intimer l'ordre de me présenter sans délai, muni des listes saisies, à la *Strafabteilung*. Je m'y suis rendu, et j'y ai vu *Vermassen*. Celui-ci a été introduit, interrogé, et quand, à mon tour, j'ai été reçu, après une demi-heure d'attente, *Vermassen* était parti.

On m'a prié de donner les listes, et on m'a interrogé. On a refusé de me donner des renseignements sur l'identité et le domicile de *Vermassen*, mais on m'a fait connaître qu'il s'agissait de renseignements demandés par la *Zivilverwaltung*. J'ai vu sur la table la plainte adressée à la *Zivilverwaltung*, une double page grand format, écrite à la machine et rédigée en allemand. J'ai demandé à en prendre connaissance, on me l'a refusé, mais j'ai appris cependant qu'elle était signée par *M. Meert*.

J'ai fait remarquer que je consentais à comparaître comme magistrat pour discuter la question de principe, mais que je protestais contre cette

(1) Rappelons que la Société *Volksopbeuring* avait été instituée dans le but de favoriser la politique allemande de déchirement du pays,

façon d'agir qui consistait à me traiter comme coupable ou prévenu, à ne pas me dire de qui émanait la plainte, ni ce qu'elle contenait. J'ai dit qu'en ma qualité de substitut du Procureur du Roi, je ne voulais pas être à la merci du premier venu qui trouvait bon de déposer plainte à ma charge parce que j'avais fait ce que mes fonctions m'obligeaient à faire.

J'ai exposé les faits tels qu'ils sont relatés au commencement de cette note. On m'a fait observer que, les listes portant le cachet de la *Zivilverwaltung*, je n'avais plus à intervenir. J'ai répondu qu'à mon avis cette circonstance n'était pas de nature à arrêter mon intervention, pour les trois motifs suivants :

1^o Cet homme n'ayant aucune délégation régulière, et ayant des allures louches, il m'appartenait d'examiner s'il ne faisait pas usage de listes trouvées, volées ou empruntées.

2^o Il aurait pu se faire qu'à la *Zivilverwaltung* on ait accordé le sceau officiel sans examen ou enquête suffisants. J'ai cité le cas des escrocs Foulon et Brandes qui ont obtenu du gouverneur civil des passeports gratuits et des parcours gratuits en chemin de fer. Mon intention était d'ailleurs d'en conférer avec le gouverneur civil.

3^o En tout cas, l'autorisation de la commune reste nécessaire, aucun arrêté allemand n'ayant aboli ni expressément, ni tacitement l'arrêté royal de 1823, aucun arrêté n'ayant stipulé que dorénavant cette autorisation de la commune sera remplacée par l'autorisation de la *Zivilverwaltung*. Et s'il s'agissait de collectes à faire dans la province, il fallait, pour le même motif, une autorisation de la députation permanente, et non pas le simple sceau de la *Zivilverwaltung*.

Ces longues explications étant terminées, on a rédigé ma déclaration (une grande page d'écriture) sans me consulter pour les détails, en langue allemande et écriture allemande. Puis on m'en a donné une traduction verbale, mais la rédaction de certaines phrases ne correspondait pas exactement à ce que j'avais voulu dire, et des détails que j'estimais importants étaient omis. Quelques modifications principales y ayant été faites à ma demande, on m'a dit que je devais la signer. J'ai refusé catégoriquement. Comme on insistait vivement, j'ai persisté dans mon refus, répétant que je n'entendais pas être traité comme prévenu, mais bien comme magistrat. J'ai dit que j'aurais consenti à donner des explications écrites et signées si on m'avait communiqué officiellement la plainte dirigée contre moi, mais que je refusais de signer une déclaration dont je n'avais pas mesuré et pesé moi-même les termes, d'autant plus que j'avais été convoqué, non pas comme un magistrat devrait l'être, mais comme un coupable, sans le moindre égard, sans délai. J'ai ajouté qu'on pouvait faire connaître au gouverneur civil le motif de mon refus.

J'ai ensuite redemandé les listes que j'avais apportées et qui m'étaient nécessaires pour exercer éventuellement des poursuites. On me les a refusées. J'ai alors exigé un reçu, faisant valoir que celui à qui j'avais enlevé les listes aurait pu me les réclamer. Ce reçu m'a été accordé. Il est annexé à la présente note.

Gand, le 31 mars 1916.

P. WOUTERS.

N.-B. D'après ce qu'on m'a dit à la Strafabteilung, les membres de la « Volksopbeuring » m'auraient accusé d'avoir agi sur l'instigation ou pour le compte d'une société rivale (?) On m'a demandé si je ne faisais pas partie de la société rivale !

Le dimanche 2 avril, j'ai été appelé de nouveau à la Strafabteilung, à 11 heures du matin. J'y ai été reçu par le hauptmann, qui m'a demandé pour quel motif j'avais refusé de signer ma déclaration du 31 mars. Je lui ai remis la déclaration écrite dont copie ci-contre, déclaration que j'avais préparée, devinant pourquoi on me convoquait.

Gand, le 2 avril 1916.

Je soussigné, P. Wouters, substitut du procureur du roi, déclare que je n'ai pas signé ma déclaration du 31 mars, parce que la rédaction ne correspondait pas exactement à ma pensée, et parce que n'en ayant pas pesé moi-même les termes, je ne la considérais que comme un projet qu'il y avait peut-être lieu de modifier ou préciser en plusieurs points.

J'ai retenu provisoirement les listes de la « Volksopbeuring », malgré les sceaux de la Zivilverwaltung, pour les trois motifs suivants :

1^o Vermassen ayant refusé de me donner des détails et m'ayant répondu grossièrement, j'étais en droit de supposer que c'étaient peut-être des listes volées, trouvées ou empruntées.

2^o La « Zivilverwaltung » avait peut-être accordé le sceau sans avoir eu le temps de prendre des renseignements suffisants sur l'œuvre. (Les escrocs Foulon et Brandes avaient reçu, prétendent-ils, des passeports et des parcours gratuits de l'autorité allemande). J'avais l'intention d'en conférer avec la Zivilverwaltung.

3^o L'autorisation écrite de l'administration communale ou de la députation permanente était nécessaire malgré tout, car l'arrêté royal du 22 septembre reste applicable, n'ayant été abrogé ou modifié par aucun arrêté allemand. L'arrêté du 26 mars de l'G. H. Q. ne modifie pas l'arrêté de 1823, d'ailleurs il n'était pas encore applicable et il exige l'autorisation, non pas de la Zivilverwaltung mais de l'Etappen Inspection.

Ce n'était d'ailleurs qu'une mesure provisoire que j'avais prise en retenant ces listes, puisqu'elles étaient à la disposition de M. Meert au parquet. J'ai agi ainsi parce que je devais le faire en vertu de mes fonctions.

Je ne connais ni la « Société Volksopbeuring », ni une société rivale.

Je proteste contre la façon dont on a traité un membre du Parquet, qui a été assimilé à un coupable, à un prévenu, sans qu'on ait eu égard à sa qualité de magistrat.

P. WOUTERS.

Je lui ai ensuite demandé si je comparaissais devant lui comme *magistrat* ou comme *accusé*. Il m'a répondu que c'était comme *accusé* d'avoir empêché des collectes autorisées par la Zivilverwaltung.

Je lui ai répondu que j'avais agi officiellement, parce que mes fonctions m'obligeaient à agir ainsi, eu égard aux abus que cachent parfois ces collectes. Il m'a répondu que je n'avais *pas agi comme magistrat* parce que j'avais pris ces listes dans une maison particulière et non pas dans mon cabinet, au Parquet ! Je lui ai répondu que s'il envisageait la chose de cette

façon, nous ne pourrions jamais intervenir quand nous assistons à une infraction, quand nous nous trouvons en présence d'un flagrant délit.

Je lui ai ensuite demandé encore une fois de préciser ma situation; il m'a répondu que j'étais accusé ou prévenu, et qu'après avoir entendu les explications de la Zivilverwaltung, après communication à celle-ci de ma note, il proposerait (au tribunal ou au conseil de guerre, je l'ignore) *ma condamnation ou mon acquittement*. Jusqu'ici, j'ai en vain demandé communication de la plainte dirigée contre moi.

P. WOUTERS.

La convocation ci-dessous prouve que c'est comme *magistrat* que je suis poursuivi :

Nob. Etappen Kommandantur, Strafabteilung.

Gent, den 1 april 1916.

Der Bel. Staatsanwalt Wouters wird hierdurch aufgefordert, sich am 2-4-1916 um 11 Uhr vorm. auf der Strafabteilung der Kommandantur Kouter, n° 13. 1. Stock, einzufinden.

Dieser Schein ist mitzubringen.

Der Etappenkommandant.

A la suite de ces incidents le substitut du procureur du roi, M. P. Wouters, fut déporté en Allemagne. La Cour d'appel de Gand chargea le procureur général de protester contre cette mesure. La réponse ci-après lui fut faite :

Gand, le 13 juin 1916.

Le président de l'administration civile pour la province de la Flandre orientale (n° 11, 4900).

En réponse à la délibération de la Cour d'appel du 15 mai dernier que vous m'avez transmise le 17 mai (n° 9598), j'ai l'honneur de vous faire connaître que la déportation en Allemagne de M. le substitut du procureur du roi Wouters est due à des considérations militaires.

L'opinion qui attribue cette mesure uniquement à son attitude dans l'affaire de la « Volksopheuring » repose sur une erreur : il y a diverses charges contre Wouters qui ont permis d'apprécier son cas et qui, dans leur ensemble ont amené la décision.

D'ailleurs, je fais remarquer que la liberté de juridiction et l'indépendance des autorités judiciaires belges dans l'exercice de leurs fonctions est garantie, dans toute son étendue, par le pouvoir occupant. A cela correspond l'obligation corrélatrice des autorités judiciaires et des magistrats et fonctionnaires de se conformer consciencieusement aux ordonnances de ce pouvoir et de s'abstenir de toute entreprise dans la sphère d'attributions des autorités militaires, ainsi que M. Wouters s'est permis de le faire.

Je puis d'autant moins me déclarer d'accord avec les considérations développées par la Cour d'appel qu'elles ont été émises sans une connaissance précise des faits et, en particulier, de la nature intolérable des agissements de M. le substitut Wouters.

M. l'inspecteur des étapes de la IV^e armée m'a prié, d'une manière expresse, d'exprimer à la Cour d'appel sa désapprobation.

ECKER.

NOTE 6

La séparation du pays en Flandre et Wallonie donna lieu à un conflit des plus graves avec la magistrature du pays. Ce conflit prit place en 1918, quand un groupe de Belges appuyé par l'autorité allemande se proclama « Raad van Vlaanderen » et proclama l'indépendance des Flandres (voir le chapitre sur la séparation administrative). Les magistrats belges considérèrent ces personnages comme des criminels et des délinquants au regard de la loi belge et décidèrent leur arrestation (voir ci-après la décision de la Cour d'appel de Bruxelles, le 7 février 1918). Aussitôt que cette décision eut reçu un commencement d'exécution, l'autorité allemande intervint, arrêta plusieurs membres de la Cour d'appel de Bruxelles, les déporta en Allemagne et destitua les autres de leurs fonctions.

L'exercice de la justice était désormais une chose impossible, et la dissolution des cours et tribunaux belges s'ensuivit immédiatement.

A Monsieur le Procureur général à Gand.

Extrait du registre aux procès-verbaux des audiences solennelles et des assemblées générales de la Cour d'appel de Bruxelles.

Assemblée générale.

Toute la chambre réunie en la Chambre du conseil le jeudi 7 février 1918.

La séance est ouverte à 2 h. 1/4 de l'après-midi.

L'appel nominal est fait par le greffier sur l'invitation de M. le f. f. de premier président et fait constater la présence de la Cour, ci-après nommés, tous en robe noire.

MM. Lévy-Morelle, f. f. de premier président : Jamar, Ernst, Carez président ; Eeckman, de Leu de Cecil, Meurein, Dassel, conseiller f. f. de président ; Mechelynek, Dupret, de Munter, Nys, Nothomb, Joly, Bouillon, Hulin, Leclercq, Spronek, Jacmin, van Kempen, Bollie, Oblin, De Roo, Mertens, Verhaegen, Simons, Journez, Maffei, Dereine, Combault, Smits, Soenens, Banning, Vanden Borren, Ernst de Bunswick, Lamal, Michielssens, Seheyvaerts, de le Court, Lowet, de Lichtervelde, Arnold, Morel de Westgaver, Morelle, Vermeer et Drion.

M. Jottrand, le premier avocat général f. f. de procureur général, assiste à la séance.

M. Vain remplit ses fonctions de greffier.

M. le président f. f. de premier président expose l'objet à l'ordre du jour de la réunion et les circonstances qui l'ont motivé, il termine cet exposé en rappelant à la Cour qu'elle est appelée à délibérer sur le point de savoir s'il y a lieu pour elle de faire usage dans ces circonstances de la faculté qui lui est attribuée par l'article 2 de la loi du 20 avril 1810. Cette question mise aux voix résolue à l'unanimité des suffrages dans le sens affirmatif.

En conséquence, la Cour prend la décision suivante :

Vu la dénonciation faite par deux membres de la Cour au sujet de certains agissements, discours et décisions émanées d'un groupe de personnes prenant le titre de « Raad van Vlanderen » et ayant décrété l'indépendance et l'autonomie d'une partie du territoire national ;

Attendu que les faits dénoncés ont pour auteurs des Belges et se sont produits dans le ressort de la Cour ; qu'ils apparaissent comme des crimes et délits prévus et punis :

Notamment par les articles 1014, 105, 109 et 110 du code pénal ; par les articles 2 et 3 de la loi du 20 juillet 1831 et par l'article 1^{er} de la loi du 25 mars 1891 ;

Attendu que M. le Procureur général déclare ne pas avoir fait jusqu'ores ouvrir au sujet des faits dénoncés une instruction régulière ;

Attendu qu'il ne se concevrait pas que la justice ne suivit point son cours pour assurer la répression d'infractions aussi graves à des lois en vigueur, ni qu'on pût violer au profit de leurs auteurs le principe constitutionnel de l'égalité des Belges devant la loi ;

Attendu que dans ces circonstances, il appartient à la Cour, toutes Chambres assemblées d'intervenir pour donner au ministère public l'appui de son autorité et de faire usage à cet effet du pouvoir que l'article 2 de la loi du 20 avril 1910 a attribué à la Cour d'appel pour lui permettre d'assurer dans son ressort le cours régulier et égal pour tous de la justice répressive ;

Par ces motifs :

En vertu et en exécution du texte prémentionné, la Cour toutes chambres assemblées,

Enjoint à M. le Procureur général, mandé à cet effet auprès d'elle à la présente séance, de faire rechercher et poursuivre tous auteurs co-auteurs et complices des faits dénoncés ; et se réserve de mander à nouveau M. le Procureur général pour entendre le compte que celui-ci lui rendra des poursuites qui seraient commencées en exécution de la présente injonction. Aucun autre objet ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée à 3 h. 1/4 de l'après-midi.

Signé : VAIN.

LEVY-MORELLE.

Pour expédition conforme délivrée à M. le Procureur général près la Cour d'appel de Bruxelles.

Le 8 février 1918.

Le Greffier :

VAIN.

PARQUET DE LA COUR
D'APPEL DE GAND

Gand, le 9 février 1918.

Excellence,

Des affiches apposées récemment sur les murs de la ville de Gand annoncent que l'indépendance des Flandres a été proclamée par quelques personnes s'intitulant : « Raad van Vlanderne ». Ces affiches imprimées sur papier blanc, usurpent un droit que l'arrêté du 22-28 juillet 1791 réserve

expressément, sous peine d'amende, à l'autorité publique. La défense de cet arrêté, fondée sur la nécessité de distinguer les publications officielles des multiples annonces émanées des particuliers et d'attirer sur les premières l'attention spéciale des citoyens, intéressés à les connaître, est toujours strictement observée. Sa violation intentionnelle emprunte dans les circonstances actuelles, une gravité particulière au fait qu'elle est en même temps, la manifestation d'un attentat contre la patrie. Elle a provoqué une profonde émotion, et tous les bons citoyens, attachés à leur roi et à leurs libres institutions, protestent avec indignation contre les actes des individus sans mandat, désavoués et flétris à bon droit, qui, pendant l'occupation étrangère, s'efforcent de diviser et de déshonorer la nation belge.

J'ignore si les affiches ont obtenu le visa de la censure ; s'il en était ainsi, me conformant à l'arrêté du 4 janvier 1918, j'ai l'honneur de vous prier d'accorder à l'autorité judiciaire l'autorisation d'exercer contre les auteurs de l'infraction des poursuites pénales sur pied de l'arrêté susvisé de 1791.

L'autorité allemande, chargée par la Convention de La Haye (art. 43) d'assurer l'ordre public, n'aura, j'en suis persuadé, aucune objection à mettre la magistrature belge en mesure de faire son devoir.

Le Procureur général,

ALEXIS CALLIER.

A Monsieur le général Sixt von Armin, commandant de la 4^e armée allemande.

Février 1918.

J'ai été appelé aujourd'hui, à 6 heures du soir, par M. le Président de l'administration civile allemande, en son cabinet, à l'hôtel du gouvernement provincial.

M. le Président de l'administration civile m'a fait connaître que hier, à Bruxelles, deux membres du « Raad van Vlanderen » avaient été arrêtés par ordre du Procureur général près la Cour d'appel, du chef d'infraction à la loi belge ; et que ces deux membres avaient été mis en liberté à l'intervention de l'autorité allemande qui avait fait défense de continuer la procédure. L'autorité allemande n'entendait pas mettre en doute que le Procureur général ait agi conformément à la loi belge, mais elle se réserve toujours d'apprécier si l'application de la loi belge n'est pas contraire à l'intérêt allemand.

M. le Président m'a notifié qu'en conséquence, il est interdit aux magistrats belges d'exercer aucune poursuite judiciaire contre les membres du Raad van Vlanderen sans l'autorisation préalable de l'autorité allemande, le Raad van Vlanderen, bien que non reconnu par l'autorité allemande, étant en relation avec elle, et toute procédure judiciaire contre cet organisme étant contraire à l'intérêt allemand.

J'ai répondu que je prenais acte de cette notification.

Le procureur général,

ALEXIS CALLIER.

NOTE 7

En 1918, après la dissolution de la justice belge, les Allemands instituèrent en Belgique des tribunaux nouveaux. Leur compétence s'étendait à la justice répressive et aux conflits civils. L'essence de ces tribunaux était foncièrement allemande, car pour y siéger comme juge il fallait remplir les conditions exigées pour ces fonctions par la loi allemande. Les débats avaient lieu en allemand et les peines appliquées pour sanctionner les lois belges seraient les peines prévues par le code allemand. On y introduisait également un principe nouveau, celui du juge unique ; quant à la défense elle n'était assurée que d'une façon aléatoire, car le tribunal décidait souverainement de l'admission ou de la désignation d'office d'un défenseur.

En fait ces tribunaux correctionnels et civils, institués en avril 1918, eurent peu d'action jusqu'au moment de l'armistice, car à ce moment déjà toute activité était réduite à néant dans le pays depuis longtemps.

DOCUMENTS

7 avril 1918. — *Arrêté concernant l'institution de tribunaux allemands en matière répressive* (G. W. n° 31, 19 avril 1918).

Art. 1^{er}. — La justice répressive sera rendue en Wallonie, conformément aux dispositions suivantes par des tribunaux impériaux d'arrondissement (Section des affaires pénales) (Kaiserliche Bezirksgerichte Abteilung für Strafsachen), indépendants et ne relevant que de la loi. Le siège et le ressort de ces tribunaux seront déterminés par arrêté spécial.

Les tribunaux d'arrondissement peuvent, au besoin, tenir audience hors de la localité où ils ont leur siège.

Art. 2. — Nul ne peut être appelé aux fonctions de juge d'arrondissement s'il ne remplit les conditions exigées pour l'exercice des fonctions de juge, conformément au § 2 de la loi allemande sur l'organisation judiciaire (Deutsches Gerichtsverfassungsgesetz) du 27 janvier 1877.

Art. 3. — Il y a un parquet près chaque tribunal.

Art. 4. — Les juges ainsi que les membres du parquet sont nommés par le gouverneur général ou, dans le territoire des étapes, par le General-quartiermeister.

Art. 5. — Chaque tribunal a un greffe.

Art. 6. — La langue judiciaire est l'allemand. Si des personnes ne connaissant pas l'allemand prennent part aux débats, le tribunal aura à s'assurer le concours d'un interprète ; il pourra renoncer à l'intervention de ce dernier si tous les intéressés parlent la langue étrangère.

Art. 7. — Les audiences des tribunaux sont publiques. Le tribunal pourra, s'il le juge nécessaire, prononcer le huis-clos pour la totalité ou pour une partie de l'audience, sans qu'il soit obligé d'en faire connaître les motifs.

Art. 8. — Les juges et autres fonctionnaires des tribunaux ne pourront

être récusés. Si un juge ou un greffier est cause de récusation en sa personne et le déclare, son suppléant le remplacera.

Art. 9. — Les publications se font au *Bulletin officiel des lois et arrêtés* pour la Belgique ; dans le territoire des étapes, en outre, dans le *Bulletin des arrêtés de l'inspection des étapes* compétente. Les tribunaux peuvent aussi ordonner un autre mode de publication.

Art. 10. — Les tribunaux connaîtront des crimes et délits dont ils auront été saisis par les parquets.

La compétence des tribunaux militaires et des commandants militaires n'est en rien modifiée.

Art. 11. — Les tribunaux appliquent le droit pénal en vigueur en Belgique ; toutefois, ils ne prononcent que les peines prévues par le Code pénal de l'Empire allemand, c'est-à-dire :

Au lieu des travaux forcés et de la réclusion : la peine de « Zuchthaus » ;

Au lieu de l'emprisonnement : la peine de « Gefängnis », et au lieu de la détention : la peine de « Festung ».

Art. 12. — Les tribunaux et parquets auront à répondre aux commissions rogatoires émanant :

a) De tous les tribunaux et parquets institués par le présent arrêté ;

b) des tribunaux militaires ou civils allemands, des parquets allemands et,

c) des tribunaux des Etats alliés à l'Empire allemand et des Etats neutres.

Art. 13. — Les affaires soumises au tribunal d'arrondissement sont jugées par un juge unique ; toutefois, lorsqu'il s'agit d'infractions pour lesquelles la loi prévoit la peine de mort ou une peine d'emprisonnement de plus de cinq ans, le Tribunal d'arrondissement ne peut siéger qu'au nombre fixe de trois juges. Néanmoins, si, dans ce dernier cas, il y a lieu de prévoir une condamnation à une peine d'emprisonnement de moins de cinq ans, un juge unique pourra, à la demande du Parquet, juger l'affaire.

Art. 14. — La procédure à suivre est celle prévue par le Code d'instruction criminelle pour l'Empire allemand du 1^{er} février 1877, en tenant compte des dispositions suivantes :

a) Le parquet a le droit de procéder à tous actes d'instruction, notamment celui de décerner des mandats d'arrêt ; il n'y aura pas d'instruction judiciaire préalable ;

b) Le parquet n'exerce l'action de la justice criminelle que si l'intérêt public l'exige ;

c) L'ouverture de la procédure principale n'est pas subordonnée à une décision spéciale préalable du tribunal ; à partir du moment où le tribunal est saisi de l'affaire, il décide si la détention préventive doit ou non être maintenue ;

d) Les peines d'emprisonnement ne dépassant pas un an et les amendes allant jusqu'à 3.000 francs au plus peuvent être prononcées, soit séparément, soit cumulativement, par simple ordonnance (Strafbefehl) sans instruction d'audience ;

e) Au surplus, la procédure se conformera, autant que possible, aux dispositions en vigueur pour les tribunaux échevinaux ;

f) Le tribunal décide souverainement si et le cas échéant, quand la signification d'un exploit doit être considérée comme ayant été faite valablement.

Art. 15. — Les décisions des tribunaux et du parquet ne sont susceptibles d'aucun recours. Les jugements acquièrent la force de chose jugée au moment même du prononcé, les ordonnances dès qu'elles auront été portées à la connaissance du condamné. Si la signification n'est pas possible, l'ordonnance passera en force de chose jugée par le fait de l'affichage au tribunal.

Art. 16. — Le tribunal décide souverainement de l'admission ou de la désignation d'office d'un défenseur. L'intervention d'un défenseur est obligatoire si le tribunal siège au nombre fixe de trois juges. Le tribunal peut accorder aux défenseurs désignés d'office les honoraires qu'ils auront mérités. Ces honoraires seront, dans ce cas, payés par le Trésor public.

Art. 17. — Le Parquet est chargé de l'exécution des condamnations. Il peut, à cette fin, réclamer l'aide des autorités militaires. Aucun jugement prononçant la peine de mort ne peut être exécuté que s'il résulte d'une décision spéciale que l'autorité compétente n'a pas cru devoir user de son droit de grâce. Les condamnés à mort seront fusillés. L'exécution du jugement se fera par l'autorité militaire compétente.

Art. 18. — Le droit de grâce et le droit de réduire les peines prononcées appartiennent au gouverneur général et, pour les jugements prononcés par les tribunaux du territoire des étapes, au commandant en chef de l'armée de ce territoire.

Art. 19. — Les taxes des témoins et des experts sont fixées librement par le tribunal. Les bulletins de payement seront délivrés par les soins du greffier.

Art. 20. — Le tribunal fixera librement le montant des frais de justice que l'accusé, condamné par jugement passé en force de chose jugée aura à payer.

Art. 21. — Toute procédure spéciale entamée par le parquet belge, qui, lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté, n'aura pas été solutionnée par un jugement passé en force de chose jugée, peut être, à la diligence du parquet allemand, réintroduite devant le tribunal compétent en vertu du présent arrêté.

Grosses Hauptquartier, le 7 avril 1918.

Der Generalquartiermeister,
HAINDORFF.

C. W. VI. 2540.

Brussel, le 6 avril 1918.

Der Generalgouverneur in Belgien :

Freiherr VON FALKENHAUSEN,
Generaloberst.

6-7 avril 1918. — *Arrêté concernant l'institution de tribunaux allemands en matière civile (G. Fl., n° 39, G. W., n° 31).*

Art. 1^{er}. — La justice civile sera rendue en Wallonie (1), conformément aux dispositions suivantes, par des tribunaux indépendants et ne relevant que de la loi, soit :

(1) Les dispositions de l'arrêté pour la Flandre sont identiques au texte ci-dessus.

En première instance, par des tribunaux impériaux d'arrondissement (Section des affaires civiles) (Kaiserliche Bezirksgerichte Abteilung für Zivilsachen) dont le siège et le ressort seront déterminés par arrêté spécial ;

En seconde instance, par le tribunal impérial supérieur (Kaiserliches Obergericht, siégeant à Namur (1)).

Des tribunaux d'arbitrage ne peuvent être institués qu'avec l'autorisation du chef de l'Administration civile (Verwaltungschef).

Art. 2. — Nul ne peut être appelé aux fonctions de juge d'arrondissement ou de membre de tribunal supérieur s'il ne remplit les conditions exigées pour l'exercice des fonctions de juge, conformément au § 2 de la loi allemande sur l'organisation judiciaire (Deutsches Gerichtsverfassungsgesetz du 27 janvier 1877.

Art. 3. — Les juges sont nommés par le gouverneur général.

Art. 4. — Chaque tribunal a un greffe. En cas de besoin, des huissiers pourront être désignés.

Art. 5. — Le chef de l'Administration civile pourra désigner des commissaires de justice (Justizkommissare) chargés de sauvegarder les intérêts des parties.

Art. 6. — La langue judiciaire est l'allemand.

Si des personnes ne connaissant pas l'allemand prennent part aux débats, le tribunal aura à s'assurer le concours d'un interprète ; il pourra renoncer à l'intervention de ce dernier si tous les intéressés parlent la langue étrangère.

Art. 7. — Les audiences des tribunaux sont publiques. Le tribunal pourra, s'il le juge nécessaire, prononcer le huis-clos pour la totalité ou pour une partie de l'audience, sans qu'il soit obligé d'en faire connaître les motifs.

Art. 8. — Les juges et autres fonctionnaires des tribunaux ne pourront être récusés. Si un juge ou un greffier sait cause de récusation en sa personne et la déclare, son suppléant le remplacera.

Art. 9. — Les publications se feront au *Bulletin officiel des lois et arrêtés* pour la Wallonie (Gesetzund Verordnungsblatt für Wallonien) (1) ; dans le territoire des étapes, en outre, dans le *Bulletin des arrêtés* (Verordnungsblatt) de l'Inspection des étapes compétentes. Les tribunaux pourront aussi ordonner un autre mode de publication.

Art. 10. — Les tribunaux institués par le présent arrêté ne connaîtront que des contestations auxquelles sont intéressés comme demandeur, comme défendeur, comme intervenant ou comme appelé en garantie ;

a) un ressortissant allemand, un ressortissant d'un des pays alliés à l'Empire allemand ou d'un Etat neutre ;

b) Un séquestre (arrêtés des 17 février et 26 août 1915), un liquidateur (arrêtés des 29 août 1916 et 15 avril 1917) ou un représentant (curateur) (arrêté du 26 novembre 1914) dans l'exercice de leurs fonctions officielles ;

Sont assimilées aux ressortissants des Etats mentionnés *sub. lit. a*, les personnes civiles ayant leur siège dans lesdits Etats ; le tribunal décidera, dans chaque cas particulier, jusqu'à quel point les personnes civiles ayant leur siège en Wallonie ou en Flandre peuvent leur être assimilées.

La cession d'une créance ou d'un droit faite après la publication du pré-

(1) Pour la région administrative flamande le siège du tribunal impérial supérieur est fixé à Bruxelles.

sent arrêté ne peut être attributive de la compétence déterminée à l'alinéa 1 ; toutefois le tribunal peut autoriser des exceptions.

Art. 11. — Les tribunaux auront à répondre aux commissions rogatoires émanant :

- a) De tous les tribunaux institués par le présent arrêté ;
- b) des tribunaux civils ou militaires allemands ;
- c) des tribunaux des Etats alliés à l'Empire allemand et des Etats neutres.

Art. 12. — Les militaires allemands ou alliés ne peuvent être assignés devant les tribunaux d'arrondissement. Sont assimilés aux militaires allemands au sens de la présente disposition, les fonctionnaires et employés des autorités allemandes en Flandre et en Wallonie.

Le tribunal peut, toutefois, autoriser des exceptions.

Art. 13. — Si une des personnes visées au 1^{er} alinéa de l'article 10 a conclu un compromis, la sentence arbitrale sera, sur requête, déclarée exécutoire, par le tribunal d'arrondissement ; si la sentence arbitrale n'est pas encore prononcée et que le compromis ait été conclu avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, le tribunal d'arrondissement, sur requête, se substituera au tribunal arbitral.

Art. 14. — Les affaires soumises au tribunal d'arrondissement sont jugées par un juge unique. Le Tribunal supérieur ne peut rendre jugement qu'au nombre fixe de trois juges.

Art. 15. — La convention qui sera à la base du débat déterminera la législation que le tribunal aura à appliquer.

Art. 16. — Les formes de procédure sont celles du Code de procédure civile de l'Empire allemand (Zivilprozessordnung für das Deutsche Reich) du 30 janvier 1877 ; elles se conformeront autant que possible aux règles applicables en matière de justice cantonale (Amtsgericht), toutefois :

a) les exceptions dilatoires seront proposées conjointement et avant toutes les défenses au fond ;

b) le tribunal peut ordonner que, sous peine de non-recevabilité, tous les moyens, tant ceux à l'appui de l'action que les moyens de défense et de preuve soient proposés dans un délai déterminé. La déchéance ne pourra être levée qu'au moyen de la requête civile pour autant que celle-ci soit recevable, conformément aux §§ 233 et suivants du Code allemand de procédure civile ;

c) le tribunal peut ordonner aux parties de présenter leurs conclusions et leurs explications par écrit ;

d) le tribunal décide souverainement si et, le cas échéant, quand la signification d'un exploit doit être considérée comme ayant été faite valablement.

Art. 17. — Les décisions des tribunaux d'arrondissement sont susceptibles d'appel si la valeur du litige dépasse 5.000 francs. L'appel sera porté devant le tribunal supérieur (Obergericht). Le délai d'appel est d'un mois à compter du jour de la signification du jugement ; l'appel peut être interjeté, soit par écrit adressé au tribunal d'arrondissement ou au tribunal supérieur, soit par déclaration au greffe d'un de ces tribunaux, laquelle sera actée dans un procès-verbal.

Les autres décisions des tribunaux d'arrondissement ne sont pas susceptibles de recours.

Art. 18. — Les parties ne sont pas obligées de se faire assister d'un con-

seil. Les commissaires de justice sont admis comme mandataires ou comme conseils des parties. Le tribunal décide souverainement quelles autres personnes peuvent être admises comme mandataires ou conseils.

Si la résidence d'une partie n'est pas connue ou si une partie se trouve, par suite de la guerre, éloignée de sa résidence habituelle et empêchée de faire valoir ses droits, le tribunal pourra d'office lui désigner un représentant.

Art. 19. — L'exécution des jugements se fera, à la demande de la partie intéressée, par les soins du tribunal qui, à cette fin, peut réclamer l'aide des autorités militaires.

Le tribunal peut, pour les besoins de l'exécution forcée, mettre sous séquestre tout ou partie des biens du débiteur ; le séquestre sera dans ce cas, nommé par le tribunal ; les dispositions de l'arrêté du 17 février 1915, sont applicables, par analogie, aux droits et obligations du séquestre.

Tout titre qui est exécutoire en Allemagne, l'est aussi en Wallonie (1).

Art. 20. — Les taxes des témoins et des experts sont fixées par le tribunal. Les bulletins de payement seront délivrés par les soins du greffier.

Art. 21. — Il sera perçu, à titre de taxes judiciaires, en plus des dépens, une somme de :

5 francs lorsque la valeur du litige ne dépasse pas 100 francs ;

10 francs lorsqu'elle est supérieure à 100 francs et ne dépasse pas 300 francs ;

15 francs lorsqu'elle est supérieure à 300 francs et ne dépasse pas 600 francs ;

20 francs lorsqu'elle est supérieure à 600 francs et ne dépasse pas 1.000 francs ;

30 francs lorsqu'elle est supérieure à 1.000 francs et ne dépasse pas 2.000 francs ;

50 francs lorsqu'elle est supérieure à 2.000 francs et ne dépasse pas 5.000 francs ;

75 francs lorsqu'elle est supérieure à 5.000 francs et ne dépasse pas 10.000 francs ;

25 francs en plus, pour chaque 10.000 francs ou fraction de 10.000 francs supplémentaires.

Lorsqu'il s'agit d'affaires simples, le tribunal peut réduire les taxes de moitié ; pour les affaires importantes, il peut les doubler ; en cas d'enquête, il peut les tripler. En cas de reconnaissance ou lorsque le litige se termine par une transaction, le tribunal peut faire remise de la totalité ou d'une partie des taxes. Les taxes seront perçues à nouveau pour l'exécution du jugement ainsi que pour l'instance d'appel.

Les taxes doivent être versées par provision à moins qu'il n'y ait péril en la demeure ; la fixation de la date de la première audience — tant en première instance qu'en appel — et les enquêtes sont toujours subordonnées au versement préalable des taxes. Les frais prévus pour une enquête doivent également être couverts par provision.

Art. 22. — Pour l'intervention des commissaires de justice, il sera perçu par anticipation, des taxes que le tribunal fixera et dont le montant sera versé au Trésor public.

(1) Et en Flandre.

Le tribunal décide souverainement si et, le cas échéant, dans quelle mesure les frais et honoraires du mandataire ou du conseil devront être remboursés par la partie succombante.

Art. 23. — Les contestations qui, lors de l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont déjà pendantes devant les tribunaux belges, mais n'ont pas encore été l'objet d'un jugement passé en force de chose jugée, peuvent, si les conditions prévues à l'article 10 existent, être réintroduites devant le tribunal d'arrondissement.

Quant au surplus, la litispendance continue à produire ses effets. Le jugement du tribunal d'arrondissement tiendra tel compte qu'il jugera opportun des résultats qu'une procédure déjà engagée pourrait avoir produits.

25 avril 1918. — *Arrêté déterminant le siège et le ressort des tribunaux impériaux d'arrondissement (Kaiserliche Bezirksgerichte) en Wallonie (G. W., n° 35).*

En exécution des arrêtés des 6-7 avril 1918, concernant l'institution de tribunaux allemands, j'arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Il est institué :

a) Un tribunal d'arrondissement siégeant à Verviers, pour l'arrondissement de Verviers ;

b) un tribunal d'arrondissement siégeant à Liège, pour les arrondissements de Liège, Huy et Waremme ;

c) un tribunal d'arrondissement siégeant à Marehe, pour les arrondissements de Marehe, Bastogne et Neufchâteau ;

d) un tribunal d'arrondissement siégeant à Namur, pour les arrondissements de Namur, Dinant et Philippeville ;

e) Un tribunal d'arrondissement siégeant à Charleroi, pour les arrondissements de Charleroi, Nivelles, Thuin et les parties de l'arrondissement de Soignies qui appartiennent au territoire du Gouvernement général.

Art. 2. — Le chef de l'administration civile (Verwaltungschef) est chargé de l'exécution du présent arrêté. Il détermine la date à laquelle les tribunaux d'arrondissement nommés à l'article 1^{er} et les parquets institués près de ces tribunaux entreront en fonctions.

CHAPITRE VII

La tentative de destruction de l'unité nationale

NOTE 1

Avant la guerre, l'utilisation des langues nationales en Belgique, le français et le flamand, donnait lieu à certaines difficultés, notamment dans l'administration et dans l'enseignement. Le législateur belge s'efforçait de les résoudre conformément au vœu des populations, tout en ménageant l'intérêt du pays. Ces questions intéressaient exclusivement la population belge ; les mesures les concernant devaient être prises avec la plus grande prudence, parce que toute la politique intérieure du pays s'y rattachait. Mais sous le régime de l'occupation la vie politique du pays était éteinte ; les Belges ne songeaient pas à évoquer des discussions de nature à les diviser.

L'autorité allemande s'attacha à la question linguistique, et en fit un des mobiles principaux de sa politique, dominée par le souci de germaniser le pays. Le territoire belge formait une unité, soumise à un seul pouvoir central, qui l'administrait en vertu d'une loi égale pour tous les citoyens. Les Allemands divisèrent le territoire en deux régions, ayant chacune son pouvoir central ; dans l'une des régions le flamand, et dans l'autre le français, furent considérés comme seule langue officielle.

Les premiers effets de la politique que les Allemands avaient engagée dans le sens de la séparation administrative belge portèrent sur l'enseignement.

Une loi récente (15 juin 1914) instituait un régime nouveau pour l'enseignement en Belgique. Elle n'avait pas été appliquée avant la guerre, faute de temps ; son application exigeait de nombreuses mises au point et devait forcément amener une perturbation momentanée. Les Allemands se prévalurent de cette loi, pour modifier le régime des langues dans l'enseignement.

Une série d'arrêtés, du 25 février au 30 avril 1916, réglementa l'usage des langues dans les écoles communales de la partie flamande,

de la partie wallonne, de la partie allemande du pays, de la ville de Bruxelles et de la région dénommée « frontière linguistique » située aux confins des parties wallonne et flamande.

Le système avait pour but d'imposer la langue régionale aux enfants fréquentant les écoles, tout en laissant une certaine liberté quant à la langue véhiculaire de l'école aux pères de familles.

La ville de Bruxelles fut visée la première (25 février 1916). Elle jouissait d'un régime particulier, en raison de sa situation centrale dans le pays. L'arrêté laissait au père de famille le choix de la langue, dans laquelle seraient élevés ses enfants, mais sa liberté était contrôlée par le chef de l'école ; celui-ci pouvait aller à l'encontre du choix du père de famille, s'il estimait, après examen, que ce choix n'était pas justifié. Il n'y avait de recours que devant l'inspection de l'Enseignement, et la décision de celle-ci déterminait quelle serait la langue parlée par l'écolier jusqu'à la fin de ses études.

Dans les régions flamande, wallonne et allemande du pays la liberté du père de famille était plus restreinte. Il y avait une présomption, que l'écolier parlait la langue régionale ; si la langue maternelle ou usuelle de l'enfant était différente, le père devait le déclarer expressément par écrit ; encore sa déclaration était-elle contrôlée et soumise à l'examen sans appel de l'administration.

Les communes étaient liées par ces mesures et ne pouvaient s'y soustraire sans s'exposer à se voir retirer les subsides de l'Etat.

La région qualifiée de « frontière linguistique » jouissait d'un régime semblable à celui de la ville de Bruxelles, sauf des modifications de détail.

DOCUMENTS

25 février 1916. — *Arrêté concernant la langue véhiculaire dans les écoles communales, adoptées ou adoptables de l'agglomération bruxelloise (Bull. n° 186, 9 mars 1916).*

Pour le territoire de l'agglomération bruxelloise, en vertu de l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire du 15 juin 1914, il est arrêté ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Les chefs de famille des élèves nouvellement inscrits seront, dans les huit jours de l'inscription, invités par le chef d'école à déclarer quelle est la langue maternelle ou usuelle de leurs enfants.

Cette invitation du chef de l'école et la déclaration du chef de famille se feront à l'aide des formules conformes aux annexes 1 et 2 ; il est interdit au chef de l'école de changer le texte ou d'y faire des additions. La formule de la déclaration doit être jointe à l'invitation. Le ministère des Sciences et des Arts se chargera de fournir les formules, et par l'intermédiaire des inspecteurs, les expédiera en nombre suffisant aux communes ou aux direc-

tions d'écoles. La déclaration du chef de famille sera conservée dans les archives de l'école pendant la durée de la fréquentation.

Art. 2. — Le chef d'école doit examiner si l'enfant est apte à suivre avec fruit les cours dans la langue désignée.

Cet examen se basera sur l'origine de l'enfant, la langue parlée dans son entourage immédiat et particulièrement sur ses connaissances. Si le chef d'école juge que l'enfant n'est pas apte à suivre avec fruit les cours dans la langue désignée, il devra en faire mention sur la déclaration du chef de famille et en avertir immédiatement ce chef de famille en attirant son attention sur le fait que, suivant l'article 20 de la loi, un recours lui est ouvert auprès de l'inspection ; la décision que l'inspection prendra à ce sujet devra également être mentionnée sur la déclaration du chef de famille.

Art. 3. — Si le chef de famille ne fait pas de déclaration concernant la langue maternelle ou usuelle de l'enfant, le chef d'école décidera dans quelle langue l'enfant recevra son instruction. Cette décision sera communiquée par écrit par le chef d'école au chef de famille, qui aura le droit d'adresser un recours à l'inspection.

Art. 4. — Pourra être l'objet de dispositions spéciales la manière dont l'inspection contrôlera si le chef d'école a vérifié consciencieusement la déclaration faite par le chef de famille et s'il a pris une décision équitable (art. 2 et 3).

Art. 5. — La décision prise conformément aux dispositions précédentes pour déterminer quelle est la langue d'un enfant, reste valable aussi longtemps que l'enfant fréquente une des écoles visées par le présent arrêté.

Art. 6. — Si, parmi les élèves d'une année d'études, 20 au moins ont la même langue maternelle, il sera formé une classe distincte dont la langue véhiculaire correspondra à celle de ces enfants.

Si moins de 20, mais plus de 10 enfants ont la même langue maternelle, 2 années d'études seront réunies en une seule classe (à deux sections séparées) ayant la même langue véhiculaire, à moins qu'il ne soit créé de classe spéciale.

Il est défendu de former des classes ou des sections ayant deux langues véhiculaires.

Pour certaines écoles, des exceptions pourront être faites dans des cas spéciaux en vertu d'une décision motivée du ministère des Sciences et des Arts. Cette décision et les motifs doivent être publiés dans le *Journal officiel*.

Art. 7. — Immédiatement après le commencement de l'année scolaire, le chef d'école doit remettre à l'inspecteur cantonal, en se servant des formules dont le modèle est indiqué aux annexes 3 et 4 :

1^o Le relevé du nombre des élèves qui, dans chaque année d'études, entrent en ligne de compte pour chaque langue ;

2^o Un tableau d'ensemble des diverses classes et divisions.

Art. 8. — Dans les mêmes années de toutes les classes monolingues des écoles communales d'une commune, le même nombre d'heures doit être consacré à l'étude de la langue maternelle. On devra veiller à ce que les administrations des écoles adoptables appliquent la même mesure dans toutes leurs écoles.

Art. 9. — La commune ou l'administration des écoles décidera s'il y a lieu d'introduire une deuxième langue comme branche d'enseignement dans le programme des études. Afin que l'étude de la deuxième langue ne puisse

nuire à l'étude approfondie de la langue maternelle, l'enseignement de la deuxième langue ne pourra, jusqu'à nouvel ordre, commencer avant la troisième année d'études, et pendant cette troisième année, il sera exclusivement verbal ; de la troisième à la cinquième année d'études, il ne pourra être consacré à cet enseignement plus de quatre heures, de la sixième à la huitième année d'études, plus de cinq heures par semaine. S'il existe dans une école des classes séparées d'après la langue maternelle, l'enseignement de la deuxième langue doit être réglé et donné d'une manière uniforme.

Art. 10. — La commune ou l'administration scolaire a également le droit d'ordonner qu'à partir de la sixième année scolaire, au plus tôt, trois branches au moins à désigner par elle soient enseignées dans la deuxième langue ; dans ce cas, le nombre des heures consacrées à l'enseignement exclusif de la deuxième langue sera diminué de deux. Toute décision de ce genre sera soumise à l'approbation du ministère des Sciences et des Arts. Celui-ci refusera d'approuver toute disposition qui pourrait avoir pour effet de nuire à l'étude approfondie de la langue maternelle. Les dispositions approuvées seront publiées dans le *Journal officiel*.

Si une école a des classes distinctes à langue véhiculaire différente, l'enseignement doit être réglé d'une manière uniforme.

Art. 11. — Aucun instituteur n'a le droit d'enseigner dans une classe s'il ne possède pas à fond la langue véhiculaire de cette classe et la langue dans laquelle la branche déterminée doit être enseignée (art. 10).

Art. 12. — Aucun instituteur ne peut restreindre chez les élèves le libre usage de leur langue maternelle, sauf pour l'enseignement spécial prévu aux articles 9 et 10.

Art. 13. — Les manuels scolaires des diverses branches doivent être rédigés dans la langue prescrite pour l'enseignement de ces branches.

Les diplômes et les certificats doivent être rédigés dans la langue véhiculaire de la classe à laquelle l'élève appartient. Il en est de même des avis émanant de l'administration scolaire et des communications écrites aux parents des élèves.

Art. 14. — Si les prescriptions précédentes ou les mesures d'exécution prises par l'inspection ou par le ministère des Sciences et des Arts ne sont pas observées, la commune ou l'administration scolaire s'expose à ce que les subsides de l'Etat lui soient retirés en tout ou en partie.

Art. 15. — A partir du 1^{er} mai 1916, les classes bilingues ne seront plus tolérées pour la première année d'études ; les classes de ce genre existant actuellement formeront les nouvelles classes flamandes et françaises. Les chefs de famille des élèves de ces classes seront aussitôt invités à faire la déclaration prévue par l'article 1^{er}. Les déclarations seront vérifiées conformément aux articles 2 et 4.

Au commencement de l'année scolaire 1916-1917, les chefs de famille de tous les autres élèves, y compris ceux qui seront nouvellement inscrits, seront invités à faire la déclaration prévue par l'article 1^{er}. Toutes les déclarations des chefs de famille doivent être vérifiées. Toutes les prescriptions du présent arrêté entreront en vigueur à la même époque. Cependant les dispositions relatives à la formation des classes et des divisions monolingues (art. 6) ne sont applicables pendant l'année scolaire 1916-1917 qu'à la classe inférieure de l'année scolaire 1915-1916 et aux nouvelles incrip-

tions pour les deux classes inférieures ; chaque année suivante, elles sont, en outre, applicables à la classe immédiatement supérieure.

Les mesures d'exécution doivent être prises en temps utile.

Der Veraltungschef,

Bei dem Generalgouverneur in Belgien :

Dr VON SANDT.

22 avril 1916. — *Arrêté concernant la langue véhiculaire dans les écoles communales, adoptées et adoptables de la région allemande du pays* (Bull. n° 206, 2 mai 1916).

En exécution de l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire du 15 juin 1914, il est arrêté ce qui suit, pour la région allemande du pays :

Art. 1^{er}. — Appartiennent à la région allemande du pays, en vue de l'application du présent arrêté, les communes suivantes :

1. Dans la province de Liège :

Aubel, en ce qui concerne le quartier de la Clouse, Balen, Gemmenich, Henri-Chapelle, Homburg-Bleyberg, Homburg (Mittel) (Hombourg-centre), Membach, Montzen-Bleyberg, Montzen (Mittel) (Montzen-Centre), Morcsnet, Sippenaken (Sippenaeken), Welkenraedt.

2. Dans la province de Luxembourg :

Arlen (Arlon) avec Spetz (Quatre-Bras), Athem.(Athus), Attert (avec Parett et Scheckweiler), Boehholz (Beho) (avec les quartiers de Deyfeld et Urth-Watermael), Bonnert (avec les quartiers de Frassem, Nemmühle, Alétenhofen, Viville et Walzingen) ; Diendenburg (Thiaumont) (avec les quartiers de Lischert et Lottert), Elcheroth (Nobressart) (avec Alemeroth et Luchort), Feiteler (Fauvillers), en ce qui concerne les quartiers de Bodingen et Wiensenbach, Girsch (Guirsch) (avec Heckbus), Heischlingem (Heinsch) (avec Freitlingen, « Papiermülhe », Watzerat, Posterie et Stockem), Herzig (Hachy) avec Offen (Fouches) et Saas (Sampont), Hewerdingen (Habergy) (avec les quartiers de Bebingen et Gueff), Holdingen (Halanzy) en ce qui concerne Bettenhofen (Battincourt et Esch auf der Hurt (Aix-sur-Cloie), Hondelingen (Hondelange) (avec Büwingen et Wolkringen), Ibingen (Aubange) (avec Clemeresch (Clemerais), Martelingen (Martelange) (avec Greimelingen, Veuperl et Radelingen), Metzsig (Messancy) (avec Gerlinden, Laser (Longeau), Niedlingen, (Noedelange) et Turpingen (Turpange), Niederelter (Autelbas) (avec Oberelter, Bardenburg (Clairfontaine) et Sterpenich) ; Selingen (Seling), Tintingen (Tintange) (avec Oell, Romel-dingen et Warnach), Törnich (avec Glandfurt (Pont Lagland) et Uedingen), Tontelingen (Tontelange) avec Beierchen (côte rouge).

Art. 2. — Dans la partie allemande du pays, l'allemand est considéré comme étant la langue maternelle des enfants, à moins que le chef de famille en faisant inscrire l'enfant ne fasse par écrit une déclaration spéciale désignant une autre langue comme langue maternelle ou usuelle. Cette déclaration sera conservée dans les archives de l'école pendant la durée de la fréquentation scolaire obligatoire.

Art. 3. — Le chef d'école vérifiera le cas échéant, l'exactitude de la déclaration du chef de famille en examinant si l'enfant est apte à suivre avec fruit les cours dans la langue désignée. Cet examen se basera sur l'ori-

gine de l'enfant, la langue parlée dans son entourage immédiat et particulièrement sur ses connaissances.

Si le chef d'école juge que l'enfant n'est pas apte à suivre avec fruit les cours dans la langue désignée, il devra en faire mention sur la déclaration du chef de famille et en avertir immédiatement ce chef de famille en attirant son attention sur le fait que, suivant l'article 20 de la loi, un recours lui est ouvert auprès de l'inspection ; la décision que l'inspection prendra à ce sujet devra également être mentionnée sur la déclaration du chef de famille.

Art. 4. — Pourra être l'objet de dispositions spéciales la manière dont l'inspection contrôlera si le chef d'école a vérifié consciencieusement la déclaration faite par le chef de famille et s'il a pris une décision équitable (art. 3).

Art. 5. — La décision prise conformément aux dispositions précédentes pour déterminer quelle est la langue de l'enfant, reste valable aussi longtemps que l'enfant fréquente une des écoles visées par le présent arrêté.

Art. 6. — Si, dans une école, tous les enfants n'ont pas la même langue maternelle, l'enseignement se donnera dans la langue de la majorité des élèves.

Il est défendu de former des classes ou des sections ayant deux langues véhiculaires.

Si, parmi les élèves d'une année d'études, 20 au moins ont une langue maternelle autre que la langue véhiculaire de l'école, il sera formé une classe spéciale pour ces enfants. Les subsides de l'Etat sont accordés conformément aux dispositions de l'arrêté du 20 septembre 1898.

Art. 7. — Si, dans une école, les élèves n'ont pas tous la même langue maternelle, le chef de cette école doit, peu après le commencement de l'année scolaire, faire savoir à l'inspecteur cantonal comment ces élèves se répartissent dans chaque année d'études et quelles classes et sections spéciales ont été formées.

Art. 8. — On consacrera à l'enseignement de la langue maternelle, donné dans cette langue :

Six heures entières au moins par semaine dans les classes du premier degré ;

Cinq heures entières au moins par semaine dans les classes du deuxième degré ;

Quatre heures entières au moins par semaine, dans les classes du troisième degré ;

Quatre heures entières au moins par semaine dans les classes du quatrième degré.

Art. 9. — La commune ou l'administration scolaire a le droit d'inscrire au programme des cours une ou plusieurs langues à titre de branches facultatives. Afin que l'enseignement de ces branches ne puisse nuire à l'étude approfondie de la langue maternelle, on ne devra pas, jusqu'à nouvel avis, commencer l'enseignement de ces langues avant la 6^e année d'études ni y consacrer plus de trois heures entières ou de six demi-heure par semaine ; en outre, tout élève ne doit étudier à l'école qu'une seule langue en sus de sa langue maternelle.

Art. 10. — Aucun instituteur n'a le droit d'enseigner dans une classe s'il ne possède pas à fond la langue véhiculaire de cette classe.

Art. 11. — Aucun instituteur ne peut restreindre chez les élèves le

libre usage de leur langue maternelle sauf dans les cas prévus aux articles 6 et 9.

Art. 12. — Les manuels scolaires des diverses branches doivent être rédigés dans la langue prescrite pour l'enseignement de ces branches. Les diplômes et les certificats doivent être rédigés dans la langue véhiculaire de la classe à laquelle l'élève appartient. Il en est de même des avis émanant de l'administration scolaire et des communications écrites aux parents des élèves.

Art. 13. — Si les prescriptions précédentes ou les mesures d'exécution prises par l'inspection ou par le Ministère des Sciences et des Arts ne sont pas observées la commune ou l'administration scolaire s'expose à ce que les subsides de l'Etat lui soient retirés en tout ou en partie.

Art. 14. — Les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur soit deux semaines après la publication, en ce qui concerne les deux premières années d'études, soit au commencement de l'année scolaire 1916-1917, en ce qui concerne les autres années d'études.

Der Verwaltungschef,
Bei dem Generalgouverneur in Belgien :
D^r VON SANDT.

22 avril 1916. — *Arrêté concernant la langue véhiculaire dans les écoles communales, adoptées et adoptables de la partie flamande du pays (Bull. n° 206, 2 mai 1916).*

En exécution de l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire du 15 juin 1914, il est arrêté ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Appartiennent à la partie flamande du pays, en vue de l'application du présent arrêté, les communes désignées dans les arrêtés royaux des 31 mai 1891 et 10 janvier 1896 (*Moniteur belge* du 12 juin 1891 et du 23 janvier 1896) à l'exception de la commune de Gemmenich.

Les communes d'Anderlecht, Etterbeek, Jette, Koekelberg, Laeken, Molenbeek Saint-Jean, Uccle et Forest, faisant partie de l'agglomération bruxelloise, sont soumises aux dispositions spéciales de l'arrêté du 25 février 1916 (*Bulletin officiel des lois et arrêtés*, n° 186) et aux dispositions réglementaires du 18 mars 1916 concernant l'arrêté du 25 février 1916 susmentionné (*Bulletin officiel des lois et arrêtés*, n° 192).

Art. 2. — Dans la partie flamande du pays, le flamand est considéré comme étant la langue maternelle des enfants, à moins que le chef de famille en faisant inscrire l'enfant, ne fasse par écrit une déclaration spéciale désignant une autre langue comme langue maternelle ou usuelle. Cette déclaration sera conservée dans les archives de l'école pendant la durée de la fréquentation scolaire obligatoire.

Art. 3. — Le chef d'école vérifiera, le cas échéant, l'exactitude de la déclaration du chef de famille en examinant si l'enfant est apte à suivre avec fruit les cours dans la langue désignée. Cet examen se basera sur l'origine de l'enfant, la langue parlée dans son entourage immédiat et particulièrement sur ses connaissances.

Si le chef d'école juge que l'enfant n'est pas apte à suivre avec fruit les cours dans la langue désignée, il devra en faire mention sur la déclaration

du chef de famille et en avertir immédiatement ce chef de famille en attirant son attention sur le fait que, suivant l'article 20 de la loi, un recours lui est ouvert auprès de l'inspection ; la décision que l'inspection prendra à ce sujet devra également être mentionnée sur la déclaration du chef de famille.

Art. 4. — Pourra être l'objet de dispositions spéciales la manière dont l'inspection contrôlera si le chef d'école a vérifié consciencieusement la déclaration faite par le chef de famille et s'il a pris une décision équitable (art. 3).

Art. 5. — La décision prise conformément aux dispositions précédentes pour déterminer quelle est la langue d'un enfant, reste valable aussi longtemps que l'enfant fréquente une des écoles visées par le présent arrêté.

Art. 6. — Si, dans une école, tous les enfants n'ont pas la même langue maternelle, l'enseignement se donnera dans la langue de la majorité des élèves.

Il est défendu de former des classes ou des sections ayant deux langues véhiculaires.

Si, parmi les élèves d'une année d'études, 20 au moins ont une langue maternelle autre que la langue véhiculaire de l'école, il sera formé une classe spéciale pour ces enfants. Les subsides de l'Etat sont accordés conformément aux dispositions de l'arrêté du 20 septembre 1898.

Art. 7. — Si, dans une école, les élèves n'ont pas tous la même langue maternelle, le chef de cette école doit, peu après le commencement de l'année scolaire, faire savoir à l'inspecteur cantonal comment ces élèves se répartissent dans chaque année d'études et quelles classes et sections spéciales ont été formées.

Art. 8. — On consacrera à l'enseignement de la langue maternelle, donné dans cette langue :

Six heures entières au moins par semaine, dans les classes du premier degré ;

Cinq heures entières au moins par semaine, dans les classes du deuxième degré ;

Quatre heures entières au moins par semaine, dans les classes du troisième degré ;

Quatre heures entières au moins par semaine, dans les classes du quatrième degré.

Art. 9. — La commune ou l'administration scolaire a le droit d'inscrire au programme des cours une ou plusieurs langues à titre de branches facultatives. Afin que l'enseignement de ces branches ne puisse nuire à l'étude approfondie de la langue maternelle, on ne devra pas, jusqu'à nouvel avis, commencer l'enseignement de ces langues avant la sixième année d'études, ni y consacrer plus de trois heures entières ou de six demi-heures par semaine ; en outre, tout élève ne doit étudier à l'école qu'une seule langue en sus de sa langue maternelle.

Art. 10. — Aucun instituteur n'a le droit d'enseigner dans une classe s'il ne possède pas à fond la langue véhiculaire de cette classe.

Art. 11. — Aucun instituteur ne peut restreindre chez les élèves le libre usage de leur langue maternelle, sauf dans les cas prévus aux articles 6 et 9.

Art. 12. — Les manuels scolaires des diverses branches doivent être rédigés dans la langue prescrite pour l'enseignement de ces branches. Les diplômes et les certificats doivent être rédigés dans la langue véhicu-

laire de la classe à laquelle l'élève appartient. Il en est de même des avis émanant de l'administration scolaire et des communications écrites aux parents des élèves.

Art. 13. — Si les prescriptions précédentes ou les mesures d'exécution prises par l'inspection ou par le ministère des Sciences et des Arts ne sont pas observées, la commune ou l'administration scolaire s'expose à ce que les subsides de l'Etat lui soient retirés en tout ou en partie.

Art. 14. — Les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur, soit deux semaines après la publication en ce qui concerne les deux premières années d'études, soit au commencement de l'année scolaire 1916-1917, en ce qui concerne les autres années d'études.

Der Verwaltungschef,

Bei dem Generalgouverneur in Belgien :

Dr VON SANDT.

29 avril 1916. — *Arrêté concernant la langue véhiculaire dans les écoles communales adoptées et adoptables des localités de la frontière linguistique (Bull. n° 208, 7 mai 1916).*

Pour les localités de la frontière linguistique, en vertu de l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire du 15 juin 1914, il est arrêté ce qui suit :

Dans les localités de la frontière linguistique on appliquera des dispositions de l'arrêté du 25 février 1916 (*Bulletin officiel des lois et arrêtés*, n° 186) en tenant compte que, dans la région de la frontière linguistique allemande-wallonne, les formules prévues aux articles 1^{er} et 7 devront être rédigées en allemand et que la première phrase de l'article 15 sera conçue comme suit :

A partir d'un mois après la publication du présent arrêté les classes bilingues ne seront plus tolérées pour la première année d'études ; les classes de ce genre existant actuellement formeront les nouvelles classes flamandes, françaises ou allemandes.

Der Verwaltungschef,

Bei dem Generalgouverneur in Belgien :

Dr VON SANDT.

30 avril 1916. — *Arrêté concernant la langue véhiculaire dans les écoles communales adoptées ou adoptables de la partie wallonne du pays (Bull. n° 210, 12 mai 1916).*

En exécution de l'article 20 de la loi organique de l'enseignement primaire du 15 juin 1914, il est arrêté ce qui suit, pour la partie wallonne du pays :

Art. 1^{er}. — Appartiennent à la partie wallonne du pays, en vue de l'application du présent arrêté, toutes les communes pour lesquelles la langue véhiculaire, à employer dans l'enseignement, n'a pas été réglementée encore par l'arrêté du 25 février 1916 (*Bulletin officiel des lois et arrêtés*, n° 186) et ses dispositions réglementaires du 18 mars 1916 (*Bulletin officiel des lois*

et arrêtés, n° 192) et par les arrêtés des 22 avril 1916 (*Bulletin officiel des lois et arrêtés*, n° 206) et 29 avril 1916 (*Bulletin officiel des lois et arrêtés*, n° 208).

Art. 2. — Dans la partie wallonne du pays, le français est considéré comme étant la langue maternelle des enfants, à moins que le chef de famille en faisant inscrire l'enfant ne fasse par écrit une déclaration spéciale désignant une autre langue comme langue maternelle ou usuelle. Cette déclaration sera conservée dans les archives de l'école pendant la durée de la fréquentation scolaire obligatoire.

Art. 3. — Le chef d'école vérifiera, le cas échéant, l'exactitude de la déclaration du chef de famille en examinant si l'enfant est apte à suivre avec fruit les cours dans la langue désignée. Cet examen se basera sur l'origine de l'enfant, la langue parlée dans son entourage immédiat et particulièrement sur ses connaissances.

Si le chef d'école juge que l'enfant n'est pas apte à suivre avec fruit les cours dans la langue désignée il devra en faire mention sur la déclaration du chef de famille et en avertir immédiatement ce chef de famille en attirant son attention sur le fait que, suivant l'article 20 de la loi, un recours lui est ouvert auprès de l'inspection ; la décision que l'inspection prendra à ce sujet devra également être mentionnée sur la déclaration du chef de famille.

Art. 4. — Pourra être l'objet de dispositions spéciales la manière dont l'inspection contrôlera si le chef d'école a vérifié consciencieusement la déclaration faite par le chef de famille et s'il a pris une décision équitable (article 3).

Art. 5. — La décision prise conformément aux dispositions précédentes pour déterminer quelle est la langue d'un enfant reste valable aussi longtemps que l'enfant fréquente une des écoles visées par le présent arrêté.

Art. 6. — Si, dans une école, tous les enfants n'ont pas la même langue maternelle, l'enseignement se donnera dans la langue de la majorité des élèves.

Il est défendu de former des classes ou des sections ayant deux langues véhiculaires.

Si, parmi les élèves d'une année d'études, 20 au moins ont une langue maternelle autre que la langue véhiculaire de l'école, il sera formé une classe spéciale pour ces enfants. Les subsides de l'État sont accordés conformément aux dispositions de l'arrêté du 20 septembre 1898.

Art. 7. — Si, dans une école, les élèves n'ont pas tous la même langue maternelle le chef de cette école doit, peu après le commencement de l'année scolaire, faire savoir à l'inspecteur cantonal comment ces élèves se répartissent dans chaque année d'études et quelles classes et sections spéciales ont été formées.

Art. 8. — On consacrera à l'enseignement de la langue maternelle donné dans cette langue :

Six heures entières au moins par semaine, dans les classes du premier degré ;

Cinq heures entières au moins par semaine dans les classes du deuxième degré ;

Quatre heures entières au moins par semaine, dans les classes du troisième degré ;

Quatre heures entières au moins par semaine, dans les classes du quatrième degré.

Art. 9. — La commune ou l'administration scolaire a le droit d'inscrire au programme des cours une ou plusieurs langues à titre de branches facultatives. Afin que l'enseignement de ces branches ne puisse nuire à l'étude approfondie de la langue maternelle, on ne devra pas, jusqu'à nouvel avis, commencer l'enseignement de ces langues avant la sixième année d'études, ni y consacrer plus de trois heures entières ou de six demi-heures par semaine ; en outre, tout élève ne doit étudier à l'école qu'une seule langue en sus de sa langue maternelle.

Art. 10. — Aucun instituteur n'a le droit d'enseigner dans une classe s'il ne possède pas à fond la langue véhiculaire de cette classe.

Art. 11. — Aucun instituteur ne peut restreindre chez les élèves le libre usage de leur langue maternelle, sauf dans les cas prévus aux articles 6 et 9.

Art. 12. — Les manuels scolaires des diverses branches doivent être rédigés dans la langue prescrite pour l'enseignement de ces branches. Les diplômes et les certificats doivent être rédigés dans la langue véhiculaire de la classe à laquelle l'élève appartient. Il en est de même des avis émanant de l'administration scolaire et des communications écrites aux parents des élèves.

Art. 13. — Si les prescriptions précédentes ou les mesures d'exécution prises par l'inspection ou par le Ministère des Sciences et des Arts ne sont pas observées, la commune ou l'administration scolaire s'expose à ce que les subsides de l'Etat lui soient retirés en tout ou en partie.

Art. 14. — Les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur, soit deux semaines après la publication en ce qui concerne les deux premières années d'études, soit au commencement de l'année scolaire 1916-1917, en ce qui concerne les autres années d'études.

Der Verwaltungschef,

Bei dem Generalgouverneur in Belgien :

Dr VON SANDT.

NOTE 2

La réforme de l'enseignement commencée par les Allemands fut couronnée, le 15 mars 1916, par la substitution de la langue flamande à la langue française comme langue officielle de l'Université de Gand. Depuis le début des hostilités, les Universités de Belgique avaient suspendu leurs cours. Les Allemands rouvrirent néanmoins les portes de l'Université de Gand, devenue Université de langue flamande. Les professeurs protestèrent en masse contre cette mesure et, à quelques exceptions près, refusèrent de donner leurs cours. Ils furent mis en non-activité et les Allemands organisèrent à leur gré l'Université flamande, avec un corps professoral créé par eux et qui leur était entièrement dévoué.

DOCUMENTS

15 mars 1916. — *Arrêté concernant la langue dans laquelle se donneront les cours de l'Université de Gand (Bull. n° 191, 23 mars 1916).*

En modification de l'article 5 de l'arrêté royal du 9 décembre 1849, il est arrêté ce qui suit :

Les cours de l'Université de Gand se donneront en langue flamande. Le chef de l'administration civile près le gouverneur général en Belgique pourra, par exception, autoriser l'emploi d'une autre langue dans certaines branches de l'enseignement. Il est chargé de publier les dispositions réglementaires destinées à assurer l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 mars 1916.

Der generalgouverneur in Belgien :

Freiherr VON BISSING,
Generaloberst.

Thielt, le 17 mars 1916.

Der Oberbefehlshaber der IV^e Armee :

Herzog ALBRECHT VON WURTEMBERG.

30 septembre 1916. — *Arrêté interprétant l'article 10 de la loi du 15 juillet 1849 sur l'enseignement supérieur (Bull. n° 267, 20 octobre 1916).*

Considérant :

Que par arrêté du 15-17 mars 1916 la langue néerlandaise est devenue la langue véhiculaire de l'enseignement à l'Université de Gand, qu'un certain nombre de professeurs de l'Université de Gand, qui ont refusé ou bien qui ne sont pas en mesure de reprendre les cours se donnant désormais en langue néerlandaise, ne sont plus, par ce fait, en activité de service et doivent donc être remplacés.

Que, d'autre part, le nombre des professeurs dans chaque faculté des Universités de l'Etat est fixé par l'article 10 de la loi organique de l'enseignement supérieur du 15 juillet 1849, modifiée par les lois des 22 mai 1882, 22 mai 1892, 30 juin 1893 et 1^{er} juillet 1896. Il est arrêté, avec effet rétroactif au 15 juillet 1916.

Article unique. — Pour l'application de l'article 10 de la loi du 15 juillet 1849, modifiée par les quatre lois précitées, n'entrent en ligne de compte que les professeurs en activité de service.

Bruxelles, le 9 septembre 1916.

Der Generalgouverneur in Belgien :

Freiherr VON BISSING,
Generaloberst.

A. H. Q., le 30 septembre 1916.

Der Oberbefehlshaber der IV^e Armee :

Herzog ALBRECHT VON WURTEMBERG,

NOTE 3

La division du territoire ébauchée dans l'enseignement fut parfaite par les Allemands, le 21 mars 1917. Ils formaient en Belgique deux régions administratives, comprenant chacune un certain nombre de provinces. La province de Brabant était démembrée : l'arrondissement

de Nivelles était joint à la région wallonne, les arrondissements de Bruxelles et de Louvain à la région flamande.

La Belgique était donc soumise à deux administrations distinctes, indépendantes l'une de l'autre, dont l'une avait son siège à Bruxelles, l'autre à Namur.

Chacune des deux régions reçut son pouvoir exécutif propre (il n'était pas question à ce moment de pouvoir législatif, tous les arrêtés émanant du gouverneur allemand pour la Belgique occupée). Dans ce but les Allemands remplacèrent chacun des ministères existant par deux ministères, l'un à Bruxelles, l'autre à Namur. Ce dédoublement n'alla pas sans peine parce que les fonctionnaires [belges refusèrent de se prêter à cette dissolution de l'unité nationale. Mais à la longue on trouva, en dehors de l'administration, un certain personnel.

Antérieurement à cette séparation complète, le ministère des Sciences et des Arts avait déjà été soumis à une mesure partielle (arr. du 25 octobre 1916) dans le même sens. Deux sections, flamande et wallonne, avaient été formées au sein de ce ministère, qui néanmoins formait toujours une seule administration siégeant à Bruxelles.

21 mars 1917. — *Arrêté établissant la séparation administrative de la Belgique* (Bull. n° 324, 21 mars 1917).

Il est formé en Belgique deux régions administratives dont l'une comprend les provinces d'Anvers, de Limbourg, de Flandre orientale et de Flandre occidentale, ainsi que les arrondissements de Bruxelles et de Louvain; l'autre, les provinces de Hainaut, de Liège, de Luxembourg et de Namur, ainsi que l'arrondissement de Nivelles.

L'administration de la première de ces deux régions sera dirigée de Bruxelles; celle de la deuxième région, de Namur.

Sont réservées toutes les dispositions qui seront destinées à assurer l'exécution du présent arrêté, notamment au point de vue de l'organisation administrative des deux régions et de la remise des affaires. Pour tout ce qui concerne le ministère des Sciences et des Arts, les arrêtés des 25 octobre 1916, 13 décembre 1916 et 14 février 1917 (*Bulletin officiel des lois et arrêtés*, pages 2930, 3054 et 3319) resteront en vigueur jusqu'à la publication des dispositions susmentionnées.

Der Generalgouverneur in Belgien :

Freiherr VON BISSING,
Generaloberst.

5 mai 1917. — *Arrêté concernant la formation de deux ministères de l'Agriculture et des Travaux publics* (Bull. n° 344, 10 mai 1917).

En exécution de l'arrêté du 21 mars 1917, concernant la formation de deux régions administratives en Belgique, j'arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Pour chacune des deux régions administratives (la région flamande et la région wallonne), l'administration de l'Agriculture et des Travaux publics sera confiée à un ministère spécial à partir du 15 juin 1917, quant à l'administration de l'Agriculture, et à partir d'une date qui sera fixée ultérieurement, quant à l'administration des Travaux publics.

Art. 2. — L'administration des caisses des veuves et orphelins restera provisoirement en commun pour les deux régions administratives, sous la direction du ministère établi à Bruxelles. Ce ministère sera aussi chargé, à titre provisoire, de l'administration de toute la forêt de Soignes.

Art. 3. — Au surplus, les règlements organiques du 31 décembre 1889 et du 18 décembre 1908, ainsi que leurs arrêtés complémentaires, resteront provisoirement en vigueur pour chacun des deux ministères.

Art. 4. — Le chef de l'administration civile (Verwaltungschef) est chargé de décréter toutes les autres dispositions nécessaires à l'exécution du présent arrêté.

25 octobre 1916. — *Arrêté modifiant le règlement organique du ministère des Sciences et des Arts (Bull. n° 273, 5 novembre 1916).*

En modification partielle des arrêtés royaux des 17 octobre 1910 et 23 mars 1912, concernant le règlement organique du ministère des Sciences et des Arts, j'arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. — En vue d'administrer :

1^o L'enseignement primaire.

2^o L'enseignement moyen,

3^o L'enseignement supérieur des sciences et des lettres.

Il est formé une section flamande et une section wallonne pour chacune de ces branches de service.

Art. 2. — Les sections flamandes sont chargées des affaires concernant l'administration de l'enseignement (art. 1^{er}), pour la partie flamande et la région de langue allemande du pays. Les sections wallonnes ont les mêmes attributions pour la partie wallonne du pays.

Art. 3. — Le nombre des directeurs généraux est augmenté de trois. A chacun des directeurs généraux des sections flamandes seront adjoints un ou plusieurs directeurs et un ou plusieurs chefs de division ainsi que tout le personnel supplémentaire qui sera nécessaire. Le nombre des fonctionnaires et employés du ministère des Sciences et des Arts sera déterminé définitivement dans la suite.

Art. 4. — Le présent arrêté entre immédiatement en vigueur ; la remise des affaires courantes de service aux sections flamande et wallonne se fera le 15 décembre 1916.

Bruxelles, le 25 octobre 1916.

Der Generalgouverneur in Belgien :

Freiherr von BISSING,
Generaloberst.

5 mai 1917. — *Arrêté concernant la formation de deux ministères des Sciences et des Arts (Bull. n° 344, 10 mai 1917).*

En exécution de l'arrêté du 21 mars 1917, concernant la formation de deux régions administratives en Belgique, j'arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Pour chacune des deux régions administratives (la région flamande et la région wallonne), l'administration de l'enseignement et des beaux-arts sera confiée à un ministère spécial, à partir du 15 juin 1917.

Art. 2. — L'administration des caisses des veuves et orphelins restera provisoirement en commun pour les deux régions administratives sous la direction du ministère établi à Bruxelles. Relèveront aussi de ce ministère, les écoles de toutes catégories, dans les communes de Attenhoven, Aubel, Elixem, Laer, Landen, Mouland, Neerhespen, Neerlanden, Neerwinden, Overhespen, Overwinden, Remersdael, Rosoux-Crenwick, Rumsdorp, Fouron-le-Comte, Fouron-Saint-Martin, Fouron-Saint-Pierre, Teuven, Wamont, Houtain-l'Evêque, Walsbets, Wanghe, Wezeren (province de Liège) et Bièvre, Enghien, Everbecq, Petit-Enghien, Mareq, Saint-Pierre-Cappelle (province de Hainaut).

Art. 3. — Pour chacun des deux Ministères le règlement organique des 17 octobre 1910 et 23 mars 1912 restera en vigueur avec la restriction que les articles 16 à 20 resteront abrogés jusqu'à nouvel ordre et que la détermination définitive du cadre du personnel des deux ministères fera l'objet d'une décision spéciale.

Art. 4. — Seront abrogés, à partir du 15 juin 1917, les arrêtés des 25 octobre 1916, 13 décembre 1916 et 14 février 1917, ainsi que l'arrêté pris à la date du 14 février 1917 par le chef de l'administration civile (Verwaltungschef).

Art. 5. — Le chef de l'administration civile est chargé de décréter toutes les autres dispositions nécessaires à l'exécution du présent arrêté.

5 mai 1917. — *Arrêté concernant la formation de deux ministères de l'Industrie et du Travail (Bull. n° 344, 10 mai 1917).*

En exécution de l'arrêté du 21 mars 1917, concernant la formation de deux régions administratives en Belgique, j'arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Pour chacune des deux régions administratives (la région flamande et la région wallonne), l'administration de l'Industrie et du Travail sera confiée à un ministère spécial à partir du 15 juin 1917.

Art. 2. — L'administration du service des brevets, des marques de fabrique et de commerce et le service géologique resteront provisoirement en commun pour les deux régions administratives, sous la direction du ministère établi à Bruxelles.

Art. 3. — Au surplus, les dispositions du règlement organique (arrêtés du 22 décembre 1911, du 30 mars 1912 et du 31 octobre 1913) resteront provisoirement en vigueur pour chacun des deux ministères.

Art. 4. — Le chef de l'administration civile (Verwaltungschef) est chargé de décréter toutes les autres dispositions nécessaires à l'exécution du présent arrêté.

12 mai 1917. — *Arrêté concernant la formation de deux ministères de l'Intérieur (Bull. n° 346, 16 mai 1917).*

En exécution de l'arrêté du 21 mars 1917, concernant la formation de deux régions administratives en Belgique, j'arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Pour chacune des deux régions administratives (la région flamande et la région wallonne) l'administration de l'Intérieur sera confiée à un ministère spécial, à partir du 20 juin 1917.

Art. 2. — La caisse des veuves et orphelins des fonctionnaires et employés ainsi que la caisse centrale de prévoyance des secrétaires communaux resteront provisoirement en commun pour les deux régions administratives, sous la direction du ministère établi à Bruxelles.

Art. 3. — Le règlement organique du 25 octobre 1910 ainsi que les arrêtés royaux complémentaires resteront provisoirement en vigueur pour chacun des deux ministères, avec la restriction que la détermination définitive du personnel est réservée.

Art. 4. — Le chef de l'administration civile (Verwaltungschef) est chargé de décréter les dispositions nécessaires à l'exécution du présent arrêté.

13 mai 1917. — *Arrêté concernant la compétence des ministères de l'Intérieur à Bruxelles et à Namur ainsi que la nomination de fonctionnaires aux deux ministères* (Bull. n° 346, 16 mai 1917).

1. A partir du 20 juin 1917, la compétence du ministère de l'Intérieur à Bruxelles sera, en vertu de mon arrêté du 12 mai 1917, limitée à la région administrative flamande. A dater du même jour, les fonctionnaires désignés à l'annexe et appartenant au personnel du ministère auront à se charger, à Namur, de l'administration de l'Intérieur pour la région administrative wallonne : ils seront, en conséquence, transférés dans cette ville à la date du 20 juin 1917.

2. Au ministère de la région administrative flamande, à Bruxelles :

a) M. M. K. Heynderickx, secrétaire communal et professeur honoraire, à Saint-Nicolas, est nommé secrétaire général :

b) M. Spincemaille, avocat et chef du contentieux, à Etterbeek, est nommé directeur général ;

c) M. Plectinckx, docteur en médecine, est nommé inspecteur du service de santé et de l'hygiène.

Suit en annexe la liste des fonctionnaires transférés à Namur.

9 juin 1917. — *Arrêté concernant la formation de deux ministères de la Justice* (Bull. n° 356, 12 juin 1917).

En exécution de l'arrêté du 21 mars 1917, concernant la formation de deux régions administratives en Belgique, j'arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Pour chacune des deux régions administratives (la région flamande et la région wallonne), l'administration de la Justice sera confiée à un ministère spécial, à partir du 1^{er} juillet 1917.

Art. 2. — Les archives existantes du casier judiciaire, de la sûreté publique et du service d'identification judiciaire sont maintenues auprès du ministère établi à Bruxelles. Auprès du ministère établi à Namur, elles ne seront nouvellement organisées que pour l'avenir, à partir du 1^{er} juillet 1917.

L'administration des caisses des veuves et orphelins restera provisoirement en commun pour les deux régions administratives, sous la direction du ministère établi à Bruxelles.

L'administration de chaque établissement en particulier sera exécutée par le ministère de la région administrative où se trouve cet établissement ; en cas de nécessité, on devra, autant que possible et moyennant remboursement des frais, recevoir dans les établissements de l'une des deux régions administratives des personnes ressortissant de l'autre région administrative.

Art. 3. — Le règlement organique du 29 juillet 1893 ainsi que les arrêtés royaux complémentaires resteront provisoirement en vigueur pour chacun des deux ministères, avec la restriction que la détermination définitive du cadre du personnel est réservée.

Art. 4. — Le chef de l'administration civile (Verwaltungschef) est chargé de l'exécution du présent arrêté.

9 juin 1917. — *Arrêté concernant la formation de deux ministères des Finances (Bull. n° 356, 12 juin 1917).*

En exécution de l'arrêté du 21 mars 1917, concernant la formation de deux régions administratives en Belgique, j'arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Pour chacune des deux régions administratives (la région flamande et la région wallonne), l'administration des Contributions directes, Douanes et Accises et l'administration de l'Enregistrement et des Domaines seront confiées à un ministère des Finances spécial, à partir du 1^{er} juillet 1917.

Art. 2. — L'administration du Trésor, l'administration de la Dette publique et des Monnaies, l'administration des Caisses des veuves et orphelins des fonctionnaires et employés de l'administration des Finances et la Statistique commerciale resteront provisoirement en commun pour les deux régions administratives, sous la direction du ministère des Finances établi à Bruxelles.

Art. 3. — Au surplus, les arrêtés royaux des 31 décembre 1875 et 15 janvier 1912 ainsi que leurs arrêtés complémentaires sont provisoirement rendus applicables, par analogie, à chacun des deux ministères des Finances.

Art. 4. — Le chef de l'administration civile (Verwaltungschef) est chargé de décréter les autres dispositions nécessaires pour l'exécution du présent arrêté.

13 septembre 1917. — *Arrêté concernant la formation de deux ministères belges de la Marine, des Postes et des Télégraphes (Bull. n° 395, 23 septembre 1917).*

En exécution de l'arrêté du 21 mars 1917, concernant la formation de deux régions administratives en Belgique, j'arrête ce qui suit :

Art. 1^{er}. — A partir du 1^{er} janvier 1918, l'administration belge des Postes sera séparée en deux administrations distinctes pour chacune des deux régions administratives de la Belgique ; l'administration flamande sera établie à Bruxelles, l'administration wallonne à Namur.

Art. 2. — Les administrations belges de la Marine et des Télégraphes qui ne fonctionnent pas à présent resteront provisoirement confiées exclusivement à l'administration impériale allemande des Postes et Télégraphes.

Art. 3. — Le service de la Caisse des veuves et orphelins restera provi-

soirement en commun pour les deux régions administratives, sous la direction du ministère établi à Bruxelles.

Art. 4. — En exécution des arrêtés du 21 mars 1917 et du 13 avril 1917 la deuxième circonscription postale est supprimée ; la première circonscription postale comprend la province de Brabant (arrondissements de Bruxelles et de Louvain) ; en outre, les circonscriptions postales de la région administrative flamande ont les mêmes limites que les provinces.

Art. 5. — L'administration impériale allemande des Postes et Télégraphes en Belgique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

NOTE 4

La séparation étant accomplie, suivirent des arrêtés réglant les détails de son application. La principale conséquence devait être l'usage exclusif de la langue flamande dans la région flamande. Elle fut déclarée langue officielle en Flandre par l'arrêté du 9 août 1917. Désormais les administrations, tant centrales que provinciales et communales, ne pouvaient se servir que du flamand dans leurs relations entre elles ou avec le public ou même avec la Wallonie.

Cependant la rigueur de cette mesure était atténuée pour les communes de l'agglomération bruxelloise où les administrations *pouvaient* faire usage du français dans une certaine mesure (art. 4). L'obligation d'utiliser le flamand n'était pas limitée aux seules administrations publiques, mais tous les services dus à l'initiative privée, qui avaient un but d'utilité publique, sociétés de tramways, d'éclairage, etc., étaient soumis au même régime.

On peut remarquer que les Allemands désiraient généraliser l'utilisation de la langue flamande. Ainsi l'arrêté du 29 novembre 1917, concernant les brevets, stipule que dans la région flamande l'inventeur ne pourra se servir que de la langue néerlandaise pour déposer son brevet, tandis que dans la région wallonne, il pourra se servir à son choix du français, du flamand ou de l'allemand.

9 août 1917. — *Arrêté concernant la langue officielle en Flandre (Bull. n° 387, 2 septembre 1917).*

Art. 1^{er}. — Dans la région administrative flamande le flamand est la langue officielle exclusive de toutes les autorités et tous les fonctionnaires de l'Etat, des provinces et des communes, ainsi que de leurs institutions et établissements, y compris les établissements d'instruction et le personnel enseignant.

En ce qui concerne les autorités judiciaires, les dispositions existantes restent en vigueur jusqu'à nouvel ordre. Les dispositions concernant la langue véhiculaire des établissements d'instruction ne sont pas non plus modifiées.

Art. 2. — La prescription de l'article 1^{er} s'applique au service intérieur, aux relations que les bureaux et fonctionnaires visés à l'article 1^{er} ont entre

eux et avec la Wallonie, à leurs relations verbales ou écrites avec le public ainsi qu'aux communications, avis et inscriptions publiques.

Art. 3. — Les autorités centrales de l'État dont le ressort comprend encore momentanément la région administrative wallonne peuvent traiter en langue française les affaires se rapportant à ladite région administrative.

Art. 4. — Dans les communes d'Anderlecht-Cureghem, Bruxelles, Ixelles, Etterbeek, Saint-Gilles, Jette-Saint-Pierre, Saint-Josse-ten-Noode, Kockelberg, Laekhen, Molenbeck-Saint-Jean, Schaerbeek, Uccle et Forest, pourra aussi être fait usage, jusqu'à nouvel ordre, de la langue française dans les relations avec les personnes privées qui auront utilisé elles-mêmes cette langue. De même, dans lesdites communes, les communications, avis et inscriptions publiques pourront être accompagnés d'une traduction française.

Art. 5. — Les dispositions du présent arrêté sont applicables, par analogie, au département de l'émission de la Société Générale de Belgique, à la Banque Nationale de Belgique, à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, à la Société Nationale des distributions d'eau, ainsi qu'aux sociétés des tramways et de chemins de fer vicinaux, aux entreprises publiques chargées de l'éclairage et de la livraison de la force motrice, aux institutions de bienfaisance publique et de bien public, ainsi qu'à tous les autres établissements, institutions, sociétés ou personnes assurant des services publics.

Art. 6. — Le chef de l'administration civile de la Flandre (Verwaltungs-chef für Vlandern) décrétera les dispositions nécessaires à l'exécution du présent arrêté : il pourra consentir des exceptions pour période de transition. Il est autorisé à transmettre ces pouvoirs aux présidents de l'administration civile.

Le chef de la section des Finances, le chef de la section du Commerce et de l'Industrie près le gouverneur général en Belgique et le commissaire général des Banques sont, quant aux autorités et établissements placés sous leur surveillance, autorisés à décréter des dispositions réglementaires et à consentir des exceptions, d'accord avec le chef de l'administration civile de la Flandre.

En ce qui concerne les régions des opérations, les dispositions réglementaires seront décrétées par les présidents compétents de l'administration civile, qui pourront consentir des exceptions pour une période de transition.

Art. 7. — Toutes les dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

Bruxelles, le 9 août 1917.

Der Generalgouverneur in Belgien :

Freiherr VON FALKENHAUSEN,
Generaloberst.

A. H. Qu., le 9 août 1917.

Der oberbefehlshaber der IV^e Armee :

SIXT VON ARNIM.

29 novembre 1917. — *Arrêté (pour la Flandre et la Wallonie) modifiant la loi du 24 mai 1854 sur les brevets ainsi que l'arrêté royal de la même date déterminant les mesures générales pour l'exécution de ladite loi (Bull. n° 422, 5 décembre 1917).*

Art. 1^{er}. — L'article 17, 1^{er} alinéa, de la loi du 24 mai 1854 est remplacé par la prescription suivante :

Quiconque voudra prendre un brevet sera tenu de déposer, sous cachet, en double, au greffe de l'un des gouvernements provinciaux de la région administrative où il aura son domicile légal ou au bureau d'un commissariat d'arrondissement de ladite région, en suivant les formalités déterminées par arrêté royal, la description claire et complète ainsi que le dessin exact et sur échelle métrique de l'objet de l'invention.

La description devra être rédigée en néerlandais lorsque l'inventeur aura son domicile légal dans la région administrative flamande ; elle devra l'être dans une des langues usitées en Belgique, lorsque l'inventeur aura son domicile légal dans la région administrative wallonne.

Art. 2. — L'article 3, 1^{re} phrase, de l'arrêté royal du 24 mai 1854 est remplacé par la prescription suivante :

La demande devra indiquer les noms, prénoms, profession et domicile légal de l'inventeur ; elle indiquera aussi le domicile élu de l'inventeur, si celui-ci le désire.

Art. 3. — L'article 4, 1^{er} et 2^e alinéas, de l'arrêté royal du 24 mai 1854 est remplacé par la prescription suivante :

La description devra être rédigée en néerlandais, lorsque l'inventeur aura son domicile légal dans la région administrative flamande ; elle devra l'être en langue allemande, néerlandaise ou française, lorsque l'inventeur aura son domicile légal dans la région administrative wallonne.

La description qui ne serait pas rédigée en néerlandais devra être accompagnée d'une traduction en cette langue lorsque l'inventeur n'aura pas son domicile légal en Belgique.

NOTE 5

Tandis que des commissions se réunissaient pour étudier de quelle façon serait démembrée la Belgique, le gouvernement général préparait la paix. Un document découvert dans les archives du gouvernement général allemand à Bruxelles et intitulé : « *Proposition concernant le traitement de la Belgique à la conclusion de la paix* » jette à ce sujet un jour intéressant. Il n'est pas inutile, pensons-nous, de le reproduire ici. Quoique n'ayant aucun caractère officiel, il contribuera à faire comprendre dans quel esprit l'occupant a administré le pays occupé, si l'on songe que certaines idées qui y sont exposées ont effectivement été réalisées par le gouvernement général pendant la période d'occupation, comme notamment la séparation de la Belgique en deux territoires linguistiques et l'établissement à Namur de la capitale de la Belgique wallonne.

En voici le texte :

« L'expérience de la guerre actuelle nous a démontré que la Belgique doit rester sous le pouvoir des puissances centrales.

« Elle doit être organisée comme la plus puissante forteresse du monde contre l'Angleterre

« C'est sur la base de cette considération militaire et politique que doit être traitée la question belge, et cela de la façon suivante :

« La situation géographique de la Prusse, ses relations économiques et la puissance créatrice qui lui est inhérente, indiquent que cet Etat doit être considéré comme le seul dont il puisse être question pour la garde et l'administration de la Belgique.

« La Prusse pourra s'entendre avec le reste de l'Empire allemand pour ce qui concerne, par exemple, les questions financières ; mais c'est à elle seule que doit incomber l'organisation de la Belgique.

« Que la Belgique soit divisée en deux Etats, la Flandre et la Wallonie, c'est ce qui importe fort peu aux puissances centrales ; mais ce qui leur importe essentiellement, c'est de profiter de cette dualité de langues pour diviser et déchirer tellement les populations que l'opinion publique allemande y découvre la nécessité pour elle d'occuper la Belgique.

« Afin de pouvoir réaliser efficacement l'inspection militaire, il est nécessaire de créer un poste d'inspection d'armée (marine) avec résidence à Anvers, pour toutes les troupes d'occupation des deux Etats de la Belgique. Il n'y a pas lieu pour le moment de s'occuper des détails de cette organisation (points d'appui pour la flotte, dépôts de charbon, etc.).

« Quant à l'administration politique, on devra maintenir les organismes existant actuellement dans l'Etat indivis. On devra donc instituer, en Wallonie aussi bien qu'en Flandre, toute la hiérarchie gouvernementale qui fut en vigueur avant la guerre dans la Belgique unie.

« Pour protéger les intérêts allemands, au point de vue gouvernemental, on aura soin de prendre les mesures spéciales suivantes :

« Pour l'exercice des pouvoirs du roi, on choisira un gouverneur général dont la mission s'étendra aux deux Etats belges. Si possible, ce gouverneur sera un Belge de naissance (due...).

« A côté de celui-ci on placera un commissaire général prussien pour chacun des deux Etats. Ce commissaire aura pour tâche de surveiller, avec des fonctionnaires subalternes, les faits et gestes du gouverneur belge. Il restera seulement à examiner si l'on devra installer un codirecteur dans chacun des ministères ou bien si l'on pourra se contenter de nommer un commissaire allemand auprès de chaque gouvernement provincial.

« En tout cas, l'action du commissaire général et celle des autres commissaires devront tendre à ce que les ministères et les gouvernements provinciaux ne puissent prendre aucune décision ni aucune mesure contraire aux intérêts allemands.

« Il n'y a pas moyen de fixer les bornes géographiques des deux Etats sans tenir compte des intérêts militaires.

« En tout cas, Bruxelles comme capitale a vécu.

« Pour la Flandre, la résidence gouvernementale sera Anvers, et pour la Wallonie, Namur.

« Bruxelles resterait seulement la ville de la Bourse et des plaisirs et cesserait d'être le centre de la vie politique.

« Pour le reste, on laissera aux deux Etats l'organisation administrative d'avant la guerre, mais l'inspecteur d'armée (marine) devra avoir un pouvoir dictatorial, l'autorisant à intervenir avec la force militaire dans toutes les questions belges aussitôt que l'intérêt de la Prusse ou de l'Empire l'exigerait.

« On devra enlever aux Belges l'exploitation de leurs chemins de fer et de leurs voies d'eau, ainsi que l'administration de la douane et de la poste.

« On devra interdire toute organisation militaire des Belges, mais ceux-ci auront à payer le service militaire dont ils seront libérés.

« Au point de vue du traitement moral de la population belge, on se bornera au strict nécessaire. Ce serait de la sensiblerie de consentir à appliquer aux Belges la morale allemande et la politique sociale allemande.

« Pourtant du point de vue du conquérant, nous devons suivre la ligne de conduite de ne point entraver chez les Belges l'avidité des plaisirs, mais de rendre la population inapte au service militaire par une vie de jouissances. Il sera naturel, de la part des Allemands, de ne point se mêler des luttes politiques de la Belgique, ni de sa vie confessionnelle.

« Dans le domaine de l'école, il faudra avoir à cœur de négliger tout ce qui pourrait, dans les deux Etats, rendre les Belges meilleurs, soit intellectuellement, soit physiquement.

« Le ministre des affaires étrangères de Prusse se chargerait de la représentation diplomatique ou consulaire des deux Etats. Chacun de ceux-ci pourrait installer un ministre résidant à Berlin, pour maintenir le bon contact avec nous.

« Tout ce programme froisserait peut-être l'opinion publique en Allemagne ; mais la politique des réalités, que l'expérience de la guerre mondiale nous oblige à suivre, justifie cette conception de l'avenir de la Belgique, à l'égard de laquelle nous n'avons à tenir compte que de notre propre intérêt.

« La Belgique doit être mise vis-à-vis de la Prusse à peu près dans la même situation que l'Egypte ou l'île de Chypre vis-à-vis de l'Angleterre ou que Cuba vis-à-vis des Etats-Unis.

« Les formules qui précèdent et qui sont faites pour servir aux négociateurs de la paix, sont inspirées de la politique de conquête de nos plus puissants ennemis, les Anglais » (1).

(1) Traduit et publié par A. Henry, op. cit., p. 75-77.

Table des Matières

PRÉFACE.....	Pages VII
AVANT-PROPOS.....	XIII

PREMIÈRE PARTIE

L'Organisation de l'Occupation

CHAPITRE PREMIER

<i>L'occupation de la Belgique 1914-1915.....</i>	3
Occupation ; organisation du gouvernement général et de l'administration ; contrôle des banques ; séquestres ; retrait à la Banque Nationale du privilège de l'émission des billets de banque, attribué à la Société Générale. Suppression des mesures prises par le gouvernement belge pour le ravitaillement du pays ; réquisitions de vivres indigènes ; réquisition des matières premières de l'industrie ; installation des Conseils de guerre.	

CHAPITRE II

<i>La politique allemande vis-à-vis de la population belge.....</i>	21
Restriction de la compétence des organismes administratifs belges ; un congrès de juristes allemands réuni à Bruxelles en juillet 1915 établit la situation juridique de la population vis-à-vis du pouvoir occupant. Mesures restreignant la liberté de réunion, punissant les manifestations de loyalisme ; organisation de la surveillance de la population par la création des « Meldeamt » ; mesures cherchant à organiser la délation entre Belges ; rétablissement de la peine de confiscation générale de tous les biens et de la déportation.	

CHAPITRE III

<i>La politique économique allemande en matière agricole.....</i>	33
Réquisitions ; création des « Centrales » ; réglementation du transport des vivres indigènes ; destruction de l'élevage chevalin.	

CHAPITRE IV

<i>La politique économique allemande en matière industrielle.....</i>	39
Réquisitions ; destruction et enlèvement des machines ; extension des séquestres ; création de la « Kohlenzentrale » et de la « Centrale des Huiles ».	
L'Allemagne prépare le chômage de la population ouvrière ; échec des tentatives faites par la population belge pour ranimer l'industrie belge et l'exportation ; interdiction faite aux pouvoirs publics de soutenir les chômeurs ou d'entreprendre des travaux publics pour les employer ; défense à la population de porter secours aux chômeurs ; les déportations en masse des ouvriers.	

CHAPITRE V

<i>L'Institution du « travail forcé ».....</i>	49
Le chômage organisé ; mesures interdisant les secours aux chômeurs ; le congrès des juristes de septembre 1916 ; les déportations ouvrières.	

CHAPITRE VI

<i>La politique allemande en matière judiciaire.....</i>	63
--	----

Création de commissions d'arbitrages pour finir la responsabilité des communes dans les actes d'hostilité commis par la population vis-à-vis de sujets allemands ; création d'un tribunal arbitral en matière de loyers ; le gouvernement général s'attribue le droit de légiférer ; organisation d'une juridiction administrative en matière pénale ; le gouvernement général s'octroie la haute main sur la police belge ; conflit avec la magistrature nationale ; ingérence de l'administration allemande dans les pouvoirs judiciaires.

CHAPITRE VII

<i>Le Gouvernement général allemand et l'administration belge.....</i>	77
--	----

Conflit avec les conseils provinciaux ; leur suppression ; conflit avec les pouvoirs communaux.

DEUXIÈME PARTIE

La Tentative de Destruction de l'Esprit national belge

CHAPITRE PREMIER

<i>La séparation de la Belgique en Flandre et Wallonie.....</i>	85
---	----

L'intervention allemande en matière linguistique, dans l'administration, dans l'enseignement ; flamandisation de l'Université de Gand ; la séparation administrative du pays en Flandre et Wallonie ; les travaux de la « Kommission zum Ausbau der Selbstverwaltung in den flämischen und wallonischen landesteilen » (novembre 1917).

CHAPITRE II

<i>La crise.....</i>	107
----------------------	-----

La destruction de l'unité nationale : création des ministères flamands et wallons ; le Raad van Vlaanderen ; l'arrestation des membres du Raad van Vlaanderen par ordre de la Cour d'appel de Bruxelles ; conflit entre le Gouvernement général et la justice belge ; la justice belge suspend son cours ; les manifestations populaires contre la séparation administrative du pays ; déportation des autorités communales gantoises ; la destruction des pouvoirs belges est accomplie.

La réorganisation ; création de tribunaux répressifs et civils allemands en Belgique ; suppression du bilinguisme dans l'administration et l'enseignement ; la répartition des vivres employée comme moyen de pression pour amener la population à se rallier à la politique allemande.

Examen des conditions de paix de l'Allemagne concernant la Belgique.

PARTIE DOCUMENTAIRE

CHAPITRE PREMIER

<i>Le régime de contrainte imposé à la population belge.....</i>	129
--	-----

Note 1. — Les libertés personnelles..... 129

Note 2. — L'imposition exceptionnelle frappant les Belges qui ont quitté le territoire..... 130

Note 3. — La surveillance de la population..... 134

Note 4. — La Censure..... 136

Note 5. — Les entraves apportées à la liberté d'association..... 138

Note 6. — Mesures prises contre les manifestations de loyalisme..... 140

Note 7. — Mesures concernant les Allemands qui avaient acquis la nationalité belge..... 112

CHAPITRE II

<i>L'administration allemande et le régime financier, industriel, commercial et agricole de la Belgique</i>	145
<i>Note 1. — Cours forcé du mark. Le privilège d'émission de la Banque nationale</i>	145
<i>Note 2. — Restrictions apportées à la liberté commerciale. Les « Centrales » agricoles</i>	148
<i>Note 3. — Saisie de stocks alimentaires</i>	162
<i>Note 4. — Les réquisitions des matières premières industrielles</i>	164
<i>Note 5. — La Kohlenzentrale</i>	166
<i>Note 6. — L'exportation</i>	167
<i>Note 7. — Le transit et le transport des marchandises</i>	170
<i>Note 8. — Le contrôle des banques</i>	173
<i>Note 9. — Les commissaires des banques</i>	175
<i>Note 10. — Les séquestres</i>	177
<i>Note 11. — L'exploitation des industries est soumise à l'autorisation préalable de l'administration allemande</i>	180
<i>Note 12. — La Centrale des Eaux, Gaz et Electricité</i>	182
<i>Note 13. — Mesures en matière de paiements</i>	183

CHAPITRE III

<i>L'Institution du travail forcé pour les Belges</i>	187
<i>Note 1. — Mesures prises pour contraindre les chômeurs au travail</i>	187
<i>Note 2. — Institution de la déportation contre les ouvriers récalcitrants</i> ..	190
<i>Note 3. — Mesures prises contre les communes qui soutiennent les chômeurs</i>	191
<i>Note 4. — Tout Belge peut être contraint de travailler au service de l'Allemagne</i>	194

CHAPITRE IV

<i>Le régime pénal allemand en Belgique</i>	197
<i>Note 1. — La sévérité des peines ; la responsabilité des communes ; peines frappant des tiers</i>	197
<i>Note 2. — Le régime de la délation</i>	199
<i>Note 3. — Le délit « d'abstention ». La peine de la confiscation générale des biens</i>	202

CHAPITRE V

<i>Les pouvoirs administratifs belges pendant l'occupation</i>	205
<i>Note 1. — L'établissement des pouvoirs administratifs allemands</i>	205
<i>Note 2. — L'administration allemande et les fonctionnaires belges</i>	208
<i>Note 3. — Les Conseils provinciaux</i>	209

CHAPITRE VI

<i>Interventions allemandes dans l'exercice de la justice belge</i>	213
<i>Note 1. — L'ingérence allemande en matière judiciaire</i>	213
<i>Note 2. — La police des mœurs</i>	215
<i>Note 3. — Restriction des pouvoirs du parquet</i>	217
<i>Note 4. — Création de tribunaux spéciaux</i>	218
<i>Note 5. — Conflits avec la magistrature</i>	225
<i>Note 6. — Idem</i>	235
<i>Note 7. — L'Allemagne institue des tribunaux civils et répressifs</i>	238

CHAPITRE VII

<i>La tentative de destruction de l'unité nationale</i>	245
<i>Note 1. — Mesures concernant le régime linguistique</i>	245
<i>Note 2. — La flamandisation de l'Université de Gand</i>	255
<i>Note 3. — La séparation administrative</i>	256
<i>Note 4. — Le régime linguistique après la séparation administrative</i>	262
<i>Note 5. — Proposition concernant le traitement de la Belgique à la conclusion de la paix</i>	264

PLAN D'ENSEMBLE
D'UNE
HISTOIRE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
DE LA GUERRE MONDIALE

I

LISTE DES DIRECTEURS ET DES COMITÉS DE DIRECTION

DIRECTEUR GÉNÉRAL : M. JAMES T. SHOTWELL

Membre de droit des Comités de direction

BELGIQUE

M. H. PIRENNE, *directeur*.

FRANCE

Comité de direction :

Président : M. Charles GIDE.

Membres : M. Arthur FONTAINE.

M. Henri HAUSER.

M. Charles RIST.

GRANDE-BRETAGNE

Comité de direction :

Président : Sir William BEVERIDGE, K. C. B.

Membres : M. H. W. C. DAVIS, C. B. E.

M. Thomas JONES, LL. D.

M. J. M. KEYNES, C. B.

M. F. W. HIRST.

M. W. R. SCOTT, D. Phil.

ITALIE

Comité de direction :

Président : M. Luigi EINAUDI.

Membres : M. Pasquale JANNACCONE.

M. Umberto RICCI.

ALLEMAGNE

Comité de direction :

Président : M. Carl MELCHIOR.

Membres : M. A. MENDELSSOHN-BARTHOLDY.

M. Hermann BÜCHER.

M. Carl DUISBERG.

M. Max SERING.

AUTRICHE

Comité de direction :

Président : M. Friedrich von WIESER.

Membres : M. Richard RIEDL.

M. Richard SCHÜLLER.

M. Clemens von PIRQUET.

HONGRIE

M. Gustave GRATZ, *directeur*.

RUSSIE

Sir Paul VINOGRADOFF, *directeur de la Première Série*.

PAYS-BAS

M. H. B. GREVEN, *directeur*.

PAYS SCANDINAVES

Comité de direction :

Président : M. Harald WESTERGAARD (Danemark).

Membre : M. Eli HECKSCHER (Suède).

ROUMANIE

M. David MITRANY, *directeur*.

II

LISTE DES MONOGRAPHIES

(Cette liste ne comprend que les monographies déjà parues et celles qui sont en préparation. Elle pourra être modifiée ou allongée selon les besoins. Les monographies se divisent en deux catégories principales : celles destinées à former un volume de 300 à 400 pages, et celles qui, ne comportant qu'une centaine de pages, pourront être ultérieurement réunies en un même volume avec d'autres traitant de sujets connexes. Les monographies déjà parues sont indiquées par un astérisque, celles qui ne traitent qu'une partie d'un sujet par un double astérisque).

SÉRIE BELGE

- La Belgique et la guerre mondiale, par M. H. PIRENNE.
- La Déportation des ouvriers belges et le travail forcé de la population civile pendant l'occupation allemande de la Belgique, par M. Fernand PASSELECQ.
- *Le Ravitaillement de la Belgique pendant l'occupation allemande, par M. Albert HENRY.
- *La Législation et l'administration allemandes en Belgique, par MM. J. PIRENNE et M. VAUTHIER.
- *Le Secours-Chômage en Belgique pendant l'occupation allemande, par M. Ernest MAHAIM.
- La Destruction de l'industrie belge par les Allemands, par le comte Ch. de KERCHOVE.
- La Politique économique du gouvernement belge pendant la guerre, par M. F. G. van LANGENHOVE.

SÉRIE FRANÇAISE

- Bibliographie méthodique de l'Histoire économique et sociale de la France pendant la guerre, par M. Camille BLOCH.
- L'Organisation gouvernementale française pendant la guerre :
 - Les formes de gouvernement de guerre, par M. Pierre RENOUVIN ;
 - *Le Problème du régionalisme, par M. Henri HAUSER ;
 - Les Services administratifs pendant la guerre (leur histoire et leurs archives), par M. A. BOUTILLIER DU RETAIL ;
 - L'Organisation de la République pour la Paix, par M. Henri CHARDON ;

*Le Contrôle du Ravitaillement de la Population civile, par M. Pierre PINOT ;

*L'Agriculture pendant la guerre, par M. Michel AUGÉ-LARIBÉ.

La Guerre et l'Industrie française :

*L'Industrie française pendant la guerre, par M. Arthur FONTAINE ;

L'Organisation des industries de guerre, par M. Albert THOMAS ;

*Les Industries textiles, par M. Albert APTALION ;

Les Industries métallurgiques, par M. Robert PINOT ;

Les Industries chimiques, par M. Eugène MAUCLÈRE ;

Les Combustibles minéraux, par M. Henri de PEYERIMHOFF ;

*Les Forces hydro-électriques, par M. Raoul BLANCHARD ;

Les Bois d'œuvre pendant la guerre, par M. le général CHEVALIER ;

Les Industries de l'aéronautique, par M. le colonel Paul DHÉ.

La Guerre et le Travail (3 volumes) :

Salaires, tarifs, conventions collectives, grèves, par MM. William OUALID et C. PICQUENARD ;

Placement et chômage, par M. A. CRÉHANGE ;

Le Syndicalisme durant la guerre, par M. Roger PICARD ;

Main-d'œuvre étrangère et coloniale, par M. B. NOGARO et M. le lieutenant-colonel WEIL ;

Santé, travail des femmes, par M. Marcel FROIS.

Effets économiques de la guerre dans les régions envahies :

L'Organisation du travail dans les régions envahies de la France pendant l'occupation, par M. Pierre BOULIN ;

Le Ravitaillement des régions envahies, par MM. Paul COLLINET et Paul STAHL ;

Les Dommages de guerre pour la France, par MM. Edmond MICHEL et PRANGY.

Réfugiés et prisonniers de guerre :

Les Réfugiés, par M. Pierre CARON ;

Les Prisonniers de guerre en France, par M. Georges CAHN-SALVADOR.

La Guerre et le Commerce :

La France et la politique économique interalliée (2 volumes), par M. Étienne CLÉMENTEL ;

La Guerre et le commerce français. Étude générale par M. Charles RIST.

La Guerre et la marine marchande française :

Transports par mer : la marine marchande, par M. CANGARDEL ;

Les Ports français pendant la guerre, par M. Georges HERSENT.

La Guerre et les transports :

Politique et fonctionnement des transports par chemins de fer,
par M. Mareel PESCHAUD ;

La Navigation intérieure en France pendant la guerre, par
M. Georges POCARD DE KERVILER.

La Guerre et les finances françaises :

La Politique financière de la France, par M. Henri TRUCHY ;

Le Marché monétaire et financier français pendant la guerre,
par M. Albert AUPÉTIT.

Le coût de la Guerre pour la France :

Dépenses budgétaires, par M. Gaston JÈZE ;

Le coût de la Guerre pour la France, par MM. Charles GIDE et
Gaston JÈZE.

La Guerre et la vie sociale :

La lutte contre la cherté par les organisations privées, par
MM. Charles GIDE et DAUDÉ-BANCEL ;

Problème du logement et urbanisme, par M. Henri SELIER ;

La Population et les revenus en France pendant la guerre, par
M. Michel HUBER ;

Étude statistique sur le mouvement des prix et des salaires
durant la guerre en France, par M. Lucien MARCH.

La Guerre et la santé publique :

La Défense de la santé publique pendant la guerre, par le docteur
Léon BERNARD ;]

Les Mutilés, par MM. CASSIN et DE VILLE-CHABROLLE.

Études d'Histoire locale (2 volumes).

Paris, par MM. POÈTE, Henri SELIER et BRUGGEMAN ;

*Lyon, par M. Edouard HERRIOT ;

Marseille, par M. Paul MASSON ;

Rouen, par M. G. LEVAINVILLE ;

*Bordeaux, par M. Paul COURTEAULT ;

Bourges, par M. Claude-Joseph GIGNOUX ;

Tours, par MM. Michel LHÉRITIER et Camille CHAUTEPS ;

L'Alsace et la Lorraine, par M. Georges DELAHACHE.

La Guerre et les colonies françaises :

L'Afrique du Nord, par M. Augustin BERNARD ;

Les Colonies françaises pendant la guerre, par M. Arthur GIRAULT.

SÉRIE BRITANNIQUE

*Bibliographie, par Mlle M. E. BULKLEY.

*Archives britanniques de paix et de guerre, par M. Hubert HALL.

*Manuel de l'administration des archives, par M. Hilary JENKINSON.

Le Gouvernement de guerre de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, consi-
déré spécialement au point de vue économique, par M. W. G. S.
ADAMS, C. B.

*Le Gouvernement de guerre dans les Dominions, par M. A. B. KEITH D. C. L.

*Mécanisme de certains contrôles de l'Etat, par M. E. M. H. LLOYD.

Rationnement et ravitaillement, par Sir William BEVERIDGE, K. C. B., et Sir Edward C. K. GONNER, K. B. E.

*Prix et salaires dans le Royaume-Uni (1914-1920), par M. A. L. BOWLEY.

Les Impôts et les bénéfices de guerre, par Sir Josiah C. STAMP, K. B. E.
Les Impôts ;

Les Bénéfices de guerre et leur répartition.

La Guerre et les assurances. Série d'études :

Assurances sur la vie, par M. S. G. WARNER.

Assurances-incendie, par MM. A. E. SICH et S. PRESTON.

Assurances maritimes, par Sir Norman HILL.

Sociétés de Secours mutuels et assurances sur la santé, par Sir Alfred WATSON.

Le Mouvement national pour l'épargne, par Sir William SCHOOLING.

Assurances contre le chômage, par Sir William BEVERIDGE.

Histoire générale de la marine marchande britannique pendant la guerre, par M. C. Ernest FAYLE.

*Le Contrôle des alliés sur la navigation maritime; une expérimentation d'administration internationale, par Sir Arthur SALTER, K. C. B.

*L'Industrie britannique du charbon et la guerre, par Sir Richard REDMAYNE, K. C. B.

*L'Industrie britannique du fer et de l'acier pendant la guerre, par M. W. T. LAYTON, C. H., C. B. E.

Les effets de la guerre sur les Industries textiles britanniques.

Le Commerce de la laine pendant la guerre, par M. E. F. HITCHCOCK.

**La Commission de Contrôle du coton, par M. H. D. HENDERSON.

*Production des denrées alimentaires, par Sir Thomas MIDDLETON, K. B. E.

Les Trade-Unions et la guerre, par M. G. D. H. COLE :

**Le Trade-Unionisme et les munitions ;

**La Main-d'œuvre dans l'industrie britannique du charbon ;

**Les Organisations ouvrières par ateliers.

*L'Organisation du travail et son contrôle, par M. Humbert WOLFE, C. B. E.

Effets de la guerre sur la santé publique :

La Santé de la population civile pendant la guerre, par M. A. W. J. MACFADDEN, C. B. ;

La Santé des soldats démobilisés, par M. E. Cunyngham BROWN, C. B. E.

*La Vallée de la Clyde pendant la guerre, par M. W. R. SCOTT et M. J. CUNNISON.

L'Écosse rurale pendant la guerre : Série d'études sous la direction de M. W. R. SCOTT :

Pêcheries écossaises, par M. D. T. JONES ;

Agriculture écossaise, par M. H. M. CONACHER ;

Le Travailleur agricole, par M. DUNCAN ;

La Réforme agraire, par M. W. R. SCOTT ;

Appendice sur le Jute, par M. J. P. DAY.

- Les Budgets de guerre et la politique financière britannique, par MM. F. W. HIRST et J. E. ALLEN.
- Le Pays de Galles et la guerre, par M. T. JONES.
- Manuels pour l'étude de l'économie de guerre :
- Dictionnaire des organisations officielles du temps de guerre, par M. N. B. DEARLE.
- Chronique économique de la guerre, par M. N. B. DEARLE.
- Études d'histoire sociale britannique pendant la guerre mondiale. (En préparation.)
- Le Coût de la guerre pour la Grande-Bretagne. (En préparation.)

SÉRIE ITALIENNE

- Bibliographie économique et sociale de la guerre, par M. Vincenzo PORRI, avec une introduction sur les archives de la guerre, par M. Eugenio CASANOVA.
- La Législation économique de la guerre, par M. Alberto de STEFANI.
- La Production agricole en Italie (1914-1919), par M. Umberto RICCI.
- Les Classes agricoles en Italie pendant la guerre, par M. Arrigo SERPIERI.
- Alimentation et rationnement, par M. Riccardo BACHI, et Alimentation de l'armée italienne, par M. Gaetano ZINGALI.
- Les Finances de guerre, par M. Luigi EINAUDI.
- Le Coût de la guerre pour l'Italie, par M. Luigi EINAUDI.
- De l'inflation en Italie et de ses répercussions sur les prix, les revenus et les changes étrangers, par M. Pasquale JANNACCONE.
- *Statistique de la santé publique en Italie pendant et après la guerre, par M. Giorgio MORTARA.
- Le Peuple italien pendant et après la guerre : étude sociale, par M. Gioacchino VOLPE.
- *Les Répercussions de la guerre sur la vie économique et sociale du Piémont, par M. Giuseppe PRATO.

SÉRIE ALLEMANDE

- Aperçu bibliographique de la littérature allemande relative à l'histoire économique et sociale de la guerre, par M. A. MENDELSSOHN-BARTOLDY et M. E. ROSENBAUM, avec une section sur les archives impériales, par M. le comte MUSEBECK.
- Effets de la guerre sur le gouvernement et la constitution de l'Allemagne :
- a) Le Gouvernement de guerre de l'Allemagne, par M. A. MENDELSSOHN-BARTOLDY ;
 - b) L'Administration politique des territoires occupés, par MM. von GAYL, W. von KRIES et L. F. von KÖHLER.
- Effets de la guerre sur la morale et la religion :
- a) Les Effets de la guerre sur la morale, par M. O. BAUMGARTEN ;
 - b) Les Effets de la guerre sur la religion, par MM. Erich FOERSTER et Arnold RADEMACHER ;
 - c) Les Effets de la guerre sur la jeunesse, par M. Wilhelm FLITNER ;
 - d) La Guerre et le crime, par M. Moritz LIEPMANN.

Effets de la guerre sur la population, le revenu et le niveau de vie en Allemagne :

- a) Les Effets de la guerre sur la population, par M. R. MEERWARTH ;
- b) Les Effets de la guerre sur les revenus, par M. A. GUNTHER.

Les Effets généraux de la guerre sur la production, par M. Max SERING.

La Guerre et le contrôle gouvernemental :

- a) Le Contrôle de l'État et sa liquidation, par M. H. GÖPPERT ;
- b) L'Approvisionnement des matières premières et le contrôle du gouvernement, par M. A. KOETH ;
- c) La Coopération économique avec les alliés de l'Allemagne et l'organisation du ravitaillement, par M. W. FRISCH ;
- d) L'utilisation économique des territoires envahis :
 La Belgique et la France du Nord, par M. JAHN ;
 La Roumanie et l'Ukraine, par M. MANN ;
 La Pologne et la région baltique, par MM. W. von KRIES et von GAYL.

Les Effets de la guerre sur le commerce allemand, par M. K. WIEDENFELD.

Les Effets de la guerre sur la navigation et les chemins de fer :

- a) La Guerre et la flotte allemande, par M. E. ROSENBAUM ;
- b) La Guerre et les chemins de fer. (En préparation.)

L'Influence de la guerre sur l'industrie allemande, par M. Hermann BÜCHER.

La Guerre et les syndicats ouvriers allemands, par MM. Paul UMBREIT, Adam STEGERWALD, Antoine ERKELENZ et Gustave BAUER.

L'Histoire sociale des classes ouvrières pendant et après la guerre :

- a) La Guerre et l'ouvrier allemand, par M. DAVID ;
- b) La Guerre et les salaires, par M. Waldemar ZIMMERMANN.

L'Alimentation et l'agriculture :

- a) La Guerre et la population agricole, par M. Max SERING ;
- b) L'Approvisionnement alimentaire pendant la guerre, par M. Ar. SKALWEIT ;
- c) La Statistique alimentaire du temps de guerre, par M. Ernest WAGEMANN.
- d) L'Influence de la guerre sur la production agricole, par M. Friedrich AEREBOE.

Effets de la guerre sur les finances allemandes :

- a) Effets de la guerre sur la circulation monétaire et les banques. (En préparation.)
- b) Les Finances allemandes pendant la guerre, par M. Walter LOTZ.

SÉRIE AUTRICHIENNE ET HONGROISE

Autriche-Hongrie :

*Bibliographie des documents imprimés, par M. Othmar SPANN.

*Les Finances austro-hongroises pendant la guerre, par M. Alexandre POPOVICS.

Histoire économique militaire ; série d'études écrites sous la direction du professeur von WIESER, du général KRAUSS, du général HOËN et du colonel GLAISE-HORSTENAU. Le Recrutement, etc., par le colonel KLOSE ; Munitions et ravitaillement, par le colonel PFLUG ; les Transports sous le contrôle militaire, par le colonel RATZENHOFER ; (autres volumes en préparation).

L'Utilisation économique des territoires occupés : Serbie, Monténégro, Albanie, par le général KERCHNAWE ; l'Italie du Nord, par le général LEIDL ; l'Ukraine, par le général KRAUSS ; la Roumanie, par M. Félix SOBOTKA ; la Pologne, par le général MITZKA.

* Mittel-Europa », préparation d'une nouvelle union économique, par MM. GRATZ et SCHÜLLER.

La Ruine et le démembrement de la monarchie des Habsbourg, par M. Friedrich von WIESER, avec une section sur la rupture de l'Union économique entre l'Autriche et la Hongrie, par M. Richard SCHÜLLER.

Empire d'Autriche :

Le Gouvernement de guerre en Autriche, par M. Joseph REDLICH.

Réglementation de l'industrie en Autriche pendant la guerre, par M. Richard RIEDL.

Le Contrôle de l'alimentation et de l'agriculture en Autriche pendant la guerre, par M. H. LÖWENFELD-RUSS.

* Le Travail en Autriche pendant la guerre, série d'études sous la direction de M. Ferdinand HANÜSCH.

Les Chemins de fer autrichiens pendant la guerre (contrôle civil), par M. von ENDERES.

* Le Ravitaillement en charbon de l'Autriche pendant la guerre, par M. von HOMANN-HERIMBERG.

Effets de la guerre sur la morale et la religion, par le chancelier SEIPEL.

La Guerre et le crime en Autriche, par M. Franz EXNER.

Le Coût de la guerre en Autriche, par M. HORNIK.

Royaume de Hongrie :

Histoire générale de l'économie de guerre en Hongrie, par M. Gustave GRATZ.

Les Effets de la guerre sur l'administration gouvernementale et sur l'esprit public en Hongrie, par le comte Albert APPONYI.

Histoire de l'industrie hongroise pendant la guerre, par le baron Joseph SZTERÉNYI.

Histoire du commerce hongrois pendant la guerre, par M. Alexandre MATLEKOVITS.

Histoire des finances hongroises pendant la guerre, par M. John TELESZKY.

L'Agriculture en Hongrie, par M. MUTSCHENBACHER, et le contrôle alimentaire, par M. Jean BUD.

La Vie sociale en Hongrie pendant la guerre, par M. Desider PAP.

La Santé publique et la Guerre en Autriche-Hongrie :

Exposé général de la santé publique en Autriche-Hongrie, par le docteur von PIRQUET.

Études sur la santé publique en Autriche pendant la guerre, par les docteurs HELLY, KIRCHENBERGER, STEINER, RASCHOFKY, KASSOWITZ, BREITNER, von BOKAY, SCHACHERL, HOCKAUF, FINGER, KYRLE, ELIAS, ECONOMO, MULLER-DEHAM, NOBEL, WAGNER, EDELMAN et MAYERHOFER, avec une introduction par le docteur von PIRQUET.

PREMIÈRE SÉRIE RUSSE

(Jusqu'à la Révolution bolchevik).

Effets de la guerre sur le gouvernement et les finances nationales en Russie :

Les Effets de la guerre sur le gouvernement central en Russie, par M. Paul P. GRONSKY.

Les Finances de l'État en Russie pendant la guerre, par M. Alexandre M. MICHELSON.

La Circulation monétaire en Russie pendant la guerre, par M. Michel V. BERNADSKY.

Le Crédit d'État en Russie pendant la guerre, par M. Paul N. APOSTOL.

Les Municipalités et les « Zemstvos » pendant la guerre :

Les Effets de la guerre sur les municipalités russes et l'Union nationale des villes, par M. N. I. ASTROFF.

Les « Zemstvos » en temps de paix et en temps de guerre, par le prince George E. LVOFF.

Les « Zemstvos », par le prince Vladimir A. OBOLENSKY.

L'Union nationale des « Zemstvos » et la « Zemgor » (Fédération de l'Union des Zemstvos et de l'Union des Villes), par M. Serge P. TURIN.

La Guerre et la psychologie des membres des « Zemstvos », par Isaac V. SHKLOVSKY.

L'Armée russe dans la guerre mondiale, étude d'histoire sociale, par le général Nicolas N. GOLOVINE.

L'Économie rurale en Russie et la guerre, par MM. Alexis ANZIFEROFF, Alexandre BILIMOVITCH et M. O. BATCHEFF.

Les Effets de la guerre sur la propriété foncière et la réforme agraire, par MM. V. A. KOSSINSKY et Alexandre D. BILIMOVITCH.

Le Problème du ravitaillement en denrées alimentaires de la Russie pendant la guerre, par M. Pierre B. STRUVÉ, de l'Académie des Sciences de Russie.

Effets de la guerre sur le mouvement coopératif en Russie :

Le Crédit coopératif et la coopération agricole en Russie et la guerre, par M. Alexis N. ANZIFEROFF.

Le Contrôle de l'industrie par l'État en Russie pendant la guerre, par M. Simon O. ZAGORSKY.

Les Effets de la guerre sur quelques industries :

- a) Les Mines de charbon, par M. Boris N. SOKOLOFF ;
- b) L'Industrie chimique, par M. Mark A. LANDAU ;
- c) L'Industrie du lin et de la laine, par M. Serge N. TRÉTIAKOFF.

Les Effets de la guerre sur les questions ouvrières :

- a) Les Salaires, par Mlle Anna G. EISENSTADT ;
- b) Les Modifications survenues dans la composition des classes ouvrières, par M. Vladimir T. BRAITHWAITE.

Le Commerce russe durant la guerre, par M. Paul A. BOURYSHKINE.

La Russie et la guerre économique, par le baron Boris E. NOLDÉ.

Les Transports en Russie pendant la guerre, par M. Michel B. BRAIKÉ-VITCH.

Les Institutions universitaires russes pendant la guerre, par M. Paul J. NOVGORODZOFF.

L'Enseignement primaire et l'enseignement secondaire en Russie durant la guerre, par M. Dimitry M. ODINEZ.

L'Histoire sociale de l'Ukraine pendant la guerre, par M. Nicolas M. MOGILANSKY.

Statistique de la vie publique en Russie pendant la guerre, par M. S. S. KOHN.

La Russie et la guerre mondiale (synthèse historique), par Sir Paul VINOGRADOFF.

SÉRIE HOLLANDAISE

Effets économiques et sociaux de la guerre dans les Pays-Bas :

- L'Effet de la guerre sur le ravitaillement, par M. F. E. POSTHUMA ;
- L'Industrie hollandaise, par M. C. P. ZAALBERG ;
- Le Commerce et la navigation hollandais, par M. E. P. de MONCHY ;
- Prix, salaires et coût de la vie, par M. H. W. METHIORS ;
- Banques et circulation, par MM. VISSERING et J. Westerman HOLSTYN ;
- Les Colonies hollandaises (1914-1922), par MM. J. H. Carpentier ALTING et de COCK BUNING.

**Les Finances de guerre des Pays-Bas, jusqu'en 1918, par M. J. van der FLIER.

Les Finances de guerre dans les Pays-Bas, de 1918 à 1922. Le Coût de la guerre, par M. H. W. C. BORDEWYK.

Les Effets de la guerre sur le problème du logement, 1914-1922, par M. H. J. ROMEYN.

SÉRIE SCANDINAVE

Les Effets de la guerre en Suède, série de monographies :

- a) La Vie et le travail du peuple suédois. Introduction générale, par M. Eli F. HECKSCHER ;
- b) L'Agriculture suédoise et l'approvisionnement alimentaire, par M. Carl MANNERFELT ;
- c) L'Industrie suédoise, par M. Olaf EDSTROM ;
- d) Les Classes ouvrières, par M. Otto JARTE.

Effets de la guerre sur les finances et le commerce suédois :

a) La Circulation et les finances, par M. Eli F. HECKSCHER ;

b) Le Commerce suédois, par M. Kurt BERGENDAL.

La Norvège et la guerre mondiale, par M. Wilhelm KEILHAU.

Les Effets économiques de la guerre sur le Danemark, par M. Einar COHN,
avec une étude sur l'Islande, par M. Thorstein THORSTEINSSON.

SÉRIE TCHÉCOSLOVAQUE

Problèmes financiers et politiques en Tchécoslovaquie pendant la première
année d'après-guerre, par M. A. RASIN.

Les Effets de la guerre sur le peuple tchécoslovaque. Volume d'études
rédigées sous la direction du Président MASARIK.

SÉRIE YOUGO-SLAVE

Situation économique de la Serbie avant la guerre, par M. Velimir
BAJKITCH.

La Serbie pendant la première année de la guerre, par M. Velimir BAJKITCH.

Effets de la guerre. Série d'études. (En préparation.)

SÉRIE ROUMAINE

La Révolution agraire en Roumanie et dans le Sud-Est de l'Europe, par
M. D. MITRANY.

Conséquences économiques de la guerre en Roumanie :

Les Effets de l'occupation ennemie en Roumanie, par M. G. ANTIPA.

Les Effets de la guerre sur la santé publique en Roumanie, par
M. J. CANTACUZÈNE.

Les Effets de la guerre sur la vie économique roumaine (volume en
préparation.)

III

LISTE DES MONOGRAPHIES PUBLIÉES ET DES ÉDITEURS

(La publication des Monographies est faite sous la direction générale de la *Yale University Press*, avec le concours d'éditeurs, dans les différents pays. Chacun des volumes se trouve donc ainsi non seulement à la *Yale University Press*, mais dans tous les pays, chez les éditeurs de l'*Histoire économique et sociale de la guerre*.)

Les ouvrages suivants ont paru ou vont paraître prochainement :

SÉRIE AUTRICHIENNE ET HONGROISE

(*en allemand*)

Bibliographie des documents imprimés, par M. Othmar SPANN.

Les Finances austro-hongroises pendant la guerre, par M. Alexandre von POPOVICS.

Le Ravitaillement en charbon de l'Autriche pendant la guerre, par M. von HOMANN-HERIMBERG.

Le Travail en Autriche pendant la guerre, série d'études sous la direction de M. Ferdinand HANUSCH.

SÉRIE BELGE

(*en français*)

La Législation et l'administration allemandes en Belgique, par MM. J. PIRENNE et M. VAUTHIER.

Le Ravitaillement de la Belgique pendant l'occupation allemande, par M. Albert HENRY.

Le Secours-Chômage en Belgique pendant l'occupation allemande, par M. Ernest MAHALM.

SÉRIE ANGLAISE

(*en anglais*)

Le Contrôle des Alliés sur la navigation maritime ; une expérimentation d'administration internationale, par Sir Arthur SALTER, K. C. B.

Le Gouvernement de guerre dans les Dominions, par M. A. B. KEITH.

Prix et salaires dans le Royaume-Uni (1914-1920), par M. A. L. BOWLEY.

Manuel de l'administration des Archives, par M. Hilary JENKINSON.

La Commission de contrôle du coton, par M. H. D. HENDERSON.

Bibliographie, par Mlle M. E. BULKLEY.

L'Organisation du travail et son contrôle, par M. Humbert WOLFE, C. B. E.

L'Industrie britannique du charbon et la guerre, par Sir Richard REDMAYNE, K. C. B.

Production des denrées alimentaires, par Sir Thomas MIDDLETON, K. B. E.

Les Organisations ouvrières par ateliers, par M. G. D. H. COLE.

Le Trade-Unionisme et les Munitions, par M. G. D. H. COLE.

La Main-d'œuvre dans l'industrie britannique du charbon, par M. G. D. H. COLE.

Mécanisme de certains contrôles de l'État, par M. E. M. H. LLOYD.

La Vallée de la Clyde pendant la guerre, par M. W. R. SCOTT et M. J. CUNNISON.

SÉRIE TCHÉCOSLOVAQUE

(en anglais)

Problèmes financiers et politiques en Tchécoslovaquie pendant la première année d'après-guerre, par M. A. RASIN.

SÉRIE HOLLANDAISE

(en anglais)

Les Finances de guerre des Pays-Bas, jusqu'en 1918, par M. J. van DER FLIER.

SÉRIE FRANÇAISE

(en français)

Bibliographie méthodique de l'Histoire économique et sociale de la France pendant la guerre, par M. Camille BLOCH.

Le Problème du régionalisme, par M. Henri HAUSER.

L'Industrie française pendant la guerre, par M. Arthur FONTAINE.

Les Industries textiles, par M. Albert AFTALION.

Les Forces hydro-électriques pendant la guerre, par M. Raoul BLANCHARD.

Lyon pendant la guerre, par M. Édouard HERRIOT.

L'Agriculture française pendant la guerre, par M. M. AUGÉ-LARIBÉ.

Le Contrôle du Ravitaillement de la Population civile, par M. P. PINOT.

La Vie économique à Bordeaux pendant la guerre, par M. P. COURTEAULT.

* * *

Les éditeurs et les dépositaires de ces volumes sont les suivants :

AMÉRIQUE : *Yale University Press*, New-Haven (Connecticut).

AUTRICHE-HONGRIE : *Holder-Pichler-Tempsky, A. G.*, Vienne (Autriche).

FRANCE : *Les Presses Universitaires de France*, 49, boulevard St-Michel, Paris (France).

ALLEMAGNE : *Deutsche Verlags-Anstalt*, Berlin et Stuttgart.

GRANDE-BRETAGNE : *Oxford University Press Amen House*, Warwick Square, Londres, E. C. 4.

ITALIE : *Casa Editrice Laterza*, Bari (Italie).

Toute personne qui désirerait avoir des renseignements sur les volumes parus ou à paraître doit s'adresser à l'éditeur de son pays.

Imp. des *Preses Universitaires de France*. 1925. — 33.484.

350-100

100



Form 45

940.9

C 216 be

Carnegie endow. for internat.
peace

Div. of econ. & hist.-Econ.
& soc. hist. of world war.

233757

Form 47

940.9

C 216 be

PENNSYLVANIA STATE LIBRARY

Harrisburg

233757

In case of failure to return the books the borrower agrees to pay the original price of the same, or to replace them with other copies. The last borrower is held responsible for any mutilation.

Return this book on or before the last date stamped below.

